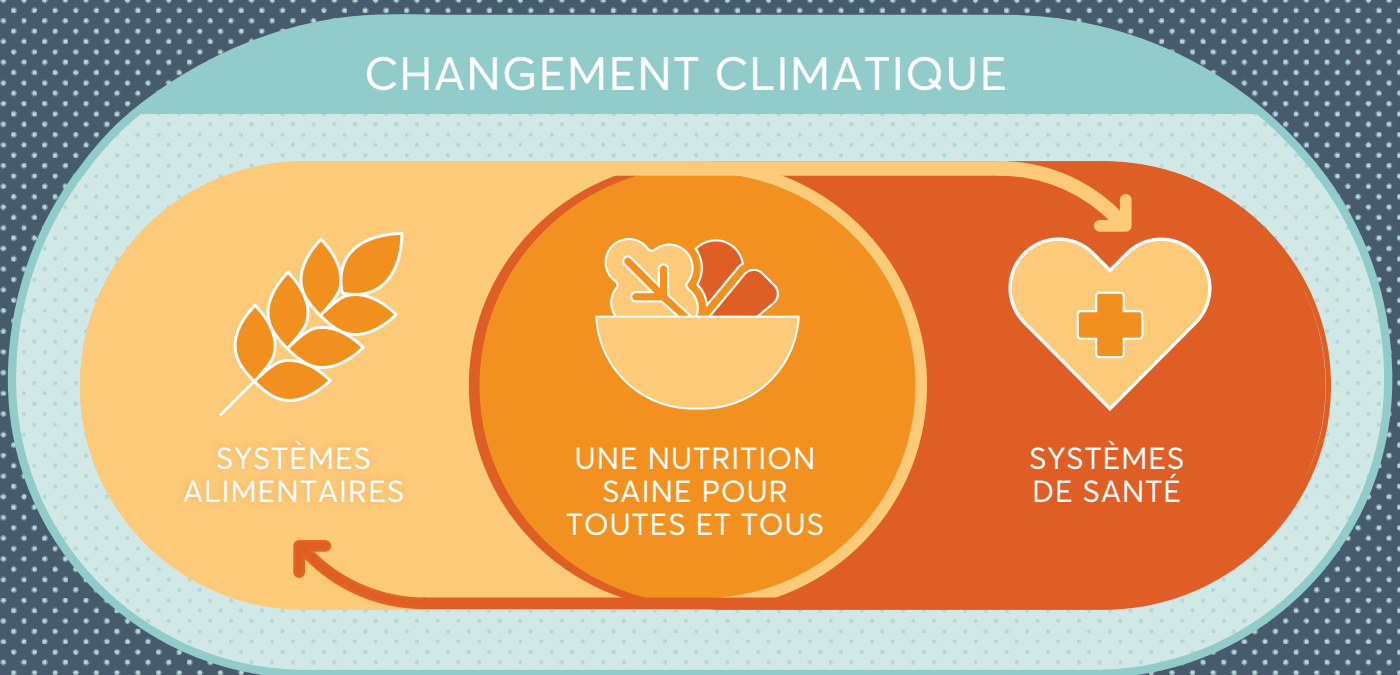


2026



Rapport mondial sur la nutrition

**Intégrer les systèmes
alimentaires et de santé en
vue d'une nutrition résiliente
face au changement climatique**



SOUTIENS

Le Réseau de développement Aga Khan salue la publication du **Rapport mondial sur la nutrition 2026** et son appel en faveur d'approches plus intégrées des systèmes alimentaires et de santé afin de protéger la nutrition dans un contexte de conflits, de contraintes financières et de chocs environnementaux. L'analyse factuelle présentée dans ce rapport met en évidence la manière dont des crises interdépendantes compromettent les résultats en matière de nutrition et souligne l'importance d'une collaboration intersectorielle fondée sur l'expérience des pays. Cela s'inscrit parfaitement dans la lignée du travail mené de longue date par la Fondation Aga Khan, l'Université Aga Khan, les Services de santé Aga Khan et leurs partenaires pour renforcer les systèmes de santé, améliorer la sécurité alimentaire et la protection sociale, et générer des données factuelles dans les contextes fragiles. Nous espérons que ce rapport aidera les gouvernements, les bailleurs de fonds et les partenaires du développement à accélérer les progrès dans la lutte contre la malnutrition.

Michael Kocher, président de la Fondation Aga Khan

Parmi les crises convergentes en termes de climat, de santé et de financements du développement à l'étranger, le **Rapport mondial sur la nutrition (GNR) 2026** fournit un cadre analytique et pratique pour instaurer une alimentation saine grâce à une action plus coordonnée dans l'ensemble des systèmes alimentaires et de santé. Son approche reflète en grande partie l'expérience des Plateformes nationales d'information pour la nutrition (NIPN), qui sont devenues un mécanisme efficace pour des actions multisectorielles en faveur de la nutrition dirigées par les pays et reposant sur des éléments factuels. En renforçant le leadership national, la gouvernance et les capacités institutionnelles, les NIPN ont montré la valeur d'approches flexibles et collaboratives. Les recommandations du rapport sont concrètes et tiennent compte des défis rencontrés dans la pratique, offrant ainsi une trajectoire ciblée vers les objectifs mondiaux en matière de nutrition et les Objectifs de développement durable.

Laura Barrington, coordinatrice, Capacity for Nutrition – Plateformes nationales d'information pour la nutrition (C4N-NIPN), programme Knowledge for Nutrition (K4N)

Le changement climatique menace les systèmes alimentaires et sanitaires, rendant plus difficile l'accès à une alimentation équilibrée. Pour y remédier, il est nécessaire d'intégrer la sécurité alimentaire dans les investissements liés au climat, afin de garantir que les solutions profitent à la fois aux populations et à la planète. Une mauvaise alimentation nuit à la productivité, aggrave les inégalités et compromet la prospérité, ce qui exige une action coordonnée de la part des gouvernements, des entreprises et de la société civile.

L'Union européenne (UE) est à la pointe de la lutte contre la malnutrition mondiale, et le **Rapport mondial sur la nutrition 2026** fournit les données probantes nécessaires pour le renforcement des efforts collectifs. Une meilleure coordination intersectorielle est essentielle. Par le biais de Global Gateway, l'UE finance des approches fondées sur des données probantes qui relient la nutrition aux objectifs de développement durable au sens large. En renforçant les politiques et leur mise en œuvre, nous pouvons transformer les engagements en résultats concrets et renforcer la résilience face aux défis mondiaux.

Jozef Síkela, commissaire chargé des partenariats internationaux, Commission européenne

Le **Rapport mondial sur la nutrition 2026** nous rappelle à point nommé l'importance de lutter contre la malnutrition et de réaliser l'Objectif de développement durable 2 : Faim «zéro». Le rapport présente les domaines clés sur lesquels nous devons nous concentrer pour garantir une action durable à long terme, par le biais d'efforts couvrant les systèmes alimentaires et de santé et de la promotion d'approches intégrées qui regroupent les résultats en termes de nutrition, d'environnement et d'équité ainsi que sur le plan économique. Il souligne également le rapport coûts-avantages élevé qu'offre l'expansion des actions pour la nutrition au travers des plateformes de soins de santé primaire et des systèmes de protection sociale déjà en place ainsi que l'apport d'un soutien en faveur de systèmes alimentaires comprenant des aliments plus nutritifs. Cela correspond tout à fait aux priorités du Royaume-Uni pour le développement, le climat et les femmes et les filles. Le Royaume-Uni reste déterminé à lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes et nous nous réjouissons à la perspective de collaborer avec nos partenaires pour soutenir des approches intégrées qui offrent des bénéfices connexes couvrant la santé, la pauvreté, l'autonomisation des femmes et la résilience face au changement climatique.

Baronne Chapman, ministre du Développement et de l'Afrique, ministère des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement, Royaume-Uni

Le **Rapport mondial sur la nutrition 2026** montre que la nutrition est étroitement liée au changement climatique, à la santé et au développement durable. Il clarifie également le fait que nos systèmes alimentaires et de santé sont soumis à des pressions considérables sous l'effet de l'intensification des impacts climatiques et d'autres crises qui se recoupent. Malgré cela, le rapport nous rappelle que des progrès sont possibles. En renforçant les institutions nationales et en faisant de la nutrition une partie intégrante des systèmes de santé et alimentaires au quotidien, les pays peuvent protéger les communautés et préserver des acquis durement gagnés, même en période de restrictions budgétaires. Le Canada soutient l'appel à dépasser les efforts isolés et à mettre l'accent sur des solutions intégrées dirigées par les pays. Cette approche oriente des initiatives telles que le Fonds pour une agriculture et des systèmes alimentaires climato-intelligents, qui aide les agriculteurs dans les pays en développement à accéder au soutien dont ils ont besoin pour adopter des pratiques durables qui améliorent la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ces efforts montrent ce qu'une action systémique peut réaliser, mais le rapport indique clairement que beaucoup reste à faire. Le Canada demeure déterminé à collaborer avec les partenaires afin que tout le monde puisse vivre en meilleure santé.

L'Honorable Randeep Sarai, Secrétaire d'État (développement international), Canada

Ce **Rapport mondial sur la nutrition** présentait des problèmes essentiels que nous devons toutes et tous nous efforcer de résoudre : l'intégration des systèmes alimentaires et de santé, l'atténuation des compromis entre les résultats pour les populations et pour la planète, et une réduction significative des asymétries dans les relations de pouvoir entre les genres sur le plan décisionnel à tous les niveaux. Pour moi, la constatation la plus frappante est le fossé entre les promesses et les actions qui sont ensuite menées. Une année s'est écoulée depuis le dernier sommet N4G, et ce fossé est béant. Nous devons redoubler d'efforts, ensemble, afin de combler ce fossé en concrétisant les promesses. Les milliards de personnes qui ne peuvent pas s'acheter des aliments sains ne méritent pas moins.

Lawrence Haddad, directeur exécutif, Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (AMAN)

Cette édition du **Rapport mondial sur la nutrition** survient à un moment critique où les promesses mondiales des avantages d'une bonne nutrition pour les femmes et les enfants les plus vulnérables dans le monde sont incertaines. Malgré une base d'éléments factuels de plus en plus convaincants qui montrent qu'une bonne nutrition sauve des vies et constitue un fondement essentiel pour le développement cognitif et physique, la nutrition demeure l'un des domaines du développement mondial dans lequel les investissements sont les plus faibles. Le sommet Nutrition pour la croissance tenu à Paris en 2025 a été un tremplin majeur pour les engagements politiques, stratégiques et financiers, et a suscité un espoir face aux réductions dévastatrices des budgets des donateurs. Il est essentiel de tenir toutes les parties prenantes responsables de ces engagements et de continuer à privilégier des investissements et des politiques éprouvés pour remettre le monde sur la bonne voie et atteindre les objectifs en matière de nutrition prévus pour 2030. Le **Rapport mondial sur la nutrition 2026** est un appel à l'action sur la manière de faire face aux difficultés qui frappent le plus durement les communautés les plus à risque.

Shawn Baker, vice-président exécutif, Programmes et partenariats, Helen Keller International

Nous sommes heureux d'avaliser le **Rapport mondial sur la nutrition 2026** et d'observer l'évolution du GNR depuis nos débuts en tant qu'hôte. Ce rapport constitue un appel à l'action bienvenu dans un monde où les financements sont fragmentés, les systèmes de données et de recherche manquent de ressources et l'utilisation d'éléments factuels de haute qualité en soutien à des politiques et des actions efficaces demeurent un défi. Comme le travail que mène l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) est relié aux systèmes alimentaires, aux systèmes de santé et aux actions portant sur la protection sociale en faveur de la nutrition, avec une perspective axée sur le genre et l'inclusion économique, les messages du rapport trouvent un écho profond chez nous. Nous saluons en particulier les efforts du rapport visant à surveiller les engagements de financements pour la nutrition et l'appel à passer des engagements à des actions tangibles et à une exécution concrète tout en gérant les compromis politiques. L'IFPRI se réjouit à la perspective de collaborer avec la communauté pour donner suite à ces recommandations. La pression de la malnutrition mondiale sur le bien-être futur de l'humanité et le potentiel d'action politique et de financements ciblant simultanément la nutrition, l'équité économique et le bien-être planétaire sont des enjeux qui sont trop importants pour être ignorés.

Johan Swinnen, directeur général, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)

Je me réjouis de la publication opportune du **Rapport mondial sur la nutrition 2026**. L'Irlande est fermement engagée dans la lutte contre la faim et la malnutrition, qui comptent parmi les plus grands défis de l'humanité. La nutrition est un impératif du développement. Lors de la 78e Assemblée mondiale de la santé (AMS), l'Irlande a été fière de mener les efforts visant à prolonger les objectifs mondiaux en matière de nutrition jusqu'en 2030, les progrès réalisés à ce jour s'étant avérés insuffisants. Nous ne pouvons pas nous permettre de relâcher nos efforts.

Ce rapport souligne le rôle central des systèmes de santé et alimentaires dans l'amélioration des résultats nutritionnels à l'échelle mondiale. La synthèse des données, des meilleures pratiques et des orientations politiques qu'il présente peut contribuer à susciter des actions ambitieuses et réalisables aux niveaux local, national et mondial.

J'encourage toutes les parties prenantes à soutenir les efforts visant à transformer ces objectifs en réalités concrètes, à améliorer les résultats en matière de santé maternelle et infantile et à assurer un développement durable pour tous.

Michael Gaffey, directeur général d'Irish Aid, gouvernement irlandais

La malnutrition persiste en raison de la multiplication des conflits, des crises prolongées, du changement climatique et de la réduction des financements consacrés au développement. Nous savons que ces crises ne peuvent être traitées de manière isolée. Le Sommet « One Health » et le Sommet N4G, organisés par la France en 2025 et 2026, ont plaidé en faveur d'une action plus intégrée. Le **Rapport mondial sur la nutrition 2026** appelle à un meilleur suivi et à une plus grande redevabilité pour les interventions nutritionnelles intégrées. Ses conclusions sont sans appel : des lacunes persistantes dans l'intégration du genre, une intégration insuffisante des politiques nutritionnelles dans les stratégies de lutte contre le changement climatique et une redevabilité qui reste faible. La France salue ces conclusions et réaffirme son engagement à traduire l'ambition de N4G en résultats mesurables et durables.

Éléonore Caroit, ministre déléguée à la Francophonie, aux Partenariats internationaux et aux Français de l'étranger, auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères

Dans un contexte de réduction draconienne de l'aide publique au développement, particulièrement dans la nutrition, de niveaux de conflit sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale, de déclin du multilatéralisme et de flambée des prix des aliments et des engrais, l'intégration de la nutrition offre un levier essentiel pour maintenir la malnutrition au centre des préoccupations dans l'ensemble des secteurs.

79 % des pays du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN) considèrent l'intégration intersectorielle de la nutrition comme un moyen de maximiser les retours sur les investissements et de tirer parti des bénéfices connexes sectoriels. Dans les États fragiles en particulier, nous devons passer d'une aide à court terme à une approche qui renforce les systèmes et intègre la nutrition dans l'ensemble du développement et de l'édification de la paix.

L'intégration réside au cœur de la stratégie SUN 4.0 et nous saluons donc vivement un enrichissement de la base d'éléments factuels dans le GNR qui soutiendra des politiques axées sur des actions coordonnées et intégrées en faveur de la nutrition et qui privilégient des perspectives pluriannuelles.

Dr Joanne Raisin, directrice, Secrétariat du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN)

Le **Rapport mondial sur la nutrition 2026** souligne les menaces croissantes que posent les conflits, les crises liées au climat, les pressions pesant sur les systèmes alimentaires et de santé et les contraintes de financements pour les régimes alimentaires et l'avancement de la réalisation des objectifs mondiaux en matière de nutrition. Sa focalisation sur l'intégration des systèmes alimentaires et de santé – parallèlement à la protection sociale, à l'eau et l'assainissement et à une gouvernance renforcée – reflète l'action systémique que le Mouvement SUN promeut depuis longtemps.

Les recommandations du rapport offrent aux pays des moyens pratiques de protéger la nutrition face à des crises convergentes, notamment en intégrant la nutrition dans les soins de santé primaire, en privilégiant des aliments riches en nutriments et en renforçant la responsabilité. Le Mouvement SUN est disposé à soutenir les gouvernements et les partenaires en vue de traduire ces recommandations en actions dirigées par les pays et d'accélérer les progrès en faveur d'une meilleure nutrition pour toutes et tous.

Jessica Fanzo, coprésidente, Comité exécutif du Mouvement SUN,
James Anderson, professeur en politique et éthique alimentaires, Université Johns Hopkins

Le **Rapport mondial sur la nutrition 2026** intervient à un moment décisif pour les objectifs mondiaux en faveur de la nutrition. Dans un monde en proie à des crises climatiques, à des conflits et à une instabilité économique, le rapport explique clairement que la nutrition est essentielle pour la résilience, le capital humain et le développement durable. Alors que le Mouvement SUN poursuit sa vision 4.0, la priorité doit désormais passer des engagements à la mise en œuvre grâce à un leadership politique renforcé, à des systèmes alimentaires et de santé intégrés et à des financements responsables. Le rapport souligne à juste titre l'importance de systèmes agroalimentaires résilients, de la sécurité alimentaire, des échanges commerciaux à l'échelon régional et des investissements dans les agriculteurs, les femmes et les petites et moyennes entreprises. La réalisation des objectifs prévus pour 2030 nécessitera un leadership audacieux, une exécution opérationnelle et une responsabilité renouvelée et, par-dessus tout, il s'agira de donner aux pays les moyens de jouer un rôle moteur grâce à des financements, à un soutien technique et à des partenariats alignés sur les priorités et les processus d'exécution au niveau national.

L'Honorable Neema Lugangira, coprésidente, Comité exécutif du Mouvement SUN, Ancienne membre du Parlement de la Tanzanie (2020-2025)

La nutrition est le fondement de familles en bonne santé sur une planète qui s'épanouit. Une bonne alimentation améliore la résilience en renforçant les corps et les esprits pour pouvoir faire face à des crises qui sont plus fréquentes et plus intenses que jamais auparavant. Face à un avenir incertain, nous devons établir un nouveau système alimentaire axé sur la santé humaine. Cela ne sera possible qu'au travers de partenariats – entre les secteurs public et privé, dans l'ensemble des systèmes alimentaires et de santé et à l'échelle mondiale. Le **Rapport mondial sur la nutrition 2026**, avec son analyse précise de ces recoupements et son gros plan sur les engagements pris lors des sommets Nutrition pour la croissance, nous appelle à nous appuyer sur les partenariats existants et à nous engager dans des alliances improbables en vue de nourrir les populations et la planète ensemble.

Matt Freeman, directeur exécutif, Stronger Foundations for Nutrition

Le **Rapport mondial sur la nutrition 2026** arrive à un moment charnière où le changement climatique menace de plus en plus le bien-être nutritionnel des communautés. Sa focalisation sur l'intégration des systèmes alimentaires et de santé est à la fois opportune et vitale. Au nom du Réseau de la société civile SUN, qui est actif dans plus de 60 pays, nous saluons vivement son appel à une action intégrée et à un renforcement de la responsabilité. Les mécanismes dirigés par la société civile et les jeunes se sont avérés efficaces pour promouvoir des politiques réactives et des résultats équitables, particulièrement pour les femmes, les enfants et les communautés vulnérables face au changement climatique. Un engagement effectif des jeunes et des populations vulnérables demeure essentiel pour favoriser l'innovation et garantir que les engagements tiennent compte de leur vécu. Nous devons passer des engagements à des actions mesurables et collectives, en investissant dans des solutions dirigées à l'échelle locale et en protégeant l'espace civique, afin de veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte.

**Alexandra Newlands, responsable, Réseau de la société civile SUN et
Irshad Danish, président, Groupe de pilotage du Réseau de la société civile SUN**

Le **Rapport mondial sur la nutrition 2026** nous invite tous à élever nos ambitions et à relever de front les défis nutritionnels. Il propose une analyse pertinente et faisant autorité de l'écart croissant entre les besoins nutritionnels et les ressources disponibles. Le Programme alimentaire mondial salue l'appel pressant lancé par le rapport en faveur d'une action intégrée à tous les niveaux pour sauver des vies et réduire les besoins. Ce rapport est un outil essentiel pour renforcer la redevabilité et orienter les efforts collectifs vers une meilleure nutrition et des systèmes alimentaires plus durables et résilients. Nous félicitons le Groupe d'experts indépendants pour ce travail important.

Cindy Hensley McCain, directrice exécutive du Programme alimentaire mondial

Le changement climatique menace d'anéantir des décennies de progrès en matière de santé mondiale. Le **Rapport mondial sur la nutrition 2026** souligne les rôles interdépendants des systèmes alimentaires, de santé, de protection sociale et d'eau et d'assainissement dans le renforcement de la résilience face aux catastrophes climatiques. Le rapport élabore un cadre intégré pour transformer les systèmes alimentaires et de santé qui répond à l'évolution de l'environnement et contribue à réduire les émissions de gaz à effet de serre. La résolution des défis simultanés que posent le changement climatique, la transformation des systèmes alimentaires et le renforcement des systèmes de santé est essentielle afin d'assurer une nutrition saine pour toutes et tous.

Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général, Organisation mondiale de la Santé

REMERCIEMENTS

Le présent rapport a été élaboré par le Groupe d'experts indépendants du Rapport mondial sur la nutrition (GNR), avec le soutien du Groupe de parties prenantes du GNR et de PATH en tant qu'hôte du GNR. Le rapport a été conçu sous la direction et sur les conseils des coprésidents du Groupe d'experts indépendants, Shibani Ghosh et Giacomo Zanello, ainsi que des coauteurs Costanza Conti, Eileen Kennedy, Marco Springmann, Cecilia Fabrizio, Shuhei Nomura et Mariachiara Di Cesare, et avec le soutien d'autres membres du groupe et l'assistance d'analystes et de contributeurs complémentaires.

Membres du [Groupe d'experts indépendants](#) : **Shibani Ghosh** (coprésidente), Université de Cornell, États-Unis; **Giacomo Zanello** (coprésident), Université de Reading, Royaume-Uni; **Mariachiara Di Cesare**, Université d'Essex, Royaume-Uni; **Bridget Fenn**, Capacity 4 Nutrition (C4N) et le Réseau de nutrition d'urgence (ENN), Royaume-Uni; **Daniel Hoffman**, Université Rutgers, États-Unis; **Eileen Kennedy**, Université Tufts, États-Unis; **Uma Koirala**, Université Tribhuvan, Népal; **Jacqueline Kung'u**, African Population and Health Research Center, Kenya ; **Shuhei Nomura**, Université du Tōhoku, Université de Keio et Université internationale de la santé et du bien-être, Japon; **Saskia Osendarp**, Micronutrient Forum, États-Unis; **Kuntal Saha**, Organisation mondiale de la Santé (OMS), Suisse; **Marco Springmann**, University College de Londres, Royaume-Uni; et **Jason Wu**, Université de Nouvelle-Galles du Sud, Australie.

Un soutien aux recherches et à l'analyse des données a été apporté par **Kuntal Saha**, **Cecilia Fabrizio**, Micronutrient Forum, États-Unis, et **Naina Qayyum**, Université Tufts, États-Unis (Chapitre 2); **Donagh Hennessy**, Université d'Oxford, Royaume-Uni, et **Sumati Bajaj**, Physicians Association for Nutrition, International, Inde (Chapitre 3); **Abena Thomas-Mambwe**, Mouvement pour le renforcement de la nutrition, Suisse, **Noora-Lisa Aberman**, Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (AMAN), Suisse, **Finian Ali**, Réseau de jeunes de la société civile SUN Nigeria, Nigeria, **Elizabeth Bryan**, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), États-Unis, **Emily Custer**, Stronger Foundations for Nutrition, États-Unis, **Kristin Davis**, IFPRI, États-Unis, **Valentine Granet**, AMAN, Suisse, **Uma Koirala**, **Jane Naipais Lankisa**, Réseau de jeunes de la société civile SUN, Kenya, **Taotao Li**, **Elizabeth Margolis**, World Vision International, États-Unis, **Lais Miachon Silva**, Micronutrient Forum, États-Unis, et **Saskia Osendarp** (Chapitre 4); **Santosh Kumar Rauniyar**, Sasakawa Peace Foundation, Japon ; Université du Tōhoku, Japon (Chapitre 5); et **Natalie Evans**, Université d'Essex, Royaume-Uni (Chapitre 6).

Les membres du Groupe d'experts indépendants ont dispensé des conseils et fourni des retours tout au long de l'élaboration du rapport, y compris un examen de la version finale. Des retours spécifiques ont été soumis par **Mariachiara Di Cesare**, **Bridget Fenn**, **Eileen Kennedy**, **Uma Koirala**, **Jacqueline Kung'u**, **Shuhei Nomura**, **Kuntal Saha**, **Marco Springmann** et **Jason Wu**. Les membres du [Groupe de parties prenantes](#) ont également apporté un appui aux étapes de commande, d'examen et d'élaboration du rapport ainsi qu'un leadership stratégique en mobilisant un soutien pour sa diffusion, notamment **Irshad Danish** (coprésident), Réseau de la société civile SUN, Royaume-Uni; **Supreet Kaur** (coprésidente), Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (AMAN), Inde; **Paul Troy** (coprésident), Irish Aid, Irlande; **Lynnette Neufeld**, Organisation de l'alimentation et de l'agriculture, Italie; et **Greg Garrett**, Access to Nutrition Initiative, Suisse (pour sa contribution à la [Encadré 3.5](#)).

PATH a travaillé en étroite collaboration avec le Groupe d'experts indépendants pour parvenir à publier ce rapport. La gestion de projet relativement à ce rapport a été gérée par **Parnika Shrivastava**. Une gestion de programme plus générale a été assurée par **Carrie Hubbell Melgarejo**, **Sandrine Fimbi** et **Natalie Cola**. Des ensembles de données du Cadre de responsabilisation en matière de nutrition ont été soumis par **Peder Digre** et ont fait l'objet d'un traitement et de vérifications en collaboration avec **Natalie Cola**, **Elan Ebeling**, **Doug Morris**, **Lydia Nguti** et **Megan Parker**. Les communications, la sensibilisation et l'engagement ont été gérés par **Carrie Hemminger** et **Kate Sotos**, avec un soutien supplémentaire aux communications stratégiques apporté par **Christine Demmelmaier**. Le rapport a été conçu par **Steve Green**, avec des éléments graphiques supplémentaires de **Thom Heilesen**. La révision a été assurée par **Christine Demmelmaier**, **Teri Gilleland** et **Mara Lavery**.

Le Rapport mondial sur la nutrition 2026 a bénéficié de l'appui d'**Affaires mondiales Canada**; d'**Expertise France** (avec des fonds de la **Direction générale des partenariats internationaux de la Commission européenne**); du **ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères**; du **ministère fédéral de la Coopération et du Développement économiques, Allemagne (BMZ)**; **Irish Aid**; et du **ministère des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement du Royaume-Uni (FCDO)**. Les bailleurs de fonds n'avaient aucun rôle dans la conceptualisation du rapport; la collecte des données, la gestion, l'analyse ou l'interprétation; la préparation, l'examen ou l'approbation du rapport; ou la décision de le publier.

Déclarations des auteurs : Shibani Ghosh, Giacomo Zanella, Costanza Conti, Eileen Kennedy, Marco Springmann, Cecilia Fabrizio, Shuhei Nomura et Mariachiara Di Cesare n'ont aucun conflit d'intérêts.

Shibani Ghosh est membre du Comité de conseils scientifiques de l'Institut international de gestion de l'eau, qui fait partie du partenariat de recherche mondial Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) en vue d'un avenir de sécurité alimentaire consacré à transformer les systèmes alimentaires, terrestres et hydriques dans un contexte de crise climatique. Le Dr Ghosh a également participé à des conférences et à des tables rondes avec l'Agence internationale de l'énergie atomique et le Conseil national de l'industrie laitière aux États-Unis. Elle a été examinatrice pour l'Académie de l'agriculture, de la nutrition et de la santé. Shuhei Nomura est affilié au Département de l'alimentation, de la nutrition et de la santé de l'Université internationale de la santé et du bien-être (Japon), qui fonctionne sous forme de programme de collaboration entre l'industrie et le monde universitaire financé conjointement par Ajinomoto Co., Inc. et Meiji Co., Ltd.

Proposition de citation

Ghosh S, Zanello G, Conti C, Di Cesare M, Fabrizio C, Kennedy E, Nomura S, Springman M. Rapport mondial sur la nutrition 2026 : intégrer les systèmes alimentaires et de santé en vue d'une nutrition résiliente face au changement climatique. Seattle, États-Unis; PATH, 2026.

Copyright © 2026 PATH

Clause de non-responsabilité

Les opinions exprimées dans le présent rapport sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de PATH ou de ses organisations partenaires. Tous les membres du Groupe d'experts indépendants ne sont pas nécessairement d'accord avec chacun des aspects du rapport. Les frontières et les noms utilisés n'impliquent pas une approbation ou une acceptation officielle de la part de PATH.



PATH
437 N 34 th Street
Seattle, WA 98103, États-Unis

DOI: 10.5281/zenodo.20297201

TABLE DES MATIÈRES

Soutiens	2
Remerciements	6
Préambule	10
Résumé	13
Chapitre 1 : Introduction	23
Chapitre 2 : La résilience des systèmes alimentaires face aux crises et aux facteurs de stress en soutien à la nutrition et à la santé	30
Chapitre 3 : Des stratégies couvrant les systèmes alimentaires pour s'adapter aux effets du changement climatique et les atténuer, en vue d'améliorer la nutrition	41
Chapitre 4 : Stratégies d'intégration du genre dans les actions liées aux systèmes alimentaires et de santé	56
Chapitre 5 : La gouvernance comme moteur de transformation des systèmes alimentaires et de santé	62
Chapitre 6 : Alignement des engagements en faveur de la nutrition pour la croissance sur les cadres des systèmes alimentaires, la responsabilité opérationnelle et l'équité de genre	70
Chapitre 7 : Conceptualisation de l'interconnectivité des systèmes alimentaires et des systèmes de santé	80
Chapitre 8 : Recommandations et implications en termes de politiques	87
Chapitre 9 : Recommandations pour la mise en œuvre	94
Chapitre 10 : Conclusion	97
Annexe 1 : Les synergies et les compromis en matière d'appui à la nutrition à travers une agriculture climato-compatible, une alimentation saine et durable et une réduction des pertes et gaspillages de nourriture	100
Annexe 2 : Facteurs et effets entre les systèmes dans le cadre	105
Notes	107
Abréviations	120
Glossaire	121



2016. Bangladesh.

Des mères apprennent à préparer des repas peu coûteux mais nutritifs à partir d'ingrédients disponibles localement.
© Shehzad Noorani/icddr,b.

Préambule

PRÉAMBULE

Le *Rapport mondial sur la nutrition 2026* arrive à un moment où la compréhension scientifique des liens entre les systèmes alimentaires, les systèmes de santé, le changement climatique et la nutrition est plus avancée que jamais. Pourtant, les progrès vers l'atteinte des objectifs mondiaux en matière de nutrition restent inégaux et l'accès à une alimentation saine continue d'être affecté par l'intensification des inégalités, les crises climatiques et des systèmes de mise en œuvre qui manquent de ressources. Les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, où le fardeau de la malnutrition sous toutes ses formes est le plus important, sont les plus touchés.

Ce rapport vise à contribuer à combler le fossé entre ce qui est de mieux en mieux compris et ce qui est mis en œuvre dans la pratique. Le rapport fait valoir le bien-fondé d'une action intégrée dans les systèmes alimentaires et de santé dans le contexte du changement climatique, passe en revue les compromis à gérer, examine les lacunes en matière de responsabilité et propose un cadre pratique pour orienter l'action.

Justification de l'intégration

Une alimentation saine est produite en alliant le fonctionnement des systèmes alimentaires, des systèmes de santé et de la protection sociale, mais ils ont trop souvent fonctionné en parallèle plutôt qu'ensemble. Les stratégies climatiques continuent de reléguer la nutrition au second plan; la transformation des systèmes alimentaires tient souvent les progrès en termes de nutrition pour acquis sans pour autant les concevoir; et les systèmes de santé sont positionnés en tant qu'intervenants en aval plutôt que comme des partenaires actifs dans le façonnement des environnements alimentaires. Le rapport réitère donc la recommandation de longue date de la communauté de la nutrition en faveur d'une intégration et d'une coordination dans les actions pour l'alimentation, la santé et la nutrition, non pas comme une aspiration politique, mais comme une condition pratique pour une exécution à grande échelle.

Un dialogue franc sur les compromis

Une grande part du débat actuel met l'accent sur des scénarios «gagnant-gagnant» couvrant le climat, les systèmes alimentaires, la santé et la nutrition. Ces synergies sont réelles, mais elles ne se concrétisent pas sans une action coordonnée. Par exemple, des changements alimentaires qui réduisent l'impact sur l'environnement peuvent accroître le risque d'inadéquation des micronutriments si les résultats en termes de santé et de nutrition ne sont pas une priorité. Les progrès réalisés dans la productivité agricole n'aboutissent pas nécessairement à une amélioration de l'alimentation si des aliments nutritifs ne sont pas disponibles et abordables pour les communautés et les familles. Le rapport invite les décideurs politiques et les praticiens à tenir explicitement compte de ces tensions lorsqu'ils prennent des décisions politiques et programmatiques. Il est essentiel de reconnaître et de gérer les compromis afin que les politiques améliorent la qualité des régimes alimentaires pour les populations les plus à risque, en particulier les femmes et les filles qui sont confrontées à des inégalités structurelles dans l'ensemble des systèmes alimentaires et de santé.

Harmonisation de la responsabilité avec les éléments factuels

Des progrès substantiels ont été accomplis au cours des dernières années dans la spécificité et la transparence des engagements en faveur de la nutrition. Toutefois, un fossé persiste entre la responsabilité procédurale, à savoir ce qui est promis sur le papier, et la capacité opérationnelle en termes d'exécution. Une analyse des engagements pris lors du sommet Nutrition pour la croissance indique que les engagements reliant explicitement les actions couvrant les systèmes alimentaires et de santé ont plus de chances de soutenir la résilience et l'équité et de dépasser des approches à court terme axées sur des projets spécifiques. Les cadres de responsabilité doivent désormais évoluer en conséquence, en surveillant non seulement l'ambition des engagements, mais également en déterminant s'ils reposent sur des éléments factuels, comprennent des financements garantis et tiennent compte des questions de genre et de la résilience.

Un cadre pour intégrer l'action

En soutien à l'application de ces constatations, le rapport présente un cadre analytique pour instaurer une alimentation saine grâce à une action intégrée couvrant les systèmes alimentaires et de santé dans le contexte du changement climatique. Le cadre identifie quatre fonctions habilitantes : leadership et gouvernance, financements, capacités opérationnelles et recherche et suivi. Ensemble, ces fonctions déterminent si l'intégration aboutit à des résultats. Le cadre sert d'outil pratique permettant aux décideurs politiques, aux preneurs d'engagements et aux praticiens de relier les données scientifiques et les éléments factuels à la politique en veillant à ce que les interdépendances, les compromis et les exigences en termes d'exécution soient explicites.

En tant que coprésidents du Groupe d'experts indépendants, nous exhortons les gouvernements, les donateurs, les organisations multilatérales, la société civile et le secteur privé à utiliser le cadre, à coordonner les actions et à renforcer la responsabilité dans l'ensemble des systèmes alimentaires et de santé. Nous présentons ce rapport comme une contribution à l'élan renouvelé en faveur d'une alimentation saine pour toutes et tous.

Dr Shibani Ghosh et Dr Giacomo Zanella

Coprésidents du Groupe d'experts indépendants



2025. Beposo, Ghana.

Un agriculteur ivoirien sur un site de production de bio-char lors d'une visite d'étude.

© Robert Pwazaga/OIT.

Résumé

LA NUTRITION SOUS PRESSION FACE À UNE CONVERGENCE DES CRISES CLIMATIQUES, SANITAIRES ET FINANCIÈRES

Le Rapport mondial sur la nutrition (GNR) 2026 aborde l'un des défis majeurs de notre époque : comment assurer une alimentation saine pour toutes et tous alors que le changement climatique compromet à la fois les systèmes alimentaires et de santé. À l'échelle mondiale, 2,6 milliards de personnes n'ont pas les moyens de se nourrir de manière saine, ce problème étant concentré dans les pays à revenu intermédiaire et de la tranche inférieure¹. Les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs mondiaux en matière de nutrition et des Objectifs de développement durable 2 (faim «zéro») et 3 (bonne santé et bien-être) restent en deçà des attentes. La sous-nutrition persiste dans de nombreux contextes et le surpoids, l'obésité ainsi que les maladies non transmissibles liées à l'alimentation sont en hausse.

Ces pressions vont en s'intensifiant. Les changements climatiques à long terme et la fréquence accrue des phénomènes météorologiques extrêmes entraînent une baisse de la productivité agricole, une réduction de la valeur nutritionnelle de certaines cultures de base et une hausse des prix des aliments, endommagent les infrastructures de santé et d'assainissement et alourdissent la charge des maladies liées au climat. Ces effets perturbent également les chaînes de valeur des aliments et les services de santé, exacerbant les impacts des conflits, des crises économiques et des pandémies. Ensemble, ils risquent d'annuler les progrès réalisés jusqu'ici en termes de nutrition.

Le sommet Nutrition pour la croissance (N4G) 2025, accueilli à Paris par le gouvernement de la France, a souligné l'urgence d'une action intégrée couvrant le secteur de la santé, les systèmes alimentaires, la protection sociale, la résilience et la gouvernance de la nutrition face à l'affaiblissement considérable de l'environnement des organisations multilatérales et des financements. On prévoit qu'en raison des réductions récentes de l'aide publique au développement, notamment des coupes bilatérales majeures, 2,3 millions d'enfants atteints de malnutrition aiguë grave ne pourront pas être traités et environ 369 000 enfants de plus par an perdront la vie.² De plus, la nutrition demeure largement négligée dans le financement de la lutte contre le changement climatique. Seulement 2 % des engagements climatiques nationaux des pays et 16 % de leurs plans nationaux d'adaptation au changement climatique prévoient explicitement la mobilisation de ressources en faveur de la nutrition, et la part des fonds publics consacrés aux systèmes alimentaires dans le cadre de la lutte contre le changement climatique a diminué entre 2017 et 2022.³ Dans ce contexte, l'intégration d'une action couvrant les secteurs des aliments, de la santé et du climat tout en incluant une protection sociale dans l'ensemble de ces domaines n'est pas simplement un objectif ambitieux, mais une nécessité budgétaire et stratégique.

Face à cette situation, les objectifs du GNR 2026 sont les suivants :

- Examiner la manière dont les systèmes alimentaires et de santé renforcent la résilience face à la multiplication des chocs, sur la base d'éléments factuels au niveau des pays.
- Revoir les stratégies liées aux systèmes alimentaires qui soutiennent la santé des personnes et celle de la Planète tout en évaluant leurs synergies et les compromis à faire.
- Analyser le rôle du genre dans l'ensemble des actions en faveur des systèmes alimentaires et de santé.
- Examiner l'influence de la gouvernance et des financements sur les capacités de ces systèmes à fournir une alimentation saine.
- Évaluer les engagements pris lors des sommets N4G de Tokyo en 2021 et de Paris en 2025, avec un accent sur l'intégration de l'alimentation et de la santé, le genre et la responsabilité.

Le Groupe d'experts indépendants du GNR a dirigé une équipe multidisciplinaire de chercheurs éminents pour élaborer les conclusions et les recommandations figurant dans ce rapport. S'appuyant sur cinq documents de recherche thématiques commandités et une analyse des engagements inclus dans le Cadre de responsabilisation en matière de nutrition (NAF) du GNR, le rapport fait valoir que la convergence de ces défis offre une opportunité. En abordant de manière plus délibérée et plus explicite les synergies et les compromis qui existent lorsqu'ils interviennent à travers les systèmes alimentaires, de santé et climatiques – qui jusqu'à présent n'ont souvent fait l'objet que d'une reconnaissance implicite –, les décideurs politiques et les responsables de la mise en œuvre de programmes peuvent promouvoir une action plus efficace et plus responsable.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

données sur l'intégration, la résilience, les compromis et les lacunes en matière de responsabilité

Quatre conclusions clés tirées des données probantes et leur analyse sous-tendent les constats et recommandations du rapport :

1 Il est nécessaire de maintenir l'accent sur une action coordonnée et intégrée pour protéger la nutrition dans des contextes de polycrises. La protection de la nutrition face à la multiplication des crises dépend d'une action coordonnée et intégrée dans l'ensemble des systèmes alimentaires et de santé, notamment la protection sociale et les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, qui sont déterminants pour les résultats en matière de santé. Les crises surviennent de plus en plus en tandem, ce qui crée une situation de « polycrises » dans laquelle une crise en intensifie une autre, avec des répercussions plus graves que les effets cumulés de chacune d'entre elles. Ces polycrises exigent des réponses qui vont au-delà des mesures monosectorielles. Selon un examen des expériences nationales lors de la pandémie de Covid-19, de conflits et d'urgences liées au climat, les pays disposant déjà d'infrastructures intégrées et de cadres programmatiques flexibles ont pu réagir plus rapidement et plus efficacement que ceux qui devaient établir de nouvelles approches dans un contexte sous pression. Trois tendances ont émergé : 1) le déploiement du soutien en faveur de l'alimentation et de la nutrition a été le plus rapide lorsqu'il était effectué dans le cadre de plateformes existantes, comme des programmes d'alimentation scolaire et de transfert d'espèces; 2) les services de nutrition des systèmes de santé ont pu être maintenus lorsque leur prestation a été réorientée vers des canaux communautaires et mobiles; et 3) des groupes nouvellement vulnérables ont bénéficié d'une protection sociale quand les règles d'admissibilité et les processus d'inscription faisaient l'objet d'une adaptation rapide. Il est essentiel d'investir dans des infrastructures intégrées, avant que des crises n'éclatent, pour réduire les délais de réponse et les impacts sur la nutrition.

2 Des stratégies prometteuses liées aux systèmes alimentaires peuvent soutenir la nutrition, mais il est essentiel d'en comprendre les compromis. Le rapport identifie trois stratégies liées aux systèmes alimentaires qui sont prometteuses en matière de nutrition dans le contexte du changement climatique : l'agriculture climato-compatible, les actions qui transforment les environnements alimentaires pour une alimentation saine et durable et la réduction des pertes et gaspillage alimentaires. Il existe d'importantes synergies entre ces domaines, mais il y a également des compromis qui doivent être traités de manière explicite. Par exemple, les recommandations alimentaires encourageant une transition vers une alimentation à base de plantes offrent des bénéfices connexes majeurs, notamment une réduction de la mortalité précoce et des émissions des systèmes alimentaires. Toutefois, de tels changements pourraient accroître les risques de carences en micronutriments pour certains groupes vulnérables, s'ils ne s'accompagnent pas d'une action complémentaire au niveau des systèmes de santé, notamment des conseils diététiques, la prise de compléments alimentaires et l'enrichissement des aliments. Ils peuvent également affecter les moyens de subsistance des communautés

qui dépendent de la production d'aliments d'origine animale. L'une des mises en garde au sujet des études scientifiques recommandant l'adoption d'une alimentation à base de plantes réside dans le fait qu'elles reposent sur des résultats relatifs aux maladies chroniques chez l'adulte, souvent sur des populations à revenu élevé, ce qui génère un biais compte tenu de la diversité des risques de santé, des régimes alimentaires et des espérances de vie selon le contexte. Malgré la prévalence croissante des maladies non transmissibles à l'échelle mondiale, il semble qu'une focalisation exclusive sur cette base d'éléments factuels ne tient pas nécessairement compte des priorités immédiates dans les pays à revenu intermédiaire et de la tranche inférieure, notamment la réduction des cas de retard de croissance, d'émaciation, d'anémie et d'insuffisance pondérale à la naissance – un point essentiel dans les objectifs mondiaux de l'Assemblée mondiale de la Santé en matière de nutrition. Les recherches futures devront examiner ou intégrer divers résultats en termes de santé ainsi que des éléments factuels spécifiques au contexte. Sur le plan programmatique, d'autres stratégies en faveur d'aliments d'origine animale écoresponsables et/ou d'alternatives aux aliments d'origine animale devront être envisagées, particulièrement pour pouvoir répondre aux besoins en nutriments de certains sous-groupes démographiques.

La réduction des pertes d'aliments et du gaspillage alimentaire implique un différent ensemble de compromis. Elle peut améliorer la disponibilité des aliments et réduire les émissions, mais des solutions de stockage énergivores risquent d'annuler les progrès en termes d'atténuation. Toutefois, ces compromis ne sont pas une raison pour éviter d'agir. Ils justifient la conception d'interventions tenant pleinement compte de leurs conséquences dans l'ensemble des systèmes. Concrètement, pour des transitions alimentaires, cela revient à associer des stratégies de transition alimentaire à des mesures au niveau des systèmes de santé qui protègent l'adéquation des micronutriments pour les groupes vulnérables. Pour la réduction des pertes d'aliments, il s'agit de combiner les investissements avec des technologies de stockage à faibles émissions plutôt qu'avec des alternatives énergivores.

3 L'intégration des systèmes alimentaires et de santé demeure incohérente et requiert une intentionnalité. En termes de politiques et de mise en œuvre, le rapport indique que certaines régions procèdent à l'intégration des systèmes alimentaires et des systèmes de santé, mais de manière inégale et sans conception ni intentionnalité cohérentes. Des analyses ont montré que plus de deux tiers des engagements pris lors du sommet N4G 2021 à Tokyo et la moitié de ceux pris lors du sommet N4G 2025 à Paris se focalisaient sur les difficultés qui se posent dans les systèmes alimentaires et qu'il s'agissait d'engagements liés au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. Parmi les engagements pris lors des deux sommets N4G, environ 750 prévoyaient des actions touchant à la fois les systèmes alimentaires et les systèmes de santé, ce qui indique un certain degré d'engagement intersectoriel. Toutefois, ces analyses ont également identifié l'existence de faiblesses évidentes. Environ un quart des engagements liés aux systèmes alimentaires n'ont pas pu faire l'objet d'un classement pertinent, ce qui souligne des problèmes de spécification et de conception. L'intégration de la dimension du genre est restée superficielle dans l'ensemble de l'architecture des engagements mondiaux. Sur 631 engagements analysés parmi ceux pris lors du sommet de Paris, 70 % n'avaient aucun rapport avec les questions de genre. Seulement 2 % ont été classés comme propres à transformer la dynamique femmes-hommes. Même parmi les engagements liés aux systèmes

agroalimentaires et au climat, deux tiers n'avaient aucune dimension du genre. Et ce, malgré des éléments probants solides montrant que l'accès des femmes aux ressources, aux services et au pouvoir décisionnel est associé à une amélioration de la sécurité alimentaire et des résultats en termes de nutrition, notamment lors de crises. Le changement climatique creuse ces inégalités en augmentant les responsabilités des femmes en matière de soins non rémunérés, en réduisant leurs revenus et en compromettant leur accès à des services de santé et de nutrition. Sans une intégration plus approfondie de la dimension du genre, les engagements risquent de renforcer les inégalités mêmes qu'ils sont censés résoudre, et les stratégies en faveur de la nutrition seront inefficaces précisément dans les domaines où les besoins sont les plus importants.

4 Les analyses ont révélé la nécessité d'une responsabilité opérationnelle dans les engagements qui seront pris à l'avenir. Une analyse des engagements pris lors des sommets N4G a montré l'existence d'un fossé croissant entre la responsabilité procédurale et opérationnelle. En termes de procédures, les progrès sont clairs : plus de la moitié des engagements que les gouvernements ont pris lors du sommet N4G à Paris ont obtenu des scores SMART (spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et temporels) élevés ou modérément élevés. Cependant, la responsabilité opérationnelle, à savoir la mesure dans laquelle les engagements sont intégrés dans les cadres de financement, institutionnels et de résilience, n'a pas suivi le même rythme. Peu d'engagements prévoyaient des financements garantis et seulement 8 % reposaient sur des indicateurs de suivi correspondant aux cadres spécifiques recommandés pour les systèmes alimentaires. Les aspects liés à la résilience étaient largement absents des engagements axés sur un système unique, mais ils figuraient dans près de trois quarts des engagements liant explicitement les systèmes alimentaires et les systèmes de santé. Cela indique que l'intégration doit dépasser une aspiration politique et être utilisée comme un levier pratique ou faire l'objet d'une mise en œuvre de manière efficace dans la pratique. Quand les engagements couvrent les systèmes alimentaires et de santé, il devient plus difficile de laisser en suspens les questions qu'ils doivent résoudre, y compris les financements, la résilience et l'équité.

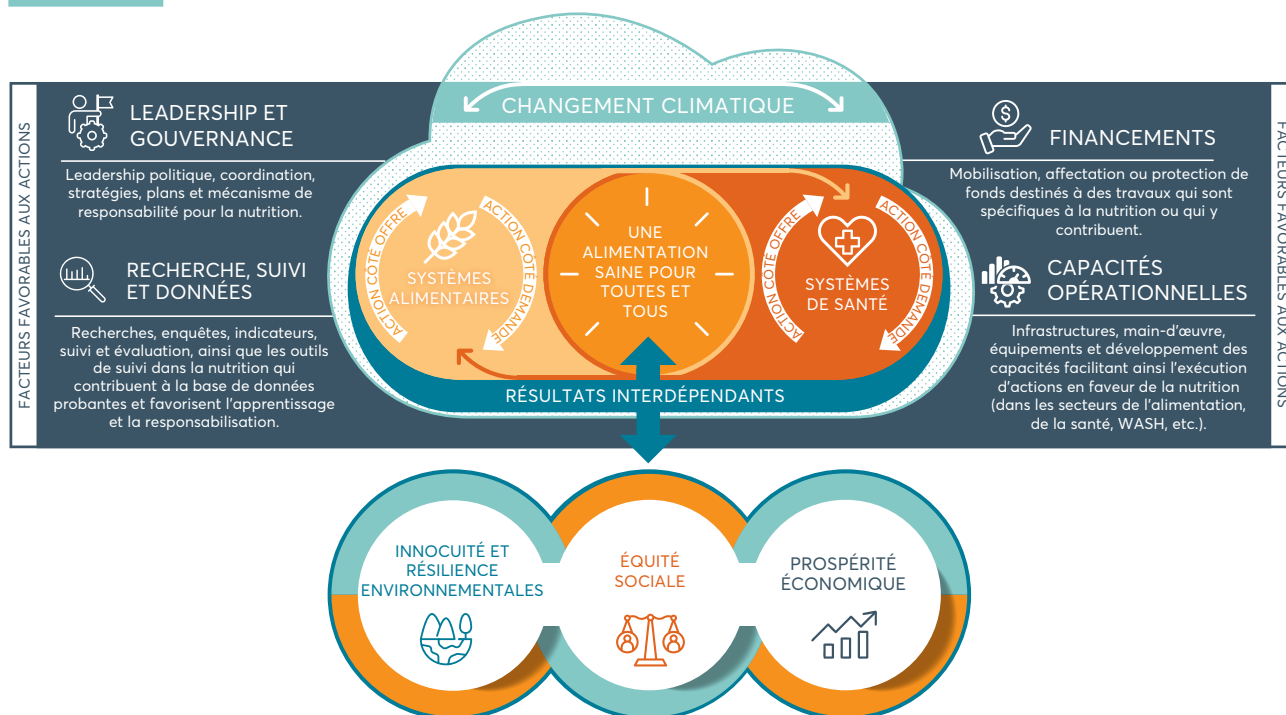
DE LA PRISE DE CONSCIENCE À L'INTENTIONNALITÉ FACE AUX COMPROMIS DANS LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET DE SANTÉ

Collectivement, ces constatations soulèvent un problème récurrent. Bien que les interconnexions entre les systèmes alimentaires, les systèmes de santé et le changement climatique soient largement connues aujourd'hui, la conception, le financement et le suivi des engagements relèvent encore d'une logique monosectorielle.^{4,5} Une question plus fondamentale sous-tend ces contraintes structurelles. Quand une option politique spécifique est privilégiée par rapport à une autre, la compréhension de ce qui est acquis et de ce qui est perdu est souvent limitée. Ce qu'il faut, c'est une prise en compte plus délibérée de ces compromis, en reconnaissant que chaque choix politique implique des coûts et des bénéfices et que ces choix dépendent de mesures incitatives, de priorités institutionnelles et d'intérêts concurrents. Intégrer à la fois prise de conscience et intentionnalité dans le processus politique ferait passer la prise de décision d'un processus simplement procédural à un processus véritablement opérationnel.

En soutien à ce changement, le rapport présente un cadre analytique visant une alimentation saine grâce à une action intégrée des systèmes alimentaires et de santé dans le contexte du changement climatique (voir la [figure](#)). Ce cadre repose sur la littérature existante et suit comment les systèmes alimentaires et de santé interagissent par le biais de canaux côté offre et côté demande, en identifiant des points d'intégration essentiels. Il met en avant quatre fonctions habilitantes – à savoir 1) le leadership et la gouvernance, 2) les financements, 3) les capacités opérationnelles et 4) la recherche et le suivi – qui déterminent s'il est possible d'exécuter une action intégrée et de la maintenir. Il oriente l'action vers trois résultats reliés entre eux : innocuité et résilience environnementales, équité sociale et autonomisation des femmes, ainsi que la prospérité économique.

Le cadre n'est pas destiné à remplacer les cadres des systèmes alimentaires ou des systèmes de santé existants. Plutôt, il les relie en déterminant de manière explicite les moments où des actions dans un système dépendent de réponses dans l'autre, les conditions habilitantes qui sont requises et les moments où des compromis doivent être gérés. Bien que de nombreux cadres existants identifient des interconnexions, ce cadre va plus loin en précisant les étapes spécifiques au cours desquelles des choix délibérés entre les systèmes doivent être faits. Son objectif est de fournir aux décideurs politiques, aux preneurs d'engagements et aux chercheurs une structure pratique pour élaborer des stratégies et des engagements cohérents qui sont à la fois viables et responsables. Il est également conçu comme outil permettant aux preneurs d'engagements de se préparer aux futurs sommets N4G, en les aidant à s'assurer que leurs engagements futurs dépassent les spécifications procédurales et incluent une responsabilité opérationnelle en exigeant une attention explicite sur les financements, les capacités d'exécution et les compromis dont il faut tenir compte.

La garantie d'une alimentation saine pour toutes et tous grâce à la transformation des systèmes alimentaires et de santé dans un climat en pleine évolution



■ **Abréviations :** S&E, suivi et évaluation; WASH, eau, assainissement et hygiène.

PRIORITÉS EN TERMES D'ACTION COMPTE TENU DES CONTRAINTES RÉELLES

Plusieurs des recommandations du rapport renforcent les priorités identifiées et ratifiées par les sommets N4G de Tokyo et de Paris. La contribution du rapport aux priorités ratifiées par ces sommets permet de déterminer les raisons pour lesquelles les progrès ont été limités et ce qu'il faut pour surmonter les obstacles structurels persistants : fragmentation institutionnelle, architectures de financement à court terme et alignement faible entre les engagements mondiaux et les instruments de mise en œuvre nationaux. D'autres recommandations – concernant l'intégration d'actions en faveur de l'alimentation et de la santé comme condition pour assurer une résilience, la transition d'une responsabilité procédurale à une responsabilité opérationnelle et la prise en compte limitée des questions de genre – reflètent les priorités qui ressortent spécifiquement de l'analyse de ce rapport.

Les recommandations du rapport sont proposées sous forme d'aspects à prendre en compte sur la base des éléments factuels examinés, plutôt que comme une prescription universelle. Il se peut qu'un grand nombre de gouvernements et de partenaires s'engagent déjà sur certaines ou sur la totalité de ces trajectoires, et la pertinence et le séquençage des actions spécifiques dépendront des contextes nationaux et infranationaux, notamment des cadres politiques, des capacités institutionnelles et des conditions financières déjà en place. Lorsqu'une action est en cours, les recommandations peuvent contribuer à identifier les domaines nécessitant une intégration approfondie ou une responsabilité renforcée.



Les **gouvernements** sont encouragés à intégrer la nutrition dans leurs plateformes de soins de santé primaire et de protection sociale existantes, ainsi qu'à incorporer les objectifs en matière de nutrition dans leurs stratégies climatiques nationales pour attirer des financements climatiques et renforcer la gouvernance, afin de pouvoir surmonter les défis intersectoriels. **mática** deberían optar por métodos de financiación flexible y multianual que respalden el cumplimiento integrado de servicios alimentarios y sanitarios, y mantengan dichos servicios durante momentos de crisis. Además, deberían invertir en sistemas de financiación nacional, de tal modo que la implementación no dependa en su totalidad de asistencia externa.



Les donateurs, les banques de développement et les bailleurs de fonds destinés à la lutte contre le changement climatique doivent s'orienter vers des financements pluriannuels flexibles qui soutiennent l'exécution d'approches intégrées alliant alimentation et santé et maintiennent les services lors de crises, et investir dans des systèmes de financement nationaux de manière à ce que la mise en œuvre ne dépende pas exclusivement d'une aide extérieure



Les plateformes mondiales, les organismes des Nations Unies et les organes de responsabilisation doivent faire évoluer la responsabilité d'une conformité procédurale à une intégration opérationnelle, en évaluant si les engagements reposent sur des financements garantis, une coordination intersectorielle et des capacités d'exécution adéquates.



La société civile, les organisations de femmes et les prestataires de première ligne doivent bénéficier d'un soutien pour assumer des rôles officiels dans les processus de gouvernance et de planification. L'établissement de liens entre les plateformes communautaires et les systèmes alimentaires et de santé pourrait contribuer à identifier des défis spécifiques au contexte et émergents, révélant ainsi des lacunes de mise en œuvre en temps réel et promouvant davantage l'adoption des services.



Le secteur privé doit améliorer la disponibilité, l'accessibilité financière et l'attrait des aliments nutritifs, sur la base de divulgations transparentes concernant la nutrition et les émissions et de normes de responsabilité claires, conformément aux principes directeurs convenus lors du sommet N4G à Paris.

Le rapport reconnaît que ces recommandations doivent être suivies dans des conditions de contraintes réelles, notamment une pression budgétaire, une concurrence politique et une fragmentation institutionnelle.^{6,7,8} La mise en œuvre nécessitera une priorisation, un séquençage et des choix difficiles. Dans le cadre d'un espace budgétaire limité, notamment la réduction prévue de 9 % de l'aide publique au développement en 2025 et les coupes simultanées de la part des quatre principaux donateurs, la transformation doit se concentrer sur le renforcement des institutions nationales et sur la réaffectation des ressources existantes plutôt que sur une expansion de l'aide extérieure. Les points d'entrée les plus efficaces pour obtenir des bénéfices connexes tout en minimisant les coûts politiques intègrent la nutrition dans les plateformes de soins de santé primaire et les systèmes de protection sociale déjà en place et réorientent une part des subventions agricoles annuelles, d'un montant approximatif de 540 milliards de dollars US, vers les aliments riches en nutriments. L'intégration des engagements en faveur de la nutrition dans les cadres de dépenses à moyen terme et dans les stratégies climatiques nationales étend leur durabilité politique et réduit le risque de coupes discrétionnaires. Les possibilités en termes d'action sont élevées : chaque dollar investi dans la lutte contre la sous-nutrition devrait rapporter 23 dollars US.⁹ Bien qu'elle puisse alléger les budgets à court terme, la suppression de programmes de prévention et contribuant à la nutrition augmentera les dépenses à long terme consacrées aux soins de santé et celles destinées à compenser la perte de productivité. Le Cadre « Systèmes alimentaires et de santé pour une nutrition équitable » présenté dans le GNR 2026 vise à faciliter la navigation parmi ces choix, en conférant une visibilité aux compromis afin que l'action soit délibérée et explicite, en identifiant les synergies intersectorielles et en s'assurant que les coûts des décisions politiques ne pèsent pas de manière disproportionnée sur les personnes qui sont déjà les plus exposées à des risques. Face à des ressources de plus en plus limitées et à l'intensification de la pression du changement climatique, cette approche délibérée est essentielle pour préserver les acquis en termes de nutrition. Parmi les leviers politiques à disposition, celui qui se démarque de par son potentiel en termes d'ancrage de cette intégration consiste à positionner la nutrition comme une fonction centrale de la couverture sanitaire universelle et des soins de santé primaire, à intégrer les actions en faveur de la nutrition tout au long de la vie dans la plateforme d'exécution qui couvre le plus grand nombre de personnes, particulièrement les femmes et les enfants vivant dans des pays à revenu intermédiaire et de la tranche inférieure, et à instaurer dans les systèmes de santé un ancrage institutionnel durable pour la nutrition qui est moins vulnérable aux coupes de financements. La garantie d'une alimentation saine pour toutes et tous nécessitera une action qui dépasse largement le secteur de la santé, afin de couvrir également les systèmes alimentaires, la protection sociale, la politique climatique et la gouvernance. Cela dit, un système de santé dont le mandat accorde une place centrale à la nutrition peut servir à la fois de fondation et d'accélérateur pour cette transformation globale.



01

2024. Sri Lanka.

Des cuisiniers préparent un savoureux curry d'ambarella pour des écoliers.

© Mouvement SUN.

Introduction

PRINCIPALES OBSERVATIONS

- 1** Le changement climatique affecte de plus en plus les résultats en matière de nutrition au travers de ses effets cumulés sur les systèmes alimentaires et sur les systèmes de santé. Les changements climatiques à long terme et l'intensification de la fréquence des crises interagissent avec les conflits, les pandémies et les crises économiques, perturbant les chaînes de valeur des aliments et pesant sur les services de santé, ce qui influence les régimes alimentaires auxquels les populations peuvent accéder et qu'elles sont en mesure d'acheter et exacerbe les risques de malnutrition sous toutes ses formes.
- 2** La prestation de services de nutrition essentiels continue de dépendre des systèmes de santé, mais les progrès en faveur d'une alimentation saine pour toutes et tous ont été associés de près à la manière dont les systèmes alimentaires et de santé fonctionnent ensemble dans le contexte du stress climatique. Dans l'ensemble des contextes, des approches politiques et programmatiques plus intégrées qui dépassent la prestation de services directs ont été plus à même d'améliorer la qualité, l'accessibilité et la résilience des régimes alimentaires.
- 3** Les engagements mondiaux reflètent de plus en plus la nature interconnectée de la nutrition, du climat, de l'équité et des systèmes alimentaires, mais la transition entre les engagements pris et leur mise en œuvre demeure inégale. Compte tenu des limitations existantes dans les systèmes d'information sur la nutrition, de la fragmentation des actions et de l'intensification des pressions fiscales, il est devenu difficile de déterminer si les engagements sont suffisamment intégrés dans l'ensemble des secteurs ou s'ils sont capables de protéger les résultats en matière de nutrition dans le contexte du changement climatique.

INTRODUCTION

Bien que des progrès aient été accomplis dans l'établissement de systèmes alimentaires durables et sains, la pression pour protéger la nutrition face au changement climatique s'intensifie. Le stress climatique et environnemental et la hausse des taux de malnutrition et des maladies non transmissibles constituent des défis complexes dont les corrélations sont profondes.

Les crises climatiques et les facteurs de stress surviennent souvent parallèlement aux pandémies, aux conflits et aux crises politiques et économiques, et entravent gravement la résilience des systèmes alimentaires et de santé.¹ La garantie d'une alimentation saine pour toutes et tous requiert un fonctionnement efficace et coordonné de ces deux systèmes. Les systèmes de santé fournissent des interventions essentielles en faveur de la nutrition, notamment des services de conseils et un soutien, la promotion de l'allaitement, des compléments alimentaires, ainsi que des initiatives de prévention et de traitement de la malnutrition, avec un potentiel immense pour contribuer aux objectifs mondiaux en matière de nutrition. Il est largement admis que l'action politique et programmatique ne doit pas se limiter à la prestation de services directs et qu'elle doit également adopter des approches multisectorielles, notamment dans les systèmes de santé, agricoles et alimentaires, pour améliorer l'accès, l'abordabilité et la qualité des aliments disponibles^{a,1}.

Les changements climatiques à long terme et l'intensification de la fréquence des phénomènes extrêmes perturbent simultanément les chaînes de valeur des aliments et les services de santé, influençant ainsi ce qui est accessible pour les populations et ce qu'elles peuvent se permettre d'acheter et de manger³. En entraînant des changements dans les conditions agroécologiques et des interruptions dans les chaînes d'approvisionnement, les pressions climatiques réduisent la productivité agricole, diminuent la valeur nutritionnelle de certaines cultures et augmentent les prix des aliments^{4,5,6}. Ces changements limitent la disponibilité des aliments et des nutriments et augmentent le risque de faim, de malnutrition sous toutes ses formes et de maladies non transmissibles liées à l'alimentation, tout en poussant les ménages à se tourner vers une alimentation moins chère et moins nutritive et en contribuant à la mortalité précoce^{7,8}.

Dans le même temps, le changement climatique menace la continuité de la prestation des services de santé ainsi que le fonctionnement des systèmes alimentaires en endommageant les infrastructures, en perturbant les chaînes d'approvisionnement en produits de base essentiels et en alourdissant les charges des maladies qui pèsent sur des capacités déjà limitées^{9,10}. La pandémie de Covid-19 a montré la rapidité à laquelle de telles crises peuvent surcharger les systèmes de santé, avec des répercussions sur les services de nutrition.¹¹ En outre, le changement climatique peut exacerber la vulnérabilité de l'approvisionnement en aliments, entraînant une hausse des risques de contamination et d'épidémies de maladies d'origine alimentaire, avec des implications pour la nutrition et la santé¹².

Une action coordonnée doit être menée à l'échelle mondiale. Les systèmes alimentaires contribuent à environ un tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre¹³, ce qui pose un défi politique majeur : bien que les aliments d'origine animale puissent promouvoir une bonne nutrition dans certains contextes et pour des groupes démographiques spécifiques, leur valeur nutritionnelle, leurs implications en termes de santé, leur impact environnemental, leur rôle culturel, leur accessibilité et leur abordabilité varient considérablement¹⁴. La production de viande, comme le bœuf et le mouton, génère jusqu'à 100 fois plus d'émissions par unité de poids que les aliments d'origine végétale^{15,16}, et le porc, la volaille, le poisson et les produits laitiers transformés ont un impact 10 fois supérieur à celui d'alternatives à base de plantes^{17,18}, avec des variations importantes selon la région. Le réalignement des systèmes alimentaires sur les objectifs en faveur de la santé des personnes et de l'environnement tout en maintenant les capacités des systèmes de santé malgré les contraintes climatiques constitue l'un des principaux défis abordés dans le présent rapport.

a La transformation des systèmes alimentaires induit des changements dans un éventail d'activités couvrant la production, la transformation, la distribution, la commercialisation, la consommation et la mise à disposition des aliments, aboutissant ainsi à une alimentation plus saine, à une amélioration de la durabilité environnementale et à une répartition plus équitable des avantages et des risques. Cela nécessite d'introduire des changements dans les modalités de fonctionnement des chaînes de valeur, notamment des retours plus équitables pour les petits exploitants agricoles, un renforcement de la voix et de l'accès des groupes vulnérables et des environnements alimentaires plus sains qui déterminent ce qui est accessible et abordable pour les populations et ce qu'elles décident de manger.²

Les premières études reliant l'agriculture à la nutrition ont souligné les limitations d'interventions en vase clos. Des approches intégrées qui relient les systèmes alimentaires et de santé offrent des résultats prometteurs. Par exemple, la Sierra Leone a associé des directives nationales en matière d'alimentation à des formations sur la nutrition pour les agents de vulgarisation agricole et à des programmes scolaires sur la nutrition, renforçant ainsi les liens entre l'agriculture et les services de santé tout en promouvant des cultures bio-fortifiées et une diversité alimentaire¹⁹. De tels exemples illustrent le potentiel d'une action coordonnée, mais ils demeurent l'exception plutôt que la règle. Ils montrent également que la transformation des systèmes alimentaires nécessite une action couvrant une multitude d'acteurs ainsi que des mesures encourageant la priorisation de la qualité nutritionnelle, de la résilience et de l'équité parallèlement à la génération de produits et de revenus.

À l'approche de l'année 2030, les gouvernements, les partenaires de développement, la société civile et les entreprises sont confrontés à un ensemble complexe d'objectifs et d'engagements. Les progrès en faveur de l'Objectif de développement durable 2 (faim «zéro») demeurent en deçà des attentes, et les débats sur le rythme et la nature du changement soulignent l'existence de tensions dans la mise en œuvre. Certains font valoir qu'un changement transformateur est essentiel, car «un changement progressif dans les systèmes alimentaires ne suffira pas²⁰». D'autres, notamment un grand nombre de décideurs politiques, s'attendent à ce qu'une série de changements progressifs permette collectivement d'apporter des améliorations importantes, tant pour la santé de la Planète que pour celle des personnes. Aucune de ces perspectives à elle seule n'a de chance de réussir, et aucune politique n'est non plus capable, à elle seule, de transformer les systèmes alimentaires. Pour les décideurs politiques nationaux, le défi dans la pratique consiste à établir des canaux crédibles qui coordonnent l'action dans l'ensemble des systèmes alimentaires, de santé, de protection sociale, climatiques et de financements.

Les engagements en vertu de l'Accord de Paris ont permis d'accomplir des progrès lents en limitant à 1,5 °C la température moyenne à la surface du globe, 2025 étant en passe de devenir la deuxième ou troisième année la plus chaude jamais enregistrée²¹. Bien que le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires ait déterminé en 2021 qu'il était urgent de transformer les systèmes alimentaires, la Commission EAT–*Lancet* a qualifié cette transformation d'essentielle pour instaurer, d'ici 2050, des systèmes durables et équitables d'alimentation saine^{22,23}. Le sommet Nutrition pour la croissance (N4G) 2025 à Paris a souligné la nécessité que les preneurs d'engagements s'attaquent à la malnutrition sous toutes ses formes dans un éventail d'axes thématiques, depuis la santé jusqu'aux systèmes alimentaires durables, en passant par la résilience, les financements et la redevabilité. Ses recommandations mettaient en avant l'interconnectivité entre les aliments, la nutrition, la protection sociale et la santé, couvrant diverses priorités telles qu'une amélioration de l'intégration de la nutrition dans la prestation des services de santé, la transformation des systèmes alimentaires, le renforcement de la résilience et la réduction des inégalités en matière d'accès à des services de nutrition essentiels et à une alimentation nutritive²⁴.

Ces engagements mondiaux et ces recommandations ont suscité des attentes de plus en plus explicites reliant la santé, le climat, l'équité et la prospérité économique, qui reflètent la nature interconnectée des défis d'aujourd'hui^{22,25,26}. Pourtant, il demeure difficile d'assurer un suivi de l'exécution sur la base de ces attentes²⁷, car la faiblesse des systèmes d'information sur la nutrition représente un défi majeur, particulièrement dans le suivi des engagements et, plus généralement, en termes d'alimentation saine. Le Rapport mondial sur la nutrition a lancé son Cadre de responsabilisation en matière de nutrition (NAF) en 2021, qui propose une infrastructure pour y parvenir ([Encadré 1.1](#)). En consignait et en classant les engagements entre les différents acteurs et types d'actions, le NAF offre une occasion d'évaluer non seulement si les engagements portent spécifiquement sur les systèmes alimentaires ou sur les systèmes de santé, mais également s'ils intègrent réellement les deux domaines de manière à tenir compte des risques climatiques et à renforcer la résilience.

ENCADRÉ 1.1

Le cadre de responsabilisation en matière de nutrition du Rapport mondial sur la nutrition

Le Cadre de responsabilisation en matière de nutrition est une plateforme publique mondiale qui a été établie par le Rapport mondial sur la nutrition en 2021 pour s'engager dans des actions en faveur de la nutrition et en assurer un suivi. Il sert de registre des engagements pour la nutrition que les gouvernements, les bailleurs, la société civile, les entreprises et d'autres acteurs ont pris, et classe ces engagements dans trois catégories : faciliter les actions (comme les systèmes de gouvernance, de coordination et de données); les actions politiques (comme la législation, les réglementations et les directives); et les actions à impact (comme la prestation directe de services et les financements). Ce Cadre promeut l'utilisation d'engagements SMART (spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et temporels) en vue de renforcer la clarté et la comparabilité. En fournissant un système de suivi complet et transparent, le Cadre facilite l'évaluation systématique des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de nutrition ainsi que du niveau de cohérence et d'intégration des engagements dans divers secteurs.

Il devient de plus en plus difficile d'assurer une action coordonnée compte tenu de l'affaiblissement de l'environnement des organisations multilatérales et des financements. La coordination multilatérale est sous pression, et les acteurs de la nutrition sont confrontés à des contraintes budgétaires accrues. Il est prévu que les réductions récentes de l'aide publique au développement, notamment des coupes bilatérales majeures, annuleront les progrès réalisés dans la réduction de la malnutrition et compromettront la prestation de services essentiels, notamment le traitement de la malnutrition aiguë grave²⁸. Les estimations actuelles indiquent que les coupes de l'aide affectant l'équivalent de 44 % des financements de donateurs destinés aux objectifs de l'Assemblée mondiale de la Santé (AMS) en matière de nutrition pourraient priver 2,3 millions d'enfants d'un traitement contre la malnutrition aiguë grave et contribuer au décès d'environ 369 000 enfants supplémentaires chaque année²⁹.

Dans ces conditions, l'intégration dans les secteurs des aliments, de la santé, du climat et de la politique sociale est non seulement un objectif programmatique, mais aussi une nécessité budgétaire et stratégique²⁸. Reconnaisant que les financements individuels en faveur de la nutrition n'augmenteraient probablement pas dans un futur proche, des initiatives telles que le Pacte mondial du N4G sur l'intégration de la nutrition cherchent à intégrer les objectifs pour la nutrition dans les secteurs du climat, du commerce, de la productivité et de la politique économique.

Objectifs du rapport

C'est dans ce contexte que le rapport actuel se focalise sur trois objectifs centraux.

Premièrement, il examine la contribution que les systèmes alimentaires et de santé peuvent apporter pour renforcer la résilience face à la multiplication des crises climatiques et sanitaires ainsi que des conflits, en s'appuyant sur les éléments factuels concernant les réponses intégrées au niveau des pays. Le changement climatique expose 28 millions d'enfants de plus au risque de présenter un retard de croissance et 40 millions au risque d'émaciation³⁰, tout en perturbant les systèmes de santé qui sont requis pour prévenir et traiter la malnutrition. Pourtant, les programmes liés au climat, à la santé et aux systèmes alimentaires continuent d'évoluer séparément. La transformation des systèmes alimentaires est souvent considérée comme distincte de la réforme des systèmes de santé, et les stratégies de lutte contre le changement climatique peuvent établir des cibles d'atténuation dont les implications pour la nutrition ou les vulnérabilités des systèmes de santé ne sont pas prises en compte³¹. Le présent rapport examine les répercussions des crises et des facteurs de stress, notamment les pandémies, les conflits et les crises environnementales, sur les systèmes alimentaires et de santé, et analyse les stratégies nationales qui sont parvenues à intégrer les réponses dans la production, les chaînes d'approvisionnement, la prestation de services de santé et de nutrition et la protection sociale pour préserver les résultats en faveur de la nutrition malgré les pressions.

Deuxièmement, le rapport se penche sur l'alignement et l'intégration des engagements pris au cours des cinq dernières années et évalue la progression de leur mise en œuvre. Sur la base des données du NAF, le rapport analyse les engagements pris lors des sommets N4G 2021 à Tokyo et 2025 à Paris, en examinant leur alignement sur les objectifs des systèmes alimentaires, les recoupements entre les actions des systèmes alimentaires et de santé et l'intégration de l'équité de genre et de la résilience climatique. Cette analyse repose sur quatre fonctions habilitantes : 1) le leadership et la gouvernance; 2) les financements; 3) les capacités opérationnelles; et 4) la recherche, le suivi et les données.

Pour faciliter l'intégration des actions dans l'ensemble des systèmes de santé et alimentaires dans un contexte climatique en pleine évolution à des fins d'actions politiques et programmatiques, le présent rapport propose un cadre d'analyse permettant de comprendre les recoupements existants entre le climat, les aliments, la santé et la nutrition.

Troisièmement, le rapport examine des solutions au niveau systémique qui couvrent les systèmes alimentaires et de santé dans le contexte du changement climatique, en évaluant les synergies et les compromis essentiels et en dressant des comparaisons qui seront utiles pour les décideurs. Compte tenu des difficultés que rencontrent les décideurs politiques, les instituts de recherche, les organisations de la société civile et d'autres acteurs qui œuvrent en faveur d'une alimentation saine pour toutes et tous, le rapport reconnaît qu'il n'existe pas de solution universelle^{32,33,34}. Pour faciliter l'intégration d'actions dans l'ensemble des systèmes de santé et alimentaires dans le contexte du changement climatique, le rapport met en avant un cadre analytique qui clarifie ces recoupements et les actions qui peuvent aider les preneurs d'engagements à les comprendre. Le rapport reconnaît également que des choix difficiles devront être faits; même des ensembles

d'interventions synergiques peuvent avoir des effets indésirables dans d'autres secteurs ou régions. Il est absolument essentiel que ces compromis soient explicites afin de trouver potentiellement des solutions plus équilibrées qui atténuent les préjudices pour les groupes les plus vulnérables³⁵.

Les objectifs spécifiques de ce rapport sont les suivants :

- Examiner la résilience face à la multiplication des facteurs de stress, des crises climatiques et sanitaires et des conflits, en s'appuyant sur les éléments factuels concernant les réponses intégrées au niveau des pays.
- Répertorier les éléments factuels sur les interventions qui soutiennent la santé des personnes et celle de la Planète.
- Évaluer le rôle d'approches tenant compte de la dimension du genre dans la promotion de la nutrition et d'une alimentation saine.
- Examiner le rôle de la gouvernance et des financements dans la promotion d'une transformation durable des systèmes alimentaires et de santé en soutien à une alimentation saine pour toutes et tous.
- Évaluer les engagements pris lors des sommets N4G à Tokyo et à Paris, avec une focalisation sur l'intersectionnalité des engagements couvrant les systèmes alimentaires et de santé et sur l'intégration du genre dans les engagements, et déterminer si les engagements axés sur la gouvernance et les financements soutiennent les objectifs du N4G.
- Utiliser les connaissances et les éléments factuels existants provenant de divers cadres afin d'élaborer une feuille de route pour les engagements futurs.

Structure du rapport

La structure du rapport est la suivante :

- Le [Chapitre 2](#) examine la résilience des systèmes alimentaires face aux crises et aux facteurs de stress (pandémies, conflits et crises environnementales) et passe en revue les stratégies nationales qui ont permis de préserver les résultats en termes de nutrition pour les populations les plus vulnérables face à des crises, grâce à une action intégrée dans les systèmes alimentaires, les services de santé et la protection sociale.
- Le [Chapitre 3](#) porte sur les stratégies visant à atténuer les effets du changement climatique et à s'y adapter tout en promouvant une alimentation saine et durable, au travers d'un examen de l'agriculture climato-compatible, des transitions alimentaires et de la réduction des pertes et gaspillages de nourriture, avec une attention sur les synergies et les compromis qui sont pertinents pour la mise en œuvre des politiques et des programmes.
- Le [Chapitre 4](#) applique une perspective de genre aux systèmes climatique, alimentaires et de santé, en examinant les rôles des femmes en tant qu'artisans du changement, la manière dont le changement climatique intensifie les risques sexospécifiques dans les secteurs de la nutrition et de la santé et les stratégies visant à intégrer l'équité de genre dans les actions portant sur les systèmes alimentaires et de santé.
- Le [Chapitre 5](#) examine la gouvernance en tant que moteur de la transformation, opposant la responsabilité procédurale à la responsabilité opérationnelle, qui intègre les engagements dans les cadres financiers, institutionnels et de résilience.
- Le [Chapitre 6](#) évalue les engagements du N4G pris lors des sommets à Tokyo en 2021 et à Paris en 2025, en examinant leur alignement sur les cadres des systèmes alimentaires, les recoupements entre les actions ciblant les systèmes alimentaires et de santé, la présence d'une responsabilité opérationnelle et l'intégration de la dimension du genre dans l'ensemble des secteurs liés à la nutrition.
- Le [Chapitre 7](#) présente un nouveau Cadre analytique « Systèmes alimentaires et de santé pour une nutrition équitable » pour parvenir à une alimentation saine grâce à une transformation intégrée des systèmes alimentaires et de santé dans le contexte du changement climatique. Ce cadre résume les enseignements tirés de l'examen des éléments factuels et des cadres existants ainsi que des analyses des engagements, en offrant un outil qui permet aux futurs preneurs d'engagements de concevoir des programmes intégrés tenant compte des synergies et des compromis dans l'ensemble des quatre fonctions habilitantes (leadership et gouvernance; financements; capacités opérationnelles; et recherche, suivi et données).
- Le [Chapitre 8](#) fournit des recommandations concrètes à l'intention des décideurs politiques et des preneurs d'engagements.
- Le [Chapitre 9](#) se penche sur les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de ces recommandations compte tenu des contraintes budgétaires actuelles, notamment les réductions de l'aide publique au développement.
- Le [Chapitre 10](#) conclut en résumant l'argument principal du rapport, selon lequel les résultats en matière de nutrition nécessitent une action coordonnée dans l'ensemble des systèmes alimentaires et de santé, en positionnant le cadre analytique comme un outil pratique pour faire face aux difficultés et en identifiant l'intégration de la nutrition dans la couverture sanitaire universelle et les soins de santé primaire comme un levier politique fondamental pour des progrès durables.



02

2025. Junín, Pérou.

Un agriculteur andin récolte des pommes de terre.
© FAO Pérou.

**La résilience
des systèmes
alimentaires face
aux crises et aux
facteurs de stress en
soutien à la nutrition
et à la santé**

PRINCIPALES OBSERVATIONS

- 1** Les crises, comme les pandémies, les conflits et les phénomènes météorologiques extrêmes, surviennent souvent parallèlement à des facteurs de stress à plus long terme, notamment le changement climatique, les inégalités et la dégradation de l'environnement, exerçant ainsi des pressions simultanées sur les systèmes alimentaires et de santé. Dans la plupart des crises alimentaires majeures, ces facteurs interdépendants influencent la nutrition à plusieurs égards, ce qui réduit l'efficacité de réponses axées sur un secteur unique.
- 2** L'expérience tirée de la pandémie de Covid-19 et des contextes touchés par des conflits illustre la manière dont les perturbations dans l'accès aux aliments et dans la prestation de services de santé se renforcent mutuellement, transformant souvent des crises aiguës en crises de nutrition prolongées. Les pertes de revenus, la volatilité des prix des aliments, les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement et l'affaiblissement des services de santé se sont conjugués pour aggraver l'insécurité alimentaire et la malnutrition, particulièrement dans les contextes à faible revenu et fragiles.
- 3** Les réponses des pays indiquent que la résilience a été plus forte lorsque les mesures liées aux systèmes alimentaires, les adaptations des systèmes de santé et la protection sociale ont fait l'objet d'une intégration et d'un déploiement flexibles. Les approches qui ont permis de maintenir les services de nutrition essentiels, d'adapter l'exécution au-delà des établissements et d'étendre la protection sociale au profit des populations devenues vulnérables ont été plus efficaces pour protéger les régimes alimentaires et la nutrition face à des crises multiples.

LA RÉSILIENCE DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES FACE AUX CRISES ET AUX FACTEURS DE STRESS EN SOUTIEN À LA NUTRITION ET À LA SANTÉ

Les crises sont des événements intenses tels que des pandémies, des phénomènes météorologiques graves dus au changement climatique et des effondrements économiques qui perturbent simultanément les chaînes de valeur des aliments et la prestation des services de santé. Les facteurs de stress, qui sont des conditions à plus long terme comme le changement climatique, les inégalités et la dégradation de l'environnement, affaiblissent les capacités de réponse des systèmes face à une crise. Certains bouleversements peuvent être anticipés grâce aux prévisions météorologiques; d'autres, comme la pandémie de Covid-19, surviennent de façon soudaine et ont un impact mondial.

D'ordinaire, ces défis ont été examinés séparément. Les interventions axées sur les systèmes alimentaires mettent l'accent sur la production agricole et les marchés; le renforcement des systèmes de santé se focalise sur la prestation de services et les infrastructures; et l'adaptation aux effets du changement climatique privilégie la résilience physique et institutionnelle. Toutefois, il faut des actions flexibles et intégrées pour pouvoir répondre aux «polycrises» (une multitude

de crises qui surviennent simultanément et s'aggravent mutuellement)^{1,2} ([Encadré 2.1](#)). Dans 72 % des pays confrontés à des crises alimentaires majeures, comme plusieurs facteurs interagissent simultanément, les réponses axées sur un seul secteur sont insuffisantes pour protéger l'alimentation et la nutrition³.

Le renforcement de la résilience nécessite des stratégies qui non seulement atténuent les crises et s'y adaptent, mais permettent également aux systèmes de s'en relever ([Encadré 2.2](#)). Le concept de «rebond en avant» implique une vision ambitieuse en termes de politique de résilience. Il consiste à tirer parti des interdépendances socio-écologiques en modifiant les structures de pouvoir et en promouvant les capacités individuelles et collectives, la capacité d'action et les valeurs, plutôt que de se contenter de rétablir les conditions antérieures. Il est particulièrement pertinent dans des situations d'incertitude élevée et quand les risques que des développements inattendus surviennent, tels que des crises géopolitiques, sont plus importants⁴.

ENCADRÉ 2.1

Polycrises, climat et nutrition

Les risques mondiaux actuels sont de plus en plus décrits comme des polycrises : des situations dans lesquelles une crise en aggrave une autre, avec des répercussions qui sont à la fois différentes et plus graves que les préjudices que chacune de ces crises aurait générés. Dans le contexte d'une alimentation saine, les crises climatiques exacerbent les récessions économiques, les conflits et les urgences sanitaires. Les sécheresses et les inondations réduisent la production et les revenus dans le secteur agricole, augmentent les prix des aliments et limitent le niveau de qualité de l'alimentation.

Dans le même temps, les pressions budgétaires et les perturbations des services affaiblissent les capacités des systèmes de santé à mener des actions essentielles pour la nutrition. La hausse des prix des aliments et la réduction du pouvoir d'achat augmentent les risques de retard de croissance, d'émaciation et de carences en nutriments, et les perturbations des soins entravent les mesures de prévention et les traitements. Dans des conditions de polycrises, les résultats en matière de nutrition dépendent de l'efficacité combinée des systèmes alimentaires et de santé face à une multitude de facteurs de stress simultanés. Les réponses politiques nécessitent donc une coordination entre les secteurs et une évaluation des risques aux niveaux du climat, de l'économie et de la santé, plutôt que des mesures ne couvrant qu'un seul secteur.

ENCADRÉ 2.2

Résilience

La résilience est définie comme «la capacité des individus, des ménages, des communautés, des villes, des institutions, des systèmes et des sociétés à prévenir, résister, absorber, s'adapter, répondre et se rétablir de manière positive, efficiente et efficace face à un large éventail de risques, en maintenant un niveau de fonctionnement acceptable sans compromettre les perspectives à long terme pour le développement durable, la paix et la sécurité, les droits de l'homme et le bien-être pour tous⁵.

L'effet de la pandémie de Covid-19 sur les systèmes alimentaires, la nutrition et la santé

La pandémie de Covid-19 a montré qu'une crise sanitaire peut à la fois perturber les systèmes alimentaires et surcharger les systèmes de santé, avec des effets multiplicateurs sur la nutrition. La pandémie a affecté les quatre piliers de la sécurité alimentaire, à savoir la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité, tout en limitant les capacités des systèmes de santé à fournir des services de nutrition essentiels^{6,7}. La [Figure 2.1](#) illustre l'influence corrélée de la Covid-19 sur d'autres facteurs de stress affectant les systèmes alimentaires, ce qui souligne la nécessité de réponses intégrées face aux polycrises.

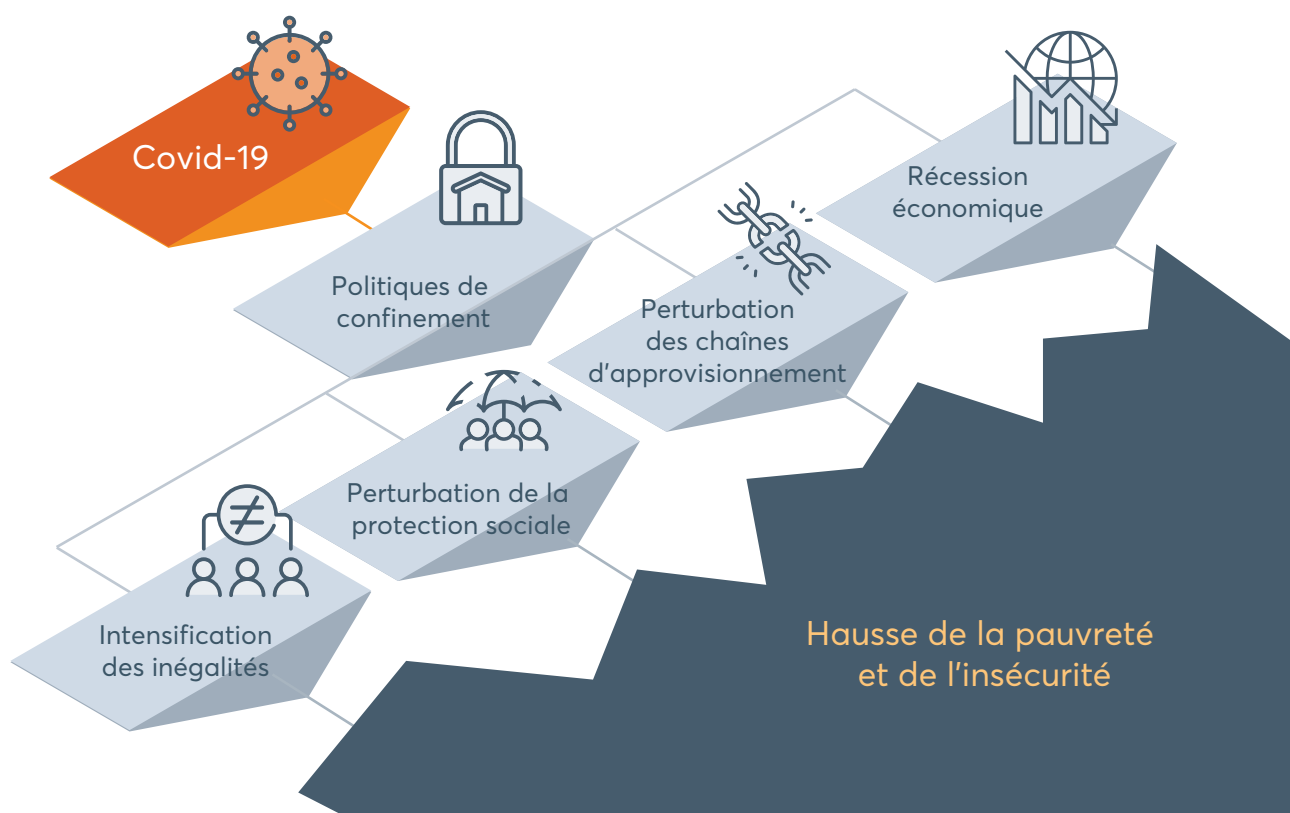
Les confinements lors de la pandémie de Covid-19 ont entraîné des crises économiques aux niveaux macroéconomique et microéconomique, perturbant les systèmes alimentaires et les chaînes d'approvisionnement en aliments, provoquant la perte de revenus et de moyens de subsistance, générant des tendances inégales dans les prix des aliments, exerçant une forte pression sur les filets de sécurité sociale et approfondissant les inégalités existantes^{8,9}. Bien que ces impacts aient touché tous les pays,

ceux à faible revenu ont subi des conséquences plus graves. Des fermetures des installations de services alimentaires, des pénuries d'aliments et une explosion des prix ont été documentées à l'échelle mondiale¹⁰. Au Kenya, les retombées économiques ont exacerbé l'insécurité alimentaire¹¹ et, en Australie, l'insécurité alimentaire a été multipliée par sept pour les ménages confrontés à d'importantes pertes de revenus. La sécurité alimentaire dans de nombreux pays n'a pas retrouvé ses niveaux d'avant la Covid-19 et il est estimé qu'en 2024, 2,3 milliards de personnes dans le monde étaient confrontées à une insécurité alimentaire modérée à grave¹².

Les perturbations dans le commerce international ont contribué à une récession économique mondiale et à une chute des revenus aux niveaux national et des ménages. Les fermetures des frontières ont bouleversé le commerce des produits de base, les transports nationaux ont été affectés et des pénuries de main-d'œuvre sont apparues dans l'ensemble des chaînes de valeur des aliments. Les envois de fonds (de l'argent que les familles reçoivent de l'étranger) ont baissé d'environ 20 %, entravant davantage la stabilité financière des ménages qui dépendent de revenus de l'étranger, exacerbant les vulnérabilités existantes, compromettant la sécurité alimentaire et limitant l'accès à des aliments nutritifs dans les pays à revenu faible et intermédiaire¹³. Les restrictions sur la mobilité, les confinements et les dommages collatéraux sur les services de santé publique ont abouti à la plus grave crise économique mondiale du siècle¹⁴.

FIGURE 2.1

Les moyens par lesquels la Covid-19 a influencé la faim et l'insécurité alimentaire des ménages



Adapté de : Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE). Impacts of COVID-19 on Food Security and Nutrition: Developing Effective Policy Responses to Address the Hunger and Malnutrition Pandemic (Les impacts de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition : élaboration de réponses politiques efficaces face à pandémie de faim et de malnutrition). Rome, Italie : Groupe d'experts de haut niveau, Comité de la sécurité alimentaire, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2020.

Une étude en Zambie illustre cette dynamique au niveau des ménages. Dans ce pays, où les mesures de confinement ont été mises en œuvre en mars 2020, la part des revenus des ménages consacrée aux achats d'aliments a augmenté de 53,8 % à 61,4 % entre 2015 et 2021, principalement en raison de la hausse des prix des aliments¹⁵. À l'inverse, la diversité alimentaire des ménages s'est améliorée dans les ménages confrontés à une baisse de leurs revenus : la probabilité qu'ils consomment une alimentation diversifiée était supérieure de 1,5 % par rapport aux ménages dont les revenus n'avaient pas été affectés. Ce résultat reflétait probablement des stratégies d'adaptation flexibles, notamment une réduction des dépenses hors alimentation, l'utilisation d'économies et l'achat d'aliments moins chers disponibles à l'échelle locale. Selon une analyse désagrégée par genre, avant la pandémie de Covid-19, les ménages en Zambie qui étaient dirigés par une femme étaient 2,7 % moins susceptibles que ceux dirigés par un homme d'être confrontés à une insécurité alimentaire grave. Cet effet protecteur a baissé à

2,3 % pendant la crise, conformément à l'ensemble des éléments factuels indiquant que les ménages dirigés par une femme ont tendance à affecter une part plus importante de leurs revenus aux aliments, aux soins de santé et à l'assainissement¹⁶.

L'effet des conflits sur les systèmes alimentaires

Les conflits et les guerres sont des moteurs majeurs de l'insécurité alimentaire et de la persistance de la faim¹⁷. Les guerres sont devenues plus répandues, et la faim chronique ainsi que la sous-nutrition se concentrent désormais de plus en plus sur les pays frappés par un conflit. Les conflits affectent la nutrition par le biais de mécanismes interdépendants : la destruction des infrastructures agricoles, la

perturbation des marchés, les déplacements, la perte de moyens de subsistance, l'épuisement des actifs, la perte de revenus et la hausse de la pauvreté¹⁸. Dans le même temps, ils affaiblissent les systèmes de santé : dégradation des installations, pénuries de médicaments et de fournitures, déplacement des agents de santé ou attaques les ciblant, et interruption des campagnes de vaccination et des soins réguliers. Non seulement ces effets peuvent rapidement aboutir à une insécurité alimentaire aiguë, mais également perdurer pendant des années, voire des décennies, en provoquant des dommages à long terme sur les moyens de subsistance, la croissance des enfants, la prestation des services et les systèmes de marchés locaux.

Les mécanismes diffèrent selon le type de conflit. Dans des contextes de violences localisées, certaines fonctions liées à la production et aux marchés peuvent se maintenir, et des mesures telles qu'un soutien aux intrants, des transferts d'espèces et la protection des couloirs d'approvisionnement peuvent encore contribuer à stabiliser l'accès. Dans des contextes de guerre civile prolongée ou de déliquescence de l'État, il arrive souvent que ces stratégies fondées sur des plateformes s'affaiblissent ou s'effondrent en raison de la détérioration simultanée de la logistique, de la gouvernance et des systèmes de prestation de services. Dans des contextes de blocus, étant donné que les aliments sont encore présents physiquement à l'échelle de la région, mais qu'ils deviennent politiquement inaccessibles, c'est le refus d'accès, plutôt que la disponibilité d'aliments à elle seule, qui constitue le principal obstacle. Cette tendance est visible dans l'ensemble des conflits de longue date en Afrique, notamment au Soudan, dans l'est de la République démocratique du Congo et dans certaines régions du Sahel, où les déplacements répétés, les perturbations des marchés et les défaillances des services ont transformé des crises aiguës en crises de nutrition prolongées. En 2025, des rapports liés aux Nations Unies ont indiqué que près de 25 millions de personnes étaient à risque au Soudan, 28 millions étaient confrontées à une faim aiguë en République démocratique du Congo et 52 millions de personnes peineront à subvenir à leurs besoins essentiels alimentaires et nutritionnels dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest et centrale¹⁹.

Les conflits peuvent également avoir des répercussions qui s'étendent largement au-delà de la zone immédiate des violences. La guerre en Ukraine a provoqué d'importantes fluctuations des prix mondiaux des céréales de base, compte tenu du statut de l'Ukraine en tant que leader dans l'exportation de céréales. Deux mois après

le début du conflit, les prix des produits céréaliers avaient augmenté de 20 %, à 384 dollars US la tonne, dépassant de plus de 50 % le niveau de l'année précédente. En Égypte, où 80 % du blé provient de l'Ukraine et de la Russie, le prix du pain a augmenté de 25 %²⁰. Ces chocs des prix ont réduit le pouvoir d'achat des ménages en termes d'aliments nutritifs et les systèmes de santé dans les régions touchées ont été confrontés à des infrastructures endommagées et à des perturbations des approvisionnements. Des tendances similaires sont apparues suite à la guerre avec l'Iran. Au milieu du mois de mars 2026, le conflit avait perturbé les voies maritimes et aériennes, augmenté les coûts de transport et des engrais et compromis les mouvements de cargaisons humanitaires via le Détroit d'Hormuz, et le Programme alimentaire mondial a averti que cette crise risquait d'exposer 45 millions de personnes supplémentaires à une faim aiguë d'ici juin. Il suffit de quelques mois pour que des guerres telles que celles en Ukraine et en Iran aboutissent à une insécurité alimentaire, et leurs conséquences sur la nutrition peuvent durer bien plus longtemps sous l'effet de l'inflation, de la dette, de la perturbation des soins de santé et de l'érosion des moyens de subsistance^{21,22}.

Le conflit à Gaza illustre la manière dont l'effondrement de l'accès aux aliments et celui de la prestation des services de santé peuvent se renforcer mutuellement. En juillet 2025, le directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé a averti du risque de famine massive et, selon certains rapports, les centres de traitement contre la malnutrition étaient pleins et la distribution d'aliments d'urgence y était insuffisante. Dans son discours, il a indiqué que plus de 20 % des femmes enceintes et allaitantes examinées souffraient de malnutrition grave²³. En juillet 2025, le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) a alerté sur le fait que le seuil de consommation alimentaire indiquant une famine avait déjà été franchi dans la plupart des zones de Gaza, avec une hausse rapide des cas de malnutrition aiguë²⁴. Par la suite, un rapport de l'Organisation mondiale de la Santé a indiqué que, d'ici fin septembre 2025, 640 000 personnes seraient confrontées à des conditions de phase 5 (catastrophe) selon le classement de l'IPC. Dans ces contextes, les interventions efficaces sont bien connues et incluent une aide alimentaire d'urgence, une alimentation thérapeutique, des services de santé mobiles et une protection de l'accès de l'aide humanitaire³. Toutefois, le principal obstacle n'est pas tant l'absence d'interventions techniques, mais plutôt l'incapacité à les fournir à grande échelle dans des conditions d'accès limité, d'insécurité et d'obstruction politique.

L'effet des facteurs de stress environnementaux et climatiques sur les systèmes alimentaires

Les facteurs de stress environnementaux, dont le changement climatique, l'érosion des sols, la raréfaction de l'eau et la perte de biodiversité, posent des défis majeurs interdépendants dans les systèmes alimentaires. Le climat influe sur la productivité agricole, et les pratiques agricoles peuvent dégrader les écosystèmes et contribuer au changement climatique. Ce lien entre le climat et l'agriculture affecte ensuite la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La réduction de la production de cultures due au changement climatique, notamment suite à des vagues de chaleur, des sécheresses ou des inondations, diminue les revenus tirés des exploitations, avec un impact disproportionné sur les ménages des petits exploitants, les femmes et d'autres groupes vulnérables. Ces pertes de revenus affectent également la main-d'œuvre embauchée et peuvent aboutir à une instabilité économique plus étendue. La réduction de la production entraîne une hausse des prix des aliments, ce qui exacerbe les problèmes d'accès pour les populations vulnérables.

Il est estimé que depuis 1961, la croissance de la productivité agricole en Afrique a diminué de 34 %, sous l'effet du changement climatique ainsi que de la dégradation des sols, des sous-investissements, d'une irrigation limitée et d'un manque de politiques de soutien²⁵. Les projections indiquent que le réchauffement futur réduira la durée des saisons de production et intensifiera le stress hydrique, menaçant à la fois les moyens de subsistance et les résultats en termes de nutrition^{4,26}. Par ailleurs, le changement climatique affectera la qualité des aliments, avec une hausse du dioxyde de carbone dans l'atmosphère qui pourrait réduire les concentrations en zinc, en fer et en protéines dans certaines cultures de base, générant ainsi des risques nutritionnels, même si la quantité de calories est maintenue²⁷.

Les maladies zoonotiques représentent une menace corrélée supplémentaire. Les ménages agricoles dans les zones rurales y sont particulièrement exposés et, malgré des efforts internationaux étendus en faveur d'un contrôle, les maladies zoonotiques continuent de se propager et de récidiver, en raison d'une intensification du commerce mondial, de la dégradation de l'environnement et de la variabilité climatique⁴.

Stratégies concrètes intégrant la santé, les aliments, la nutrition et la protection sociale pour faire face aux polycrises

L'approche face aux polycrises nécessite que les gouvernements et les partenaires déploient des programmes intégrés couvrant la santé, la nutrition, l'éducation, l'eau et l'assainissement, ainsi que la protection sociale. Des programmes intégrés peuvent être mis en œuvre rapidement et de manière flexible pour protéger la nutrition des populations les plus vulnérables lorsque des crises bouleversent l'accès aux aliments, la prestation de services et les revenus.

Les réponses des pays lors de la pandémie de Covid-19 donnent un aperçu de ce qu'est la résilience intégrée dans la pratique². Certains gouvernements (Indonésie et Sierra Leone) ont protégé leurs services de nutrition essentiels en adaptant les modalités de prestation plutôt qu'en interrompant les programmes ([Tableau 2.1](#)). Ces adaptations ont permis aux fonctions de nutrition des systèmes de santé de poursuivre leur travail, même lorsque les services fournis dans des installations sont devenus inaccessibles. D'autres pays, dont les Bahamas, le Brésil, l'Inde et le Pérou, ont maintenu l'alimentation des enfants quand les écoles étaient fermées en convertissant les repas scolaires sous forme de rations à emporter, de bons alimentaires, de denrées enrichies ou d'alternatives en espèces.

Un grand nombre de gouvernements ont étendu la couverture de protection sociale et en ont simplifié l'accès en utilisant des applications numériques et en étendant l'admissibilité pour couvrir les groupes devenus vulnérables, notamment les migrants et les personnes qui avaient perdu leur emploi, comme cela a été le cas en Colombie et en Afrique du Sud. Certains programmes reliaient explicitement des mesures de santé publique à la protection de la nutrition, en alliant la promotion de l'hygiène et de services de distribution d'eau et d'assainissement adaptés à une protection sociale étendue pour les femmes, les enfants et les sans-emplois. Les gouvernements ont également appliqué des mesures économiques pour maintenir le fonctionnement des systèmes alimentaires, comme l'octroi de prêts à faible taux d'intérêt et l'apport d'une assistance technique aux petites et moyennes entreprises en vue de soutenir la production et la distribution en Éthiopie et au Nigeria.

TABLEAU 2.1

Stratégies de résilience des pays lors de la pandémie de Covid-19

Pays	Description
Bahamas	Ont élaboré des mécanismes alternatifs pour les repas scolaires, notamment sous forme de soutien monétaire ou de bons, afin de maintenir la nutrition infantile lorsque les écoles étaient fermées.
Brésil	A converti les repas scolaires en rations à emporter et étendu les transferts d'espèces, comblant ainsi le manque d'accès aux aliments.
Colombie	A étendu l'admissibilité à la protection de sociale pour couvrir des populations nouvelles et mal desservies; inclus les migrants compte tenu des restrictions sur les mouvements liées à la pandémie.
Éthiopie	A apporté un soutien financier comprenant des prêts à court terme à faible taux d'intérêt destinés aux petites et moyennes entreprises pour maintenir les chaînes d'approvisionnement en aliments.
Ghana	A fourni des compléments de fer/d'acide folique par le biais de systèmes stationnaires et mobiles; intégré une éducation à la nutrition dans les systèmes de santé lors des périodes de fermeture des écoles; intégré du fer/de l'acide folique dans la distribution de rations alimentaires; étendu l'utilisation de canaux communautaires pour les approvisionnements.
Inde	A utilisé une multitude de points d'entrée pour protéger les aliments et la nutrition, notamment les systèmes alimentaires, de santé, d'eau et d'assainissement, d'éducation et de protection sociale; adapté la prestation de services de santé; remplacé les repas scolaires par des rations à emporter; étendu les programmes de protection sociale.
Indonésie	A adopté des approches axées sur les familles pour le dépistage des cas de malnutrition aiguë en utilisant des bénévoles communautaires et des téléphones portables afin de former les prestataires de soins au dépistage des enfants.
Liberia	A renforcé et mis à profit les capacités locales pour minimiser les perturbations dans la prestation des services essentiels.
Nigeria	A apporté un soutien financier et une assistance technique aux petites et moyennes entreprises.
Pérou	A étendu la distribution de riz enrichi dans le cadre des repas scolaires ainsi que des bons alimentaires en nature.
Philippines	A intégré des trousseaux d'hygiène dans les programmes de transfert d'espèces conditionnels, reliant ainsi la protection de la santé à l'aide sociale.
Sierra Leone	A fait passer le mode de distribution de compléments en vitamine A de campagnes de masse à une intégration dans les soins de santé réguliers dispensés dans les établissements; protégé les services de santé infantile et en a assuré la viabilité et l'expansion.
Afrique du Sud	A promu l'hygiène; adapté les systèmes de distribution d'eau et d'assainissement; étendu la protection sociale aux femmes, aux enfants et aux sans-emplois; numérisé la procédure d'inscription à la protection sociale, en reliant l'état de préparation des systèmes de santé à la sécurité alimentaire.

Trois tendances opérationnelles ressortent des expériences de ces pays. Premièrement, les pays ont apporté des réponses flexibles en tirant parti de la nutrition dans l'ensemble des plateformes existantes de prestation de services de santé et de protection sociale au sein d'une multitude de systèmes, par le biais de mécanismes divers, notamment des rations à emporter, des bons, des denrées enrichies et des espèces. Ces actions ont permis de maintenir l'accès des populations les plus vulnérables aux aliments lorsque les canaux habituels étaient perturbés. Deuxièmement, la continuité des actions en faveur de la nutrition dans les systèmes de santé s'est améliorée lorsque la prestation ne se limitait

pas aux établissements et couvrait également les communautés : engagement de travailleurs communautaires, processus de dépistage axés sur les familles, programmes de sensibilisation et de distribution mobiles accompagnés de rations. Ces approches ont permis de veiller à ce que les services de nutrition essentiels restent accessibles, malgré les fermetures des établissements et les restrictions en termes de mobilité. Troisièmement, la protection sociale a couvert des groupes à risque supplémentaires lorsque les programmes ont modifié les règles et les processus d'accès, notamment une expansion temporaire des critères d'admissibilité, la simplification du processus d'inscription et l'utilisation de canaux

d'applications numériques. Par exemple, l'Afrique du Sud a numérisé son processus d'inscription à la protection sociale parallèlement à la promotion de l'hygiène et a adapté les mesures de distribution d'eau et d'assainissement. Dans l'ensemble, les réponses des pays étaient variées et spécifiques au contexte et faisaient souvent preuve d'innovation – ce qui illustre le potentiel de stratégies multisectorielles flexibles pour protéger la nutrition et renforcer la résilience à long terme.

Comme l'a noté le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), «aucun système à lui seul ne sera probablement assez résilient pour atténuer pleinement l'impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans un contexte de polycrises. Ce riche éventail d'expériences nationales montre l'importance de tirer parti de systèmes multiples – les systèmes alimentaires, de santé, de distribution d'eau et d'assainissement, d'éducation et de protection sociale – et d'en renforcer la résilience en protégeant l'accès à une alimentation nutritive et aux services essentiels et en promouvant des pratiques d'alimentation et de soins positives lors de polycrises²».

Les expériences des pays montrent que la résilience face aux crises et aux facteurs de stress nécessite une intégration anticipée des interventions au niveau des systèmes alimentaires avec des adaptations des systèmes de santé et une expansion de la protection sociale ([Encadré 2.3](#) et [Encadré 2.4](#)). Quand des crises sanitaires perturbent les systèmes alimentaires, le maintien des résultats en termes de nutrition dépend de l'adaptation de la prestation des services de santé parallèlement à un soutien en matière d'accès aux aliments. En cas de crises dans les systèmes alimentaires, les systèmes de santé doivent être préparés à protéger la nutrition en identifiant et en traitant les cas accrus de malnutrition et en fournissant d'autres services essentiels en faveur de la nutrition (comme des repas scolaires, des compléments en vitamine A, un soutien à l'allaitement et des compléments en nutriments) pendant que des interventions alimentaires rétablissent l'accès. Cette approche intégrée représente une transition, passant de réponses sectorielles parallèles à des stratégies de résilience véritablement coordonnées.

Pendant la pandémie de Covid-19, les pays disposant déjà d'infrastructures et de cadres programmatiques flexibles ont été plus rapides et plus efficaces pour mettre en œuvre leurs actions que ceux qui ont dû élaborer de nouvelles approches. La réalisation d'investissements dans des infrastructures intégrées et des cadres programmatiques peut donc réduire les délais de réponse et les impacts sur la nutrition quand une crise démarre.

ENCADRÉ 2.3

L'expérience de l'Éthiopie dans le cadre d'actions multisectorielles couvrant les systèmes alimentaires et de santé

L'Éthiopie a régulièrement été confrontée à des crises et à des facteurs de stress, avec plusieurs décennies, voire plusieurs siècles de famines, dont la plus récente est survenue au début des années 1980. Malgré ces événements catastrophiques, depuis le début des années 2000, le pays a réalisé d'importants progrès en établissant des politiques intégrées qui englobent la protection sociale, l'agriculture, la santé et la résilience climatique^{28,29}. La prévalence de la sous-nutrition a baissé entre 2000 et 2015, passant de plus de 40 % à moins de 20 %, bien qu'une hausse au-dessus de 20 % ait été observée depuis 2015. De même, les cas de retard de croissance chez les enfants de maternelle ont baissé entre 1992 et 2020, ainsi que la proportion de femmes de 15 à 44 ans qui étaient classées comme en sous-pondération.

L'Éthiopie a été résiliente tout au long des crises répétées grâce à des stratégies de gestion des risques. La réponse à la Covid-19 est un exemple de stratégie de résilience en plusieurs volets. Le secteur de la santé a fait l'objet d'une gestion et de modifications efficaces dans le cadre de la mise en œuvre d'une série de mesures de réponse. De manière spécifique, le pays a établi une équipe spéciale nationale, lancé des campagnes de sensibilisation publique, renforcé les capacités de test et mis en œuvre des restrictions sur les déplacements et des mesures de quarantaine, tout en apportant un soutien aux établissements de soins de santé et en déployant des campagnes de vaccination. Il est intéressant de noter que parallèlement aux changements instaurés dans les systèmes de santé, le Programme de filet de sécurité productif (PSNP) de l'Éthiopie a apporté le soutien requis pour faire face à la baisse des revenus, à la hausse des prix des aliments et à l'intensification de l'insécurité alimentaire. Le PSNP comprend un programme de travaux publics dans les zones rurales qui apporte un soutien direct aux ménages où la main-d'œuvre est limitée ainsi qu'aux adultes physiquement aptes ayant des besoins transitoires, un programme de filet de sécurité productif dans les zones urbaines qui vise à améliorer les revenus des populations urbaines pauvres et un programme de soutien à l'emploi destiné à étendre l'inclusion des jeunes urbains désavantagés sur le marché³⁰.

Depuis le lancement du Programme de croissance agricole (AGP), le pays s'est systématiquement focalisé sur une approche multisectorielle en matière d'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition pour renforcer la productivité agricole et l'accès aux marchés dans les districts présentant un potentiel élevé. Il y est parvenu grâce à une amélioration des pratiques et des intrants, à la commercialisation et au développement d'infrastructures, ainsi qu'en adhérant au Mouvement pour le renforcement de la nutrition et en étant classé comme pays «lève-tôt» lors du lancement du Mouvement en 2010³¹. Grâce à ces efforts, l'Éthiopie a acquis une expérience d'intégration de l'agriculture, de la santé, de l'éducation et des filets de sécurité sociale en tant que stratégie multidimensionnelle en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Actuellement, l'AGP met l'accent sur l'agriculture climato-compatible, notamment l'exploitation de cultures résistantes à la sécheresse. Par ailleurs, le Programme national de nutrition du pays s'est fortement concentré sur des approches multisectorielles et, qui plus est, il a établi une structure de gouvernance pour coordonner les efforts de neuf ministères³². Le gouvernement a également lancé le Programme éthiopien de résilience des systèmes alimentaires, financé par la Banque mondiale, et a réitéré son engagement à transformer ses systèmes alimentaires lors du bilan +4 du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires en 2025³³.

L'expérience de l'Éthiopie fournit de précieux enseignements pour des actions futures, et le pays pourrait s'appuyer sur cet investissement, mais certains défis persistent. Le pourcentage de la population confrontée à une insécurité modérée à grave est resté élevé (environ 55 %), la diversité alimentaire est faible et plus de 50 % de la population n'a pas les moyens de se payer une alimentation saine¹². Bien que plusieurs politiques et programmes couvrant l'agriculture, la santé et la sécurité sociale soient en place, ces systèmes sont sous pression et n'ont plus la capacité de répondre aux besoins. L'approche multisectorielle a fait l'objet de critiques, notamment quant à l'insuffisance de la mise en œuvre de politiques, la fragmentation des efforts, la faiblesse de la coordination et l'absence de concrétisation des recherches³⁴. Le pays a besoin de structures gouvernementales et d'une approche en matière de résilience des systèmes agroalimentaires qui soient innovantes, et il doit s'attaquer à toute compartimentation susceptible de générer des goulets d'étranglement dans l'exécution en raison d'une gouvernance fragmentée, de politiques et d'actions incohérentes ainsi que de l'absence de coordination des financements et de gestion des priorités concurrentes¹².

En conclusion, bien que l'Éthiopie soit confrontée à d'importants problèmes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, la situation aurait pu être pire si le pays n'avait pas mis en place une multitude de politiques et de programmes agricoles, sanitaires et de filet de sécurité sociale. Toutefois, ces politiques et programmes sont soumis à une pression extrême et le manque de financements adéquats peut être un obstacle majeur à une expansion généralisée des programmes.

ENCADRÉ 2.4

L'expérience de la Thaïlande en matière d'actions multisectorielles reliant les aliments, la nutrition et la santé

La Banque mondiale classe la Thaïlande comme un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure³⁵. Le pays est passé d'une économie agricole à une économie industrielle, avec l'adoption d'une stratégie industrielle à la fin des années 1950 et le développement d'infrastructures³⁶. Ce développement économique, assorti d'une solide stratégie nationale pour la nutrition, a permis d'améliorer le statut de sa population en termes de santé et de nutrition. La prévalence des cas de sous-nutrition a baissé, passant de 17,4 % au début des années 2000 à 5,6 % en 2024³⁷. Cette réussite peut être attribuée à la stratégie de nutrition multisectorielle de la Thaïlande, gérée et mise en œuvre par le Comité national de la nutrition (comprenant les ministères de la Santé, de l'Éducation, de l'Agriculture et de la Planification) pour garantir un engagement multisectoriel dans la lutte contre la malnutrition³⁸. De plus, la Thaïlande a investi dans les soins de santé primaire par le biais d'un cadre de bénévoles de santé dans les villages, dont 80 % étaient des femmes. Les bénévoles ont été formés pour prodiguer des soins de santé primaire qui comprenaient une éducation à la nutrition pour les mères et les enfants³⁹.

Malgré une baisse substantielle des cas d'émaciation et de retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans, des hausses ont été observées entre 2016 et 2024 : la prévalence des cas de retard de croissance a augmenté de 10,5 % à 12,4 % et, pour les cas d'émaciation, de 4,7 % à 7,2 %. Par ailleurs, un enfant de moins de 5 ans sur dix est confronté à une pauvreté alimentaire grave⁴⁰. De même, les taux d'allaitement exclusif sont faibles (29 %) et le surpoids et l'obésité sont en hausse, particulièrement chez les enfants (une augmentation de 5,8 % à 15 % en 20 ans)⁴¹. Actuellement, les bénévoles soutiennent les efforts visant à réduire la malnutrition infantile, tout en fournissant une éducation sur la prévention et la gestion des maladies chroniques – deux aspects essentiels compte tenu des tendances épidémiologique³⁹.

En Thaïlande comme dans un grand nombre d'autres régions du monde, la pandémie de Covid-19 a affaibli la sécurité alimentaire, limitant l'accès à une alimentation diversifiée et à des aliments nutritifs. En 2020, 20 millions de personnes, particulièrement des enfants et des personnes âgées, souffraient de sous-nutrition⁴². C'est dans la région du nord-est, la plus pauvre et la moins développée, que l'insécurité alimentaire a été la plus forte : 60 % des ménages n'avaient plus de nourriture pendant la pandémie, en plus de faire face à des pertes d'emplois et de sources de revenus^{43,44}. Dans les zones urbaines, l'accès des populations à des aliments nutritifs était limité en raison des pressions pesant sur les chaînes d'approvisionnement et des restrictions sur le mouvement des marchandises, et ce sont les jeunes adultes (de 15 à 19 ans), les ménages aux revenus faibles et les ménages/personnes dont le niveau d'alphabétisation était limité, voire inexistant, qui ont été le plus gravement touchés⁴³.

Le gouvernement thaïlandais a mis en œuvre plusieurs initiatives, notamment des politiques agricoles, en introduisant de nouveaux prêts pour les exploitants agricoles, en prolongeant les périodes de remboursement des prêts et en distribuant une aide à 10 millions d'exploitants agricoles pendant trois mois⁴⁵. Les banques alimentaires ont suscité l'attention en Thaïlande, un plus grand nombre de personnes y ayant accédé pour obtenir des aliments. Les efforts au niveau des communautés, comme les campagnes de «garde-manger du bonheur», ont facilité le partage de la nourriture en permettant aux populations de faire don d'articles sur certains sites dédiés, où les personnes dans le besoin pouvaient les récupérer⁴⁶. Outre ces actions liées aux systèmes alimentaires, les bénévoles de santé des villages sont devenus un atout majeur en sollicitant les citoyens pour mener des campagnes sanitaires et en recueillant des données récentes afin de pouvoir assurer un suivi des cas⁴⁷.

La Thaïlande n'est pas à l'abri des conséquences négatives de l'évolution rapide du changement climatique, et son plan national d'adaptation recense les risques potentiels pour les denrées de base comme le riz et d'autres types de céréales face aux catastrophes découlant du changement climatique. Ce plan prévoit des stratégies d'adaptation pour atténuer les répercussions néfastes et les crises qui menacent l'approvisionnement national en nourriture⁴⁸. La résilience des systèmes alimentaires de la Thaïlande réside dans la priorisation de la nutrition et dans une approche à plusieurs volets qui regroupe toutes les entités thaïlandaises en vue de collaborer dans la mise en œuvre des politiques. Il est essentiel de disposer d'un cadre de bénévoles de village formés offrant un canal établi pour diffuser rapidement les informations, fournir des services, assurer le dépistage et recueillir des données, et de l'associer à une stratégie d'adaptation, tant pour l'atténuation que pour le renforcement de la résilience des systèmes alimentaires.



03

2021. San José de Ocoa, République dominicaine.
Un agriculteur montre sa production d'avocats biologiques.
© Banque mondiale.

**Des stratégies
couvrant les systèmes
alimentaires pour
s'adapter aux effets
du changement
climatique et les
atténuer, en vue
d'améliorer la nutrition**

PRINCIPALES OBSERVATIONS

- 1** Les stratégies liées aux systèmes alimentaires qui visent à s'adapter au changement climatique et à en atténuer les effets peuvent générer à la fois des synergies et des compromis pour la nutrition, selon le contexte et la conception. L'agriculture climato-compatible, une alimentation saine et durable et une réduction des pertes et gaspillages de nourriture, et les acquis en termes de réduction des émissions ou de résilience n'aboutissent pas automatiquement à une amélioration des résultats pour la nutrition à moins d'une prise en compte explicite de la qualité, de l'accessibilité et de l'équité de l'alimentation.
- 2** Les stratégies relevant de l'agriculture climato-compatible ont contribué aux objectifs d'adaptation et d'atténuation dans certains contextes, mais leurs impacts sur la nutrition varient considérablement. Les résultats ont été plus positifs lorsque ces stratégies ont renforcé la disponibilité et l'accessibilité financière d'aliments diversifiés et riches en nutriments ou ont protégé les revenus des ménages exposés à l'insécurité alimentaire. En revanche, des gains exclusivement axés sur la productivité et l'efficacité ont été associés à des bénéfices inégaux et à des compromis qui affectent la durabilité environnementale, l'inclusion et la qualité de l'alimentation.
- 3** Les tendances alimentaires comprenant davantage d'aliments à base de plantes et moins d'aliments d'origine animale à fortes émissions sont associées à une réduction des risques de mortalité et des émissions générées par les systèmes alimentaires. Dans le même temps, les transitions alimentaires soulèvent d'importants défis liés à l'accessibilité financière, à l'adéquation des micronutriments et à l'équité, particulièrement pour les groupes démographiques vulnérables dans les contextes de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.
- 4** Les résultats avaient tendance à être plus favorables lorsque les politiques évaluaient explicitement les synergies et les compromis et étaient assorties d'instruments informationnels, fiscaux et réglementaires. Les approches qui intègrent des objectifs en faveur de la nutrition, surveillent les impacts sur plusieurs aspects et s'adaptent au contexte ont été plus à même de soutenir la santé humaine et la santé environnementale.

DES STRATÉGIES COUVRANT LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES POUR S'ADAPTER AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LES ATTÉNUER, EN VUE D'AMÉLIORER LA NUTRITION

Les stratégies d'atténuation et d'adaptation qui s'attaquent aux impacts du changement climatique sur la nutrition peuvent se présenter sous de nombreuses formes et peuvent avoir des effets synergiques ou opposés. En termes de consommation, les stratégies qui soutiennent un changement de régime alimentaire en faveur d'aliments plus sains et plus nutritifs peuvent contribuer à l'adaptation et à l'atténuation. Une alimentation saine a tendance à être moins riche en aliments d'origine animale et donc à générer moins d'émissions. C'est tout particulièrement le cas dans les contextes où la consommation actuelle d'aliments d'origine animale est élevée, et des changements alimentaires vers une nourriture plus diversifiée et plus riche en végétaux peuvent réduire les émissions tout en améliorant les résultats en termes de santé.

Toutefois, les implications d'un changement d'alimentation diffèrent selon le contexte. Dans de nombreux pays à revenu faible et intermédiaire, la priorité peut consister à améliorer la qualité des aliments et l'adéquation des micronutriments plutôt

que de se contenter de réduire la consommation d'aliments d'origine animale. S'agissant de la production, les gains en termes de rendement agricole, s'ils ne font pas l'objet d'une mise en œuvre respectueuse du climat, pourraient aboutir à une hausse de l'utilisation d'intrants générant davantage d'émissions ou de la production d'extrants à forte intensité d'émissions comme les aliments d'origine animale. La réduction des pertes et gaspillages de nourriture a le potentiel de réduire les émissions, mais elle pourrait également les augmenter si les stratégies de réduction des déchets incitent à recourir davantage à des pratiques de réfrigération énergivores.

Ce chapitre s'appuie sur un examen narratif des impacts des stratégies d'adaptation et d'atténuation et présente les synergies et les compromis existants dans trois domaines : l'agriculture climato-compatible durable, une alimentation saine et durable et la réduction des pertes et gaspillages de nourriture ([Figure 3.1](#)). Il identifie également des options politiques concrètes couvrant ces trois domaines ([Table 3.1](#)).

FIGURE 3.1

Stratégies d'adaptation et d'atténuation axées sur une agriculture climato-compatible, une alimentation saine et durable et une réduction des pertes et gaspillages de nourriture

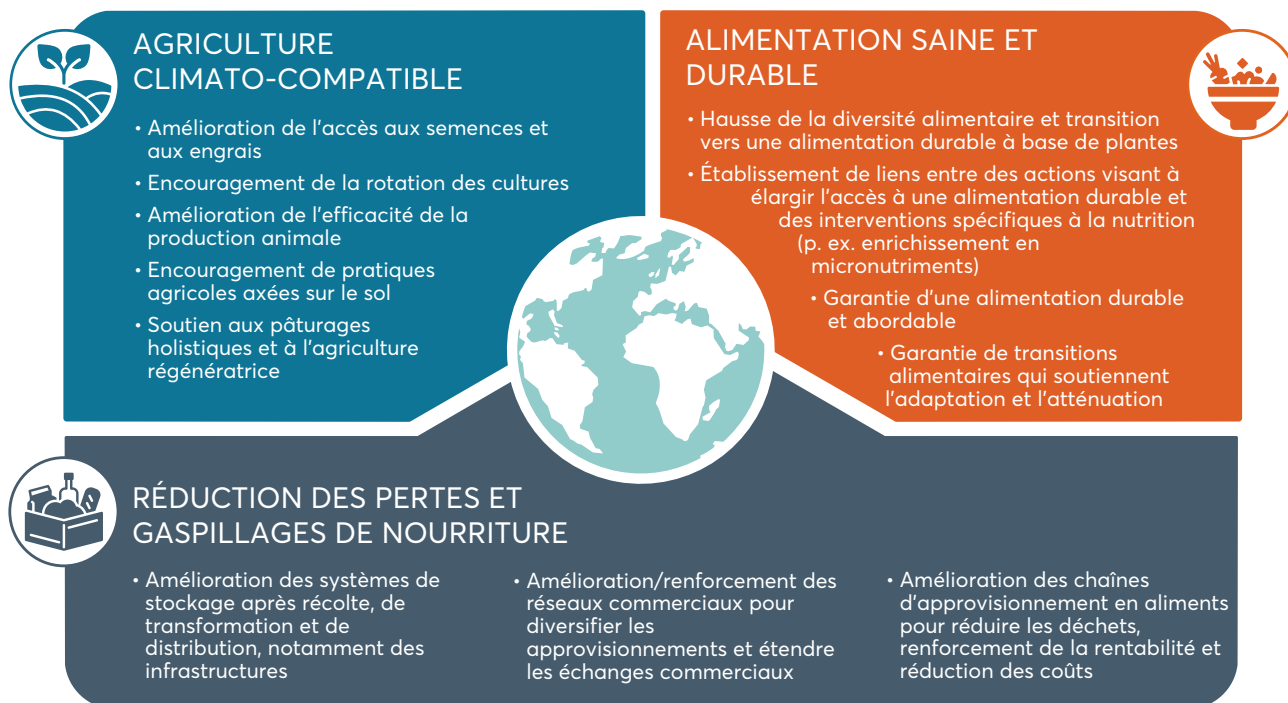


TABLEAU 3.1

Options politiques en soutien aux stratégies d'adaptation et d'atténuation

Options politiques	Agriculture climato-compatible	Alimentation saine et durable	Réduction des pertes et gaspillages de nourriture
Informationnelle	- Amélioration des environnements de l'information et du partage des connaissances - Systèmes de collecte et de suivi des données pour évaluer l'évolution des marchés ou les risques climatiques - Stratégies de communication solides	- Recommandations nutritionnelles fondées sur le choix des aliments pour générer une demande en aliments riches en nutriments - Étiquetage frontal pour inciter les consommateurs à faire des choix plus sains	- Campagnes d'éducation et de sensibilisation axées sur les consommateurs; incitations comportementales - Sensibilisation au stockage dans les ménages; stratégies de gestion après récolte
Fiscale	- Réorientation des subventions de la production d'aliments d'origine animale vers des aliments diversifiés à base de plantes - Réorientation des subventions nationales vers des cibles en faveur de la santé et de la durabilité	- Application de taxes sur les boissons sucrées et les graisses saturées (pour en réduire la demande) - Subventions visant à réduire le coût d'aliments spécifiques riches en nutriments	- Ajustement des tarifs - Politiques commerciales faisant l'objet d'une structuration stratégique et expansion des réseaux commerciaux - Subventions sur les technologies après récolte comme la réfrigération et les sacs hermétiques - Subventions sur les réserves d'aliments pour absorber l'excès de production - Tarification dynamique au niveau des détaillants - Prévision de la demande
Réglementaire et institutionnelle	Interventions réglementaires régionales ou au niveau des exploitations pour soutenir le comportement des producteurs	Investissements dans les programmes d'alimentation scolaire et l'éducation à la nutrition au sein des écoles pour renforcer des comportements alimentaires sains et influencer directement la qualité de l'alimentation	- Réglementations sur le contrôle des portions dans les services alimentaires - Normes harmonisées - Dons des aliments excédentaires aux banques alimentaires

Agriculture climato-compatible

L'agriculture climato-compatible vise à transformer les systèmes de production pour renforcer la rentabilité, améliorer la résilience et réduire les émissions de gaz à effet de serre¹; toutefois, l'agriculture climato-compatible demeure un concept étendu et contesté. La flexibilité de sa définition a permis de qualifier des pratiques très différentes de «climato-compatibles», notamment des approches qui s'appuient largement sur des intrants externes et ne facilitent pas nécessairement une amélioration de la qualité des aliments, un soutien aux petits exploitants ni un renforcement de la durabilité écologique².

Dans ce rapport, l'agriculture climato-compatible est considérée comme pertinente lorsque les actions peuvent, au minimum, présenter quatre caractéristiques : 1) amélioration de la résilience face aux pressions climatiques; 2) réduction des émissions ou de la pression environnementale; 3) renforcement de l'accessibilité ou de la production d'aliments riches en nutriments; et 4) inclusion mesurable des petits producteurs et d'autres groupes vulnérables ou avantages mesurables pour ces derniers. D'autres approches, comme l'agroécologie, peuvent se recouper de manière substantielle avec ces objectifs et sont donc considérées comme complémentaires lorsqu'elles améliorent la résilience, réduisent la dépendance aux intrants et soutiennent des systèmes de production diversifiés.

Plusieurs stratégies agricoles climato-compatibles offrent un potentiel d'adaptation et d'atténuation au niveau mondial, bien que leur efficacité dépende des taux d'adoption, d'une gouvernance favorable et de facteurs contextuels que des projections fondées sur des modèles peuvent ne pas pleinement identifier ([Figure 3.1](#)). Il est important de noter que les gains en termes de productivité ou de résilience n'aboutissent pas automatiquement à une meilleure nutrition. Les effets sur la nutrition sont sous réserve que ces stratégies augmentent la disponibilité, l'accessibilité financière et la consommation d'aliments diversifiés et riches en nutriments, améliorent les revenus des ménages confrontés à l'insécurité alimentaire ou réduisent l'exposition aux crises de production découlant du changement climatique.

Les stratégies d'adaptation se concentrent sur le maintien ou la hausse des rendements dans un contexte de pression climatique. Une amélioration des prévisions météorologiques et saisonnières peut aider les exploitants agricoles à planifier les semis et l'utilisation d'intrants et à réduire les pertes, et l'irrigation peut stabiliser la production et promouvoir une alimentation reposant sur des systèmes hydriques et énergétiques fiables³. Parmi les autres options existantes figurent la culture de variétés de plantes tolérantes au stress, l'agroforesterie et une assurance indexée⁴. Dans la pratique, ces approches peuvent impliquer des compromis, notamment en termes de coûts, de demande en main-d'œuvre, de besoins fonciers et d'inégalité d'accès, qui déterminent où elles sont faisables et qui en bénéficie^{5,6}.

Les stratégies d'atténuation se focalisent sur la réduction des émissions liées à la production tout en maintenant ou en améliorant les extrants. Dans les systèmes de cultures, une solution clé consiste à augmenter la productivité des terres existantes en vue de réduire la pression sur de nouvelles terres, parallèlement à des pratiques permettant de diminuer la dépendance à l'égard d'engrais synthétiques, comme les rotations de cultures légumineuses^{1,7,8,9}. Dans les systèmes d'élevage de bétail, il est possible de réduire les émissions grâce à une amélioration du fourrage et de la gestion des troupeaux, ainsi qu'à des pratiques de pâturage et des additifs alimentaires qui permettent de diminuer la production de méthane, sous réserve que ces solutions soient abordables et qu'elles reposent sur des systèmes de fourniture adéquats¹⁰. Le carbone des sols et les approches régénératrices peuvent également apporter une contribution, mais les résultats varient largement selon le type de sol, les conditions de base et la cohérence des pratiques au fil du temps^{11,12,13,14}. Du point de vue de la nutrition, ces interventions sont plus pertinentes lorsqu'elles promeuvent un accès stable à des aliments diversifiés, réduisent les pertes de production liées au climat ou protègent les revenus des petits exploitants agricoles, plutôt que de se limiter à augmenter la production totale.

Bien que la plupart des stratégies agricoles climato-compatibles (qu'elles se focalisent sur l'adaptation ou sur l'atténuation) présentent d'importants bénéfices connexes lorsqu'elles sont mises en œuvre dans des conditions politiques favorables, elles impliquent tant des compromis que des synergies. Les synergies et les compromis majeurs ainsi que les actions de soutien potentielles sont présentés à l'[Annexe 1 \(Tableau A1\)](#) et un synopsis figure dans l'[Encadré 3.1](#).

ENCADRÉ 3.1

Synergies et compromis dans l'agriculture climato-compatible

Les interventions agricoles climato-compatibles surviennent dans des systèmes alimentaires, de marché et de santé complexes. Si des changements s'opèrent dans un domaine, cela peut avoir des effets indirects dans d'autres. Les décideurs politiques doivent donc évaluer les mesures proposées de manière simultanée, sur la base d'une multitude de critères : intensité des émissions, disponibilité des aliments, qualité de l'alimentation, répartition des revenus et risques sanitaires.

Lorsque des compromis sont probables, des outils complémentaires (comme un soutien ciblé, des limites réglementaires ou la protection sociale) doivent être intégrés dès le départ. Un suivi continu des indicateurs environnementaux et nutritionnels est requis pour redresser le cap, selon les besoins.

Des exemples de synergies potentielles, de compromis courants et d'implications en termes de conception sont résumés ci-dessous.

Synergies potentielles :

- La réduction des écarts de rendement et l'amélioration de l'efficacité des intrants peuvent limiter l'expansion des terres, stabiliser les approvisionnements et atténuer la volatilité des prix des aliments.
- La rotation des cultures et l'agroforesterie peuvent réduire l'utilisation d'engrais et de pesticides, améliorer la santé des sols et diversifier la disponibilité des aliments au niveau des exploitations agricoles.
- L'efficacité dans l'élevage de bétail peut réduire les émissions par unité produite et augmenter la disponibilité d'aliments d'origine animale.
- La gestion des sols et des pâturages peut améliorer la résilience face à la sécheresse et au stress hydrique.

Compromis courants :

- L'utilisation accrue d'engrais peut accroître les risques de contamination hydrique et augmenter les coûts des intrants.
- Les avantages peuvent se concentrer sur les exploitants bénéficiant de crédits, de systèmes d'irrigation ou d'un accès au marché.
- Des cultures diversifiées peuvent être vendues plutôt que d'être consommées, ce qui limite les gains en termes d'alimentation.
- Les gains d'efficacité dans l'élevage de bétail peuvent augmenter la production totale (effets de rebond).
- La transition vers des pratiques régénératrices peut temporairement réduire les rendements et les revenus.

Implications en termes de conception :

- Fournir des subventions, des crédits et des services de vulgarisation aux petits exploitants agricoles.
- Mettre en œuvre des références en termes d'intensité des émissions et des protections liées à l'utilisation des terres.
- Investir dans des tests des sols, dans la gestion des nutriments et dans la surveillance de la qualité de l'eau.
- Utiliser la protection sociale pour maintenir l'accès aux aliments lors de périodes de transition.
- Intégrer des conseils alimentaires et un suivi sanitaire lorsque les tendances de consommation des aliments changent.

Options politiques pour l'agriculture climato-compatible

La mise en œuvre efficace d'une agriculture climato-compatible nécessite un engagement coordonné entre une multitude de parties prenantes pour veiller à ce que les changements correspondent aux objectifs nutritionnels et à ce qu'ils ne nuisent pas à l'adaptation¹⁵. Cela requiert l'inclusion de critères explicites en termes de nutrition dans la conception et le suivi des programmes. Sans critères relatifs à la nutrition, une politique agricole climato-compatible peut ne pas améliorer la production ni réduire les émissions sans améliorer l'alimentation, particulièrement lorsque les gains sont concentrés sur les cultures de denrées de base, les produits de base destinés à l'exportation ou les producteurs aux revenus supérieurs. Trois catégories principales d'instruments politiques peuvent apporter une contribution : des approches informationnelles, des incitations fiscales et des mesures réglementaires ([Tableau 3.1](#)).

Des environnements d'information efficaces et des systèmes solides de gestion des données aident les producteurs à anticiper l'évolution du marché et fournissent aux décideurs politiques des données leur permettant d'évaluer les risques climatiques. Par exemple, l'amélioration de la surveillance météorologique et de la collecte de données sur la production peut promouvoir des prévisions précises des impacts du climat sur l'agriculture. Selon une analyse du comportement des producteurs brésiliens entre 1990 et 2017, un meilleur accès aux connaissances a débouché sur une hausse des investissements et sur une augmentation des revenus des exploitants agricoles¹⁶. La communication des enseignements tirés par des moyens accessibles et l'établissement de liens entre les conclusions et les orientations politiques constituent une autre approche permettant d'éviter des pratiques inadéquates, comme l'a montré le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, qui a facilité la transformation mondiale de la production de riz en soumettant les constatations d'études aux décideurs politiques et aux producteurs, adaptant ainsi les stratégies de diffusion à la demande régionale en aliments¹⁷.

Le changement de l'environnement fiscal des systèmes alimentaires peut orienter la production vers des résultats plus sains et plus durables. La réorientation des subventions aux aliments d'origine animale intensifs en ressources et en émissions vers des aliments diversifiés à base de plantes a montré qu'elle apportait des avantages, tant sur le plan climatique que sanitaire. Selon un exercice de modélisation reposant sur le modèle de l'Outil modulaire d'équilibre général appliqué (Modular Applied General Equilibrium Tool), une réorientation des subventions depuis les produits d'origine animale vers les fruits, les légumes, les légumineuses et les fruits à coque pourrait réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre d'un taux pouvant atteindre 35 % tout en diminuant la mortalité liée à l'alimentation, sans grandes pertes pour le bien-être économique des populations¹⁸. De même, Gautam et coll. (2022) ont utilisé le modèle MIRAGRODEP de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires pour évaluer les avantages d'une réorientation des subventions nationales vers les objectifs en faveur de la santé et de la durabilité, en identifiant les opportunités permettant de réduire le coût d'une alimentation saine et d'augmenter les revenus des producteurs¹⁹. Dans les contextes à faible revenu et axés sur la subsistance, les effets d'une réforme des subventions dépendent toutefois largement de l'accès aux marchés, des capacités de production locale et de la question de savoir à qui bénéficient les gains. Il est donc plus probable que les politiques soutiennent la nutrition si elles étendent la production et l'accessibilité financière d'aliments riches en nutriments et destinés à la consommation locale.

Des interventions réglementaires aux niveaux régionaux et des exploitations agricoles peuvent définir des limites explicites en matière de comportement des producteurs, en veillant à l'atteinte des objectifs environnementaux tout en minimisant l'ampleur des pratiques inadéquates. De telles mesures doivent être ajustées en fonction de la réalité environnementale de divers secteurs et de différentes régions²⁰. Par exemple, Leip et coll. (2022) se sont appuyés sur un modèle d'utilisation de l'azote spatialement explicite pour évaluer la manière de réaliser l'objectif de la stratégie « De la ferme à la table » de l'Union européenne, qui vise à réduire de moitié des déchets provenant de l'azote. Selon les conclusions, cela nécessite des améliorations technologiques et des changements majeurs dans l'alimentation, en particulier une réduction de la consommation de viande et de lait²¹. La réussite de mesures réglementaires dépend d'un engagement inclusif des parties prenantes pour instaurer un équilibre entre les objectifs environnementaux et les besoins économiques et alimentaires.

Une alimentation saine et durable

Des régimes alimentaires riches en aliments à base de plantes et une quantité faible à modérée de produits d'origine animale sont largement associés à une réduction des risques de mortalité, toutes causes confondues, des maladies cardiovasculaires, des cancers et des cas de diabète de type 2^{22,23,24,25}. Il a été estimé qu'une hausse de la consommation de céréales complètes, de légumes, des fruits, de légumineuses et de fruits à coque parallèlement à une réduction de la consommation de sucre, de viande rouge et de viande transformée pourrait entraîner une réduction de 20 % de la mortalité précoce, soit environ 10 millions de décès de moins chaque année^{26,27}. La diversification de l'alimentation et la hausse de la consommation d'aliments à base de plantes et riches en nutriments pourraient également atténuer les risques de baisse de la teneur en nutriments dans les cultures de base, ce qui devrait arriver d'ici 2050^{28,29}.

Dans le même temps, la réduction de la demande en aliments d'origine animale à forte intensité d'émissions pourrait réduire les émissions des systèmes alimentaires d'un taux pouvant atteindre 45 %³⁰. Des études de modélisation mondiales ont estimé que l'adoption d'une alimentation exclusivement à base de plantes pouvait faciliter une réduction de 75 % des émissions et que l'adoption d'une alimentation semivégétarienne équilibrée sur le plan nutritif (une alimentation principalement à base de plantes comprenant des quantités modérées d'aliments d'origine animale) pouvait contribuer à une réduction d'environ 50 % des émissions³¹. Les évaluations reposant sur des recommandations nutritionnelles nationales fondées sur le choix des aliments indiquent souvent des effets d'atténuation moins importants, ce qui reflète l'inclusion continue de viande et de produits laitiers dans les tendances recommandées.

Une transition alimentaire vers des aliments à base de plantes offre des synergies solides entre les objectifs climatiques et sanitaires, mais il est important de relever les défis en matière d'adéquation nutritionnelle pour certains sous-groupes démographiques ([Annexe 1, Tableau A2](#)). Un synopsis des principales synergies et implications et des compromis clés en termes de conception est présenté dans l'[Encadré 3.2](#). La modélisation montre qu'une alimentation comprenant davantage d'aliments d'origine animale pourrait considérablement augmenter les émissions de gaz à effet de serre, d'environ 43 % à 64 %, et accroître la mortalité liée à l'alimentation à raison d'un million de décès supplémentaires³². Les carences en micronutriments devraient être résolues par le biais d'une combinaison d'aliments diversifiés, d'aliments enrichis, de compléments alimentaires et de quantités modestes d'aliments

d'origine animale riches en nutriments lorsque cela est pertinent et selon le contexte (particulièrement dans les contextes des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure). Les besoins nutritionnels supplémentaires des groupes vulnérables (p. ex. les femmes enceintes et allaitantes, les nourrissons et les jeunes enfants) pourraient plutôt être satisfaits en optimisant la consommation de certains aliments riches en nutriments, comme une hausse de la consommation de légumes à feuilles vertes pour améliorer l'apport en fer ou d'algues pour répondre aux besoins en vitamine B12³³.

L'une des mises en garde au sujet des analyses recommandant l'adoption d'une alimentation à base de plantes réside dans le fait qu'elles reposent sur des résultats relatifs aux maladies chroniques chez l'adulte, souvent au niveau de populations à revenu élevé, générant ainsi un biais compte tenu de la diversité des risques de santé, des régimes alimentaires et des espérances de vie. Malgré la prévalence accrue des maladies non transmissibles à l'échelle mondiale, il semble que ces analyses ne tiennent pas compte des priorités immédiates dans les pays à revenu faible et intermédiaire, notamment celles qui sous-tendent les cibles de l'Assemblée mondiale de la Santé (la sous-nutrition et la santé maternelle et infantile). Les recherches futures devront examiner ou intégrer divers résultats en termes de santé ainsi que des éléments factuels spécifiques au contexte. Sur le plan programmatique, d'autres stratégies en faveur d'aliments d'origine animale écoresponsables et/ou d'alternatives aux aliments d'origine animale devront être envisagées, particulièrement en vue de pouvoir répondre aux besoins de certains sous-groupes démographiques (c'est-à-dire, les femmes enceintes et allaitantes, les nourrissons et les jeunes enfants). Une approche complémentaire consiste à relier les stratégies de transition alimentaire aux interventions couvrant les systèmes de santé qui sont spécifiques et contribuent à la nutrition ([Encadré 3.3](#)), notamment des compléments en micronutriments, des programmes d'enrichissement des aliments et des compléments en vitamine A, fournis dans le cadre des soins anténatals, des services de santé infantile et des programmes de prévention des maladies non transmissibles. L'exécution d'ensembles d'interventions directes et indirectes au travers du secteur de la santé s'est avérée efficace pour lutter contre la sous-nutrition^{34,35}.

L'accessibilité financière implique un autre compromis important. En 2021, même si 42 % de la population mondiale avait les moyens de se procurer une alimentation saine, plus de trois quarts de la population en Afrique ne le pouvaient pas³⁶. On estime qu'une alimentation saine et durable est 18 % à 29 % plus chère que l'alimentation actuelle dans les pays à faible revenu – bien que l'accessibilité financière puisse améliorer les scénarios futurs grâce à des réductions des pertes et gaspillages de nourriture, au développement socioéconomique et à la prise en compte du coût total des impacts environnementaux³⁷.

ENCADRÉ 3.2

Synergies et compromis dans l'alimentation saine et durable

Les transitions alimentaires sont des processus complexes et à long terme dans des secteurs individuels et au-delà³⁸ qui présentent souvent des boucles de rétroaction et des compromis inattendus³⁹. Des exemples de synergies potentielles, de compromis courants et d'implications en termes de conception sont résumés ci-dessous.

Synergies potentielles :

- Une transition vers une alimentation riche en plantes peut réduire les risques de maladies cardiovasculaires, de diabète et de certains cancers tout en diminuant les émissions des systèmes alimentaires.
- Une hausse de la consommation de céréales complètes, de légumineuses, de fruits et de légumes peut améliorer l'adéquation des micronutriments et promouvoir des systèmes de production plus diversifiés.
- Une réduction de la demande en aliments d'origine animale à forte intensité d'émissions peut alléger les pressions qui pèsent sur les terres et les ressources.

Compromis courants :

- Une alimentation saine et durable peut rester inabordable pour les ménages à faible revenu.
- Des réductions rapides des aliments d'origine animale peuvent générer des carences en micronutriments chez des groupes spécifiques, à moins qu'elles ne soient compensées.
- Les réformes des subventions peuvent se heurter à une résistance politique de la part de groupes qui bénéficient le plus de la configuration actuelle des systèmes alimentaires.
- Des conseils alimentaires vagues apportent des gains climatiques limités.

Implications en termes de conception :

- Associer les conseils alimentaires à une réforme des subventions et à des transferts ciblés pour améliorer l'accessibilité financière.
- Intégrer des compléments en micronutriments, un enrichissement des aliments et des services de conseils dans les soins de santé primaire.
- Envisager des interventions ciblées qui promeuvent la satisfaction de besoins de groupes au cycle de vie spécifique grâce à la consommation d'aliments d'origine animale ou de leurs alternatives.
- Aligner les politiques d'approvisionnement, d'étiquetage et de marketing sur les objectifs en termes d'alimentation.
- Surveiller les impacts sur l'équité et la nutrition dans l'ensemble des groupes de revenus au cours de la transition.

ENCADRÉ 3.3

Interventions qui sont spécifiques et contribuent à la nutrition

Un document de 2013 du *Lancet*, dans le cadre d'une série d'articles consacrés à la nutrition maternelle et infantile⁴⁰, fait la distinction entre des interventions spécifiques à la nutrition et celles qui y contribuent.

Spécifique à la nutrition : « Interventions ou programmes qui portent sur les déterminants immédiats de la nutrition et du développement du fœtus et de l'enfant – apports adéquats en aliments et en nutriments, allaitement, fourniture de soins et pratiques de parentalité, et fardeau de maladies infectieuses faible. »

Contribuant à la nutrition : « Interventions ou programmes qui portent sur les déterminants sous-jacents de la nutrition et du développement du fœtus et de l'enfant – sécurité alimentaire; ressources adéquates en termes de soins aux niveaux des mères, des ménages et des communautés; et accès à des services de santé et à un environnement sûr et hygiénique – et intègrent des objectifs et des actions spécifiques en faveur de la nutrition. »

Options politiques pour une alimentation saine et durable

Les options politiques en soutien à une alimentation saine et durable vont d'approches informationnelles et fiscales à des approches réglementaires⁴¹ (Tableau 3.1). Les approches informationnelles incluent des recommandations nutritionnelles fondées sur le choix des aliments, l'étiquetage frontal et la réglementation des publicités pour les aliments. Bien que la plupart des recommandations nutritionnelles fondées sur le choix des aliments préconisent de grandes quantités de légumes et de fruits, les orientations sur l'apport en viande sont peu souvent claires et spécifiques, et les recommandations nutritionnelles fondées sur le choix des aliments changent rarement les tendances de consommation à grande échelle. Les éléments factuels indiquent que près de 40 % des populations de pays à revenu faible et intermédiaire ne respectent pas les recommandations nutritionnelles de leur pays fondées sur le choix des aliments⁴². Selon une méta-analyse d'études sur l'étiquetage, bien que les étiquettes aident les consommateurs à identifier des produits plus sains, leur capacité à orienter les consommateurs vers des choix meilleurs pour la santé est limitée⁴³.

Les approches fiscales peuvent aboutir à des changements plus importants en matière de consommation d'aliments. Bien que davantage de recherches soient requises, par exemple en ce qui concerne les effets différenciés sur différents groupes de revenus, les taxes représentent l'un des outils les plus efficaces pour réduire la consommation d'aliments non sains⁴⁴. La hausse du prix des boissons sucrées a permis de réduire la demande dans un certain nombre de pays qui ont mis en œuvre de telles politiques et les taxes sur les graisses saturées au Danemark ont abouti à des tendances similaires^{44,45}. La prise en compte du coût total, où les prix des aliments reflètent le coût des dommages découlant du changement climatique associés aux émissions, se traduirait par une hausse des prix et par une réduction de la demande en aliments à fortes émissions tels que la viande rouge, la viande transformée et les produits laitiers²⁷. Le principal compromis est l'impact sur la sécurité alimentaire des taxes sur les aliments, car des prix supérieurs peuvent accroître le prix de l'alimentation et en réduire l'accessibilité pour les groupes vulnérables et les pays à faible revenu⁴⁶. Cette préoccupation est particulièrement importante dans les contextes à revenu faible et intermédiaire, où les ménages consacrent souvent une grande part de leurs

revenus aux aliments et où l'imposition de taxes sans mesures de compensation peut réduire l'accessibilité financière. Dans de tels contextes, les subventions aux aliments riches en nutriments, les marchés publics, l'alimentation dans les écoles, la protection sociale et l'enrichissement ciblé des aliments peuvent être des points d'entrée plus faisables que de se limiter à des taxes générales sur les aliments.

Des subventions alimentaires qui réduisent le coût des aliments riches en nutriments, notamment les fruits, les légumes, les légumineuses et les céréales complètes, pourraient également être envisagées. Selon une méta-analyse couvrant 22 études sur des interventions, une subvention de 10 % a entraîné une hausse de 14 % de la consommation de fruits et de légumes⁴⁷. Les plateformes institutionnelles, notamment les programmes d'alimentation scolaire, offrent un mécanisme d'approvisionnement important pour améliorer l'alimentation et les résultats nutritionnels. Un examen systématique de 16 interventions randomisées ou quasi expérimentales en Europe et en Amérique du Nord a indiqué que la fourniture directe d'aliments aux élèves a augmenté la consommation totale de fruits et de légumes de 0,28 portion par jour⁴⁸. En Inde, l'exposition à long terme au Programme de déjeuners (Mid-Day Meal Scheme) entre 2006 et 2016 a été associée à une amélioration de 13 % à 32 % des scores Z de taille selon l'âge chez les enfants⁴⁹. Avec l'intensification des impacts du changement climatique, la facilitation de choix d'aliments plus sains et plus résilients dans les écoles et d'autres cadres institutionnels deviendra une priorité de plus en plus urgente en termes d'adaptation⁵⁰.

Avec l'intensification des impacts du changement climatique, la facilitation de choix d'aliments plus sains et plus résilients dans les écoles et ailleurs deviendra une priorité de plus en plus urgente en termes d'adaptation et nécessitera une action coordonnée entre les secteurs et les acteurs.

Réduction des pertes et gaspillages de nourriture

À l'échelle mondiale, environ 30 % des aliments sont perdus ou gaspillés : les pertes lors d'activités de production et de transformation sont particulièrement élevées dans les régions à faible revenu et le gaspillage dans le cadre de la vente au détail et de la consommation est plus courant dans les régions à revenu élevé⁵¹. La lutte contre les pertes et gaspillages de nourriture poursuit un objectif double : l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets. Toutefois, ces objectifs peuvent parfois s'entraver mutuellement, et les interventions peuvent même être contreproductives sur le plan de l'atténuation. Par exemple, l'utilisation accrue de systèmes de réfrigération et de stockage énergivores peut augmenter les émissions mondiales de gaz à effet de serre, risquant d'annuler les progrès réalisés en termes de réduction des pertes et gaspillages de nourriture⁵². L'expansion du commerce, bien qu'elle promeuve l'adaptation en redistribuant les aliments excédentaires dans les régions confrontées à des pénuries de production, peut augmenter les émissions générées par les moyens de transport si ceux-ci reposent sur une logistique dépendante de combustibles fossiles^{53,54}. S'agissant de l'atténuation, les gains en termes d'efficacité qui réduisent les besoins de production ainsi que les émissions peuvent être entravés par les effets de réactions économiques telles qu'une réduction des prix des aliments et par des obstacles politiques ou pratiques à une mise en œuvre à grande échelle⁵⁵.

Les interventions d'adaptation comprennent une amélioration du commerce, du stockage après récolte, des processus de transformation et des systèmes de distribution, ce qui limite les pertes dues à la chaleur, à l'humidité et aux organismes nuisibles. Ces défis devraient s'intensifier dans le cadre du changement climatique^{56,57}. Le commerce facilite la redistribution des aliments depuis les régions affichant un excédent vers celles qui sont en déficit et joue un rôle central dans l'adaptation : la diversification des chaînes d'approvisionnement et la hausse du nombre de régions exportatrices réduisent la vulnérabilité des consommateurs face à des crises localisées, mais la dépendance excessive d'un petit ensemble de pays à l'égard des importations pourrait accroître les risques si une multitude de fournisseurs subissent simultanément des phénomènes météorologiques extrêmes⁵⁸. Selon une analyse mondiale, une réduction de moitié des pertes et gaspillages de nourriture pourrait sortir 137 millions de personnes de la faim d'ici 2030⁵⁹.

La lutte contre les pertes et gaspillages de nourriture offre également des bénéfices considérables en termes d'atténuation. Une baisse de la production agricole dans le cadre d'une diminution des pertes et gaspillages de nourriture pourrait réduire de 11 % les émissions associées d'ici 2050, et l'optimisation de la répartition géographique des cultures pourrait réduire les émissions d'un taux pouvant atteindre 71 %^{31,53}. La réduction des pertes et gaspillages de nourriture dans la vente au détail et parmi les consommateurs offre des bénéfices particulièrement importants en matière d'atténuation, car les produits gaspillés impliquent la totalité du bilan carbone, depuis la production jusqu'à la transformation⁶⁰. Une libéralisation totale du commerce entre 2030 et 2050 pourrait réduire les émissions générées dans l'agriculture d'un taux pouvant atteindre 33 % (des contraintes structurelles et politiques peuvent affecter ces estimations)⁵⁴.

Les stratégies d'adaptation sont également confrontées à des défis d'alignement entre les taux de pertes et gaspillages de nourriture et les pertes dues au changement climatique. Bien que des taux élevés de pertes et gaspillages de nourriture sous forme de fruits et de légumes appellent à des mesures d'intervention, les aliments d'origine animale présentent des niveaux de référence faibles en termes de pertes et gaspillages de nourriture, ce qui réduit le potentiel d'adaptation au travers d'une réduction des déchets dans cette catégorie⁵¹. Cela dit, les interventions qui ciblent des produits de base présentant d'importantes pertes, comme les fruits et les légumes, améliorent simultanément l'adaptation en stabilisant l'approvisionnement face à la variabilité du climat et contribuent à l'atténuation en réduisant la nécessité d'une production supplémentaire⁶¹. Les décideurs politiques doivent bien tenir compte de la demande en énergie, des retours économiques, des pertes spécifiques à certains produits de base et des compromis, afin de maximiser les avantages des interventions de lutte contre les pertes et gaspillages de nourriture. En ciblant les interventions de manière stratégique, en mettant l'accent sur les produits de base qui enregistrent les plus fortes pertes, en adoptant des technologies de stockage à faibles émissions et en soutenant les réseaux commerciaux résilients, il est possible de renforcer les synergies tout en minimisant les conséquences involontaires.

Options politiques pour réduire les pertes et gaspillages de nourriture

À l'instar de l'agriculture climato-compatible et d'une alimentation saine et durable, une politique efficace contre les pertes et gaspillages de nourriture implique des approches informationnelles, des incitations fiscales et des mécanismes de réglementation ([Tableau 3.1](#)). Les améliorations du stockage au niveau des exploitations agricoles, comme l'utilisation de sacs hermétiques et de silos à contrôle climatisé, peuvent réduire d'environ 5 % les pertes dues au déperissement, aux organismes nuisibles et aux pressions environnementales, ce qui pourrait alors réduire la faim de 20 %⁶². Des éléments factuels de l'Éthiopie et du Kenya indiquent que des réserves stratégiques d'aliments subventionnées par l'État pourraient réduire d'un taux pouvant atteindre 50 % les pertes de maïs en cours de stockage^{63,64}. Les interventions liées aux activités de transformation après récolte, notamment le séchage, le refroidissement et l'utilisation de technologies mobiles, peuvent accroître la disponibilité des aliments et réduire les émissions de gaz à effet de serre dans certaines circonstances. L'utilisation de technologies de séchage mobiles au Myanmar a augmenté la production de riz de 7 %, amélioré la qualité des grains de 30 % et réduit les émissions d'un taux pouvant atteindre 40 %⁶⁵. Une réduction de 25 % des pertes d'aliments à l'étape de production pourrait augmenter de 4,3 % la disponibilité des aliments à l'échelle mondiale et réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre de 0,7 %⁶⁶.

Les interventions de lutte contre les déchets alimentaires se focalisent principalement sur les étapes de vente au détail et de consommation. Les politiques axées sur la vente au détail incluent une tarification dynamique, une prévision de la demande par le biais de l'apprentissage machine, des remises quantitatives et des dons d'aliments excédentaires aux banques alimentaires^{66,67,68}. De telles stratégies peuvent réduire les déchets alimentaires tout en améliorant potentiellement la diversité alimentaire et en réduisant la faim. Des approches informationnelles axées sur les consommateurs, notamment des campagnes d'éducation et des initiatives de sensibilisation et d'incitation comportementale, peuvent promouvoir une amélioration des tendances en matière de stockage et de consommation dans les ménages, bien que les effets à long terme soient mitigés^{69,70}. Des investissements dans les systèmes de réfrigération pour les ménages et les détaillants peuvent prolonger la durée de conservation des aliments périssables, particulièrement les fruits

et les légumes, bien qu'ils puissent augmenter les émissions liées à la consommation d'énergie s'ils ne sont pas associés à des sources énergétiques faibles en carbone⁷¹. Des mesures législatives, notamment des mandats de contrôle des portions et des mesures incitatives pour réduire les déchets alimentaires dans les contextes de services alimentaires, se sont avérées prometteuses pour diminuer les déchets tout en préservant les résultats en termes de nutrition⁷².

Les interventions portant sur la politique commerciale peuvent améliorer les objectifs d'adaptation et d'atténuation. L'expansion des réseaux commerciaux permet aux producteurs les plus rentables d'approvisionner les régions confrontées à des déficits de production, ce qui augmente la résilience face aux crises découlant du changement climatique et améliore la diversité alimentaire^{32,57}. Toutefois, les politiques commerciales doivent faire l'objet d'une structuration prudente pour préserver la résilience, car une dépendance excessive à l'égard d'un ensemble limité d'importations de denrées de base expose les pays à des crises climatiques simultanées⁵⁸. Les mesures politiques peuvent inclure des normes harmonisées, un ajustement des tarifs et des investissements dans les infrastructures pour faciliter une distribution transfrontière efficace tout en atténuant les émissions liées aux transports⁵⁴. Une combinaison d'améliorations en matière de stockage et de transformation, d'interventions visant à réduire les déchets axées sur les consommateurs et les détaillants et de politiques commerciales structurées de manière stratégique peut offrir des possibilités concrètes d'améliorer l'efficacité, la résilience et la durabilité de la chaîne d'approvisionnement en aliments. Les synergies principales, les compromis clés et les implications en termes de conception dans l'ensemble de ces interventions sont résumés dans l'[Encadré 3.4](#). La réussite des stratégies liées aux systèmes alimentaires, qu'il s'agisse de l'adoption de l'agriculture climato-compatible, de la garantie d'une alimentation saine et durable ou de la réduction des pertes et gaspillages, nécessite un engagement auprès du secteur privé. La responsabilité du secteur privé dans la mise en œuvre d'actions au niveau des systèmes alimentaires est présentée dans l'[Encadré 3.5](#).

ENCADRÉ 3.4

Synergies et compromis dans la réduction des pertes et gaspillages de nourriture

La réduction des pertes et gaspillages de nourriture nécessite des changements substantiels et interconnectés dans les systèmes de stockage, la logistique, les tendances des échanges commerciaux et la dynamique des prix. Des exemples de synergies potentielles, de compromis courants et d'implications en termes de conception sont résumés ci-dessous.

Synergies potentielles :

- Une amélioration du stockage et de la transformation peut réduire les pertes dues à la chaleur, à l'humidité et aux organismes nuisibles, en stabilisant l'approvisionnement et en modérant la volatilité des prix saisonniers.
- Des chaînes d'approvisionnement plus efficaces permettent de réduire les déchets lorsque les produits font l'objet de processus de production à fortes émissions, ce qui améliore l'efficacité dans l'ensemble des systèmes.
- Le commerce peut redistribuer les aliments excédentaires aux régions déficitaires lors de crises climatiques et diversifier les approvisionnements.

Compromis courants :

- Des systèmes de réfrigération énergivores et des services de transport longue distance peuvent accroître les émissions.
- Les investissements dans les infrastructures peuvent exclure les petits exploitants agricoles et les petites entreprises.
- L'expansion commerciale peut léser les producteurs locaux si elle est mal gérée.
- La baisse des prix grâce aux gains en efficacité peut augmenter la consommation et donc annuler les réductions des émissions.

Implications en termes de conception :

- Privilégier les technologies de stockage et de refroidissement à faibles émissions.
- Fournir des infrastructures partagées ou subventionnées aux petits acteurs.
- Investir dans une logistique à faibles émissions de carbone et dans des partenariats commerciaux diversifiés.
- Relier la réduction des pertes et gaspillages de nourriture à l'aide alimentaire et aux programmes de nutrition.
- Surveiller les émissions, les effets sur les prix et les résultats en termes d'équité lors du déploiement.

ENCADRÉ 3.5

Responsabilité du secteur privé dans la mise en œuvre d'actions liées aux systèmes alimentaires

La performance du secteur privé en termes de nutrition doit être renforcée grâce à des mesures de responsabilité et à une amélioration des mesures incitatives et des réglementations. Une action coordonnée entre tous les acteurs, notamment les entreprises, les gouvernements, les investisseurs et les consommateurs, est requise pour veiller à étendre la disponibilité, l'abordabilité, l'attrait et l'accessibilité des aliments nutritifs. Les marchés changeront lorsque les gouvernements, les institutions internationales, les investisseurs et les entreprises tireront parti de la gamme complète d'outils, des innovations et des instruments financiers du secteur privé pour instaurer un accès à des aliments nutritifs en faveur d'une alimentation plus saine. Les principes directeurs en matière d'engagement du secteur privé ont été convenus par des douzaines d'acteurs lors du sommet Nutrition pour la croissance 2025 à Paris⁷³.

Plusieurs mesures doivent être prises pour mettre en place une plus grande responsabilité, de meilleures mesures incitatives et une réglementation renforcée. Premièrement, les organisations de la société civile et internationales doivent élaborer des principes directeurs pour la conduite d'un engagement étendu auprès du secteur privé qui soit transparent et responsable. Il est possible d'adapter un certain nombre de références et d'en tirer parti afin de plaider en faveur d'une amélioration de l'engagement des entreprises et de portefeuilles alimentaires plus sains pour réaliser les objectifs d'alimentation durable et saine, avec des comptes rendus transparents sur la nutrition, le marketing et les impacts des émissions. Deuxièmement, les investisseurs, les institutions de financement du développement et les gouvernements peuvent fournir des incitations financières en soutien aux acteurs des systèmes alimentaires du secteur privé à l'échelon local qui produisent des aliments nutritifs, sains et salubres et qui font clairement preuve d'améliorations au niveau de leurs portefeuilles de produits⁷⁴. Troisièmement, davantage d'investissements sont nécessaires pour assurer des chaînes d'approvisionnement (en aliments sains périssables et non périssables) résilientes au changement climatique et contribuant à la nutrition, particulièrement les infrastructures après récolte dans les contextes à faible revenu. Quatrièmement, les gouvernements peuvent introduire des modèles de profil de nutriments fondés sur des éléments factuels pour élaborer et mettre en œuvre des taxes pertinentes sur les produits alimentaires non sains tout en lançant des plans obligatoires pour améliorer les portefeuilles des entreprises et leurs pratiques de marketing⁷⁵.

Les gouvernements peuvent exiger des sociétés alimentaires qu'elles divulguent chaque année le niveau de qualité nutritionnelle de leurs portefeuilles de produits par rapport à ces modèles nationaux de profil de nutriments fondés sur des éléments factuels. Enfin, les gouvernements et les partenaires de financement du développement peuvent rééquilibrer les subventions à l'agriculture pour soutenir une alimentation saine provenant de systèmes agroalimentaires durables en privilégiant les aliments sains (fruits et légumes frais, pois et légumineuses, diverses denrées de base nutritives et aliments nutritifs d'origine animale) dans certains contextes.



04

2020. Oblast de Narun, Kirghizistan.

Une femme rompt le pain dans un campement nomade.

© Igor Kovalenko/FAO.

Stratégies d'intégration du genre dans les actions liées aux systèmes alimentaires et de santé

PRINCIPALES OBSERVATIONS

- 1 Les normes de genre et les relations de pouvoir influencent les impacts du changement climatique sur les résultats en termes de nutrition par le biais des systèmes alimentaires et de santé. Les rôles des femmes dans la production de denrées alimentaires, la préparation des aliments, la fourniture de soins et l'utilisation des soins de santé sont essentiels pour la nutrition des ménages, mais les inégalités persistantes en matière d'accès aux terres, aux intrants, aux revenus, aux informations et aux services limitent leur capacité à s'adapter aux pressions et aux crises climatiques.
- 2 Le changement climatique décuple la vulnérabilité en intensifiant les risques sexospécifiques existants liés à la nutrition et à la santé. Les pertes économiques, l'augmentation de l'insécurité alimentaire, la hausse des travaux de soins et la perturbation de l'accès aux services de santé et de nutrition essentiels ont eu des impacts disproportionnés sur les femmes, particulièrement en cours de grossesse et d'allaitement, ce qui renforce les cycles de la malnutrition et les désavantages intergénérationnels.
- 3 La capacité d'action des femmes dans les systèmes alimentaires et les systèmes de santé a été associée de près à une amélioration des résultats en termes de nutrition, de santé et de résilience. Un contrôle accru sur les ressources, les revenus et la prise de décision a promu une diversification de l'alimentation, une hausse de l'utilisation des services de santé préventifs et curatifs et un renforcement des capacités d'adaptation, et l'action collective par le biais de groupes et de coopératives a permis d'étendre ces progrès.
- 4 Des stratégies intégrées accordant une place centrale à l'équité de genre dans les actions pour la nutrition qui sont intelligentes face au changement climatique – comme une protection sociale tenant compte de la dimension du genre, des interventions en faveur de la nutrition qui sont intégrées dans les systèmes de santé et un accès équitable aux informations et aux services liés au climat – ont été davantage en mesure d'apporter des bénéfices connexes couvrant les systèmes alimentaires, les systèmes de santé et la nutrition. Des approches axées sur la capacité d'action des femmes dans la production, la consommation et l'accès aux soins ont permis de renforcer la résilience et l'équité dans le contexte du stress climatique.

STRATÉGIES D'INTÉGRATION DU GENRE DANS LES ACTIONS LIÉES AUX SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET DE SANTÉ

Ce chapitre applique une perspective de genre sur les systèmes climatiques, alimentaires et de santé. Il examine les rôles des femmes en tant qu'artisanes du changement et montre que le changement climatique intensifie les risques sexospécifiques pour la nutrition et la santé. Il se penche également sur les stratégies d'intégration de l'équité de genre dans les actions liées aux systèmes alimentaires et de santé.

L'importance de la dimension du genre pour les systèmes alimentaires et de santé dans le contexte du changement climatique

L'équité est un principe fondateur pour des systèmes alimentaires et de santé équitables et résilients. Les résultats en termes de nutrition dépendent d'une multitude d'aspects qui se recoupent dans les inégalités, notamment le revenu, le genre, la géographie, l'âge, l'appartenance ethnique, le handicap, la vulnérabilité et le statut en termes de déplacement¹. Ces facteurs déterminent qui a accès à des aliments nutritifs, à des services de santé de haute qualité et à une protection sociale, ainsi que la capacité à faire face à des crises. Dans ce contexte général de l'équité, la dimension du genre joue un rôle stratégique. Les normes de genre et la dynamique du pouvoir influencent la prise de décision et le contrôle sur les ressources dans les ménages, les marchés et les programmes publics^{2,3}.

Les femmes contribuent aux systèmes alimentaires et de santé par leur travail dans l'agriculture et l'élevage, les processus de transformation et de préparation, la gestion de l'alimentation, la fourniture de soins et l'utilisation de services

de soins de santé³. Les contraintes structurelles limitent l'accès des femmes aux ressources telles que la terre, les financements, les intrants, les informations, les technologies et les espaces décisionnels officiels, ce qui affecte leurs revenus, leur accès à des aliments nutritifs et leur capacité à s'adapter aux crises climatiques^{2,4}. Le changement climatique accroît l'exposition à ces obstacles en augmentant les fardeaux en termes de temps et de travail, en intensifiant le risque de déplacement, en réduisant et en déstabilisant les revenus, en perturbant la disponibilité des aliments et en interrompant la prestation de services^{5,6}. Dans ce sens, le changement climatique affecte les femmes de deux manières : en termes de production (production et revenus) et aux niveaux de la consommation et des soins (qualité de l'alimentation, pratiques d'alimentation et utilisation des services).

Une focalisation sur l'égalité des genres dans le cadre des stratégies pour une nutrition résiliente face au changement climatique permet de réaliser plusieurs objectifs à la fois. Cela nécessite toutefois des actions explicites liées au genre dans différents secteurs. Les gouvernements et les partenaires de mise en œuvre peuvent adopter une multitude de stratégies pour parvenir à l'équité de genre : garantie des droits des femmes sur les terres et les actifs³; services de vulgarisation et informations climatiques ciblées pour les agricultrices⁷; conception d'un soutien au crédit et aux intrants facilement accessible aux femmes⁸; réduction de la charge des soins non rémunérés grâce à des services de distribution d'eau, d'assainissement et d'hygiène, à l'accès à l'énergie et à des services de garde d'enfants⁹; garantie que les transferts de protection sociale parviennent aux femmes et qu'ils sont utilisables lors de crises (notamment des options numériques et du dernier kilomètre)^{10,11}; et maintien de l'accès à des services de nutrition et de santé grâce à des initiatives de sensibilisation ainsi qu'aux approvisionnements dans les communautés lorsque les établissements ne sont plus accessibles¹¹.

La manière dont le changement climatique amplifie les risques sexospécifiques liés à la nutrition et à la santé

Le changement climatique décuple les vulnérabilités en intensifiant les inégalités structurelles et sociales auxquelles les femmes sont déjà confrontées dans les systèmes agroalimentaires et de santé. Les femmes qui travaillent dans les chaînes de valeur de l'agriculture et de l'alimentation subissent une discrimination et sont souvent reléguées à des fonctions moins bien rémunérées et plus précaires, avec un accès limité à des ressources productives³. Ces contraintes réduisent leur capacité à adopter des pratiques résilientes face au changement climatique et à se remettre de crises liées au climat⁶. Les éléments factuels montrent que les crises climatiques ont des effets disproportionnés sur les revenus, les actifs et la sécurité alimentaire des femmes, particulièrement dans les ménages dirigés par une femme. Les pertes de revenus dues au stress thermique, aux inondations et aux sécheresses ont tendance à être plus étendues et plus longues pour les femmes, ce qui entrave leur capacité à maintenir une alimentation adéquate et à investir dans leur santé et leur nutrition. Souvent, ce sont les biens des femmes qui sont vendus en premier lors d'une crise, ce qui affaiblit leur résilience à long terme et perpétue les cycles de vulnérabilité.

Ces impacts économiques se recoupent avec les inégalités dans le statut nutritionnel des femmes et leur accès à des services de santé. Comme leurs besoins physiologiques sont plus importants à l'adolescence, lors d'une grossesse et en cours d'allaitement, les femmes sont davantage sensibles aux pénuries d'aliments, au stress thermique et aux maladies infectieuses¹², mais leur accès à des services de santé et de nutrition essentiels demeure inégal. Dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, les femmes issues des ménages les plus pauvres ont moins de chances de recevoir le nombre recommandé de visites de soins anténatals. De plus, les dépenses en soins de santé à leur charge représentent une part substantielle des dépenses consacrées à la santé maternelle, ce qui entrave la prestation de soins continus. Dans le même temps, les cas d'anémie et de carences en micronutriments sont largement répandus : dans le monde, environ deux tiers des femmes en âge de procréer présentent au moins une carence en micronutriments¹³ et, dans plusieurs régions, approximativement la moitié des femmes sont anémiques^{14,15}. Les crises liées au climat augmentent la demande en services de santé et de nutrition tout

en perturbant la prestation des services, ce qui ne fait qu'exacerber les problèmes d'accès à des soins pour les femmes. La malnutrition réduit la capacité des femmes à s'adapter aux pressions climatiques et à travailler, augmentant ainsi les risques de santé maternelle et infantile et renforçant les cycles de désavantages intergénérationnels^{14,16}.

Les soins et les travaux domestiques non rémunérés limitent encore la capacité d'adaptation des femmes. Les femmes assument la plupart des responsabilités familiales et ménagères, notamment la prise en charge des enfants, la préparation des repas et la collecte d'eau et de combustible⁹. Ces tâches deviennent plus chronophages et intensives dans les contextes de pressions climatiques¹⁷. L'alourdissement du fardeau des soins réduit le temps que les femmes peuvent consacrer à des activités génératrices de revenus, à participer à des formations ou à des actions collectives et à utiliser des services de santé et de nutrition, avec des conséquences directes sur leur bien-être¹⁸. Cela crée un obstacle critique : même quand des informations climatiques, des services de vulgarisation dans l'agriculture ou des services de santé sont disponibles, les femmes ne sont pas nécessairement en mesure d'y accéder.

Les femmes en tant qu'artisans du changement

Dans ce rapport, la capacité d'action se définit comme la capacité des personnes à faire des choix et à agir en conséquence, ainsi qu'à s'exprimer dans les prises de décisions sociales, économiques et politiques¹⁹. Le Cadre « Systèmes alimentaires et de santé pour une nutrition équitable » qui est présenté dans ce rapport positionne les femmes en tant qu'artisans du changement, reconnaissant que leur capacité d'action diffère selon qu'il s'agit des systèmes alimentaires ou des systèmes de santé, et que le changement climatique ne fait qu'exacerber les contraintes existantes qui pèsent sur cette capacité d'action.

Dans les systèmes alimentaires, la capacité d'action des femmes implique leur capacité à prendre des décisions dans le continuum de la production à la consommation, notamment quant à savoir ce qu'il faut cultiver, les technologies et les intrants à utiliser, quand et où vendre et comment contrôler les revenus découlant de ces choix. Cela influence également les décisions dans les ménages concernant les achats, le stockage et la distribution des aliments. Les limitations dans la capacité d'action se manifestent par un travail non rémunéré ou mal rémunéré et par un contrôle réduit sur les cultures, les technologies ou les ventes²⁰.

Dans le contexte du changement climatique, ces contraintes sont exacerbées. Les impacts climatiques sur les cultures et le bétail réduisent les rendements et les retours pour la main-d'œuvre, accroissent les pertes après récolte et perturbent les marchés d'aliments locaux, augmentant la volatilité des prix et limitant l'accès à des aliments riches en nutriments²¹. La charge de travail non rémunérée des femmes augmente souvent lors de crises, particulièrement la collecte d'eau et de combustible et la fourniture de soins, ce qui limite encore plus le temps qu'elles peuvent consacrer à l'agriculture, à participer au marché et à prendre des décisions²². Au niveau des ménages, le stress climatique a tendance à inciter à la consommation de denrées de base moins chères, et les aliments riches en nutriments sont les premiers à être supprimés de leur alimentation.

Dans les systèmes de santé, la capacité d'action des femmes détermine si elles utilisent des services et quand, ainsi que la mesure dans laquelle elles peuvent suivre des recommandations de traitement. Dans de nombreux contextes, les normes patriarcales et la dynamique du pouvoir sexospécifique limitent la mobilité des femmes, leur contrôle sur l'argent et leur capacité à décider d'accéder à des soins²³. Compte tenu de ces contraintes, la prestation des services essentiels est souvent retardée ou suspendue, y compris les soins anténatals et postnatals, les accouchements en maternité, la contraception, les visites de vaccination pour les enfants ainsi que le dépistage des cas de sous-nutrition et d'anémie et les soins connexes. Les restrictions sont appliquées par le biais de mécanismes du quotidien : nécessité de demander une autorisation pour sortir de chez soi, manque de fonds pour payer les transports ou les frais, limitations sur la possession d'un téléphone et l'accès à des informations de santé, crainte d'une stigmatisation et faible capacité de négociation dans les ménages²⁴. Dans un contexte de stress climatique, ces obstacles s'intensifient. Les coûts des moyens de transport augmentent, le temps passé en dehors du travail ou des responsabilités de soins devient plus difficile à gérer et les femmes ont moins de contrôle sur les dépenses et les choix en termes de déplacements, ce qui retarde le moment où elles obtiennent des soins et compromet l'application d'interventions de nutrition et de santé²⁵.

Il est essentiel de noter que les contraintes sur la capacité d'action dans les systèmes alimentaires et les systèmes de santé sont reliées entre elles. Quand les femmes manquent de contrôle sur les revenus agricoles ou les achats d'aliments, elles ne peuvent pas privilégier des aliments nutritifs pour elles-mêmes et leur famille, ce qui augmente les risques de malnutrition nécessitant une intervention au niveau des systèmes de santé. À l'inverse, quand les femmes ne peuvent pas accéder à des services de santé pour des conseils en planning familial, des soins anténatals ou le traitement d'une maladie,

leur capacité à accomplir un travail productif dans les systèmes alimentaires diminue. Le changement climatique exacerbe ces deux aspects simultanément, avec des effets multiplicateurs sur les résultats en termes de nutrition.

Éléments factuels sur les avantages de l'autonomisation des femmes

Malgré ces contraintes, des éléments factuels solides indiquent que l'autonomisation des femmes offre d'importants avantages pour leur bien-être, ainsi que pour la résilience face au changement climatique, la nutrition, la santé et la performance des systèmes alimentaires²⁶. Quand les femmes bénéficient d'une plus grande capacité d'action relativement aux décisions agricoles et aux ressources du ménage, les systèmes agroalimentaires deviennent plus diversifiés, plus productifs et plus résilients, avec des effets positifs sur l'alimentation et la nutrition²⁷. Ces gains renforcent également l'efficacité des systèmes de santé, car l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la qualité de l'alimentation augmente l'impact des interventions de nutrition et de santé qui sont exécutées dans le cadre de services réguliers.

Il a été démontré que la réduction des disparités de genre en matière d'accès aux terres, aux intrants, aux financements, aux informations et aux marchés augmente la productivité des exploitations agricoles, promeut la diversification des cultures et du bétail et améliore la diversité alimentaire au niveau des ménages^{28,29,30}. Le pouvoir décisionnel des femmes est systématiquement lié à une affectation plus importante des ressources en faveur d'aliments nutritifs, des soins de santé et de l'éducation, aboutissant à de meilleurs résultats en termes de nutrition tout au long de la vie et à une demande accrue en services de santé et de nutrition préventifs et curatifs. Cela crée une boucle de rétroaction positive : des femmes et des enfants mieux nourris sont plus productifs dans les systèmes alimentaires et utilisent plus efficacement les services de santé, et des systèmes de santé renforcés peuvent mieux soutenir la participation des femmes aux systèmes alimentaires grâce aux services de santé reproductive, à des conseils en nutrition et au traitement de maladies qui, sinon, entraveraient leur capacité à travailler.

L'action collective est particulièrement importante. La participation des femmes à des groupes d'épargne, des coopératives et des organisations de producteurs renforce leur autonomisation et augmente leur accès au crédit, au capital social et

aux informations, ce qui leur permet d'investir dans des pratiques et des petites entreprises résilientes au changement climatique^{31,32}. Ces mécanismes fournissent également des plateformes qui permettent de s'attaquer aux obstacles structurels, notamment la capacité de négociation limitée et l'accès restreint aux marchés et aux services, et de renforcer les liens entre les communautés et les systèmes de santé locaux par le biais d'activités de sensibilisation, du partage d'informations et de l'utilisation des services. Quand des groupes de femmes interagissent avec les plateformes communautaires de systèmes de santé, elles peuvent favoriser le recours aux soins de santé, promouvoir l'application d'interventions de nutrition et apporter un soutien à leurs pairs en vue d'optimiser les pratiques d'alimentation.

L'autonomisation des femmes en tant qu'actrices économiques et sociales renforce les systèmes alimentaires, ce qui promeut la performance des systèmes de santé en augmentant l'utilisation effective des services préventifs et curatifs, en améliorant la continuité des soins et l'application des interventions de nutrition sur toute la vie et en renforçant les systèmes d'exécution et d'orientation au niveau communautaire.

Points d'entrée pour une action intégrée en faveur de l'égalité des genres, du climat et de la nutrition

Les éléments factuels tirés de politiques et de programmes indiquent l'existence de plusieurs points d'entrée pratiques pour intégrer l'égalité des genres, l'action climatique et la nutrition, avec des avantages partagés dans l'ensemble des systèmes alimentaires et de santé.

Une protection sociale tenant compte des questions de genre constitue un mécanisme essentiel. Les transferts d'espèces, les bons alimentaires, les repas scolaires et les programmes de travaux publics conçus pour bénéficier aux femmes et tenir compte de leurs contraintes spécifiques peuvent permettre de maintenir une alimentation saine lors de crises climatiques tout en soutenant la résilience à long terme¹¹. Quand ils sont reliés à la production d'aliments et aux agricultrices à l'échelon local, ces programmes renforcent les systèmes agroalimentaires et les moyens de subsistance^{33,34}. Ils améliorent également l'accès aux services de santé et de nutrition essentiels lors de périodes difficiles en stabilisant les ressources des ménages et en réduisant les obstacles financiers en matière d'accès aux soins.

Des interventions en faveur de la nutrition peuvent promouvoir la résilience climatique lorsqu'elles sont conçues avec une perspective de genre et intégrées dans les systèmes de santé. L'accès à des compléments en micronutriments pour les femmes et les adolescentes peut améliorer leur statut nutritionnel et réduire leur vulnérabilité face aux facteurs de stress sur la santé découlant du changement climatique, particulièrement en cours de grossesse et d'allaitement³⁵. L'intégration de telles interventions dans les services de soins de santé réguliers, notamment les programmes de santé anténatale, postnatale et pour les adolescentes, renforce le rôle des systèmes de santé en tant qu'acteurs de première ligne fournissant des services de nutrition qui sont résilients face au changement climatique.

L'accès aux informations sur le climat, aux systèmes d'alerte précoce et aux outils de gestion des risques est un autre point d'entrée essentiel. Quand ces services sont associés à un accès équitable aux terres et à une capacité d'action suffisante, ils améliorent la prise de décision et soutiennent un rétablissement plus rapide des agricultrices suite à des crises^{7,36}. Les systèmes d'alerte précoce peuvent également déclencher des mesures de protection sociale et contribuent à prépositionner les produits de santé de manière à protéger la nutrition et la santé lors d'urgences climatiques. De même, des produits d'assurance et les services financiers qui tiennent compte des préférences et des contraintes des femmes peuvent réduire les fossés entre les genres en matière d'utilisation et d'impact des services, en protégeant les revenus et en réduisant le recours à des stratégies d'adaptation néfastes qui entravent la nutrition et la santé⁸. Les interventions dans la chaîne de valeur qui soutiennent les femmes au-delà de la production primaire, notamment aux étapes de transformation, de stockage et de commercialisation, offrent des opportunités supplémentaires. En améliorant l'accès des femmes aux technologies et aux infrastructures, notamment aux marchés, ces initiatives peuvent augmenter les revenus, réduire les pertes après récolte et étendre la disponibilité des aliments nutritifs, particulièrement dans les zones mal desservies, tout en allégeant la pression qui pèse sur les systèmes de santé en réduisant le fardeau des maladies liées à la nutrition^{31,37}.

L'intégration d'interventions de protection sociale tenant compte de la dimension du genre dans les services de soins de santé réguliers, notamment les programmes de santé anténatale, postnatale et pour les adolescentes, renforce le rôle des systèmes de santé en tant qu'acteurs de première ligne fournissant des services de nutrition qui sont résilients face au changement climatique.



05

2025. Gambie.

Un agriculteur montre la nourriture préparée pour ses chèvres.

© Mouvement SUN.

La gouvernance comme moteur de transformation des systèmes alimentaires et de santé

PRINCIPALES OBSERVATIONS

- 1** La gouvernance joue un rôle central en influençant la capacité des systèmes alimentaires et de santé à apporter une alimentation saine, à maintenir les services de nutrition essentiels et à réduire les inégalités dans le contexte du stress climatique. Les avancées récentes dans la gouvernance de la nutrition, notamment l'expansion de l'utilisation d'engagements SMART (spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et temporels) et de cadres de responsabilité formels, ont amélioré la transparence et la comparabilité entre les acteurs, renforçant ainsi la responsabilité procédurale.
- 2** Malgré des améliorations dans les procédures, un fossé persiste entre les engagements sur le papier et les progrès réalisés dans la pratique. La fragmentation institutionnelle, le cloisonnement des mandats, le mauvais alignement des architectures de financement et la faiblesse des liens entre la politique climatique et la prestation de services de nutrition ont limité la capacité des systèmes alimentaires et de santé à résister aux crises et à atteindre des résultats durables en faveur de la nutrition.
- 3** Les accords de financement ont largement contribué à creuser ce fossé. Des financements à court terme axés sur des projets spécifiques, la baisse de l'aide publique au développement et la non-prise en compte des externalités sanitaires et environnementales des systèmes alimentaires actuels ont limité les investissements en faveur d'une transformation à long terme, intégrée et axée sur l'équité, et les conflits d'intérêts non gérés n'ont fait qu'exacerber les difficultés en termes de gouvernance et de redevabilité.
- 4** Des résultats concrets en matière de nutrition étaient plus probables lorsque les modalités de gouvernance dépassaient la responsabilité procédurale pour intégrer les engagements dans des cadres financiers, institutionnels et de résilience cohérents. Des approches qui renforcent la coordination intersectorielle, alignent les finances publiques sur les objectifs de nutrition et climatiques, habilitent les communautés et relient la responsabilité à l'exécution ont été plus à même de soutenir une transformation équitable et résiliente des systèmes alimentaires et de santé dans le contexte du changement climatique.

LA GOUVERNANCE COMME MOTEUR DE TRANSFORMATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET DE SANTÉ

Compte tenu de l'évolution du climat, une gouvernance efficace est essentielle à la promotion d'une alimentation saine pour toutes et tous. La gouvernance influence le fonctionnement des systèmes alimentaires et des systèmes de santé, à la fois en tant que domaines distincts et reliés entre eux ([Encadré 5.1](#)). Elle détermine également les modalités de partage des responsabilités, des ressources et des capacités d'exécution entre différents secteurs. Au vu de l'intensification de la fréquence et de la gravité des crises liées au changement climatique, la gouvernance joue un rôle crucial pour déterminer si les systèmes alimentaires et de santé peuvent maintenir la qualité des aliments, fournir des services de nutrition essentiels et réduire les inégalités.

Au cours des dernières années, d'importants progrès ont été réalisés en matière de gouvernance de la nutrition^{1,2}. L'adoption généralisée d'engagements SMART (spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et temporels) et de cadres de responsabilité formels, depuis le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques jusqu'au Cadre de responsabilisation en matière de nutrition (NAF), a renforcé la transparence, le suivi et la comparabilité entre les acteurs. Cette transition de promesses vagues vers des responsabilités clairement articulées représente une avancée

importante en termes de responsabilité procédurale. Par exemple, les cadres de responsabilité ont favorisé la clarté, la spécificité et la mesurabilité des engagements eux-mêmes. Toutefois, des avancées procédurales à elles seules ne suffisent pas. Des engagements clairement définis doivent reposer sur des systèmes financiers, institutionnels et d'exécution qui sont à même de faire face aux crises liées au climat et de couvrir les personnes les plus à risque^{3,4}. Sans dispositions de gouvernance alignant les engagements sur les financements, la planification de la résilience et les objectifs en termes d'équité, même des engagements bien précis risquent de ne pas avoir l'impact souhaité.

Dans ce contexte, les avancées actuelles en matière de responsabilité offrent une possibilité d'améliorer la gouvernance de la nutrition, en dépassant la conformité procédurale pour s'orienter vers des formes de responsabilité plus concrètes. En facilitant une meilleure intégration dans les systèmes alimentaires, les systèmes de santé, la politique climatique et les finances publiques, la gouvernance peut contribuer à incorporer les engagements en faveur de la nutrition dans les cadres financiers, institutionnels et de résilience qui sont requis pour atteindre des résultats durables et équitables en termes de nutrition dans un contexte de stress climatique⁵.

ENCADRÉ 5.1 Gouvernance efficace

Une gouvernance efficace se définit comme les règles, les institutions, les modalités de coordination et les processus de responsabilité qui permettent au public et aux acteurs non étatiques de planifier, de financer, de mettre en œuvre et de surveiller les actions conjointes. Dans le contexte de ce rapport, une gouvernance efficace désigne plus précisément la capacité à établir, à mettre en œuvre et à coordonner l'action dans l'ensemble des secteurs de l'alimentation, de la santé, du climat, de la protection sociale et d'autres qui influencent les résultats en matière de nutrition dans les systèmes alimentaires et de santé.

De la responsabilité procédurale à la responsabilité opérationnelle

S'appuyant sur les avancées récentes en matière de responsabilité, la gouvernance de la nutrition inclut aujourd'hui des engagements plus clairs, des exigences de comptes rendus plus solides et des mécanismes de suivi améliorés. L'adoption étendue d'engagements SMART et de cadres de responsabilité formels a amélioré la transparence et la comparabilité entre les différents acteurs, ce qui contribue à faire avancer la communauté mondiale de la nutrition vers des responsabilités plus clairement articulées. Cette évolution illustre d'importants progrès en matière de responsabilité procédurale et a consolidé les fondements de la gouvernance de la nutrition^{6,7}.

Toutefois, avec l'intensification des risques liés au climat, la responsabilité procédurale à elle seule ne suffira probablement pas pour aboutir à des résultats durables et équitables en matière de nutrition. L'efficacité des engagements dépend de plus en plus de leur inscription dans des stratégies gouvernementales cohérentes qui relient les objectifs à la capacité d'exécution⁵. Cela souligne la nécessité de la responsabilité opérationnelle, qui porte sur le niveau d'intégration des engagements dans des cadres financiers, institutionnels et politiques qui soutiennent la mise en œuvre, résistent aux chocs et s'attaquent aux inégalités structurelles.

Le fossé entre les procédures et le fond

Le fossé persistant entre les procédures et le fond découle des structures de gouvernance et de financement mêmes auxquelles les engagements sont censés remédier. Les origines systémiques de ce fossé comprennent une fragmentation institutionnelle et un cloisonnement des mandats, une architecture de financement désalignée, des dysfonctionnements verticaux et la marginalisation due au changement climatique.

La fragmentation institutionnelle et le cloisonnement des mandats : le fossé entre la responsabilité procédurale et la responsabilité opérationnelle est la conséquence directe et prévisible d'une fragmentation institutionnelle profonde^{1,8}. La gouvernance est fracturée horizontalement (entre les secteurs) et verticalement (du niveau mondial au niveau local). Cette fragmentation est particulièrement néfaste lorsqu'on cherche à s'attaquer à des menaces transversales. Par exemple, des risques comme la résistance antimicrobienne et les maladies zoonotiques, dont la grippe aviaire, sont intrinsèquement liés aux activités de production d'aliments telles que l'élevage intensif, et un ministère de la Santé ne peut pas les gérer seul⁹. Ils nécessitent une gouvernance qui établit des liens fondamentaux entre l'agriculture, l'environnement et la santé. Pourtant, les structures fragmentées actuelles ont tendance à apporter des réponses procédurales comprenant des engagements qui sont officiellement consignés et présentés, mais qui sont exempts des mandats intersectoriels, des financements partagés ou des mécanismes d'exécution conjoints requis pour résoudre le problème sous-jacent.

Des architectures de financement désalignées : les mécanismes de financement peuvent refléter et renforcer la fragmentation institutionnelle. Dans la pratique, de nombreux accords de financement privilégient des projets définis de manière procédurale. Les flux de financement traditionnels comme l'aide internationale et les financements d'organisations philanthropiques sont essentiels, mais ils posent des risques structurels tels que «la vulnérabilité politique» et «la dépendance à l'égard des bailleurs» ([Tableau 5.1](#)). Ces caractéristiques encouragent les organes de financement à favoriser des projets qui sont facilement mesurables, présentent un risque politique faible et aboutissent à des résultats rapides et visibles (p. ex. un programme de compléments en vitamines). À l'inverse, les réformes de fond à long terme complexes qui sont requises pour assurer une transformation sont confrontées à des obstacles structurels. De telles réformes posent des difficultés sur le plan politique et sont rarement alignées sur les cycles budgétaires de l'aide annuelle.

Le désalignement le plus important est la non-prise en compte des «coûts cachés» (externalités sanitaires et environnementales) du système actuel¹⁰. Comme l'indique la Commission EAT-Lancet récemment mise en place sur les systèmes durables et équitables en faveur d'une alimentation saine, les finances publiques (par le biais de subventions) peuvent encourager la production de produits de base qui promeuvent ces externalités, et les financements privés privilégient les ventes de produits qui peuvent

donc involontairement perpétuer les problèmes existants. Ce problème ne se limite pas au désalignement des mesures incitatives et soulève des questions sur l'activité politique des entreprises dans le cadre de la gouvernance de la nutrition. Certains éléments factuels indiquent que les acteurs commerciaux peuvent influencer les objectifs d'études, faire pression contre des réglementations en faveur de l'intérêt public et façonner les processus politiques au travers de relations de financement, d'un accès aux institutions et de liens de chassés-croisés avec les autorités de réglementation. Dans de tels contextes, les conflits d'intérêts se manifestent par des modalités de gouvernance qui positionnent les acteurs commerciaux de telle façon que la recherche du profit peut influencer l'établissement, la mise en œuvre ou la supervision des règles¹¹. En d'autres termes, l'engagement auprès des acteurs privés nécessite des protections claires, notamment des exigences de divulgation, une transparence sur les financements, une participation et des limites dans les rôles décisionnels (où les conflits sont élevés) et les pares-feux institutionnels entre les fonctions de réglementation et l'influence commerciale¹².

De nouveaux instruments tels que les financements mixtes et les obligations à impact sur le développement sont promus comme des solutions, mais demeurent marginaux^{13,14,15}. Du fait de leurs coûts de transaction élevés, de leur conception sur mesure et de la difficulté à normaliser les indicateurs pour des résultats sociaux complexes, de telles alternatives ne sont pas encore déployables. Elles demeurent des compléments et non des substituts aux financements publics de base qui doivent être réformés.

Les dysfonctionnements verticaux et la marginalisation due au changement climatique : le fossé entre la responsabilité procédurale et la responsabilité opérationnelle est accentué par un dysfonctionnement vertical entre les objectifs mondiaux et les outils de mise en œuvre nationaux. Les objectifs mondiaux deviennent plus concrets. Par exemple, la déclaration des Émirats arabes unis à l'occasion de 28^e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques établit un lien explicite entre le climat et les aliments^{16,17}. Toutefois, les instruments officiels de mise en œuvre au niveau national ne parviennent pas à refléter cette intégration. Dans ces instruments de politique climatique, la nutrition continue d'être largement sous-estimée. Selon une analyse menée en 2025, seulement 2 % des contributions déterminées au niveau national (CDN) et 16 % des plans nationaux d'adaptation (PNA) prévoyaient explicitement la mobilisation de ressources en faveur de la nutrition¹⁸. Bien que les financements publics destinés à la lutte contre le changement climatique aient augmenté, la part consacrée aux systèmes alimentaires a baissé entre 2017 et 2022¹⁹. Ces chiffres soulignent l'existence d'un écart de gouvernance entre la politique climatique et la prestation de services de nutrition. La nutrition est parfois mentionnée dans les plans climatiques, mais elle est rarement reliée aux budgets, aux mandats ou aux systèmes de mise en œuvre. Cette inclusion plus importante dans les PNA par rapport aux CDN suggère que la nutrition est introduite plus facilement par le biais de la planification de l'adaptation que dans le cadre de l'atténuation ou de la mobilisation de ressources. Malgré cela, son inclusion demeure limitée. Une meilleure intégration devra passer par une autorité intersectorielle, des budgets alignés et des indicateurs de nutrition dans le cadre de la planification et des rapports sur la lutte contre le changement climatique.

TABLEAU 5.1

Sources de financement majeures pour la nutrition et la résilience : opportunités et défis

Source de financement	Opportunités et avantages	Défis/risques	Exemples illustratifs
Financements publics nationaux (p. ex. budgets publics)	Alignés sur les plans nationaux; haut potentiel en matière de réaligement des capitaux existants (p. ex. réformes des subventions) et de mobilisation de nouveaux revenus (p. ex. taxes pour la santé sur des aliments spécifiques).	Marge de manœuvre budgétaire limitée (p. ex. dette post-Covid-19); économie politique de la réforme (p. ex. groupes de lobby); la nutrition est souvent négligée.	Budget pour la nutrition au sein des ministères nationaux de la Santé ou de l'Agriculture.
Aide publique au développement	Apporte des capitaux catalytiques et un soutien technique à la réforme politique nationale (p. ex. réaffectation des subventions).	Baisse des volumes en raison de pressions géopolitiques/nationales; les priorités à court terme (aide humanitaire) prennent le pas sur les réformes à long terme; dépendance à l'égard des donateurs.	Compléments en vitamines financés par les donateurs; repas scolaires; programmes de réponse aux crises.
Investissements du secteur privé	Mobilisent de vastes capitaux en faveur de l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement, de l'enrichissement des aliments et de l'innovation dans des aliments durables.	Conflits d'intérêts omniprésents (p. ex. l'industrie des aliments ultra-transformés); les motivations commerciales vont souvent à l'encontre des objectifs de santé publique/durabilité; risque d'influence induite sur les politiques.	Activités de recherche et développement de l'industrie des aliments sur des denrées alimentaires enrichies.
Financements philanthropes (p. ex. fondations)	Flexibles et tolérants aux risques; peuvent avoir un effet catalytique en finançant l'innovation, des plateformes de responsabilité et des études politiques.	Dépendent des priorités des donateurs; évolutivité limitée; préoccupations en termes de responsabilité.	Initiatives ou plateformes catalytiques pour la nutrition soutenues par des fondations.
Financements innovants (p. ex. financements mixtes, obligations à impact)	Encouragent l'atteinte de résultats dans des applications ciblées; peuvent réduire les risques d'investissements privés dans des domaines spécifiques (p. ex. infrastructures résilientes au changement climatique).	Coûts de transaction élevés et complexité; difficultés dans la normalisation des mesures; demeurent limités dans leur envergure et font l'objet d'une adoption faible; ne se substituent pas à des financements publics de base.	Obligation à impact sur le développement pour la santé maternelle et infantile; instrument de financements mixtes pour l'agriculture climato-compatible.

Voies vers une transformation concrète

Le fossé entre la responsabilité procédurale et la responsabilité opérationnelle n'est pas inévitable. Plusieurs interventions de gouvernance qui ont fait leurs preuves ont montré comment intégrer les financements, la coordination intersectorielle, l'alignement de la lutte contre le changement climatique, la résilience et l'équité dans la conception et l'exécution des engagements.

Toutefois, ces interventions dépendent de conditions institutionnelles et politiques qui ne sont pas présentes dans tous les contextes. Leur transférabilité dépend de divers facteurs tels que les capacités de coordination entre ministères, un engagement politique soutenu, des capacités administratives et la capacité à maintenir les financements au fil du temps. Ces conditions sont particulièrement importantes dans de nombreux contextes à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, où les engagements du sommet Nutrition pour la croissance (N4G) sont souvent confrontés à des contraintes budgétaires accrues et à un affaiblissement des systèmes de mise en œuvre.

Une coordination multisectorielle permet de dépasser les engagements cloisonnés en institutionnalisant une action intersectorielle. Par exemple, les recommandations alimentaires 2021 du Danemark associent les objectifs en matière de santé et de climat dans le cadre de normes contraignantes applicables aux marchés publics²⁰. La Déclaration de Sekota en Éthiopie associe plusieurs ministères en vue de mettre fin aux cas de retard de croissance chez les enfants, grâce à un mécanisme de financement multisectoriel harmonisé²¹. Au niveau mondial, les Directives volontaires du Comité de la sécurité alimentaire mondiale sur les systèmes alimentaires et la nutrition (2021) fournit un cadre de consensus en faveur de politiques cohérentes, et l'Alliance of Champions for Food Systems Transformation engage ses membres à intégrer leurs canaux nationaux dans leurs CDN et leurs PNA^{22,23}.

Une gouvernance dirigée par la communauté permet d'assurer que l'équité devient un principe de conception plutôt qu'une simple formalité. Par exemple, le Plan national du

Brésil pour l'agroécologie et la production bio intègre les exploitations agricoles familiales et les connaissances locales dans les structures publiques, sur la base de budgets dédiés qui relient les exploitations aux repas scolaires^{24,25}. Des laboratoires alimentaires à plusieurs niveaux et des conseils urbains de politique alimentaire incluent des processus participatifs qui confèrent un pouvoir aux communautés concernées^{26,27}.

La réaffectation des capitaux représente un levier opérationnel supplémentaire. Cela nécessite de réformer les 540 milliards de dollars US de subventions agricoles annuelles en faveur d'une production contribuant à la nutrition^{28,29} ([Encadré 3.2](#)), et de mettre en œuvre des outils fiscaux (taxes sur des aliments et boissons spécifiques) qui internalisent les externalités liées à la santé tout en finançant des programmes de santé publique. Le [Tableau 5.2](#) présente un cadre qui permet de traduire ces réformes en actions concrètes, s'articulant autour de quatre changements stratégiques et mises en œuvre par le biais de trois leviers politiques.

TABLEAU 5.2

Transformation des objectifs stratégiques en actions politiques pour des systèmes alimentaires résilients

Objectifs stratégiques et actions politiques	Renforcer la gouvernance et la coordination	Mobiliser et aligner les financements	Habiliter les communautés et les consommateurs
Cohérence des politiques et intégration intersectorielle	Établir des structures de gouvernance intégrée telles que des conseils sur les systèmes alimentaires et les Directives du Comité de la sécurité alimentaire mondiale; mandater une approche «Une seule santé».	Réaffecter les subventions aux effets néfastes (environ 540 milliards de dollars US) avec des mécanismes de transition équitables; mettre en œuvre des taxes pour la santé sur des aliments et boissons spécifiques en vue d'internaliser les coûts cachés.	Promouvoir des stratégies du côté de la demande comprenant des recommandations alimentaires et une réduction des déchets; réglementer les environnements des aliments par le biais de restrictions en termes de commercialisation et de l'étiquetage.
Résilience et adaptation aux effets du changement climatique	Intégrer les systèmes alimentaires dans des stratégies climatiques couvrant les maladies non transmissibles et dans les plans nationaux d'adaptation; relier les données sur la nutrition et le climat.	Élaborer des financements mixtes ciblant des résultats concrets tels que des chaînes de valeur résilientes face au changement climatique.	Étendre la protection sociale en réponse aux crises pour protéger la qualité des aliments; amortir les risques climatiques et économiques.
Équité et responsabilité	Institutionnaliser la participation des communautés à la gouvernance par le biais de comités de politique alimentaire; reconnaître les droits des communautés, notamment leur souveraineté alimentaire.	Créer des systèmes de financement tenant compte de l'équité qui ciblent les petits exploitants agricoles et les femmes, en mélangeant des ressources publiques, privées et philanthropiques.	Soutenir les structures participatives qui mettent en avant les connaissances locales et la capacité d'action dans la prise de décision.
Données, suivi et impact	Faire évoluer les plateformes de suivi telles que le Cadre de responsabilisation en matière de nutrition pour surveiller l'intégration effective des financements, du climat et de l'équité, parallèlement à des critères SMART.	Relier les financements aux performances concrètes grâce à une responsabilité fondée sur les revenus plutôt que de s'appuyer simplement sur les intrants.	Établir des systèmes de données désagrégées qui sont pertinentes sur le plan local pour orienter des politiques inclusives et surveiller l'équité.

Abréviation : spécifique, mesurable, atteignable, réaliste et temporel.

Source : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUe). Une opportunité se chiffrant à plusieurs milliards de dollars : réorienter le soutien au secteur agricole pour transformer les systèmes alimentaires). Rome; FAO, 2021. <https://www.unep.org/resources/repurposing-agricultural-support-transform-food-systems>.

Le cadre fonctionne par le biais des quatre changements interconnectés suivants qui, collectivement, font passer la gouvernance des systèmes alimentaires d'un alignement procédural à une transformation opérationnelle.

La cohérence des politiques et l'intégration intersectorielle jettent les bases et nécessitent une coordination afin d'être applicables plutôt que de rester des aspirations. Les comités de systèmes alimentaires intégrés ou les plateformes équivalentes doivent disposer d'une autorité officialisée et d'indicateurs clés de performance couvrant les différents ministères, afin de veiller à ce que les portefeuilles de la santé, de l'agriculture et du climat assument la responsabilité conjointe des résultats². Des leviers financiers opérationnalisent ces mandats par le biais d'une réaffectation des subventions et d'instruments fiscaux qui récompensent une production durable et une consommation saine (p. ex. des taxes pour la santé sur des aliments et boissons spécifiques), tandis que les politiques du côté de la demande alignent les incitations sur marché sur les objectifs publics²⁹.

La résilience et l'adaptation aux effets du changement climatique intègrent alors clairement la nutrition dans l'architecture nationale de lutte contre le changement climatique. En intégrant des cibles en matière de nutrition dans les plans nationaux, les gouvernements positionnent la résilience comme une mesure commune entre les ministères et attirent des financements destinés à la lutte contre le changement climatique dans le cadre d'actions pertinentes pour la nutrition³⁰. Les mécanismes de financements mixtes acheminent des capitaux publics et privés dans les chaînes de valeur résilientes au changement climatique, et des systèmes de protection sociale à même de répondre aux crises s'assurent que les ménages continuent de bénéficier d'une qualité alimentaire lors d'une crise^{13,14}.

L'équité et la responsabilité garantissent que la réforme de la gouvernance aboutit à l'équité et à l'inclusion en rapprochant la prise de décision des communautés touchées. L'intégration de mécanismes participatifs et d'approches fondées sur les droits dans les cadres nationaux permet aux acteurs de s'exprimer véritablement dans la définition et le suivi des objectifs^{25,26}. Les fenêtres de financement ciblant les femmes, les petits exploitants agricoles et les groupes marginalisés permettant de faire en sorte que la participation aboutisse à des résultats tangibles, et les systèmes de suivi et de résolution des griefs dirigés par les communautés transforment la responsabilité d'un audit descendant en un dialogue continu.

Les données, le suivi et l'impact viennent compléter le cycle en faisant de la responsabilité un moteur de changement concret. Les plateformes comme le NAF doivent passer de registres statiques d'engagements SMART à des outils dynamiques qui mesurent le niveau d'intégration des financements, du climat, de la résilience et de l'équité dans les engagements^{5,31}. L'établissement de liens entre les affectations des financements et ces indicateurs concrets crée des boucles de rétroaction qui orientent les ressources vers des actions véritablement intégrées, et des données désagrégées qui sont pertinentes à l'échelle locale permettent aux communautés de contrôler les progrès réalisés et d'orienter les mesures correctives^{32,33}. Ensemble, ces quatre changements créent un système de gouvernance dans lequel les mesures de responsabilité sont intégrées de manière continue, les flux de financements sont consacrés à des résultats concrets et les communautés influencent les politiques qui affectent leur sécurité nutritionnelle dans le contexte du stress climatique.



06

2024. Côte d'Ivoire.
Une jeune fille aide sa mère à son étal.
© Mouvement SUN.

**Alignement des
engagements en
faveur de la nutrition
pour la croissance
sur les cadres des
systèmes alimentaires,
la responsabilité
opérationnelle et
l'équité de genre**

PRINCIPALES OBSERVATIONS

- 1** Les engagements pris lors des sommets Nutrition pour la croissance (N4G) à Tokyo en 2021 et à Paris en 2025 accordaient une grande attention aux systèmes alimentaires, et la plupart mettaient l'accent sur l'alimentation, la nutrition et la santé, ainsi que sur les modalités de gouvernance en soutien à l'action. À l'inverse, moins d'engagements portaient sur les aspects liés à la résilience et à l'environnement, ce qui témoigne d'une attention inégale sur l'ensemble des éléments requis pour la transformation des systèmes alimentaires.
- 2** Quand les engagements reliaient les systèmes alimentaires et de santé, l'accent était souvent mis sur les résultats en termes d'alimentation et sur les services de santé spécifiques à la nutrition, comme des services de conseils, des compléments alimentaires et des traitements. Des liens plus généraux avec la production agricole, la résilience et la stabilité de l'approvisionnement en nourriture sont moins souvent établis, ce qui indique que l'intégration se focalise plus fréquemment sur la prestation de services que sur les conditions des systèmes en amont.
- 3** Bien que de nombreux engagements impliquent une coordination, un plaidoyer, des recherches et un renforcement des capacités, leur niveau d'adéquation avec les cadres des systèmes alimentaires existants n'est pas clair. Cette tendance indique une focalisation continue sur les processus et les intrants, et les actions qui influencent directement la performance et les résultats dans les systèmes continuent d'être moins clairement définies.
- 4** Bien que les aspects procéduraux de la responsabilité aient été renforcés, leur intégration effective reste limitée. Les engagements qui relient explicitement les systèmes alimentaires et de santé sont moins enclins à refléter des préoccupations en termes de résilience et d'équité, tandis que les accords de financement et les actions tenant compte des questions de genre continuent d'être à la traîne. Cela souligne l'existence d'un fossé persiste entre les ambitions et les conditions requises pour leur exécution.

ALIGNEMENT DES ENGAGEMENTS EN FAVEUR DE LA NUTRITION POUR LA CROISSANCE SUR LES CADRES DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES, LA RESPONSABILITÉ OPÉRATIONNELLE ET L'ÉQUITÉ DE GENRE

Depuis 2013, la communauté mondiale de la nutrition, depuis les gouvernements jusqu'aux donateurs, en passant par les organisations de la société civile, les organisations internationales et le secteur privé, a reçu des engagements en soutien à la réalisation des objectifs mondiaux en matière de nutrition d'ici 2030, dans le cadre des sommets Nutrition pour la croissance (N4G). Suite à un processus de développement étendu, le Cadre de responsabilisation en matière de nutrition (NAF) a été lancé en 2021 pour veiller à ce que les engagements répondent à des critères SMART (spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et temporels), facilitant ainsi une évaluation systématique des progrès réalisés vers les objectifs et de la cohérence intersectorielle¹.

Bien que le suivi des engagements ait évalué les progrès accomplis dans le temps et surveillé leur adéquation avec les objectifs mondiaux en matière de nutrition, moins d'informations sont disponibles sur le niveau d'alignement des engagements avec des cadres de systèmes complets ni sur les recoupements entre l'alimentation et la santé dans l'architecture des engagements mondiaux^{2,3}. La compréhension des tendances des engagements permet d'identifier les priorités vers lesquelles les acteurs mondiaux orientent leur attention et leurs ressources, de repérer les lacunes critiques et d'examiner dans quelle mesure l'intégration promue dans les discours politiques se traduit concrètement dans les engagements pris.

Ce chapitre examine les engagements pris lors des sommets Nutrition pour la croissance (N4G) à Tokyo en 2021 et à Paris en 2025 pour évaluer 1) si et comment les engagements reposent sur des approches liées aux systèmes alimentaires et s'alignent sur les cadres de suivi recommandés;

2) la nature et l'ampleur des engagements à l'interface entre les systèmes alimentaires et les systèmes de santé; 3) si la responsabilité procédurale aboutit à une responsabilité opérationnelle intégrant les objectifs en termes de financements, de résilience et d'équité; et 4) l'ampleur de l'intégration des questions de genre dans l'ensemble des secteurs liés à la nutrition.

Les cadres des systèmes alimentaires et les indicateurs de suivi

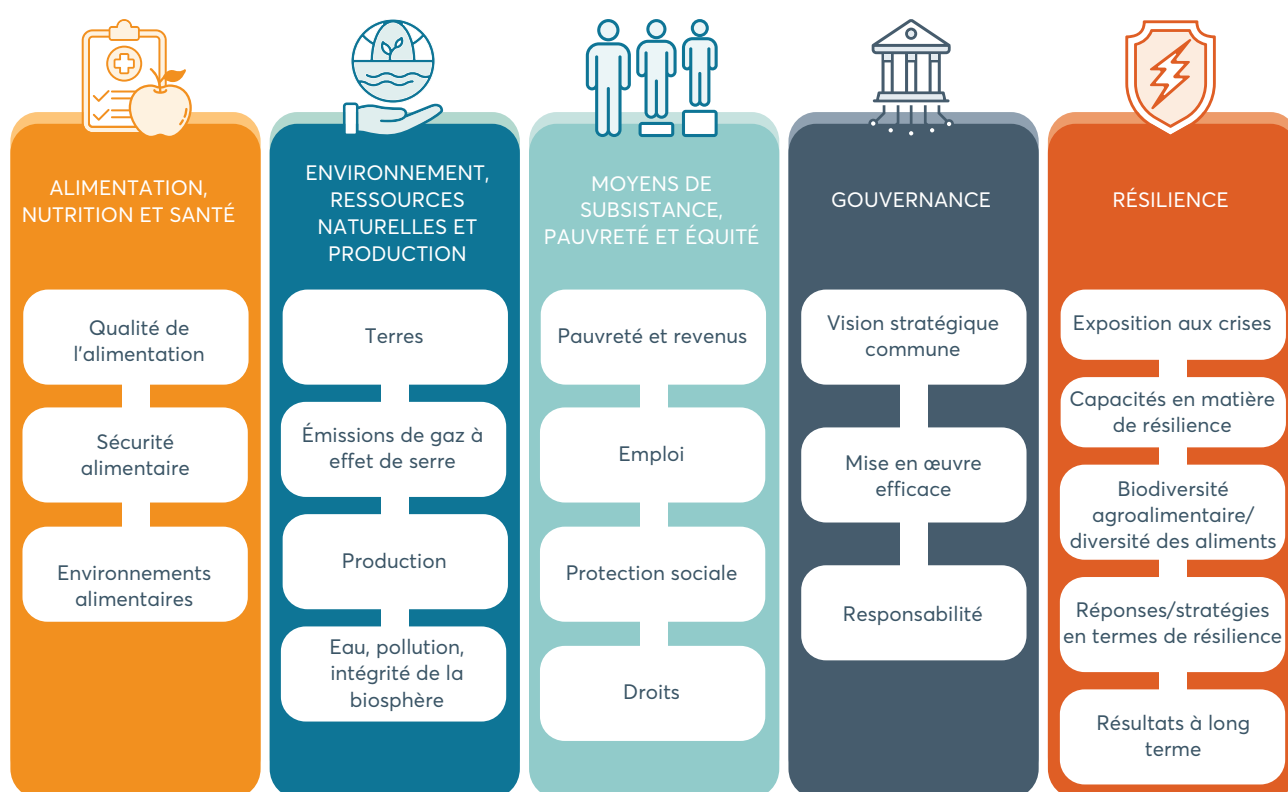
Ces dernières années, d'importants progrès ont été accomplis dans l'élaboration de cadres et d'orientations de suivi pour évaluer la transformation des systèmes alimentaires. S'appuyant sur le cadre du Groupe d'experts de haut niveau comme principe directeur, Fanzo *et al.* (2021) ont élaboré un cadre complet qui positionne la nutrition et la santé comme relevant d'un axe thématique clé parallèlement à l'alimentation⁴. Parmi les autres thèmes figurant dans ce cadre, citons l'environnement, les ressources naturelles et la production, les moyens de subsistance, la pauvreté et l'équité, la gouvernance et la résilience. Chaque axe thématique est ensuite classé dans différents domaines spécifiques, ce qui génère une structure comprenant six axes thématiques et 19 domaines (Figure 6.1). Schneider *et al.* (2023) ont ensuite mené un processus consultatif étendu pour opérationnaliser ce cadre, identifiant 50 indicateurs et élaborant une référence de base pour le suivi des actions de transformation des systèmes alimentaires à l'échelle mondiale⁵.

Les engagements pris lors des sommets N4G à Tokyo en 2021 et à Paris en 2025 ont été évalués à l'aide de ce cadre et guide sur les indicateurs. Les objectifs de l'analyse étaient d'évaluer 1) la mesure dans laquelle les engagements des sommets N4G correspondent aux six axes thématiques et aux 19 domaines du cadre des systèmes alimentaires; 2) si les indicateurs de suivi sélectionnés par les preneurs d'engagements correspondent à ceux recommandés par Schneider *et al.*⁵; et

3) les caractéristiques et les axes prioritaires des engagements qui se situent à la croisée des systèmes alimentaires et de santé. Cette évaluation fournit le premier examen systématique permettant de déterminer si l'architecture des engagements mondiaux reflète l'approche multisectorielle intégrée, aujourd'hui largement reconnue comme essentielle pour protéger la nutrition dans un contexte de changement climatique.

FIGURE 6.1

Axes thématiques et domaines des systèmes alimentaires



Source : Fanzo J, Haddad L, Schneider KR, *et al.* Viewpoint: rigorous monitoring is necessary to guide food system transformation in the countdown to the 2030 global goals. *Food Policy* 2021; **104** : 102163.

Tendances dans les engagements : les systèmes alimentaires et l'intégration de l'alimentation et de la santé

Lors des deux sommets, 1485 engagements ont été recensés dans le NAF.^a En 2021, 814 engagements ont été pris à Tokyo. En 2025, 587 engagements ont été pris à Paris. Parmi ces engagements, ceux liés aux systèmes alimentaires étaient associés au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021 ou de 2025, ou classés dans l'axe thématique du N4G sur la transformation des systèmes alimentaires (transition de la nutrition vers des systèmes alimentaires durables, intelligents face au climat et résilients). Les engagements au carrefour

^a Ce sont les preneurs d'engagements eux-mêmes qui ont soumis des données sur leurs engagements dans le cadre du NAF, et le système de classement thématique permet plusieurs sélections. Les engagements classés sous plusieurs thèmes ont tendance à présenter des scores SMART inférieurs. Les tendances présentées dans ce chapitre doivent donc être interprétées comme reflétant la manière dont les preneurs d'engagements décrivent leurs propres engagements, qui ne correspond pas nécessairement de manière précise au contenu concret de ces engagements.

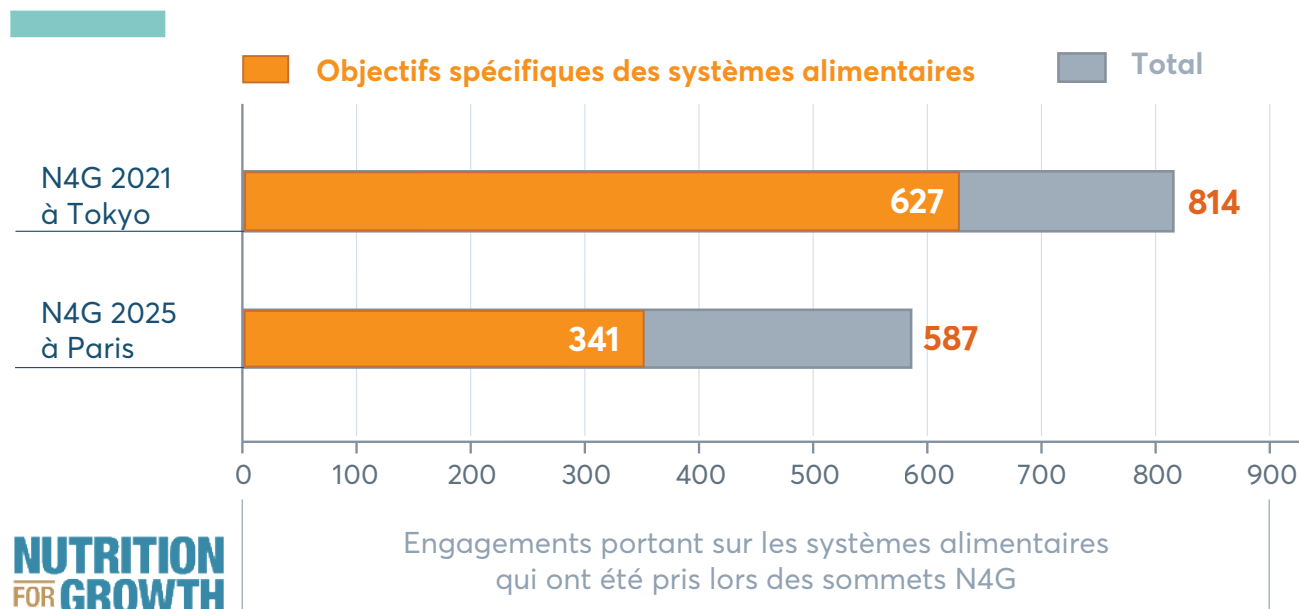
entre l'alimentation et la santé ont été identifiés comme étant classés dans l'axe thématique du N4G «nutrition, santé et protection sociale» et dans le thème de transformation des systèmes alimentaires (soit en association avec le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, soit au travers d'un classement dans l'axe thématique des systèmes alimentaires du N4G).

La focalisation sur les systèmes alimentaires est évidente. Plus de 75 % des engagements pris lors du sommet N4G à Tokyo (627 sur 814) et plus de 55 % des objectifs définis (341 sur 587) lors du sommet à Paris ont été soumis par

les preneurs d'engagements eux-mêmes sous forme d'engagements spécifiques aux systèmes alimentaires (Figure 6.2). De plus, lors des deux sommets N4G, la plupart des engagements portant sur les systèmes alimentaires ont été pris par des gouvernements nationaux (549, 55 % de la totalité) et des organisations de la société civile (177, 18 % de la totalité). Sur les 988 engagements classés comme étant liés aux systèmes alimentaires, 750 figuraient également dans le thème de la santé du N4G (nutrition, santé et protection sociale) et couvraient donc des actions portant à la fois sur les systèmes alimentaires et sur les systèmes de santé (données non présentées).

FIGURE 6.2

Engagements portant sur les systèmes alimentaires qui ont été pris lors des sommets N4G à Tokyo en 2021 et à Paris en 2025



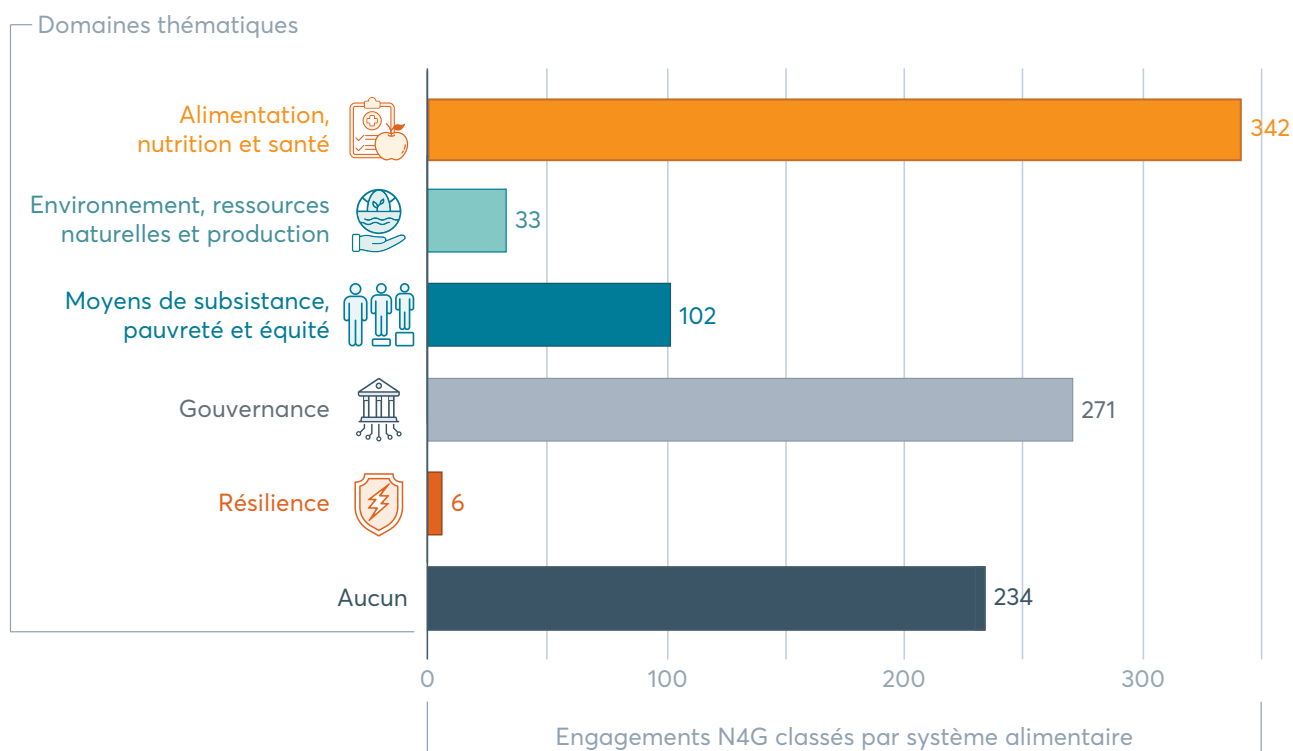
■ Abréviation : N4G, Nutrition pour la croissance.

Alignement sur le cadre des systèmes alimentaires et au carrefour entre l'alimentation et la santé

L'alignement le plus important était avec le thème «alimentation, nutrition et santé». Selon l'évaluation, la plupart des objectifs (342) correspondaient à cet axe thématique, suivi des axes «gouvernance» (271 objectifs), «moyens de subsistance, pauvreté et équité» (102 objectifs) et «environnement, ressources naturelles et production» (33 objectifs). L'axe thématique «résilience» avait enregistré le plus faible nombre d'engagements (six objectifs) (Figure 6.3).

FIGURE 6.3

Alignement entre les engagements du N4G classés dans les systèmes alimentaires et les axes thématiques du cadre des systèmes alimentaires



■ Abréviation : N4G, Nutrition pour la croissance.

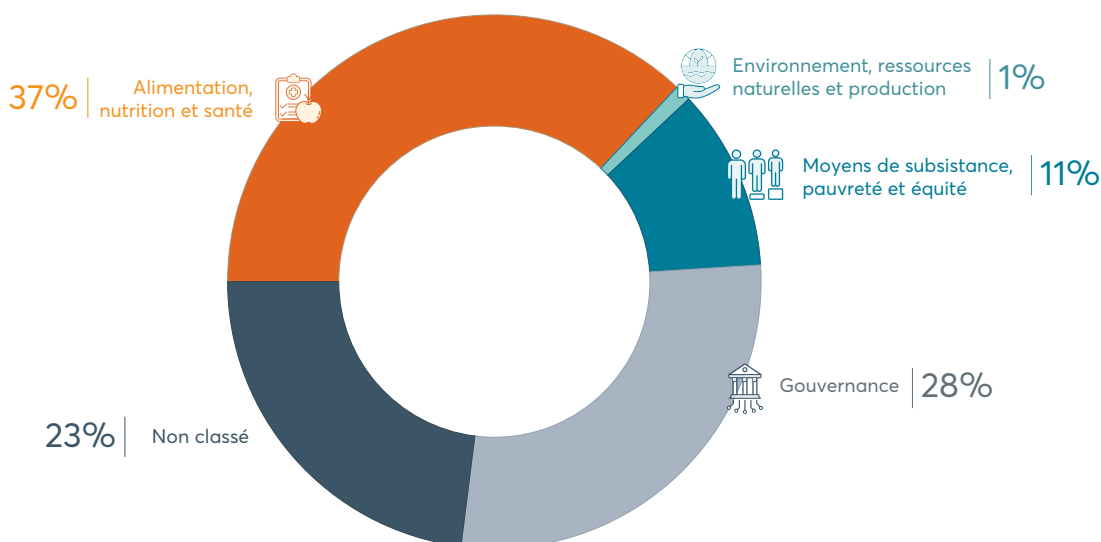
L'intégration des systèmes alimentaires et de santé est axée sur les résultats en termes d'alimentation et sur les services de santé spécifiques à la nutrition. La concentration dans les axes thématiques «alimentation, nutrition et santé» et «gouvernance» indique que quand les preneurs d'engagements intègrent explicitement les systèmes alimentaires et de santé, ils se focalisent principalement sur les résultats en termes d'alimentation et les services de santé spécifiques à la nutrition, comme des services de conseils, des compléments alimentaires ou un traitement, et les mécanismes de gouvernance requis pour coordonner l'ensemble des secteurs. Cette tendance correspond aux éléments factuels indiquant qu'une action efficace pour la nutrition nécessite à la fois la prestation de services directs par le biais des systèmes de santé et des conditions favorables par le biais des systèmes alimentaires, le tout reposant sur des structures de gouvernance qui facilitent l'intégration.

Un grand nombre des objectifs liés aux systèmes alimentaires étaient inclassables. Les objectifs présentaient un désalignement important, à la fois au niveau et au sein des axes thématiques. Plus de 200 objectifs identifiés comme étant liés aux systèmes alimentaires ne correspondaient à aucun axe thématique et ont été déclassés (Figure 6.3). Il s'agissait par exemple d'objectifs mettant l'accent sur l'établissement de partenariats, le soutien au plaidoyer, la conduite de recherches, la collecte de données, l'éducation et les formations ainsi que sur le renforcement des capacités organisationnelles. Même s'il a été possible de classer la plupart des engagements dans un axe thématique, seulement 253 des 271 objectifs liés à la gouvernance ont pu être classés. Sur les 1485 engagements pris, 750 se positionnaient au carrefour entre l'alimentation et la santé, révélant l'existence d'une tendance généralement similaire, mais plus concentrée (Figure 6.4). La plupart ont été classés dans «alimentation, nutrition et santé» (37 %), suivis de ceux classés dans «gouvernance» (28 %), «moyens de subsistance, pauvreté et équité» (11 %) et «environnement, ressources naturelles et production» (1 %). Notamment, il n'a pas été possible de classer environ 23 % des engagements liés à l'alimentation et à la santé dans l'un des axes thématiques du cadre des systèmes alimentaires (Figure 6.4).

FIGURE 6.4

Alignement entre les engagements liés aux systèmes alimentaires et de santé et les axes thématiques du cadre des systèmes alimentaires

Les engagements pris lors du N4G sont classés comme des engagements couvrant à la fois les systèmes alimentaires et le thème «nutrition, santé et protection sociale»



Les 23 % d'engagements liés à l'alimentation et à la santé qui ne sont toujours pas classés posent un défi important. Ces engagements se focalisent généralement sur l'établissement de partenariats, le soutien au plaidoyer, la conduite de recherches, la collecte de données, la fourniture d'une éducation et de formations ou le renforcement des capacités organisationnelles. Malgré l'importance de ces activités habilitantes, leur prévalence en dehors du cadre thématique suggère que les preneurs d'engagements peuvent mettre l'accent sur le processus et les intrants plutôt que sur des changements et des résultats concrets dans les systèmes.

Un alignement faible avec les indicateurs de suivi recommandés pour surveiller la transformation des systèmes alimentaires. Au-delà de l'alignement thématique, l'évaluation a examiné si les preneurs d'engagements avaient sélectionné des indicateurs de suivi correspondant à ceux recommandés par Schneider et al (2023)⁵ en matière de surveillance de la transformation des systèmes alimentaires. Un système de mesure à quatre catégories a été développé pour évaluer l'alignement entre les indicateurs sélectionnés et recommandés. Seulement 8 % des engagements liés aux systèmes alimentaires qui ont été évalués correspondaient

aux catégories d'adéquation élevée ou modérée (39 engagements présentaient un alignement important; il était modéré pour 25 engagements), dont la plupart correspondaient à l'axe thématique «alimentation, nutrition et santé». L'alignement le plus faible était parmi les engagements couvrant la gouvernance (données non présentées).

Le désalignement des indicateurs pose des difficultés au-delà des mesures. Sans indicateurs appropriés, il devient difficile de surveiller les engagements, les progrès ne peuvent pas être évalués et la responsabilité s'affaiblit. Ce défi est particulièrement important pour l'intégration de l'alimentation, de la santé et du climat, où les indicateurs recommandés en matière d'agriculture climato-compatible, de résilience et de durabilité environnementale sont relativement nouveaux et n'ont pas encore été largement adoptés dans les systèmes de surveillance de la nutrition. Si les preneurs d'engagements ne connaissent pas ces indicateurs ou n'ont pas les capacités requises pour les mesurer, des engagements dans ces axes resteront difficiles à surveiller, contribuant potentiellement à la sous-représentation des engagements liés à la résilience et à la production qui a été observée.

La responsabilité opérationnelle dans les engagements des gouvernements

Les engagements que les gouvernements ont pris lors du sommet N4G de 2025 à Paris permettent de contrôler de façon empirique si les avancées procédurales (critères SMART, indicateurs clairs) sont assorties d'une intégration concrète^b.

Une focalisation sur les engagements liés aux systèmes alimentaires, aux systèmes de santé et ceux situés à la croisée de ces systèmes montre la manière dont les structures de gouvernance actuelles soutiennent ou limitent les capacités d'exécution dans le contexte du stress climatique. Une analyse des engagements des gouvernements confirme que la responsabilité procédurale s'est considérablement renforcée : plus de la moitié ont atteint des scores SMART élevés ou modérément élevés, dépassant les 80 % parmi les engagements axés sur la santé (Figure 6.5). Toutefois, les avancées vers une responsabilité opérationnelle ont considérablement varié dans l'ensemble des quatre dimensions clés.

L'intégration des financements demeure faible.

Aucun des engagements portant exclusivement sur les systèmes alimentaires ne spécifiait des ressources financières garanties au moment de leur soumission. Seulement 4,6 % des engagements liés aux systèmes de santé et 8,2 % de ceux intégrant l'alimentation et la santé comprenaient des financements, contre près d'un quart des engagements dans d'autres axes thématiques. 40 % à 60 % des engagements présentaient une estimation du total des coûts d'exécution, mais ces prévisions reposaient rarement sur des fonds garantis, ce qui indique la persistance d'un fossé entre la planification et l'intégration budgétaire. Il se peut que cette tendance reflète à la fois des faiblesses opérationnelles et des contraintes en termes de divulgation dans les processus de budgétisation du gouvernement.

L'intégration de la résilience et de l'équité

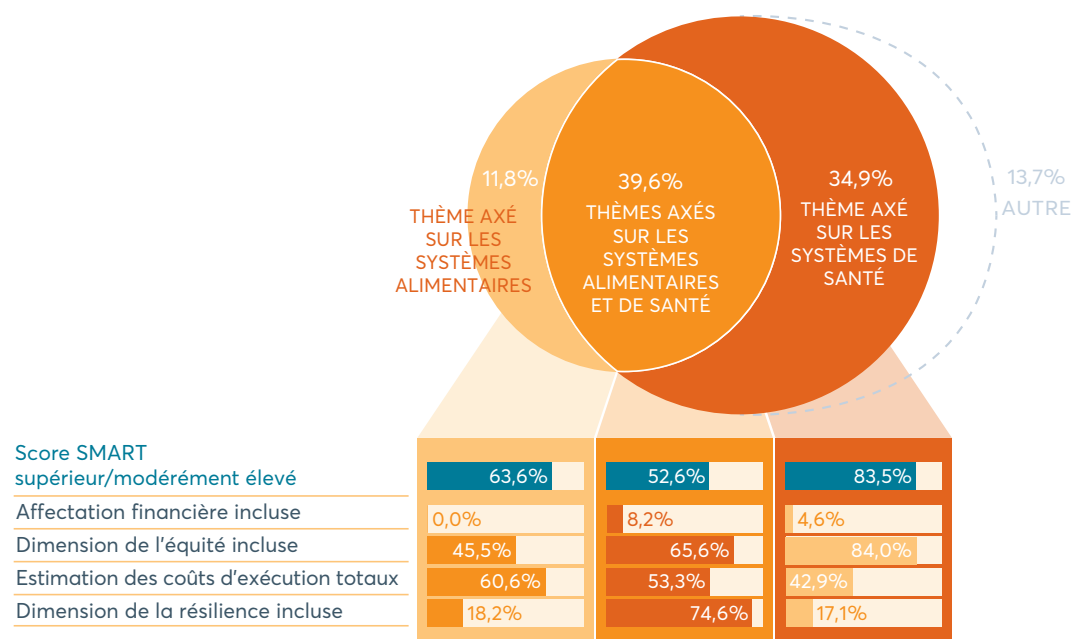
indique des divergences frappantes entre les différents types d'engagements. Moins de 18 % des engagements axés sur un thème unique (alimentation ou santé) couvrent explicitement la résilience. À l'inverse, 74,6 % des engagements intégrant l'alimentation et la santé couvrent des aspects liés à la résilience, ce qui indique qu'une gouvernance entre les systèmes facilite des approches plus préventives et plus adaptatives. Les aspects liés à l'équité suivent une tendance différente : leur couverture est étendue dans 84 % des engagements liés aux systèmes de santé, mais ils ne sont présents que dans 45,5 % des engagements exclusivement axés sur les systèmes alimentaires, ce qui souligne l'existence de défis persistants en matière d'intégration de l'équité dans la gouvernance des systèmes alimentaires. Selon ces observations, bien que la responsabilité procédurale soit désormais clairement établie, la responsabilité opérationnelle n'est possible principalement que lorsque les dispositions en termes de gouvernance relient explicitement les systèmes alimentaires et de santé.

Les tendances observées dans les engagements qui ont été pris à Paris en 2025 font ressortir plusieurs domaines dans lesquels la réforme de la gouvernance peut renforcer l'impact. S'agissant des financements, l'intégration faible des financements documentée ci-dessus indique qu'un renforcement des liens avec la gouvernance entre les engagements en faveur de la nutrition et les processus d'établissement du budget public, les financements climatiques et la planification budgétaire pourrait améliorer la crédibilité et la durabilité, particulièrement pour les systèmes de santé qui ont besoin de maintenir des services de nutrition lors de crises liées au climat. De même, une meilleure intégration de la résilience offre un potentiel d'amélioration considérable.

^b Des améliorations dans la conception des engagements, notamment davantage de spécificité et un meilleur alignement thématique, renforcent la responsabilité procédurale, mais ne suffisent pas à elles seules pour aboutir à des résultats améliorés en termes de nutrition. La traduction des acquis procéduraux en responsabilité opérationnelle, où les engagements sont garantis par des financements, des capacités d'exécution et des dispositions en matière de résilience, dépend de la gouvernance et des conditions institutionnelles analysées au Chapitre 5.

FIGURE 6.5

Principales caractéristiques des engagements soumis par les gouvernements lors du sommet N4G de 2025 à Paris



Abréviation : N4G, Nutrition pour la croissance.

Remarques : les engagements comprenant un thème lié aux systèmes alimentaires sont ceux qui ont été sélectionnés comme correspondant à l'axe thématique du N4G «nutrition et transition vers des systèmes alimentaires durables, intelligents et résilients face au changement climatique». Les engagements couvrant un thème lié aux systèmes de santé sont ceux qui ont été sélectionnés comme correspondant à l'axe thématique «nutrition, santé et protection sociale». Les engagements comprenant des thèmes liés aux systèmes alimentaires et de santé sont ceux qui ont été classés dans les deux axes thématiques. Les «autres thèmes» désignent les engagements qui n'ont pas été sélectionnés comme correspondant aux axes thématiques «nutrition et transition vers des systèmes alimentaires durables, intelligents et résilients face au changement climatique» et «nutrition, santé et protection sociale».

Les engagements centrés sur les systèmes de santé intègrent de manière plus robuste les dimensions d'équité, tandis que celles-ci demeurent moins développées dans les engagements portant exclusivement sur les systèmes alimentaires. Cela indique qu'il est possible de renforcer les approches de gouvernance afin d'intégrer systématiquement l'équité dans la conception des politiques, les mécanismes de financement et les cadres de redevabilité. Les systèmes de santé peuvent, à cet égard, servir de points d'entrée stratégiques pour atteindre et protéger les populations les plus vulnérables.

Bien que la résilience soit largement reconnue comme un déterminant clé de la sécurité alimentaire et d'une alimentation saine dans un contexte de changement climatique, de nombreux engagements n'établissent pas de lien explicite entre les objectifs nutritionnels et la résilience. Un renforcement de ces liens permettrait aux politiques nutritionnelles de mieux s'articuler avec les processus de planification climatique et les mécanismes de financement associés, tout en contribuant à renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement alimentaire et des systèmes de prestation des services de santé.

L'intégration des questions de genre dans les engagements pris lors des sommets Nutrition pour la croissance : lacunes en matière de responsabilité

C'est à l'occasion du sommet N4G de 2025 à Paris que l'équité de genre a été reconnue pour la première fois comme un thème clé dans le processus de prise d'engagements. Une analyse portant sur 631 engagements soumis lors du sommet N4G montre les progrès qui ont été réalisés en termes d'intégration de la dimension du genre dans les secteurs liés à la nutrition et les domaines dans lesquels d'importantes lacunes subsistent. Globalement, l'intégration des questions de genre dans l'ensemble des engagements est limitée. Sur ces 631 engagements, 70 % (440) n'ont aucun lien avec les questions de genre. Même parmi les engagements liés aux systèmes agroalimentaires et au climat, 66 % (267 sur 406) n'incluent aucun aspect lié au genre. Bien que les discussions politiques reconnaissent le rôle central des femmes dans les systèmes alimentaires et la nutrition, les questions de genre demeurent marginales dans la plupart des engagements liés à la nutrition.

Lorsque l'égalité des genres est prise en compte, l'ampleur de son intégration est souvent superficielle. Seulement 28 % de tous les engagements (177 sur 631) comprennent une référence à la dimension du genre. Parmi ces engagements, la plupart sont ciblés^c : 147 engagements, soit 83 % des engagements liés au genre et 23 % de tous les engagements, se focalisent principalement sur les femmes et les filles en tant que bénéficiaires. À l'inverse, seulement 16 engagements (3 % de tous les engagements) tiennent compte de l'égalité des genres et à peine 14 engagements (2 %) sont porteurs de transformations en matière de genre.

L'intégration du genre, des systèmes agroalimentaires et de l'action climatique est particulièrement faible. Bien qu'environ la moitié de l'ensemble des engagements (324)

comprennent des actions spécifiques liées aux systèmes agroalimentaires, seulement 9 % (57) prévoient explicitement une action climatique, et 4 % de plus contiennent des références non spécifiques au climat. Dans les engagements axés sur les systèmes agroalimentaires et le climat, l'intégration du genre demeure faible : seulement 25 % (101) comprennent des actions ciblées sur les questions de genre, et la combinaison des actions inclusives et transformatrices représente moins de 7 %. Par ailleurs, parmi les engagements visant les femmes dans les systèmes agroalimentaires et le climat, près d'un quart identifient les enfants comme les bénéficiaires ultimes, ce qui témoigne de la persistance d'une perspective de la nutrition des femmes principalement axée sur leurs rôles reproductifs et d'aidantes.

L'analyse montre également une compréhension limitée des rôles des femmes dans les systèmes agroalimentaires. Parmi les 16 engagements tenant compte de la dimension du genre, seulement six identifient explicitement les femmes comme des agricultrices ou des productrices et prévoient d'affecter des ressources en conséquence. Seulement deux engagements couvrent les disparités entre les genres dans la sécurité alimentaire ou les systèmes de données sur la nutrition, et très peu reconnaissent les rôles des femmes dans la transformation des aliments, les chaînes de valeur ou l'innovation. La participation des hommes n'est indiquée que dans deux engagements transformateurs, ce qui souligne l'attention limitée qui est accordée au changement des normes de genre et aux responsabilités en termes de soins.

Malgré ces lacunes, quelques engagements très ambitieux illustrent ce qui est réalisable. Sur les 30 engagements classés comme inclusifs ou transformateurs, 21 couvrent l'échelon national ou infranational, principalement dans des régions à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Dix des 16 engagements inclusifs et 11 des 14 engagements transformateurs sont menés par des gouvernements, principalement en Afrique. Ces engagements mettent l'accent sur un changement des structures d'opportunités, notamment un congé parental rémunéré et un soutien à l'allaitement, l'accès des femmes à des financements et à la protection sociale, l'éducation des filles et l'autonomisation économique.

^c Le niveau d'intégration des questions de genre reposait sur le rapport *Recommendations for Developing Commitments on Nutrition and Gender Equality : Call to Action* (Recommandations en matière d'élaboration d'engagements sur la nutrition et l'égalité des genres : appel à l'action) du sommet N4G de 2025 à Paris.

Ciblé : s'attaquer directement aux besoins nutritionnels spécifiques des femmes et des filles à différentes étapes de leur vie, en veillant à ce que le soutien soit personnalisé et efficace.

Inclusif : engager les femmes et les filles, en particulier celles vivant dans des communautés marginalisées ou mal desservies, dans le processus décisionnel (conception, mise en œuvre et/ou exécution des interventions, programmes ou engagements).

Transformateur : viser à supprimer les obstacles systémiques et structurels et à renforcer la capacité d'action des femmes et des filles, ainsi que leur accès aux ressources sociales et économiques qui influencent leurs résultats en termes de nutrition et le contrôle qu'elles exercent sur ces ressources.



07

2006. Pursat, Cambodge.

Une femme lance un filet de pêche depuis un bateau sur le fleuve Tonlé Sap.

© FAO Cambodge.

Conceptualisation de l'interconnectivité des systèmes alimentaires et des systèmes de santé

PRINCIPALES OBSERVATIONS

- 1** Les résultats en termes de nutrition dans le contexte du changement climatique dépendent de la manière dont les systèmes alimentaires et de santé fonctionnent ensemble lors de périodes de stress et de crises. Les pays qui maintiennent une alimentation saine y sont parvenus en adaptant la disponibilité et l'accessibilité des aliments tout en garantissant la continuité des services de nutrition et de santé essentiels.
- 2** Malgré la reconnaissance accrue des liens existants entre les systèmes alimentaires, les systèmes de santé et les risques climatiques, les actions sont souvent restées fragmentées. Des failles dans la coordination, les financements, les capacités opérationnelles et les données ont limité la capacité à traduire cette interdépendance en un processus d'exécution cohérent, particulièrement dans des conditions de crise.
- 3** Le Cadre « Systèmes alimentaires et de santé pour une nutrition équitable » présenté dans ce chapitre regroupe ces éléments en plaçant les régimes alimentaires sains au cœur d'actions coordonnées qui couvrent les systèmes alimentaires et de santé dans le contexte du changement climatique. En mettant l'accent sur le leadership et la gouvernance, les financements, les capacités opérationnelles, ainsi que sur les recherches, le suivi et les données, le cadre offre une méthode de réflexion commune pour déterminer la manière dont différents systèmes doivent s'aligner afin de soutenir les résultats en termes de nutrition face à l'intensification des crises et des facteurs de stress.
- 4** Le cadre considère le changement climatique et environnemental comme un état global des systèmes – des facteurs de stress et des crises qui influent tant sur les systèmes alimentaires que sur les systèmes de santé –, qu'il traduit ensuite sous forme de recensement pratique des canaux du côté de l'offre et de la demande dans l'ensemble des deux systèmes. En associant ces canaux avec quatre catalyseurs transversaux (gouvernance, financements, capacités opérationnelles et recherches, suivi et données), il contribue à déterminer où une intégration est requise, les goulets d'étranglement qui entraveront l'exécution et les investissements habilitants qui sont nécessaires, plutôt que de se contenter de réitérer que les systèmes sont interconnectés.
- 5** Contrairement aux cadres qui surveillent des actions sectorielles en parallèle, ce cadre relie les actions et les catalyseurs à une logique de résultat unique couvrant l'innocuité et la résilience environnementales, l'équité sociale ainsi que l'autonomisation des femmes et la prospérité économique. Cela permet de traduire plus facilement les engagements en actions politiques, d'aligner les financements des donateurs et les indicateurs autour d'une architecture de résultats commune et d'évaluer la responsabilité opérationnelle plutôt que de se limiter à la responsabilité procédurale.

CONCEPTUALISATION DE L'INTERCONNECTIVITÉ DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET DES SYSTÈMES DE SANTÉ

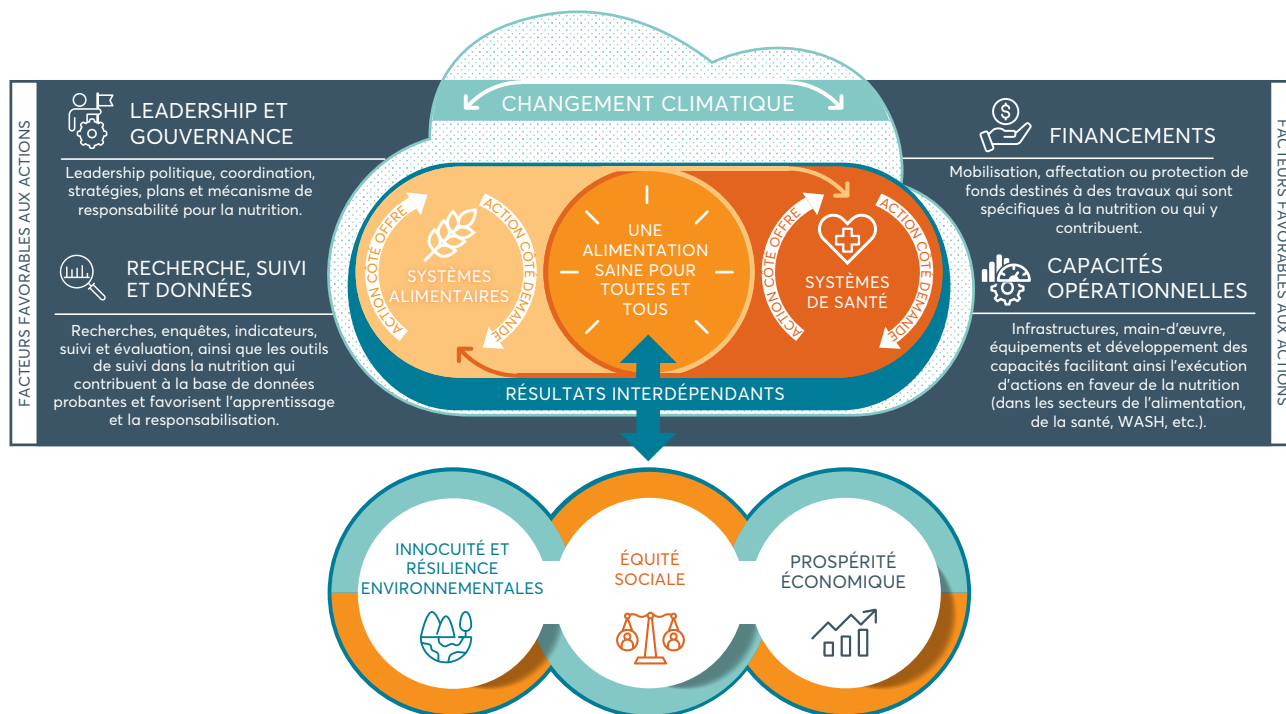
Les éléments factuels figurant dans l'ensemble de ce rapport montrent que les résultats nutritionnels dans le contexte du changement climatique reposent sur une action coordonnée entre les systèmes alimentaires et les systèmes de santé. Les pays qui ont réussi à préserver les acquis en matière de nutrition durant la pandémie de Covid-19 y sont parvenus en intégrant des interventions liées aux systèmes alimentaires à des mécanismes adaptés de prestation de services de santé et de protection sociale, plutôt qu'en s'appuyant sur des réponses sectorielles parallèles ([Chapitre 2](#)). Les transitions vers une alimentation durable et nutritive nécessitent à la fois une transformation des systèmes alimentaires et un soutien aux systèmes de santé par le biais de compléments alimentaires, d'un enrichissement des aliments et de services de conseils pour garantir l'adéquation des micronutriments ([Chapitre 3](#)).

La responsabilité opérationnelle est plus importante que la conformité procédurale : l'intégration des financements, d'une coordination intersectorielle, d'un alignement sur la lutte contre le changement climatique, d'une résilience et de l'équité dans la conception et la mise en œuvre des engagements est essentielle pour atteindre des résultats en matière de nutrition ([Chapitre 5](#)). Les obstacles qui entravent les femmes dans les systèmes alimentaires limitent directement leurs capacités à obtenir des soins de santé et les obstacles dans les systèmes de santé réduisent leur participation productive à l'agriculture, avec des effets multiplicateurs que le changement climatique ne fait qu'intensifier ([Chapitre 4](#)). Pourtant, les engagements demeurent fragmentés. Même si plus de 75 % des engagements liés aux systèmes alimentaires qui ont été pris lors du sommet Nutrition pour la croissance (N4G) de 2021 à Tokyo couvraient également la santé, leur intégration opérationnelle a été faible. Peu d'engagements comprenaient des financements garantis; les engagements en faveur de la gouvernance se sont avérés difficiles à classer dans les cadres existants; et les aspects liés à la résilience restaient marginaux, en dehors d'engagements explicitement liés aux deux systèmes ([Chapitre 6](#)).

Ce fossé entre la reconnaissance de l'interdépendance et l'intégration opérationnelle indique la nécessité d'outils analytiques qui s'intègrent dans les portefeuilles des aliments, de la santé et du climat tout en protégeant les capacités d'exécution en cas de crise et si des facteurs de stress se présentent. Ce chapitre présente un cadre qui positionne une alimentation saine comme un résultat nécessitant une action coordonnée couvrant simultanément les deux systèmes dans le contexte du stress climatique ([Figure 7.1](#)). Ce cadre s'articule autour de quatre fonctions habilitantes : 1) le leadership et la gouvernance; 2) les financements; 3) les capacités opérationnelles; et 4) la recherche, le suivi et les données. Ces fonctions interviennent dans l'ensemble des systèmes pour déterminer la capacité à atteindre des résultats interconnectés (innocuité et résilience environnementales, équité sociale et autonomisation des femmes, prospérité économique) qui à la fois facilitent une amélioration de la nutrition et en découlent ([Encadré 7.1](#)). Avec des canaux d'actions explicites facilitant des interdépendances entre les exigences et les résultats, le cadre est un outil qui permet de concevoir des engagements plus intégrés, d'identifier les goulets d'étranglement et de renforcer la redevabilité relativement aux résultats en matière de nutrition dans le contexte du changement climatique.

FIGURE 7.1

La garantie d'une alimentation saine pour toutes et tous grâce à la transformation des systèmes alimentaires et de santé dans un climat en pleine évolution



■ **Abréviations:** S&E, suivi et évaluation; WASH, eau, assainissement et hygiène.

ENCADRÉ 7.1

Résultats et alimentation saine interconnectés

Une alimentation saine repose sur les domaines de résultats suivants et y contribue :

- **L'innocuité et la résilience environnementales** déterminent si les actions visant à améliorer l'alimentation et la nutrition sont compatibles avec l'intégrité des systèmes fonciers, hydriques, de biodiversité et climatiques et, dans l'idéal, si elles les renforcent¹.
- **L'équité sociale** porte sur les modalités de répartition des bénéfices et des fardeaux entre les ménages et en leur sein, ainsi que sur la question de savoir si les politiques et les programmes étendent les droits, la capacité d'action et les conditions matérielles des femmes, des filles et d'autres groupes marginalisés².
- La **prospérité économique** concerne les impacts sur les moyens de subsistance, les revenus, la productivité et la marge de manœuvre budgétaire, notamment pour les petits producteurs de denrées alimentaires, les travailleurs de l'ensemble des chaînes d'approvisionnement en aliments et les consommateurs aux revenus faibles³.

Parmi ces domaines, une alimentation saine dépend de la stabilité et de la durabilité des systèmes alimentaires, de santé et de protection sociale et de la question de savoir qui peut y accéder en période de crise. Elle a également des retombées positives dans ces trois domaines, en réduisant la charge des maladies évitables, en renforçant les capacités humaines en matière d'adaptation et de relèvement, en améliorant la capacité d'action des groupes vulnérables et en orientant la demande vers une alimentation plus nutritive qu'il est possible de produire dans les limites environnementales⁴.

Une justification pour un cadre intégré

Le Cadre « Systèmes alimentaires et de santé pour une nutrition équitable » positionne les changements climatiques et environnementaux comme le contexte global dans lequel fonctionnent les systèmes de santé et alimentaires. Les pressions climatiques affectent les deux systèmes par le biais de facteurs de stress à long terme tels que des changements dans les températures et les précipitations, l'intensification de la variabilité climatique et la dégradation lente des sols, des ressources en eau et de la biodiversité, ainsi que dans le cadre de crises graves telles que les inondations, les sécheresses, les tempêtes, les feux incontrôlés et les vagues de chaleur. Du côté de l'offre, ces crises et facteurs de stress perturbent la production dans l'agriculture et la pêche, ont des répercussions sur la santé ainsi que sur les infrastructures de distribution d'eau, d'assainissement et d'hygiène et interrompent les chaînes d'approvisionnement en aliments et en produits essentiels pour la santé et la nutrition^{5,6}. Du côté de la demande, elles réduisent les revenus et les emplois, intensifient la volatilité des prix des aliments, entraînent des déplacements, alourdissent les charges de maladies liées au climat et augmentent les coûts des soins, créant un environnement de risques persistants pour l'alimentation, les services de santé et la nutrition^{5,7} (l'[Annexe 2](#) contient des détails et des exemples complémentaires). Le cadre précise les canaux d'action au sein des systèmes alimentaires et de santé du point de vue de l'offre et de la demande.



Les **actions du côté de l'offre dans les systèmes alimentaires** déterminent quels aliments sont produits, transformés, stockés et distribués ainsi que leur niveau de stabilité, de salubrité et de qualité nutritionnelle dans le contexte du stress climatique. Cela inclut l'agriculture climato-compatible et la gestion de l'eau, une diversification au profit de cultures riches en nutriments, ainsi que des investissements dans les systèmes de stockage et la chaîne du froid pour réduire les pertes et gaspillages de nourriture, outre les actions liées aux approvisionnements et aux échanges commerciaux qui affectent la stabilité des prix des aliments nutritifs ainsi que leur disponibilité.



Les **actions du côté de la demande dans les systèmes alimentaires** déterminent ce que les populations peuvent obtenir et ce qu'elles choisissent de manger. Cela inclut des mesures en faveur de l'accessibilité économique et du pouvoir d'achat, des actions liées à la conception de la protection sociale et de l'environnement alimentaire qui influencent les prix relatifs, l'exposition aux marchés et l'accès à des options plus saines dans les écoles, sur les lieux de travail et chez les détaillants. Une action du côté de la demande couvre également des mesures visant à changer les comportements et les normes qui promeuvent une transition vers une alimentation saine et nutritive tout en maintenant l'adéquation des micronutriments.



Les **actions du côté de l'offre dans les systèmes de santé** comprennent la couverture et la qualité des actions en faveur d'une nutrition essentielle sur toute la vie (soins anténatals, soins postnatals, santé infantile, prise en charge des maladies au cours de l'adolescence et non transmissibles); la disponibilité et la répartition de personnel formé et de plateformes communautaires; des produits destinés aux interventions en faveur de la nutrition; la distribution d'eau, les systèmes d'assainissement et l'hygiène ainsi que le contrôle des infections dans les installations; et l'état de préparation pour prévenir et gérer les maladies non transmissibles liées à l'alimentation⁸. Les adaptations du côté de l'offre lors de la Covid-19 (comme une transition des activités de dépistage des cas de malnutrition aiguë vers des modèles familiaux en Indonésie et une transition de la fourniture de vitamine A vers des canaux communautaires en Sierra Leone) ont facilité une continuité lorsque les approvisionnements dans les établissements ont été perturbés.



Les **actions du côté de la demande dans les systèmes de santé** comprennent la suppression des obstacles financiers, géographiques et sociaux en matière d'accès aux soins; la promotion d'une éducation à la santé et à la nutrition; l'instauration d'une confiance à l'égard des prestataires; et la garantie d'une sensibilisation aux droits liés à la santé et aux aides de la protection sociale qui permettent d'amortir les crises nutritionnelles et de l'utilisation de ces droits. Les obstacles du côté de la demande, comme le fait de devoir obtenir une autorisation pour sortir de chez soi, le manque de fonds pour les transports et les contraintes de temps dues au travail de soins, empêchent les femmes d'accéder aux services, même lorsqu'ils sont disponibles. La résolution de ces contraintes nécessite une coordination entre les politiques relatives aux systèmes de santé et l'ensemble des mesures en faveur de l'équité de genre.

L'analyse de l'offre et de la demande met en évidence les points où une intégration est requise. Les changements d'alimentation (action du côté de la demande dans les systèmes alimentaires) requièrent un soutien aux systèmes de santé (action du côté de l'offre dans les systèmes de santé) par le biais de services de conseils et de compléments alimentaires pour garantir une adéquation nutritionnelle. L'agriculture climato-compatible (action du côté de l'offre dans les systèmes alimentaires) nécessite que les systèmes de santé (action du côté de l'offre dans les systèmes de santé) soient prêts à gérer l'évolution des charges de maladies et des besoins nutritionnels. La protection sociale (action du côté de la demande pour les deux systèmes) doit être conçue pour couvrir à la fois les producteurs dans les systèmes alimentaires et les utilisateurs des services de santé, en particulier les femmes qui sont confrontées à des obstacles dans les deux systèmes. La résilience (exigence transversale) dépend d'actions qui nécessitent une gouvernance intégrée plutôt qu'une planification sectorielle parallèle : prépositionnement des ressources, coordination flexible et capacité à adapter les modalités d'approvisionnement simultanément dans les deux systèmes.

Tandis qu'il existe déjà d'importants cadres conceptualisant les systèmes alimentaires ou les systèmes de santé pour la nutrition^{9,10,11}, ce cadre est novateur, car il porte simultanément sur les systèmes de santé et les systèmes alimentaires dans le contexte du changement climatique. Ce cadre offre un moyen multidisciplinaire concret pour relever les défis interconnectés et les polycrises ([Encadré 2.1](#)), examiner les synergies et les compromis, aligner les indicateurs sur les engagements et aboutir à plusieurs résultats.

Quatre catalyseurs qui déterminent la capacité d'exécution

Dans ce cadre, quatre fonctions habilitantes interviennent dans les systèmes alimentaires et de santé et influencent la manière dont les crises climatiques et les facteurs de stress aboutissent à des résultats en termes de nutrition. Tirées du système de classement du Cadre de responsabilisation en matière de nutrition (NAF), mais étendues de manière à couvrir explicitement l'intégration de l'alimentation, de la santé et du climat, elles sont perçues comme des catégories générales d'actions et de capacités qui soutiennent la conception, l'exécution et la responsabilité des politiques, programmes et investissements pertinents pour la nutrition.



Le leadership et la gouvernance désignent des actions qui influencent les modalités de gouvernance et de fonctionnement des pays et des organisations relativement à l'avancement des objectifs en termes d'alimentation et de nutrition entre les secteurs, ainsi que les mécanismes par lesquels les politiques sur l'alimentation et la nutrition sont décidées et les acteurs doivent rendre des comptes¹². Cela inclut un leadership politique en faveur de la nutrition; des mandats et des accords de coordination couvrant les portefeuilles de l'alimentation, de la santé, de la protection sociale, de l'environnement et du climat; des stratégies et des plans de nutrition au niveau national; et des processus formels de participation et de responsabilité aux niveaux national et infranational. La gouvernance porte également sur l'équité, la participation et la protection des groupes vulnérables¹³, notamment sur la question de savoir si les femmes, les communautés marginalisées et d'autres groupes désavantagés sont représentés dans les processus décisionnels qui affectent l'alimentation et la santé.



La fonction financière couvre les actions dont le but est d'obtenir, de mobiliser, d'affecter ou de protéger des ressources financières et des investissements destinés aux actions spécifiques et contribuant à la nutrition ([Encadré 3.3](#)). Dans ce cadre, cela inclut les budgets publics nationaux, l'aide extérieure et les investissements privés qui influencent l'alimentation et la nutrition par le biais des systèmes alimentaires, de santé et de protection sociale. L'analyse examine à la fois le volume et la composition des financements, et si les ressources sont maintenues et ciblent les populations les plus à risque en matière de nutrition.



La fonction opérationnelle désigne le développement des infrastructures et des capacités facilitant l'exécution des actions en faveur de la nutrition. Elle couvre les actions visant à renforcer, dans l'ensemble des secteurs pertinents, les ressources humaines, les installations, les équipements, les chaînes d'approvisionnement et les formations qui sont requis pour fournir des services spécifiques et contribuant à la nutrition. Dans ce rapport, les fonctions opérationnelles comprennent également les établissements de santé et les plateformes communautaires, les travailleurs de première ligne et leurs compétences, les infrastructures de stockage et après récolte, les services de distribution d'eau et d'assainissement dans les installations publiques et les systèmes de fourniture d'une protection sociale et de repas scolaires.



La recherche, le suivi et les données couvrent des actions qui améliorent les recherches et l'innovation en matière de nutrition, ainsi que la disponibilité, la qualité et l'utilisation des données portant sur la nutrition, les indicateurs et la surveillance en soutien à l'apprentissage et à la responsabilité. Cela inclut des systèmes de données régulières, des enquêtes et une surveillance, ainsi que des activités de suivi et d'évaluation et des recherches axées sur l'apprentissage. Il convient de porter une attention sur la question de savoir si les systèmes de données se penchent sur la qualité de l'alimentation, le statut nutritionnel, la couverture des actions en faveur d'une nutrition essentielle, les risques climatiques et les inégalités selon le genre, l'âge et le revenu, et si ces données sont utilisées pour orienter les politiques et les pratiques.



08

2024. Jalisco, Mexique.

Impact du stress thermique sur les travailleurs agricoles.

© Rafael Duarte/OIT.

Recommandations et implications en termes de politiques

PRINCIPALES OBSERVATIONS

- 1** Parmi les acteurs et les contextes, l'amélioration des résultats en termes de nutrition dans le contexte du changement climatique ne dépend pas tant de l'établissement de nouvelles priorités, mais plutôt d'un changement des modalités d'organisation et de soutien des actions. Une gouvernance fragmentée, des financements à court terme et un alignement faible entre les engagements et la mise en œuvre continuent de limiter l'exécution, particulièrement en période de crise.
- 2** Les progrès sont optimisés lorsque les systèmes alimentaires, les systèmes de santé, la politique climatique et la protection sociale sont planifiés et mis en œuvre ensemble. Les recommandations figurant dans ce chapitre privilégient un renforcement de l'intégration, de la résilience, de l'équité et de la responsabilité en tant que conditions centrales pour l'impact, plutôt que des interventions distinctes.

RECOMMANDATIONS ET IMPLICATIONS EN TERMES DE POLITIQUES

Ce chapitre s'appuie sur les éléments factuels examinés dans ce rapport afin d'identifier des leviers d'action susceptibles d'améliorer l'obtention de résultats intégrés entre les systèmes alimentaires, sanitaires et climatiques. Les recommandations sont regroupées par type d'acteur, reconnaissant que la mise en œuvre dépend de rôles coordonnés entre le gouvernement, les bailleurs, les plateformes mondiales, la société civile et le secteur privé, et elles correspondent aux quatre catalyseurs suivants : leadership et gouvernance; financements; capacités opérationnelles; et recherche, suivi et données. Ces recommandations sont proposées sous forme d'aspects à prendre en compte sur la base des constatations du rapport plutôt que comme une prescription universelle. Il se peut qu'un grand nombre de gouvernements et de partenaires s'engagent déjà sur certaines ou sur la totalité de ces trajectoires, et la pertinence et le séquençage des actions spécifiques dépendront des contextes nationaux et infranationaux, notamment des cadres politiques, des capacités institutionnelles, des conditions fiscales et de la nature des crises et des facteurs de stress dans chaque contexte. Lorsqu'une action est en cours, les recommandations peuvent contribuer à identifier les domaines nécessitant une intégration approfondie ou une responsabilité renforcée et/ou à évaluer les synergies existantes par rapport aux compromis; dans le cas contraire, elles peuvent servir de point de départ pour un dialogue entre les acteurs impliqués.

Plusieurs des recommandations ci-dessous reposent sur les priorités identifiées dans le cadre des groupes de travail thématique lors du sommet Nutrition pour la croissance (N4G) de 2025 à Paris et de processus d'engagement antérieurs, notamment sur l'agriculture climato-compatible, la réglementation environnementale, la réforme liée aux subventions et les systèmes de données aux fins de la prise de décision. Lorsque c'est le cas, la contribution du rapport ne consiste pas à réaffirmer ces priorités, mais à identifier,

sur la base des éléments factuels examinés, les raisons pour lesquelles les progrès par rapport à différentes recommandations ont été limités et ce qui peut être requis pour surmonter les obstacles persistants. En particulier, les analyses figurant aux Chapitres 5 et 6 font ressortir l'existence de trois contraintes structurelles qui couvrent une multitude de domaines de recommandation : la fragmentation institutionnelle qui empêche les mandats intersectoriels d'aboutir à une exécution conjointe; les architectures de financement qui privilégient des projets à court terme définis de manière procédurale par rapport aux réformes systémiques à plus long terme que requiert la transformation; et un alignement faible entre les engagements mondiaux et les instruments de mise en œuvre nationaux, particulièrement les contributions déterminées au niveau national (CDN) et les plans nationaux d'adaptation (PNA), où la nutrition demeure marginale.

Dans le même temps, plusieurs recommandations illustrent des priorités qui ressortent spécifiquement de l'analyse de ce rapport et qui ne sont pas mises en avant dans les cadres d'engagement existants. Il s'agit notamment de l'intégration d'actions liées aux systèmes alimentaires et de santé en tant que condition pour une résilience efficace ([Chapitre 6](#)), de la distinction entre la responsabilité procédurale et la responsabilité opérationnelle en tant qu'exigence en termes de gouvernance ([Chapitre 5](#)), de la nécessité de gérer le niveau de préparation des systèmes de santé parallèlement à la transformation des systèmes alimentaires ([Chapitre 7](#)), et de la constatation selon laquelle l'intégration des questions de genre dans les engagements en faveur de la nutrition continue d'être superficielle et de faire l'objet d'un cadrage limité, malgré une reconnaissance politique du rôle central des femmes ([Chapitre 6](#)). Ces domaines représentent des lacunes dans l'architecture d'engagement actuelle que les futurs preneurs d'engagement pourront combler.

Gouvernements (nationaux et infranationaux)



Renforcer la gouvernance intersectorielle et mener une action intégrée couvrant l'alimentation, la santé et le climat.

La gouvernance intersectorielle peut être renforcée en établissant des mandats conjoints entre les ministères de l'Agriculture/l'Alimentation, de la Santé, de la Protection sociale et du Climat, avec des plans de mise en œuvre adaptés, ainsi que des indicateurs communs et harmonisés et des processus de suivi pour garantir des synergies et une gestion des compromis. L'action publique peut être orientée vers des environnements alimentaires plus sains – des aliments riches en nutriments qui sont plus abordables, la disponibilité et la consommation accrues d'aliments diversifiés à base de plantes, une focalisation sur l'appui aux sous-groupes démographiques vulnérables et une réduction de l'exposition aux produits à forte teneur en sucre et ultra-transformés – tout en promouvant des réductions adaptées au contexte des aliments d'origine animale à fortes émissions qui sont consommés de façon excessive. Relier ces actions aux services de santé réguliers et aux plateformes d'approvisionnement en aliments pour la santé, notamment des services de conseils, des compléments alimentaires, l'enrichissement des aliments et la fourniture ou la prescription d'aliments nutritifs pour les groupes vulnérables. Intégrer les actions et les indicateurs pour la nutrition dans les CDN/PNA et les plans de santé (y compris la couverture sanitaire universelle).

Mettre en œuvre une agriculture climato-compatible et des mesures post-récolte sous forme de programme d'exécution intégré.

Soutenir une production diversifiée pour réduire les risques climatiques et étendre l'approvisionnement en aliments à base de plantes riches en nutriments, notamment des légumineuses, des fruits, des légumes et d'autres cultures appropriées à l'échelle locale. Investir dans les infrastructures et la chaîne d'approvisionnement pour garantir des mécanismes de stockage, de manutention, de transformation et de transport qui protègent les denrées périssables contre la chaleur et les perturbations. Appliquer des protections permettant de faire en sorte que les programmes de productivité et d'efficacité réduisent les émissions et l'utilisation des ressources sans promouvoir une expansion dans les zones soumises à un stress hydrique ou dont la biodiversité est sensible.

Institutionnaliser des programmes d'intervention face aux crises dans l'ensemble des plateformes de fourniture d'aliments et de services de santé.

L'établissement préalable des déclencheurs, des fonctions et du pouvoir décisionnel pour répondre aux crises climatiques peut contribuer à s'assurer que les services essentiels se poursuivent sans délai pour répondre aux crises climatiques. Le prépositionnement des intrants clés (ressources sous forme d'espèces/d'aliments, approvisionnements nutritionnels, médicaments essentiels) dans les zones à haut risque, avec l'appui d'un mécanisme de coordination habilité à réaffecter le personnel, les budgets et les fournitures entre différents secteurs, peut améliorer les délais de réponse. Utiliser des modalités de livraison d'urgence lorsque les canaux habituels sont perturbés (services mobiles/de sensibilisation, points de distribution temporaires, transferts numériques). Le budget et les règles applicables aux approvisionnements doivent faciliter une expansion rapide tout en restant flexibles et adaptables à différents contextes et scénarios.

Intégrer l'équité et la dimension du genre dans les critères d'admissibilité, la conception des bénéfices et l'accès dans l'ensemble des systèmes alimentaires et de santé.

Concevoir des mesures en faveur des aliments, de la santé et de la protection sociale couvrant les femmes et les groupes vulnérables. Il sera essentiel de surmonter les obstacles liés aux revenus, au temps et à la mobilité. Parmi les exemples d'actions concrètes figurent la garantie des droits fonciers des femmes, une focalisation des services de vulgarisation sur les agricultrices, la conception d'instruments de crédit et d'assurance accessibles, et une réduction de la pauvreté en temps grâce à des investissements dans les infrastructures, en veillant à ce que les transferts bénéficient directement aux femmes et en adaptant la prestation des services de santé. Un suivi désagrégé par sexe et par type de vulnérabilité sera essentiel pour évaluer la portée et l'équité et pour déterminer si les interventions modifient la qualité des aliments parmi les différents groupes.

Les bailleurs, les banques de développement et les fonds de lutte contre le changement climatique



Adopter un cadre de résultats unique et intégré et un ensemble d'indicateurs et les utiliser pour évaluer la capacité d'exécution au fil du temps.

Surveiller si les engagements sont assortis de financements garantis, d'une gouvernance couvrant différents portefeuilles, de capacités d'exécution à grande échelle, de systèmes de données axés sur les résultats et de mesures de résilience qui permettent de maintenir les services en cas de crise.

Établir un suivi flexible qui promeut un redressement du cap et une exécution à plus long terme.

Les résultats en termes de nutrition évoluent lentement et peuvent se détériorer rapidement face à des crises répétées, de sorte que les cycles de financement et les cadres logiques fixes encouragent des résultats limités à court terme par rapport à une couverture et une qualité des aliments qui sont durables. Des engagements pluriannuels intégrant la possibilité d'une reprogrammation, des examens réguliers des enseignements tirés et un suivi des résultats en termes de nutrition peuvent contribuer à redresser le cap selon l'évolution des conditions dans le contexte ou si des compromis inattendus se présentent.

Financer des programmes d'exécution parés contre les crises avec des financements flexibles.

Des ressources prépositionnées, des déclencheurs d'activation et des mécanismes d'expansion rapide pour améliorer la continuité des systèmes de santé et des systèmes alimentaires en cas de crises climatiques.

Promouvoir les financements et les interventions qui intègrent l'équité et la nutrition dès le départ.

Intégrer la nutrition dans des cadres de dépenses à moyen terme, réaffecter les subventions à l'agriculture vers des aliments diversifiés riches en nutriments, utiliser des mesures fiscales pour traiter les externalités sanitaires et environnementales, accéder à des financements climatiques pour les actions en faveur de la nutrition et soutenir la flexibilité des financements en vue d'une expansion rapide lors de crises.

Rendre l'inclusion mesurable dans les programmes financés.

Un suivi désagrégé par sexe et par type de vulnérabilité et des normes minimales en matière d'accès et de participation peuvent contribuer à s'assurer que les programmes financés couvrent les personnes les plus à risque, avec des mesures correctives lorsque des lacunes persistent.

Financer davantage de recherches interdisciplinaires et transdisciplinaires,

ce qui permettrait de révéler les interconnexions et les compromis possibles entre les domaines (p. ex. systèmes de santé et alimentaires) et de garantir des interventions fondées sur des éléments factuels et mieux éclairées, tout en tenant compte des différentes perspectives, préférences et priorités des nombreuses parties prenantes impliquées dans la transformation des systèmes de santé et alimentaires.

Reconnaître les contraintes actuelles dans le paysage des donateurs et investir dans la diversification des financements.

Compte tenu de la réduction de l'aide publique au développement axée sur la nutrition, soutenir la mobilisation de ressources nationales, un renforcement de la gestion des finances publiques et des systèmes de financement nationaux en vue d'approvisionnements en aliments et de services de santé intégrés pour que la mise en œuvre ne dépende pas exclusivement de financements externes. Dans la mesure du possible, utiliser des financements concessionnels et un soutien technique pour aider les pays à établir des lignes budgétaires, des systèmes d'approvisionnement et des mécanismes de financement durables et adaptés aux crises.

Plateformes mondiales, organismes des Nations Unies et organes de responsabilité



Adopter un cadre intégré solide et utiliser les indicateurs recommandés pour surveiller les progrès, en mettant à jour les évaluations de la responsabilité (p. ex. le Cadre de responsabilisation en matière de nutrition [NAF]) avec de nouvelles recherches et données factuelles.

Les mécanismes restent dynamiques lorsque les cadres précisent les systèmes qui sont engagés, les catalyseurs qui sont requis, les résultats qui sont ciblés et les compromis qu'il faut gérer.

Remédier au mauvais alignement des indicateurs grâce à une harmonisation du cadre et au développement des capacités.

Sans indicateurs appropriés, il devient difficile de surveiller les engagements et les progrès ne peuvent pas être évalués. Les plateformes mondiales et les organes de responsabilité doivent donc s'efforcer d'être dynamiques et de soutenir une harmonisation régulière entre les différents systèmes de nutrition, alimentaires, de santé, climatiques et de suivi des financements qui existent déjà. Ils doivent également viser à réduire la charge de l'établissement de rapports et la duplication des efforts, et améliorer la comparabilité. Les indicateurs de suivi devront être régulièrement adaptés à mesure que de nouvelles conditions et lacunes se présentent.

Faire évoluer la responsabilité d'une conformité procédurale à une intégration opérationnelle.

Évaluer si les engagements précisent les financements garantis, si les structures de gouvernance coordonnent la mise en œuvre entre les différents portefeuilles, si les capacités opérationnelles sont adéquates pour une exécution à grande échelle, si les systèmes de données surveillent les résultats et si les mesures de résilience maintiennent les approvisionnements en cas de crise. Étendre les cadres en soutien à l'apprentissage et à l'adaptation parallèlement au suivi.

Renforcer la gouvernance intersectorielle des capacités d'exécution en tant qu'exigence de qualité des engagements.

Il est possible de renforcer les engagements en précisant les agences responsables, les sources de financement, les mécanismes d'exécution et les données minimales pour surveiller la mise en œuvre et les compromis, en insistant sur le fait que la capacité d'exécution dépend du niveau d'efficacité du regroupement des systèmes alimentaires, de santé, climatiques et de financement.

Société civile, organisations de femmes, plateformes communautaires et prestataires de première ligne



Renforcer la gouvernance participative et les plateformes communautaires.

Lors de la planification et de l'affectation des ressources, l'inclusion d'un espace officiel réservé aux organisations collectives comme les groupes dirigés par des femmes, les organisations de producteurs et d'autres associations communautaires renforce l'équité et l'efficacité en reflétant les réalités locales et les risques climatiques. La confiance, l'accessibilité et la pertinence culturelle influencent l'adoption dans les systèmes alimentaires et de santé.

Intégrer l'équité et la dimension du genre dans les critères d'admissibilité, la conception des bénéfices et l'accès dans l'ensemble des systèmes alimentaires et de santé.

Surmonter les obstacles liés aux revenus, au temps et à la mobilité. Relier les plateformes communautaires aux deux systèmes pour promouvoir les services de vulgarisation, les services de conseils, l'utilisation des services et un soutien mutuel lors de crises.

Utiliser les systèmes de responsabilité comme des plateformes d'apprentissage et d'ajustement de trajectoire.

Utiliser le cadre intégré et les indicateurs recommandés pour faire ressortir les lacunes de mise en œuvre et pour orienter des changements itératifs requis en cas de crise ou si des compromis inattendus se présentent.

Engagement du secteur privé



Améliorer la performance du secteur privé en matière de nutrition.

Les principaux mécanismes incluent des mesures de responsabilité ainsi qu'une amélioration des mesures incitatives et des réglementations. Les règles générales du marché dans lequel les acteurs (entreprises, gouvernements, investisseurs, consommateurs) travaillent doivent changer. Cela nécessite une action coordonnée couvrant tous les acteurs pour veiller à accroître la disponibilité, l'abordabilité, l'attrait et l'accessibilité des aliments nutritifs. Les marchés changeront lorsque les gouvernements, les institutions internationales, les investisseurs et les entreprises tireront parti de la gamme complète d'outils, des innovations et des instruments financiers du secteur privé, en les réorientant de manière à ce qu'ils contribuent à instaurer un accès à des aliments nutritifs en faveur d'une alimentation plus saine et d'une meilleure nutrition. Les principes directeurs en matière d'engagement du secteur privé ont été convenus par une douzaine d'acteurs lors du sommet Nutrition pour la croissance (N4G) de 2025 à Paris, dans la Déclaration de Paris sur les entreprises et la nutrition 2030.

Élaborer et appliquer des règles claires et des principes directeurs en vue d'un engagement du secteur privé transparent et responsable.

Les gouvernements, les organismes des Nations Unies et les organes de responsabilité peuvent y contribuer en établissant des exigences en matière de divulgations sur la nutrition et les émissions, des normes sur les conflits d'intérêts, une transparence concernant la participation et les financements, des limites sur les rôles des entreprises dans les prises de décisions publiques où les risques sont élevés et un contrôle indépendant de la conformité. Ces mesures peuvent promouvoir l'alignement des portefeuilles d'aliments des entreprises sur des objectifs en faveur d'une alimentation durable et saine, avec des comptes rendus transparents sur la nutrition et les impacts des émissions.

Soutenir les petits et moyens acteurs des systèmes alimentaires du secteur privé qui produisent des aliments nutritifs, sains et salubres.

Investir dans des chaînes d'approvisionnement contribuant à la nutrition (aliments sains périssables et non périssables) et résilientes face au changement climatique, particulièrement au niveau des infrastructures post-récolte dans les contextes à faible revenu. Les gouvernements peuvent y contribuer grâce à des incitations fiscales, à des subventions ou des prêts concessionnels dédiés, aux marchés publics et à un soutien réglementaire qui réduit les obstacles en matière d'accès des petites et moyennes entreprises produisant des aliments nutritifs. Les mécanismes de financement seront plus attrayants s'ils réduisent les coûts de transaction, prévoient un partage mixte des risques et utilisent des normes claires en matière d'admissibilité et d'établissement de rapports.



09

2014. Maderia, Éthiopie.

Une femme donne à son enfant une bouillie nutritive préparée à partir d'ingrédients locaux.

© Nesbitt/UNICEF Éthiopie.

Recommandations pour la mise en œuvre

RECOMMANDATIONS POUR LA MISE EN ŒUVRE

Les recommandations figurant dans le présent rapport reposent sur un ensemble solide et convergeant d'éléments factuels académiques. Elles reflètent les approches reconnues pour améliorer les résultats nutritionnels, renforcer la résilience et articuler les systèmes alimentaires avec les objectifs climatiques et d'équité. Toutefois, il est important de tenir compte des changements majeurs et en constante évolution dans le contexte mondial pour la mise en œuvre de ces recommandations.

L'aide publique au développement provenant des membres du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques a baissé d'environ 9 % en 2024, et une nouvelle réduction de 9 % à 17 % est prévue pour 2025¹. Les quatre principaux bailleurs – l'Allemagne, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni – réduisent simultanément sur deux années consécutives leurs budgets consacrés au développement. Il est prévu que des coupes représentant 44 % du soutien des donateurs en faveur des cibles de nutrition de l'Assemblée mondiale de la Santé empêcheront 2,3 millions d'enfants souffrant de malnutrition grave de bénéficier d'un traitement et il est estimé qu'elles entraîneront la mort de 369 000 enfants de plus chaque année². Le Programme alimentaire mondial prévoit une réduction des financements de 40 % en 2025³. Comme cela a été systématiquement souligné dans ce rapport, les programmes de nutrition dépendent d'une exécution simultanée entre les systèmes de santé, alimentaires, de protection sociale et de données. Les plateformes intégrées essentielles à la résilience face aux crises ([Chapitre 2](#)) sont les plus vulnérables à la réduction des financements dans l'ensemble des secteurs. Des architectures de financement désalignées et la dépendance à l'égard des bailleurs, abordées dans le [Chapitre 6](#), ne font qu'exacerber cette vulnérabilité : quand les financements destinés à la nutrition passent par des canaux fragmentés et fortement dépendants de sources externes, plutôt que par des systèmes nationaux intégrés, une réduction dans un seul canal peut perturber l'ensemble du dispositif l'exécution dans une multitude de secteurs à la fois.

La situation actuelle soutient l'analyse présentée dans ce rapport. Quand les engagements en faveur de la nutrition reposent principalement sur des projets à court terme soutenus par des fonds externes, les réductions de l'aide publique au développement aboutissent directement à un effondrement des programmes. Le contexte actuel confirme que la transformation ne peut pas dépendre exclusivement d'une expansion de l'éventail des bailleurs; elle doit mettre l'accent sur le renforcement des institutions nationales, la réaffectation des ressources existantes et un approfondissement de l'intégration entre les secteurs.

En période de contraintes budgétaires, la focalisation doit passer de l'expansion à la priorisation. La fragmentation systémique ([Chapitre 6](#)) et le fossé entre la redevabilité procédurale et la redevabilité opérationnelle s'accroissent quand les ressources diminuent. Les engagements procéduraux, même s'ils sont SMART (spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et temporels) et bien documentés, ne suffisent pas à moins qu'ils ne soient intégrés dans des cadres financiers et institutionnels stables. Cela exige d'identifier des interventions qui apportent des bénéfices connexes couvrant la nutrition, l'adaptation aux effets du changement climatique et les moyens de subsistance. La réaffectation ne serait-ce qu'une fraction des quelques 540 milliards de dollars US de subventions agricoles annuelles en faveur d'une expansion de la disponibilité d'aliments riches en nutriments, de l'intégration de la nutrition dans les soins de santé primaire réguliers et les systèmes de protection sociale et du renforcement des réglementations applicables à l'environnement alimentaire est plus viable financièrement que de créer des programmes entièrement nouveaux. Les mesures prioritaires comprennent l'application de taxes sur les produits néfastes pour la santé, les subventions aux aliments sains, la reformulation des produits, l'élimination des acides gras trans, l'étiquetage frontal et la régulation du marketing destiné aux enfants⁴.

Les ressources politiques sont également limitées. Les gouvernements gèrent l'inflation, la dette, les crises climatiques et l'instabilité géopolitique. Les risques en matière de nutrition sont traités comme discrétionnaires à moins de les présenter comme essentiels en termes de productivité économique, de durabilité des systèmes de santé et de résilience face au changement climatique. L'intégration des engagements en faveur de la nutrition dans des cadres de dépenses à moyen terme, des stratégies climatiques nationales et des réformes de la protection sociale augmente leur durabilité politique et réduit la probabilité que la nutrition soit considérée comme une option susceptible de faire l'objet de coupes. Il peut également falloir que la mise en œuvre soit plus progressive que ce que suggèrent les modèles idéaux. Parmi les moyens plus réalistes peuvent figurer une réforme en plusieurs phases relative aux structures de subventions, des programmes pilotes pour une action intégrée en faveur des aliments, de la santé et du climat au niveau infranational et un renforcement par étapes des systèmes de suivi.

Lorsque la marge de manœuvre budgétaire est plus limitée, le séquençage doit privilégier des points d'entrée qui maximisent les bénéfices connexes au plus faible coût politique et administratif. L'intégration de la nutrition dans les plateformes de soins de santé primaire existantes (p. ex. au travers de services de conseils tout au long de la vie, de compléments en micronutriments et d'un suivi de la croissance dans le cadre de visites anténatales, postnatales et de santé infantile régulières) repose sur les infrastructures et la main-d'œuvre qui sont déjà en place et permet d'éviter les coûts de démarrage de nouveaux programmes. De même, le renforcement des composantes de la nutrition dans les systèmes de protection sociale établis, comme l'ajout de critères en matière de diversité alimentaire dans les repas scolaires ou l'établissement de liens entre les transferts d'espèces et les messages sur la nutrition, peut améliorer la qualité des aliments pour un coût supplémentaire marginal. Les mesures de réglementation qui transforment les environnements alimentaires, notamment l'étiquetage frontal, les restrictions en matière de commercialisation d'aliments non sains destinés aux enfants et l'élimination du gras trans, nécessitent un engagement politique, mais des dépenses publiques relativement modestes, et peuvent générer des retours fiscaux grâce aux taxes pour la santé sur les boissons contenant du sucre ou d'autres produits non sains. Ces points d'entrée diffèrent de réformes plus complexes, comme une restructuration à grande échelle des subventions ou la création de nouveaux organes de gouvernance interministériels, dont l'impact systémique est potentiellement plus important, mais qui nécessitent des délais d'exécution plus longs, des coalitions plus étendues et des capitaux politiques durables. Dans la pratique, une

stratégie de séquençage démarrerait donc par une intégration dans les plateformes d'exécution existantes et par une action réglementaire à faible coût, mettrait à profit les progrès déjà réalisés pour renforcer la crédibilité politique et les capacités institutionnelles et évoluerait vers des réformes structurelles si les conditions s'y prêtent.

Un dernier rappel à la réalité est le coût de l'inaction. La réduction des financements destinés à la nutrition n'élimine pas les risques, mais les intensifie. Les crises climatiques, la volatilité des prix des aliments et la prévalence croissante de maladies liées à l'alimentation génèrent des coûts économiques à long terme qui sont considérables. Certes, le retrait de programmes de prévention contribuant à la nutrition peut alléger les budgets à court terme, mais cela augmentera ensuite les dépenses consacrées aux soins de santé et celles découlant de la perte de productivité. Chaque dollar investi dans la lutte contre la sous-nutrition devrait rapporter 23 dollars US⁵.

La situation actuelle ne modifie pas l'orientation stratégique établie dans le présent rapport. Les recommandations demeurent valables, mais leur bonne mise en œuvre nécessite une priorisation plus rigoureuse, des politiques nationales solides et un séquençage qui est fermement ancré dans la faisabilité politique.

Dans ce contexte, le Cadre « Systèmes alimentaires et de santé pour une nutrition équitable » proposé dans ce rapport vise à soutenir le passage du diagnostic à l'action. Il peut être utilisé pour améliorer la conception des engagements pris lors du sommet Nutrition pour la croissance (N4G) en exigeant des liens plus clairs entre les objectifs, les financements, les systèmes d'exécution et la responsabilité. Il peut également orienter les décisions de financement des donateurs et des banques de développement en intégrant une coordination entre les secteurs, des dispositions en termes de résilience et des mesures d'équité dans les conditions de financement. Toutefois, des engagements mieux conçus sont un point de départ, et non une finalité. La valeur supérieure du cadre réside dans son application aux processus de planification nationale, notamment les plans nationaux d'adaptation (PNA), les contributions déterminées au niveau national (CDN), les stratégies pour la santé et les réformes de la protection sociale, où il peut contribuer à identifier où sont les responsabilités, les compromis qu'il faut gérer et les systèmes d'exécution qui doivent être financés. En fin de compte, l'efficacité du cadre ne repose pas sur la question de savoir s'il aboutit à des engagements plus intégrés, mais s'il promeut une action plus intégrée : des lignes budgétaires durables, une coordination opérationnelle entre les ministères, des plateformes d'exécution qui couvrent les populations les plus à risque et des systèmes qui maintiennent les services essentiels en cas de crise.



10

2022. Takoma Park, Maryland, États-Unis.

Un employé réapprovisionne les rayons de la coopérative Takoma Park Silver Spring dans le Maryland, aux États-Unis.

© Tom Witham/USDA.

Conclusion

FOURNIR UNE ALIMENTATION SAINES DANS DES CONTEXTES DE COMPLEXITÉ ET D'INTERCONNECTIVITÉ

Un nombre croissant d'engagements mondiaux positionne la nutrition comme un objectif central nécessitant une action conjointe des systèmes alimentaires et des systèmes de santé. Le programme de durabilité et de transformation des systèmes alimentaires a mis l'accent sur des changements alimentaires en faveur d'aliments à base de plantes et riches en nutriments et d'une réduction de la consommation de viande rouge, de sucre et de produits ultra-transformés, soulignant la dépendance de ces changements à l'égard de la demande et de l'offre^{1,2,3,4}.

Du côté de l'offre, des mesures sont requises pour étendre l'accès à des aliments diversifiés riches en nutriments. Cela implique le renforcement des chaînes de valeur, en réduisant les pertes et les gaspillages après récolte et en alignant les mesures incitatives de manière à ce que les producteurs et les entreprises puissent offrir des options plus saines à grande échelle. Ces efforts incluent notamment le soutien à la production, à l'achat et à la transformation d'aliments nutritifs, l'amélioration des systèmes de stockage, contribuant également à réduire les pertes alimentaires, ainsi que la promotion de prix de détail et d'un accès plus équitable^{5,6}.

Du côté de la demande, l'orientation des préférences des consommateurs vers des aliments plus sains peut reposer sur une éducation à la nutrition et sur des connaissances qui mettent en avant la valeur et les avantages d'une alimentation plus saine^{7,8}. La sensibilisation devra s'accompagner de mesures liées à l'environnement alimentaire qui augmentent le pouvoir d'achat et garantissent la disponibilité, l'accessibilité, la praticité et l'attrait d'aliments nutritifs pour tous, particulièrement les consommateurs à faibles revenus qui, souvent, n'ont pas les moyens d'acheter des options plus saines^{4,9,10}.

Les systèmes de santé peuvent renforcer ce changement en promouvant des pratiques alimentaires plus saines par le biais de services de conseil, du suivi des patients, de programmes de supplémentation et de fortification, ainsi que d'un soutien ciblé aux groupes les plus vulnérables, tout en répondant également aux charges des maladies liées à l'alimentation qui influencent les choix d'alimentation des ménages. Par conséquent, la nutrition doit être pleinement intégrée comme fonction essentielle de la couverture sanitaire universelle et des soins de santé primaires, à travers des interventions tout au long du cycle de vie, incluant la prévention et la prise en charge des maladies non transmissibles^{11,12}.

Pourtant, la complexité de la mise en œuvre d'un portefeuille d'actions aussi étendu, particulièrement face à l'intensification des pressions climatiques, peut sembler démesurée et décourager les parties prenantes, depuis les gouvernements jusqu'aux organismes mondiaux, en passant par les organisations de la société civile^{13,14}. Face à la multitude de besoins, de priorités concurrentes et d'interdépendances dans l'ensemble des systèmes qui surgissent plus rapidement que les capacités en matière de prise de décision et d'exécution, les acteurs ne savent pas avec certitude où se focaliser en premier et comment s'y prendre.

Bien que l'ensemble complet de recommandations soit présenté au [Chapitre 8](#), un petit nombre d'actions prioritaires se démarquent pour chaque groupe d'acteurs. Pour les gouvernements, les points d'entrée dont l'impact est optimal sont l'intégration de la nutrition dans les plateformes de soins de santé primaire et de protection sociale existantes, où des infrastructures d'exécution sont déjà en place, et l'inclusion de cibles de nutrition dans les stratégies climatiques nationales (contributions déterminées au niveau national [CDN] et programmes nationaux d'adaptation [PNA]) pour attirer des financements destinés à la lutte contre le changement climatique et renforcer la gouvernance entre les secteurs. Pour Les partenaires financiers, les banques de développement et les bailleurs de fonds en faveur de la lutte contre le changement climatique, la priorité consiste à s'orienter vers des financements pluriannuels flexibles qui soutiennent l'exécution d'approches intégrées alliant alimentation et santé et qui maintiennent les services lors de crises, tout en investissant dans des systèmes de financement nationaux de manière à ce que la mise en œuvre ne dépende pas exclusivement d'une aide extérieure. Les plateformes mondiales et les organes de responsabilité devraient évoluer la redevabilité d'une conformité procédurale à une intégration opérationnelle, en évaluant si les engagements reposent sur des financements garantis, une coordination entre les secteurs et des capacités d'exécution adéquates peut renforcer la crédibilité et l'impact de l'architecture des engagements mondiaux. Pour la société civile et les organisations communautaires, la priorité est d'obtenir un espace officiel dans les processus de gouvernance et de planification, en reliant les plateformes communautaires aux systèmes alimentaires et de santé afin de promouvoir l'utilisation des services, une responsabilité mutuelle et la résilience lors de crises. Pour le secteur privé, des divulgations transparentes de données sur la nutrition et les émissions, alignées sur les principes directeurs convenus lors du sommet Nutrition pour la croissance (N4G) de 2025 à Paris, constituent une base nécessaire pour un engagement crédible.

Dans ce contexte, le cadre présenté dans ce rapport est utile, car il fait ressortir les interdépendances existantes, identifie où il est possible de tirer parti de synergies et souligne les compromis nécessitant une gestion explicite. Le cadre n'est pas une solution universelle, et il ne supprime pas les contraintes en termes de gouvernance et de financements ni sur le plan opérationnel. Toutefois, s'appuyant sur les appels de longue date en faveur d'une action commune, le cadre peut servir de point de départ pour opérationnaliser l'intégration dans l'ensemble des systèmes et pour en définir les premières mesures plausibles, en soutien à des ensembles d'engagements et d'interventions plus cohérents et à une responsabilité plus claire en matière d'innocuité et de résilience environnementales, d'équité sociale et d'autonomisation des femmes, ainsi que de prospérité économique dans l'ensemble des systèmes alimentaires et de santé^{15,16}. Au final, une implication multi-acteurs et des processus de suivi et d'évaluation flexibles seront essentiels pour assurer une amélioration continue des engagements et des interventions, en s'appuyant sur les synergies et en gérant des compromis parfois imprévus ou des crises inattendues. Parmi les leviers politiques à disposition, celui qui se démarque par son potentiel pour ancrer cette intégration consiste à positionner la nutrition comme une fonction centrale de la couverture sanitaire universelle et des soins de santé primaire. Cela permettrait d'intégrer des actions de nutrition tout au long de la vie, notamment des services de conseils, des compléments alimentaires, le suivi de la croissance et la prévention des maladies non transmissibles, au sein de la plateforme d'exécution qui couvre le plus grand nombre de personnes, particulièrement les femmes et les enfants dans les pays à faible revenu de la tranche inférieure. Cela créerait également un foyer institutionnel durable pour la nutrition dans les systèmes de santé, réduisant ainsi le risque que la nutrition soit traitée comme une option discrétionnaire susceptible de faire l'objet de coupes de financement. La garantie d'une alimentation saine pour toutes et tous nécessitera une action qui dépasse largement le secteur de la santé, afin de couvrir également les systèmes alimentaires, la protection sociale, la politique climatique et la gouvernance. Cela dit, un système de santé dont le mandat accorde une place centrale à la nutrition peut servir à la fois de fondation et d'accélérateur pour cette transformation globale.

ANNEXE 1:

Les synergies et les compromis en matière d'appui à la nutrition à travers une agriculture climato-compatible, une alimentation saine et durable et une réduction des pertes et gaspillages de nourriture

TABLEAU A1

Synergies et compromis dans les stratégies reposant sur l'agriculture climato-compatible

Adoption de pratiques relevant de l'agriculture climato-compatible	Synergies	Compromis	Mesures de soutien à la gestion des compromis
Amélioration de l'accès aux semences et aux engrais	- Comblar les déficits de rendement et compenser jusqu'à 25 % des émissions générées par l'expansion agricole. - Réduire la vulnérabilité face aux chocs climatiques en limitant les hausses de prix et en protégeant la sécurité alimentaire grâce au maintien de l'approvisionnement. - Renforcer la disponibilité d'aliments diversifiés grâce à l'amélioration des intrants favorisant ainsi une production plus variée, une meilleure qualité nutritionnelle et une consommation accrue de micronutriments.	- Une demande accrue en engrais peut entraîner une hausse des prix ainsi que des perturbations de l'approvisionnement. - Risques en matière d'équité : les avantages peuvent se concentrer sur les agriculteurs disposant de ressources suffisantes et ayant accès au crédit, à l'irrigation et aux marchés, ce qui accroît la vulnérabilité des petits exploitants. - Une augmentation de l'utilisation d'engrais peut accentuer la contamination de l'eau potable par les nitrates lorsque le ruissellement est mal maîtrisé, intensifiant ainsi les risques sanitaires pour les communautés exposées.	- Stabiliser les approvisionnements et les prix grâce à des mécanismes de protection des marchés publics, à des règles d'importation prévisibles et à un soutien ciblé pour le transport et le stockage. - Fournir des subventions aux intrants et un accès au crédit pour les agriculteurs à faibles revenus. - Promouvoir l'analyse des sols et une gestion des nutriments adaptée à chaque site; investir dans les services de vulgarisation. - Surveiller la qualité de l'eau dans les zones agricoles, notamment via les systèmes de santé.
Rotation des cultures	- Mettre en œuvre des mesures naturelles de contrôle des organismes nuisibles et de fixation biologique de l'azote afin de limiter les émissions en réduisant le recours aux engrais et pesticides synthétiques. - Diversifier la production d'aliments au niveau des exploitations, potentiellement en améliorant la diversité alimentaire des ménages. - Réduire la vulnérabilité face aux chocs climatiques, en limitant les hausses de prix et en protégeant la sécurité alimentaire.	- Exigences accrues en matière de connaissances et de planification pour les agriculteurs. - Des activités supplémentaires (multiplication des cycles de semis et de récolte) augmentent les besoins en main-d'œuvre et peuvent réduire les possibilités d'emploi hors exploitation. - Lorsque les cultures de rotation sont moins valorisées ou plus difficiles à préparer, les ménages peuvent être incités à les vendre et à continuer de consommer des denrées de base, limitant ainsi les progrès en matière de diversité alimentaire malgré la diversification de la production.	- Fournir aux agriculteurs des formations de vulgarisation et un soutien à la planification pour la conception et le calendrier de rotation des cultures. - Promouvoir des équipements économes en main-d'œuvre, des services partagés ou des calendriers de semis et de récolte coordonnés afin de réduire la charge de travail. - Promouvoir des cultures de rotation riches en nutriments et adaptées aux préférences locales, ainsi que des actions de changement de comportement pour que les gains de production se traduisent effectivement par des améliorations des régimes alimentaires.

Efficacité de la production dans l'élevage	• Améliorer la taille des carcasses ou la production laitière afin de réduire les émissions de méthane par unité produite, en limitant la taille nécessaire des troupeaux. • Accroître la disponibilité d'aliments d'origine animale, sources de protéines et de micronutriments de haute qualité (notamment le fer, le zinc et la vitamine B12). • Augmenter les revenus agricoles lorsque les producteurs conservent les gains d'efficacité.	• Une réduction des coûts unitaires peut stimuler la demande et la production totale, annulant ainsi les réductions d'émissions attendues (effet rebond). • Une demande accrue de fourrage peut entraîner une réaffectation des terres agricoles à sa production, intensifiant les pressions environnementales et réduisant les surfaces disponibles pour les cultures destinées à l'alimentation humaine. • Les petits producteurs Les petits producteurs risquent d'être moins compétitifs et de se retirer des marchés, ce qui peut favoriser la concentration de la production et accroître la pauvreté en zones rurales.	• Associer les mesures de soutien à l'efficacité à des références en matière d'intensité d'émissions, ainsi qu'à des plafonds ou garde-fous limitant l'expansion des troupeaux, afin de prévenir les effets rebond. • Pour le fourrage, réserver les résidus des récoltes, les produits dérivés et les cultures fourragères à des terres marginales, plutôt que sur des terres arables de haute qualité. • Fournir des subventions et un accès au crédit aux petits exploitants afin d'améliorer la qualité du fourrage, la santé animale et les infrastructures d'élevage. • Rôle des systèmes de santé : promouvoir des recommandations nutritionnelles favorisant une consommation équilibrée de produits d'origine animale, et surveiller ainsi que prendre en charge les maladies non transmissibles liées aux changements des tendances de consommation.
Pratiques axées sur les sols (labour minimal, cultures de couverture, agroforesterie)	• Renforcer la séquestration du carbone des sols et la résilience face à l'érosion et au stress hydrique. • Améliorer durablement la fertilité et la productivité des sols à long terme. • Favoriser la diversification des systèmes de production (par exemple, via l'agroforesterie avec des fruits et fruits à coque), contribuant ainsi à une plus grande diversité alimentaire.	• Réduction des rendements au cours des premières années à mesure de l'adaptation des sols, ce qui peut réduire la disponibilité alimentaire et les revenus agricoles pendant cette phase de transition. • Les besoins accrus en main-d'œuvre au démarrage peuvent limiter le temps disponible pour des activités génératrices de revenus hors exploitation ou pour les responsabilités familiales, affectant le bien-être des ménages.	• Mettre en place des mécanismes de soutien transitoires — paiements temporaires, crédits concessionnels et produits d'assurance adaptés à la variabilité des rendements — afin d'accompagner les producteurs durant les premières années. • Mettre en place des services de location de matériel adaptés et proposer des formations sur la gestion des calendriers culturaux et des résidus, afin de réduire les besoins en main-d'œuvre. • S'assurer que les programmes de protection sociale maintiennent l'accès des ménages à une alimentation suffisante pendant la période de transition (rôle des systèmes de santé).
Pâturages holistiques ou agriculture régénératrice	• Augmenter les stocks de carbone des sols grâce à une amélioration de la gestion des pâturages. • Renforcer la résilience face à la sécheresse et maintenir la qualité du fourrage dans un contexte de stress climatique. • Peut améliorer la santé et la productivité du bétail.	• Le maintien des taux de stockage tout en améliorant la qualité des pâturages peut favoriser l'expansion vers de nouvelles terres ou déplacer les pressions environnementales vers d'autres zones. • Peut renforcer l'expansion continue de l'élevage et réduire les incitations à la diversification vers des systèmes de production plus faibles en émissions. • Les systèmes de pâturage tournant nécessitent des infrastructures (clôtures, points d'eau) ainsi qu'une gestion active ; les coûts initiaux peuvent exclure les petits éleveurs.	• Aligner le soutien aux pâturages sur la planification de l'utilisation des terres et surveiller la conversion des terres pour prévenir les émissions dues à l'expansion. • Fournir des infrastructures subventionnées ou collectives (clôtures, points d'eau partagés, mangeoires mobiles) ainsi que des systèmes de gestion communautaire adaptés aux petits éleveurs. • Établir des limites claires des limites claires à l'expansion des troupeaux et conditionner les soutiens aux pâturages à des objectifs de diversification et de réduction des émissions.

TABLEAU A2

Synergies et compromis dans l'alimentation saine et durable

Adoption d'une alimentation saine et durable	Synergies	Compromis	Mesures de soutien à la gestion des compromis
Alimentation à base de plantes et santé	• Réduire la mortalité prématurée de 20 % (soit environ 10 millions de décès évités) grâce à la diminution des risques de maladies cardiovasculaires, de cancers et de diabète de type 2. • Réduire les émissions des systèmes alimentaires de 50 % (dans le cadre d'une alimentation semivégétarienne) à 75 % (dans le cadre d'une alimentation entièrement végétale). • Réduire le fardeau des maladies non transmissibles liées à l'alimentation qui pèse sur les systèmes de santé.	• Un changement alimentaire mal conçu peut entraîner des apports insuffisants en certains micronutriments pour des groupes démographiques spécifiques. • L'accès à des aliments diversifiés riches en nutriments demeure inégal selon les contextes. • Le changement des comportements peut être lent lorsque les prix, les environnements alimentaires et les normes sociales favorisent des régimes moins sains.	• Susciter une demande en aliments spécifiques riches en nutriments (p. ex. en augmentant la consommation de légumes à feuilles vertes) grâce à des recommandations nutritionnelles fondées sur les choix alimentaires et à l'éducation nutritionnelle. • Articuler le soutien à la transition alimentaire avec des interventions directes relevant des systèmes de santé : supplémentation en micronutriments, programmes de fortification alimentaire et distribution de vitamine A. • Intégrer des conseils en nutrition dans les soins prénatals, les services de santé infantile et les programmes de prévention des maladies non transmissibles. • Diffuser des messages de changement de comportement via les plateformes de santé communautaire. • Exploiter les normes d'approvisionnement et les plateformes de prestation des soins pour fournir ou prescrire des aliments nutritifs aux groupes prioritaires.

Faire en sorte que l'alimentation à base de plantes soit abordable et accessible	• Une hausse de la consommation de céréales complètes, de légumes, de fruits, de légumineuses et de fruits à coque favorise des systèmes de production plus durables et procure des bénéfices essentiels pour la santé des populations. • Une réduction de la consommation de sucres, de viande rouge et de viandes transformées contribue à diminuer la mortalité et la prévalence des maladies non transmissibles.	• L'accessibilité financière demeure un obstacle majeur : en 2021, 58 % de la population mondiale n'avait pas les moyens financiers d'accéder à une alimentation saine, dont la majorité (plus de 75 %) en Afrique. • Une alimentation saine et durable est 18 à 29 % plus chère que l'alimentation actuelle dans les pays à faible revenu, ce qui nécessite une planification prudente de la transition. • La réforme liée aux subventions peut susciter une résistance politique de la part des secteurs concernés.	• Limiter les pertes et gaspillages de nourriture pour réduire les coûts de production et les prix des aliments. • Promouvoir le développement socioéconomique pour augmenter le pouvoir d'achat des ménages. • Intégrer les coûts environnementaux dans la formation des prix afin de mieux refléter les impacts réels et d'ajuster les incitations économiques. • Intégrer la nutrition dans la conception des systèmes de protection sociale ; veiller à ce que les programmes d'aide alimentaire (repas scolaires, nutrition maternelle et infantile) fournissent des aliments diversifiés et riches en nutriments, et pas uniquement des denrées de base (rôle des systèmes de santé). • Appliquer des taxes sur les aliments nocifs pour la santé et les boissons sucrées afin de financer des subventions en faveur des aliments végétaux nutritifs.
Garantie de transitions alimentaires qui soutiennent l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets	• Réduire la demande en aliments d'origine animale à fortes émissions, en réalisant jusqu'à 50 % de réductions moyennes des émissions. • Renforcer la résilience en diversifiant l'alimentation et en réduisant la dépendance à l'égard de systèmes vulnérables au changement climatique, notamment ceux reposant fortement sur les produits animaux. • Les recommandations nutritionnelles nationales fondées sur le choix des aliments peuvent orienter les changements alimentaires au niveau des populations.	• Les recommandations nutritionnelles fondées sur le choix des aliments offrent un potentiel modeste de réduction des émissions (de 12 % à 13 %) lorsque les conseils liés à la viande et aux produits laitiers ne sont pas spécifiques. • Les recommandations nutritionnelles visant à accroître la quantité d'aliments d'origine animale pour bénéficier de nutriments spécifiques pourraient augmenter considérablement les émissions.	• Renforcer les recommandations nutritionnelles fondées sur le choix des aliments avec des conseils spécifiques concernant la limitation de la consommation de viande et de produits laitiers. • Mettre en œuvre des pratiques relevant de l'agriculture climato-compatible qui soutiennent la production d'aliments à base de plantes, diversifiés et riches en nutriments tout en réduisant les émissions. • Coordonner les politiques de l'environnement alimentaire (étiquetage, régulation de la commercialisation, placement des produits) et les recommandations nutritionnelles afin d'influencer efficacement les choix des consommateurs.

TABLEAU A3

Stratégies relatives aux synergies et aux compromis axées sur la réduction des pertes et gaspillages de nourriture

Réduction des pertes et gaspillages de nourriture	Synergies	Compromis	Mesures de soutien à la gestion des compromis
Améliorations dans les systèmes de stockage après récolte, de transformation et de distribution	• Réduire les pertes dues à la chaleur, à l'humidité et aux organismes nuisibles, qui s'intensifient dans un contexte de changement climatique. • Stabiliser l'approvisionnement en aliments et réduire les hausses saisonnières des prix, en améliorant l'accès à des aliments nutritifs tout au long de l'année.	• Une hausse de l'utilisation de systèmes de réfrigération énergivores peut augmenter les émissions de gaz à effet de serre, annulant potentiellement les progrès réalisés en matière de réduction des pertes et gaspillages de nourriture. • Les investissements dans les infrastructures peuvent être inaccessibles pour les petits exploitants agricoles et les petites entreprises. • Les grandes exploitations disposant d'un meilleur accès au capital peuvent en tirer davantage de bénéfices, ce qui risque d'accentuer les inégalités.	• Privilégier les technologies de stockage à faibles émissions : sacs hermétiques, amélioration des systèmes de ventilation, refroidissement à énergie solaire et silos à contrôle climatisé, plutôt qu'une réfrigération énergivore. • Fournir des infrastructures subventionnées ou collectives aux petits exploitants agricoles : réserves d'aliments subventionnées par l'État, installations de stockage partagées. • Promouvoir des technologies mobiles et évolutives qui sont adaptées aux petits producteurs.
Expansion du commerce	• Redistribuer les excès d'aliments des régions excédentaires vers les régions confrontées à des déficits de production, améliorant ainsi l'accès aux aliments lors de crises climatiques. • Diversifier les chaînes d'approvisionnement et augmenter le nombre de régions exportatrices, ce qui réduit la vulnérabilité face aux phénomènes climatiques extrêmes localisés.	• Hausse des émissions provenant du transport si une logistique basée sur des combustibles fossiles est utilisée. • Une dépendance excessive à un nombre restreint de pays fournisseurs accroît les risques en cas de chocs climatiques affectant simultanément plusieurs sources d'approvisionnement. • Peut compromettre la production d'aliments à l'échelle locale et les moyens de subsistance des agriculteurs si elle n'est pas gérée avec prudence.	• Investir dans des infrastructures de transport et des systèmes logistiques à faibles émissions. • Établir des partenariats diversifiés pour éviter une dépendance excessive à l'égard d'un petit nombre de fournisseurs. • Harmoniser les normes de sécurité et de qualité des aliments pour faciliter une distribution transfrontière efficace. • Équilibrer l'expansion du commerce avec le soutien à la production d'aliments à l'échelle locale et aux systèmes alimentaires régionaux.
Améliorations dans la chaîne d'approvisionnement en aliments	• Réduire les déchets aux étapes où les produits impliquent des émissions complètes, depuis la production jusqu'à la transformation. • Renforcer l'efficacité et réduire les coûts dans l'ensemble des systèmes alimentaires, ce qui améliore potentiellement l'accessibilité financière.	• Effets de retours économiques peuvent survenir, tels qu'une baisse des prix des denrées, ainsi que des obstacles politiques et opérationnels à la mise en œuvre.	• Mettre en œuvre des campagnes d'éducation et de sensibilisation des consommateurs, assorties d'incitations comportementales, afin d'améliorer les pratiques de stockage des ménages et de réduire le gaspillage au niveau de la consommation. • Relier la réduction des pertes et gaspillages de nourriture aux programmes d'aide alimentaire, en réaffectant les excédents via les repas scolaires, l'aide alimentaire d'urgence et les programmes de nutrition.

ANNEXE 2:

Facteurs et effets entre les systèmes dans le cadre

Ce tableau sert de guide opérationnel pour identifier des points d'action dans divers domaines. Il présente les impacts du climat, des systèmes alimentaires et des systèmes de santé sur la nutrition, tant par le biais des mécanismes du côté de l'offre (ce qui est produit, transformé et distribué) que du côté de la demande (ce à quoi les populations ont accès, ce qu'elles peuvent se permettre d'acheter et ce qu'elles choisissent de consommer). Les décideurs politiques et les praticiens peuvent utiliser ce tableau pour identifier des points d'intervention dans le cadre de leur mandat et pour reconnaître les domaines dans lesquels une coordination intersectorielle est essentielle.

Domaine	Facteurs affectant la nutrition	Effets du côté de l'offre sur la nutrition	Effets du côté de la demande sur la nutrition
Environnement and climate	• Températures. • Précipitations et tendances pluviométriques. • Phénomènes climatiques extrêmes (inondations, sécheresses, tempêtes, vagues de chaleur). • Dégradation des sols, de l'eau et de la biodiversité. • Hausse du niveau de la mer et acidification des océans.	• Perturbe la production dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche en réduisant les rendements, en augmentant les risques de mauvaises récoltes et de pertes de bétail et en modifiant les stocks halieutiques. • Augmente les pertes après récolte et les risques en termes de sécurité alimentaire sous l'effet de la chaleur et de l'humidité. • Réduit la disponibilité des aliments prélevés dans la nature. • Réduit la richesse des nutriments (protéines, fer, zinc) dans certaines cultures de base. • Détérioré les infrastructures de marché et des systèmes d'eau, d'assainissement et d'hygiène. • Perturbe les chaînes d'approvisionnement en aliments et en produits de santé et nutritionnels essentiels.	• Réduit les revenus et les emplois disponibles dans les moyens de subsistance sensibles au changement climatique, ce qui diminue les budgets alimentaires. • Augmente la saisonnalité et la volatilité dans l'accès à des aliments nutritifs en raison de hausses des prix. • Augmente les charges des maladies sensibles au changement climatique (maladies diarrhéiques, maladies vectorielles, stress thermique) et les coûts des soins associés. • Intensifie les déplacements de populations et augmente les délais et les coûts financiers de l'accès à des soins, interrompant la continuité des services de nutrition et de santé.
Systèmes alimentaires	• Systèmes de production d'aliments et utilisation d'intrants. • Tendances en matière d'utilisation des terres et diversification des cultures/de l'élevage. • Stockage, chaîne du froid, transformation et structures de vente au détail. • Environnements alimentaires, exposition au marché et étiquetage. • Commerce national et international de produits alimentaires, marchés publics et systèmes de distribution.	• Détermine la composition et la diversité de la production de denrées issues de groupes d'aliments majeurs (denrées de base, légumineuses, fruits et légumes, aliments d'origine animale, huiles et sucre). • Influence les volumes et les types d'aliments transformés sur les marchés, notamment les produits à teneur élevée en graisses, sucres et sel. • Les pertes importantes après récolte et la faiblesse des chaînes du froid réduisent la disponibilité, la stabilité et la qualité des aliments périssables riches en nutriments. • Les modalités d'approvisionnement et de distribution influencent la probabilité que des aliments diversifiés riches en nutriments parviennent à différentes régions, à différentes saisons et à différents groupes de population.	• Établit des niveaux relatifs de prix et d'accessibilité financière pour les aliments nutritifs par rapport à des options pauvres en nutriments et hypercaloriques. • Influence les environnements alimentaires locaux par la richesse, les types de points de vente, l'emplacement, l'étiquetage et la promotion de différents aliments. • Affecte l'exposition des consommateurs, notamment celle des enfants et des adolescents, à la promotion de produits à forte teneur en graisses, en sucres et en sel. • Utilise la fourniture d'aliments dans les écoles, sur le lieu de travail et dans le cadre des programmes de protection sociale pour établir des habitudes alimentaires régulières au sein des différents groupes démographiques.

Systèmes de santé	• Couverture et qualité des actions essentielles en faveur de la nutrition tout au long de la vie (soins anténatals, soins postnatals, soutien à l'allaitement, alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, santé infantile, santé des adolescents, prise en charge des maladies non transmissibles). • Disponibilité, répartition et compétences des agents de santé et des agents de santé communautaire. • État de préparation des installations : produits nutritionnels; chaînes d'approvisionnement; directives; eau, assainissement et hygiène; et contrôle des infections. • Protection financière et politiques relatives aux frais d'utilisation pour les soins de santé primaire et les services de nutrition. • Sensibilisation des communautés, processus d'orientation et liens avec la protection sociale.	• Étend la couverture des processus de suivi de la croissance, des services de conseils en nutrition, de la promotion de l'allaitement, du soutien à l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, des compléments en nutriments, de la prise en charge des cas d'émaciation et d'autres services clé en faveur de la nutrition. • Influence la disponibilité et la qualité des mesures de prévention, de dépistage et de traitement de l'obésité et des maladies non transmissibles liées à l'alimentation. • Le niveau de qualité des services de distribution d'eau, d'assainissement et d'hygiène et des processus de contrôle des infections dans les installations influence les cas de sous-nutrition liés à des infections. • Renforce ou affaiblit les capacités de première ligne en matière de services de conseils réguliers axés sur la nutrition et de suivi.	• L'obtention de soins dans le cadre de services de nutrition liés aux maladies maternelles, infantiles et non transmissibles dépend des coûts, de la distance à parcourir, des délais d'attente et de la qualité perçue. • La littérature sur la santé et la nutrition, la confiance dans les prestataires et les normes sociales influencent l'utilisation des services et le suivi des conseils. • La connaissance et l'utilisation des droits liés à la santé et des prestations de la protection sociale amortissent ou non les crises de nutrition. • Les stratégies de communication pour le changement social et comportemental influencent les pratiques alimentaires, l'alimentation des nourrissons et le recours aux soins.
-------------------	---	--	--

NOTES

Résumé

- 1 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Programme alimentaire mondial, Organisation mondiale de la Santé. L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2025 : lutter contre la forte inflation des prix des produits alimentaires pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. Rome, Italie : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2025 DOI:10.4060/cd6008fr.
- 2 Andridge C, McCarter A, D'Alimonte M, Nyaku A. Tracking aid for the WHA nutrition targets: Progress toward the global nutrition goals between 2015 to 2022. Washington, DC, États-Unis : Results for Development, 2024 <https://r4d.org/resources/tracking-aid-wha-nutrition-targets-global-spending-roadmap-better-data/> (consulté le 6 avril 2026).
- 3 Initiative on Climate Action and Nutrition (I-CAN). Advancing Synergies Across Nutrition and Climate Action: I-CAN Assessment 2025. Genève, Suisse : Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (AMAN), 2025 <https://www.gainhealth.org/sites/default/files/publications/i-can-assessment-2025.pdf> (consulté le 7 mars 2026).
- 4 Béné C. Resilience of local food systems and links to food security – A review of some important concepts in the context of COVID-19 and other shocks. *Food Security* 2020 ; **12**: 805–22.
- 5 Ericksen PJ. Conceptualizing food systems for global environmental change research. *Global Environmental Change* 2008 ; **18**: 234–45.
- 6 Caleffi S, Hawkes C, Walton S. 45 actions to orient food systems towards environmental sustainability: co-benefits and trade-offs. Londres, Royaume-Uni : Centre for Food Policy, 2023 <https://www.foodsystemsdashboard.org/resources/45-actions-to-orient-food-systems-towards-environmental-sustainability-co-benefits-and-trade-offs.pdf> (consulté le 23 août 2024).
- 7 IPES-Food & ETC Group. Un mouvement visionnaire pour une alimentation durable : comment transformer nos systèmes alimentaires d'ici 2045. Bruxelles : IPES-Food, 2021.
- 8 Moallemi EA, Miller M, Szetey K, et al. Entry points for driving systemic change toward a more sustainable future. *One Earth* 2025 ; **8**. DOI:10.1016/j.oneear.2025.101287
- 9 Shekar M, Shibata Okamura K, Vilar-Compte M, Dell'Aira C. Cadre d'investissement pour la nutrition 2024 : perspectives sur le plan du développement humain. Abrégé. Washington, DC, États-Unis : Banque mondiale, 2024 DOI:10.1596/42164.

Chapitre 1

- 1 Tirado MC, Hunnes D, Cohen MJ, Lartey A. Climate change and nutrition in Africa. *Journal of Hunger & Environmental Nutrition* 2015; **10**: 22–46.
- 2 Ruel MT, Alderman H. Nutrition-sensitive interventions and programmes: how can they help to accelerate progress in improving maternal and child nutrition? *The Lancet* 2013 ; **382** : 536–51.
- 3 Fanzo J, Carducci B, Louis-Jean J, Herrero M, Karl K, Rosenzweig C. Climate Change, Extreme Weather Events, Food Security, and Nutrition: Evolving Relationships and Critical Challenges. *Annual Review of Nutrition* 2025 ; **45** : 335–60.
- 4 Baars C, Barbir J, Paulino Pires Eustachio JH. How can climate change impact human health via food security? A bibliometric analysis. *Environments* 2023 ; **10** : 196.
- 5 Fanzo J, Miachon L. Harnessing the connectivity of climate change, food systems and diets: taking action to improve human and planetary health. *Anthropocene* 2023 ; **42** : 100381.
- 6 Owino V, Kumwenda C, Ekesa B, et al. The impact of climate change on food systems, diet quality, nutrition, and health outcomes: a narrative review. *Frontiers in Climate* 2022 ; **Volume 4-2022**. DOI:10.3389/fclim.2022.941842.
- 7 Smith MR, Myers SS. Impact of anthropogenic CO2 emissions on global human nutrition. *Nature Climate Change* 2018 ; **8** : 834–9.
- 8 Springmann M, Mason-D'Croz D, Robinson S, et al. Global and regional health effects of future food production under climate change: a modelling study. *The Lancet* 2016 ; **387** : 1937–46.
- 9 Organisation mondiale de la Santé (OMS). WASH and Climate Change Adaptation and Mitigation for Health, 2023-2030. Addenda to the WHO WASH Strategy 2018-2023 (L'eau, l'assainissement et l'hygiène [WASH] et l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets sur la santé, 2023-2030. Addendum à la Stratégie WASH 2018-2023 de l'OMS). Genève, Suisse : Organisation mondiale de la Santé, 2022 <https://www.who.int/publications/m/item/wash-and-climate-change-adaptation-and-mitigation-for-health--2023-2030> (consulté le 11 décembre 2025).
- 10 Organisation mondiale de la Santé (OMS). Stratégie de l'OMS sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène 2018-2025. Genève, Suisse : Organisation mondiale de la Santé, 2019 <https://www.who.int/fr/publications/i/item/WHO-CED-PHE-WSH-18.03> (consulté le 11 décembre 2025).

-
- 11 Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (GEHNSAN). Impacts of COVID-19 on Food Security and Nutrition: Developing Effective Policy Responses to Address the Hunger and Malnutrition Pandemic (Les impacts de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition : élaboration de réponses politiques efficaces face à la pandémie de faim et de malnutrition). Rome, Italie : Groupe d'experts de haut niveau, Comité de la sécurité alimentaire, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2020.
 - 12 Global Panel on Agriculture and Food Systems for Nutrition. Assuring Safe Food Systems: Policy Options For a Healthier Food Supply. Londres, Royaume-Uni : Global Panel on Agriculture and Food Systems for Nutrition, 2016 <https://glopan.org/sites/default/files/document-files/Food-Safety-Policy-Brief.pdf>.
 - 13 Crippa M, Solazzo E, Guizzardi D, Monforti-Ferrario F, Tubiello FN, Leip A. Food systems are responsible for a third of global anthropogenic GHG emissions. *Nature Food* 2021 ; **2** : 198–209.
 - 14 Zaharia S, Ghosh S, Shrestha R, *et al.* Sustained intake of animal-sourced foods is associated with less stunting in young children. *Nature Food* 2021 ; **2** : 246–54.
 - 15 Clark MA, Springmann M, Hill J, Tilman D. Multiple health and environmental impacts of foods. *Proceedings of the National Academy of Sciences* 2019 ; **116** : 23357–62.
 - 16 Springmann M, Wiebe K, Mason-D'Croz D, Sulser TB, Rayner M, Scarborough P. Health and nutritional aspects of sustainable diet strategies and their association with environmental impacts: a global modelling analysis with country-level detail. *The Lancet Planetary Health* 2018 ; **2** : e451–61.
 - 17 Clune S, Crossin E, Verghese K. Systematic review of greenhouse gas emissions for different fresh food categories. *Journal of Cleaner Production* 2017 ; **140** : 766–83.
 - 18 Poore J, Nemecek T. Reducing food's environmental impacts through producers and consumers. *Science* 2018 ; **360** : 987–92.
 - 19 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Améliorer les systèmes alimentaires en faveur de la nutrition et de la santé. Rome, Italie : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2016 <https://openknowledge.fao.org/items/52e87e02-7436-439e-8e20-23a8c223e4c8>.
 - 20 Caron P, Ferrero y de Loma-Osorio G, Nabarro D, *et al.* Food systems for sustainable development: proposals for a profound four-part transformation. *Agronomy for Sustainable Development* 2018 ; **38** : 41.
 - 21 Organisation météorologique mondiale (OMM). State of the Climate Update for COP30 (Point sur l'état du climat pour la COP30). Genève, Suisse : Organisation météorologique mondiale (OMM), 2025. <https://wmo.int/publication-series/state-of-climate-update-cop30>.
 - 22 Rockström J, Thilsted SH, Willett WC, *et al.* The EAT–Lancet Commission on healthy, sustainable, and just food systems. *The Lancet* 2025 ; **406** : 1625–700.
 - 23 Nations unies. Sommet des nations unies sur les systèmes alimentaires. New York, 2021. <https://docs.wfp.org/api/documents/48fdf4ecae6d44a68f36f4c23a56c32d/download/>.
 - 24 Nutrition pour la croissance (N4G). Summary of recommendations of commitments by N4G Theme (Résumé des recommandations d'engagements par thème N4G). Nutrition pour la croissance. 2025. <https://nutritionforgrowth.org/2025-summary-of-recommendations-of-commitments-by-n4g-theme/> (consulté le 21 février 2026).
 - 25 Campbell BM, Hansen J, Rioux J, Stirling CM, Twomlow S, (Lini) Wollenberg E. Urgent action to combat climate change and its impacts (SDG 13): transforming agriculture and food systems. *Current Opinion in Environmental Sustainability* 2018 ; **34** : 13–20.
 - 26 Fanzo J, Carducci B, Puma M. What do we know about the future of measuring food systems? Dans : Weibe K, Gotor E, éd. What Do We Know About the Future of Food Systems? Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, 2025 : 210–5.
 - 27 Fanzo J, Haddad L, Schneider KR, *et al.* Viewpoint: rigorous monitoring is necessary to guide food system transformation in the countdown to the 2030 global goals. *Food Policy* 2021 ; **104** : 102163.
 - 28 Osendarp S, Ruel M, Udomkesmalee E, Tessema M, Haddad L. The full lethal impact of massive cuts to international food aid. *Nature* 2025 ; **640** : 35–7.
 - 29 Andridge C, McCarter A, D'Alimonte M, Nyaku A. Tracking aid for the WHA nutrition targets: Progress toward the global nutrition goals between 2015 to 2022. Washington, DC, États-Unis : Results for Development, 2024. <https://r4d.org/resources/tracking-aid-wha-nutrition-targets-global-spending-roadmap-better-data/> (consulté le 6 avril 2026).
 - 30 Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). The Impact of Climate Change on Maternal and Child Nutrition. A global evidence review (L'impact du changement climatique sur la nutrition maternelle et infantile. Examen des éléments factuels mondiaux). New York, NY : UNICEF, 2025. <https://knowledge.unicef.org/child-nutrition-and-development/resource/impact-climate-change-maternal-and-child-nutrition-global-evidence-review> (consulté le 20 novembre 2025).
 - 31 Macdiarmid JI, Whybrow S. Nutrition from a climate change perspective. *Proceedings of the Nutrition Society* 2019 ; **78** : 380–7.

-
- 32 Caleffi S, Hawkes C, Walton S. 45 actions to orient food systems towards environmental sustainability: co-benefits and trade-offs. Londres, Royaume-Uni : Centre for Food Policy, 2023. <https://www.foodsystemsdashboard.org/resources/45-actions-to-orient-food-systems-towards-environmental-sustainability-co-benefits-and-trade-offs.pdf> (consulté le 23 août 2024).
 - 33 IPES-Food & ETC Group. Transforming Food Systems by 2045. A Long Food Movement. Bruxelles : IPES-Food, 2021.
 - 34 Moallemi EA, Miller M, Szetey K, *et al.* Entry points for driving systemic change toward a more sustainable future. *One Earth* 2025 ; **8**. DOI:10.1016/j.oneear.2025.101287.
 - 35 Antle JM, Valdivia RO. Trade-off analysis of agri-food systems for sustainable research and development. *Q Open* 2021 ; **1** : qoaa 005.

Chapitre 2

- 1 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Fonds *international* de développement agricole, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Programme alimentaire mondial, Organisation mondiale de la Santé. L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde : des financements pour éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition. Rome, Italie : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2024. DOI:10.4060/cd1254en.
- 2 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Programme alimentaire mondial, Standing Together for Nutrition, Micronutrient Forum. Nutrition Resilience During Crises: Building on the lessons of the polycrisis to safeguard nutrition during future Crises (La résilience nutritionnelle en temps de crise : tirer des enseignements des polycrises pour protéger la nutrition lors de crises futures). Washington, DC : Micronutrient Forum, 2024. https://micronutrientforum.org/wp-content/uploads/2024/08/ST4N-GRR-brief_FINAL_22Aug2024.pdf (consulté le 23 octobre 2025).
- 3 Food Security Information Network, Global Network Against Food Crises. 2024 Global Report on Food Crisis: Joint Analysis for Better Decisions. Rome, Italie, 2024. <https://www.fsinplatform.org/grfc2024>.
- 4 Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (GEHNSAN). Bâtir des systèmes alimentaires résilients. Rome, Italie : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2025. https://sfcs.fao.org/media-cnt/docs/devhlpelibraries/report-20/hlpe-20_report_fr.pdf.
- 5 Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR). The Sendai Framework Terminology on Disaster Risk Reduction (Terminologie du cadre de Sendai sur la réduction des risques de catastrophe). 'Resilience'. 2017. <https://www.undrr.org/terminology/resilience> (consulté le 24 février 2026).
- 6 Devereux S, Béné C, Hoddinott J. Conceptualising COVID-19's impacts on household food security. *Food Security* 2020 ; **12** : 769–72.
- 7 Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (GEHNSAN). Impacts of COVID-19 on Food Security and Nutrition: Developing Effective Policy Responses to Address the Hunger and Malnutrition Pandemic (Les impacts de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition : élaboration de réponses politiques efficaces face à la pandémie de faim et de nutrition). Rome, Italie : Groupe d'experts de haut niveau, Comité de la sécurité alimentaire, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2020.
- 8 Clapp J, Moseley WG. This food crisis is different: COVID-19 and the fragility of the neoliberal food security order. *The Journal of Peasant Studies* 2020 ; **47** : 1393–417.
- 9 Klassen S, Murphy S. Equity as both a means and an end: Lessons for resilient food systems from COVID-19. *World Development* 2020 ; **136** : 105104.
- 10 Barrett CB. Actions now can curb food systems fallout from COVID-19. *Nature Food* 2020 ; **1** : 319–20.
- 11 Onyango EO, Crush J, Owuor S. Preparing for COVID-19: household food insecurity and vulnerability to shocks in Nairobi, Kenya. *PLOS ONE* 2021 ; **16** : e0259139.
- 12 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'enfance, Programme alimentaire mondial, Organisation mondiale de la Santé. L'état de la sécurité alimentaire dans le monde 2025 : lutte contre la forte inflation des prix des produits alimentaires pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. Rome, Italie : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2025. DOI:10.4060/cd6008fr.
- 13 Banque mondiale. Selon la Banque mondiale, les remises migratoires devraient connaître un repli sans précédent dans l'histoire récent. Banque mondiale. 2020; publié en ligne le 22 avril. <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2020/04/22/world-bank-predicts-sharpest-decline-of-remittances-in-recent-history> (consulté le 21 février 2026).
- 14 Banque mondiale. Rapport sur le développement dans le monde 2022 : la finance au service d'une reprise équitable. Washington, DC : Banque mondiale, 2022. <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/6783b74f-bbbf-54f2-a2f7-dd7adc2848f1/content>.
- 15 Bwalya R, Chama-Chiliba CM. COVID-19 lockdown and implications for household food security in Zambia: quality of diet or economic vulnerability? *Economies* 2025 ; **13** : 200.

-
- 16 Kennedy E, Peters P. Household food security and child nutrition: the interaction of income and gender of household head. *World Development* 1992 ; **20** : 1077–85.
 - 17 De Waal A. Armed conflict and the challenge of hunger: Is an end in sight? In: 2015 Global Hunger Index: Armed conflict and the challenge of hunger. Bonn, Allemagne; Washington, DC; Dublin, Irlande : Welthungerhilfe; Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI); Concern Worldwide, 2015: 22–9.
 - 18 Gavin Jones. Hunger crisis deepens in global hotspots as famine risk rises, UN warns. Reuters. 2025 ; publié en ligne le 16 juin. <https://www.reuters.com/business/healthcare-pharmaceuticals/hunger-crisis-deepens-global-hotspots-famine-risk-rises-un-warns-2025-06-16/>.
 - 19 Reuters. Record 28 million people face acute hunger in conflict-ravaged Congo. 2025. <https://www.reuters.com/world/africa/record-28-million-people-face-acute-hunger-conflict-ravaged-congo-2025-03-27/?utm.com> (consulté le 6 avril 2026).
 - 20 Osendarp S, Verburg G, Bhutta ZA, et al. Act now before Ukraine war plunges millions into malnutrition. *Nature* 2022 ; **604** : 620–4.
 - 21 Angel M, Veyet T. How does the Iran war affect fertiliser supplies, prices and food security? 2026. <https://www.reuters.com/business/energy/how-does-iran-war-affect-fertiliser-supplies-prices-food-security-2026-03-17/?utm> (consulté le 6 avril 2026).
 - 22 ANI News. WFP warns Middle East war could drive global hunger to record levels. ANI News. 2025 ; publié en ligne le 18 mars. <https://www.aninews.in/news/world/europe/wfp-warns-middle-east-war-could-drive-global-hunger-to-record-levels20260318090537/> (consulté le 6 avril 2026).
 - 23 Santhosh C, Rigby J, Rigby J. Gaza facing man-made 'mass starvation', says WHO's Tedros. Reuters. 2025; publié en ligne le 24 juillet. <https://www.reuters.com/business/healthcare-pharmaceuticals/gaza-facing-man-made-mass-starvation-says-whos-tedros-2025-07-23/> (consulté le 24 février 2026).
 - 24 Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC). IPC ALERT : Worst-case scenario of Famine unfolding in the Gaza Strip. Rome, Italie, 2025. https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_GazaStrip_Alert_July2025.pdf?utm.
 - 25 Organisation météorologique mondiale (OMM). State of the Climate Update for COP30 (Point sur l'état du climat pour la COP30). Genève, Suisse : Organisation météorologique mondiale (OMM), 2025. <https://wmo.int/publication-series/state-of-climate-update-cop30>.
 - 26 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Changement climatique et terres émergées : rapport spécial du GIEC sur le changement climatique, la désertification, la dégradation des sols, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire et les flux de gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres, 1^{re} éd. Cambridge University Press, 2022 DOI:10.1017/9781009157988.
 - 27 Medek DE, Myers SS. Estimated effects of future atmospheric CO2 concentrations on protein intake and the risk of protein deficiency by country and region. *Environ Health Perspect* 2017 ; **125** : 087002.
 - 28 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Nutrition-Sensitive Agriculture in Ethiopia: Country Case Study (L'agriculture contribuant à la nutrition en Éthiopie : étude de pays de pays). Rome, Italie, 2021.
 - 29 Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Ethiopia Country Programme Overview (Aperçu du programme national de l'Éthiopie). New York, NY, 2023. <https://www.unicef.org/ethiopia/reports/country-programme-overview>. (consulté le 4 avril 2026).
 - 30 Banque mondiale. Project Information Document (Appraisal Stage): Productive Safety Net Program Phase Four (PSNP 4) (Document d'information de projet [étape d'évaluation] : quatrième phase du Programme de filet de sécurité productif [PSNP 4]). Washington, DC : Banque mondiale, 2014. <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/777941468180270058/ethiopia-productive-safety-net-project-4>.
 - 31 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). The Agricultural Growth Project (AGP) (Le Projet de croissance agricole [AGP]). 2020. <https://www.fao.org/in-action/epic/resources/ex-act-case-studies/ethiopia/fr/> (consulté le 14 avril 2026).
 - 32 Maru Y, Chitekwe S, Mesfin F, et al. Multisectoral approach to nutrition in Ethiopia assessed through the lens of the collective impact framework: a qualitative study. *Maternal & Child Nutrition* 2025 ; **s.o.** : e70091.
 - 33 Global Center on Adaptation (GCA). Food Security Resilience Project in Ethiopia. 2023. <https://gca.org/gca-project/wbg-food-security-resilience-project-in-ethiopia/> (consulté le 21 février 2026).
 - 34 Zerfu T. Heavy on plans, light on delivery: the structural failures of Ethiopia's nutrition policies. *Maternal & Child Nutrition* 2025 ; **21** : e70073.
 - 35 Banque mondiale. Thailand Now an Upper Middle Economy (La Thaïlande est désormais une économie à revenu intermédiaire de la tranche supérieure). Banque mondiale. 2011; publié en ligne le 2 août. <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2011/08/02/thailand-now-upper-middle-income-economy> (consulté le 21 février 2026).
 - 36 Robinson D, Teja RS, Byeon Y, Tseng WS. Thailand: Adjusting to Success: Current Policy Issues (Thaïlande : l'adaptation pour la réussite : questions politiques actuelles). Washington, DC, États-Unis : Fonds monétaire international, 1991. DOI:10.5089/9781557752215.084.

- 37 Concern Worldwide & Welthungerhilfe. Global Hunger Index: Thailand. Global Hunger Index. 2025. <https://www.globalhungerindex.org/thailand.html> (consulté le 15 avril 2026).
- 38 Gillespie S, Tontisirin K, Zselezky L. Local to national: Thailand's integrated nutrition program. In: *Nourishing Millions: Stories of Change in Nutrition*. Washington, DC, États-Unis : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), 2016 : 91–8.
- 39 Kowitt SD, Emmerling D, Fisher EB, Tanasugarn C. Community health workers as agents of health promotion: analyzing Thailand's village health volunteer program. *Journal of Community Health* 2015 ; **40** : 780–8.
- 40 Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) Thailand. 1 in 10 children in Thailand live in severe child food poverty – UNICEF (Thaïlande). 1 enfant sur 10 en Thaïlande vit dans une pauvreté alimentaire infantile grave – UNICEF). 2024 ; publié en ligne le 6 juin. <https://www.unicef.org/thailand/press-releases/1-10-children-thailand-live-severe-child-food-poverty-unicef> (consulté le 3 octobre 2025).
- 41 Organisation mondiale de la Santé (OMS). Thailand's Leadership in the Fight Against Obesity: Changing the System for Healthier Lives (Le leadership de la Thaïlande dans la lutte contre l'obésité : changer le système pour des vies plus saines). Reportages de l'OMS. 2025; publié en ligne le 7 mars. <https://www.who.int/thailand/news/feature-stories/detail/thailand-s-leadership-in-the-fight-against-obesity> (consulté le 21 février 2026).
- 42 Pechdin W, Bunditsukulchai P. Characteristics of individuals at risk of malnutrition in Thailand: an investigation focusing on income insecurity. *Frontiers in Sustainable Food Systems* 2024 ; **Volume 7-2023**. DOI:10.3389/fsufs.2023.1256119.
- 43 Phulkard S, Thongcharoenchupong N, Chamratrithong A, et al. Socio-demographic and geographic disparities of population-level food insecurity during the COVID-19 pandemic in Thailand. *Frontiers in Public Health* 2023 ; **Volume 10-2022**. DOI:10.3389/fpubh.2022.1071814.
- 44 Banque mondiale. Impact of COVID-19 on Thailand's Households (L'impact de la COVID-19 sur les ménages en Thaïlande). Banque mondiale. 2021. <https://www.worldbank.org/en/country/thailand/publication/monitoring-the-impact-of-covid-19-in-thailand> (consulté le 21 février 2026).
- 45 Agroberichten Buitenland. Update on COVID-19 impact in Thailand. Agroberichten Buitenland. 2020 ; publié en ligne le 28 avril. <https://www.agroberichtenbuitenland.nl/actueel/nieuws/2020/04/28/update-on-covid-19-impact-in-thailand> (consulté le 21 février 2026).
- 46 Chatinakrob T. Happiness-sharing pantries and the 'easing of hunger for the needy' in Thailand. In: *COVID-19 in Southeast Asia: Insights for a Post-pandemic World*. Londres, Royaume-Uni : LSE Press, 2022. DOI:10.31389/lsepress.cov.v.
- 47 Narkvichien M. Thailand's 1 million village health volunteers – “unsung heroes” – are helping guard communities nationwide from COVID-19 (1 million d'agents sanitaires bénévoles de village en Thaïlande – «les héros méconnus» – aident à protéger les communautés à l'échelle nationale contre la COVID-19). OMS. 2020; publié en ligne le 28 août. <https://www.who.int/thailand/news/feature-stories/detail/thailands-1-million-village-health-volunteers-unsung-heroes-are-helping-guard-communities-nationwide-from-covid-19> (consulté le 21 février 2026).
- 48 Département du changement climatique et de l'environnement. Thailand's National Adaptation Plan (NAP) 2024 (Le Plan national d'adaptation [PNA] 2024 de la Thaïlande). Bangkok, Thaïlande : *Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques*, 2024 https://unfccc.int/sites/default/files/resource/NAP_THAILAND_2024.pdf.

Chapitre 3

- 1 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Guide de référence de l'agriculture intelligente face au climat. 2013 <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/b21f2087-f398-4718-8461-b92afc82e617/content>.
- 2 Taylor M. Climate-smart agriculture: what is it good for? *The Journal of Peasant Studies* 2018 ; **45** : 89–107.
- 3 Pieralli S, Arsov S, Elleby C, Pérez Domínguez I, Farkas B. The potential for yield improvements in developing countries to reduce their exposure to extreme weather shocks in exporting countries. *Journal of Agricultural Economics* 2025 ; **76** : 268–81.
- 4 Zabel F, Müller C, Elliott J, et al. Large potential for crop production adaptation depends on available future varieties. *Global Change Biology* 2021 ; **27** : 3870–82.
- 5 Jensen N, Barrett C. Agricultural index insurance for development. *Applied Economic Perspectives and Policy* 2017 ; **39** : 1990219.
- 6 Kay S, Rega C, Moreno G, et al. Agroforestry creates carbon sinks whilst enhancing the environment in agricultural landscapes in Europe. *Land Use Policy* 2019 ; **83** : 581–93.
- 7 Jensen ES, Carlsson G, Hauggaard-Nielsen H. Intercropping of grain legumes and cereals improves the use of soil N resources and reduces the requirement for synthetic fertilizer N: a global-scale analysis. *Agronomy for Sustainable Development* 2020 ; **40** : 5.
- 8 Menegat S, Ledo A, Tirado R. Greenhouse gas emissions from global production and use of nitrogen synthetic fertilisers in agriculture. *Scientific Reports* 2022 ; **12** : 14490.
- 9 Suh S, Johnson JA, Tambjerg L, et al. Closing yield gap is crucial to avoid potential surge in global carbon emissions. *Global Environmental Change* 2020 ; **63** : 102100.

-
- 10 Mottet A, de Haan C, Falcucci A, Tempio G, Opio C, Gerber P. Livestock : On our plates or eating at our table? A new analysis of the feed/food debate. *Global Food Security* 2017; **14** : 1–8.
 - 11 Baveye PC, Otten W, Kravchenko A, *et al.* Emergent properties of microbial activity in heterogeneous soil microenvironments: different research approaches are slowly converging, yet major challenges remain. *Frontiers in Microbiology* 2018 ; **Volume 9-2018**. <https://www.frontiersin.org/journals/microbiology/articles/10.3389/fmicb.2018.01929>.
 - 12 Poulton P, Johnston J, Macdonald A, White R, Powlson D. Major limitations to achieving “4 per 1000” increases in soil organic carbon stock in temperate regions: evidence from long-term experiments at Rothamsted Research, United Kingdom. *Global Change Biology* 2018 ; **24** : 2563–84.
 - 13 Santos RS, Hamilton EK, Stanley PL, Paustian K, Cotrufo MF, Zhang Y. Simulating adaptive grazing management on soil organic carbon in the Southeast U.S.A. using MEMS 2. *Journal of Environmental Management* 2024 ; **365** : 121657.
 - 14 Smith P. Soil carbon sequestration and biochar as negative emission technologies. *Global Change Biology* 2016 ; **22** : 1315–24.
 - 15 Raza A, Razzaq A, Mehmood SS, *et al.* Impact of climate change on crops adaptation and strategies to tackle its outcome: a review. *Plants* 2019 ; **8** : 34.
 - 16 Gori Maia A, Burney JA, Morales Martínez JD, Cesano D. Improving production and quality of life for smallholder farmers through a climate resilience program: an experience in the Brazilian Sertão. *PLOS ONE* 2021 ; **16** : e0251531.
 - 17 Mishra AK, Pede VO, Arouna A, *et al.* Helping feed the world with rice innovations: CGIAR research adoption and socioeconomic impact on farmers. *Global Food Security* 2022 ; **33** : 100628.
 - 18 Springmann M, Freund F. Options for reforming agricultural subsidies from health, climate, and economic perspectives. *Nature Communications* 2022 ; **13** : 82.
 - 19 Gautam M, Laborde Debucquet D, Mamun A, Martin W, Piñeiro V, Vos R. Repurposing agricultural policies and support: options to transform agriculture and food systems to better serve the health of people, economies, and the planet. Washington, DC, Etats-Unis : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, 2022.
 - 20 Li C, Pradhan P, Wu X, *et al.* Livestock sector can threaten planetary boundaries without regionally differentiated strategies. *Journal of Environmental Management* 2024 ; **370** : 122444.
 - 21 Leip A, Caldeira C, Corrado S, *et al.* Halving nitrogen waste in the European Union food systems requires both dietary shifts and farm level actions. *Global Food Security* 2022 ; **35** : 100648.
 - 22 Ahmad S, Moorthy MV, Lee I-M, *et al.* Mediterranean diet adherence and risk of all-cause mortality in women. *JAMA Network Open* 2024 ; **7** : e2414322–e2414322.
 - 23 English LK, Ard JD, Bailey RL, *et al.* Evaluation of dietary patterns and all-cause mortality: a systematic review. *JAMA Network Open* 2021 ; **4** : e2122277–e2122277.
 - 24 Schwingshackl L, Bogensberger B, Hoffmann G. Diet quality as assessed by the healthy eating index, alternate healthy eating index, dietary approaches to stop hypertension score, and health outcomes: an updated systematic review and meta-analysis of cohort studies. *Journal of the Academy of Nutrition and Dietetics* 2018 ; **118** : 74-100.e11.
 - 25 Willett W, Rockström J, Loken B, *et al.* Food in the Anthropocene: the EAT–Lancet Commission on healthy diets from sustainable food systems. *The Lancet* 2019 ; **393** : 447–92.
 - 26 Springmann M, Spajic L, Clark MA, *et al.* The healthiness and sustainability of national and global food based dietary guidelines: modelling study. *BMJ* 2020 ; **370** : m2322.
 - 27 Springmann M, Mason-D’Croz D, Robinson S, *et al.* Health-motivated taxes on red and processed meat: a modelling study on optimal tax levels and associated health impacts. *PLOS ONE* 2018 ; **13** : e0204139.
 - 28 Beach RH, Sulser TB, Crimmins A, *et al.* Combining the effects of increased atmospheric carbon dioxide on protein, iron, and zinc availability and projected climate change on global diets: a modelling study. *Lancet Planet Health* 2019 ; **3** : e307–17.
 - 29 Smith MR, Myers SS. Impact of anthropogenic CO2 emissions on global human nutrition. *Nature Climate Change* 2018 ; **8** : 834–9.
 - 30 Aleksandrowicz L, Green R, Joy EJM, Smith P, Haines A. The impacts of dietary change on greenhouse gas emissions, land use, water use, and health: a systematic review. *PLOS ONE* 2016 ; **11** : e0165797.
 - 31 Springmann M, Clark M, Mason-D’Croz D, *et al.* Options for keeping the food system within environmental limits. *Nature* 2018 ; **562** : 519–25.
 - 32 Springmann M. Eating a nutritionally adequate diet is possible without wrecking long-term health, the planet, or the pocket. *The Lancet Planetary Health* 2023 ; **7** : e544.
 - 33 Springmann M, Auclair, Olivia, Bajaj S, *et al.* Many diets for many people: planetary health diets and their health and environmental impacts at global, regional, national, and demographic levels. 2025. DOI:10.21203/rs.3.rs-6474232/v1.
 - 34 Bhutta ZA, Das JK, Rizvi A, *et al.* Evidence-based interventions for improvement of maternal and child nutrition: what can be done and at what cost? *Lancet* 2013 ; **382** : 452–77.

- 35 Keats EC, Das JK, Salam RA, *et al.* Effective interventions to address maternal and child malnutrition: an update of the evidence. *The Lancet Child & Adolescent Health* 2021 ; **5** : 367–84.
- 36 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2023. Rome, Italie : FAO, 2023. DOI:10.4060/cc7724fr.
- 37 Springmann M, Clark MA, Rayner M, Scarborough P, Webb P. The global and regional costs of healthy and sustainable dietary patterns: a modelling study. *The Lancet Planetary Health* 2021 ; **5** : e797–807.
- 38 Rockström J, Thilsted SH, Willett WC, *et al.* The EAT–Lancet Commission on healthy, sustainable, and just food systems. 2025.
- 39 Mausch K, Hall A, Hambloch C, *et al.* Embracing uncertainty: foundations of a learning system for food systems transformation. *Food Sec* 2025 ; publié en ligne (à paraître). <https://eartharxiv.org/repository/view/7297/> (consulté le 10 juillet 2024).
- 40 Ruel MT, Alderman H. Nutrition-sensitive interventions and programmes: how can they help to accelerate progress in improving maternal and child nutrition? *The Lancet* 2013 ; **382** : 536–51.
- 41 Mozaffarian D, Afshin A, Benowitz NL, *et al.* Population approaches to improve diet, physical activity, and smoking habits: a scientific statement from the American Heart Association. *Circulation* 2012 ; **126** : 1514–63.
- 42 Leme ACB, Hou S, Fisberg RM, Fisberg M, Haines J. Adherence to food-based dietary guidelines: a systemic review of high-income and low- and middle-income countries. *Nutrients* 2021 ; **13** : 1038.
- 43 Ikonen I, Sotgiu F, Aydinli A, Verlegh PWJ. Consumer effects of front-of-package nutrition labeling: an interdisciplinary meta-analysis. *Journal of the Academy of Marketing Science* 2020 ; **48** : 360–83.
- 44 Andreyeva T, Marple K, Marinello S, Moore TE, Powell LM. Outcomes following taxation of sugar-sweetened beverages: a systematic review and meta-analysis. *JAMA Network Open* 2022 ; **5** : e2215276–e2215276.
- 45 Jensen JD, Smed S, Aarup L, Nielsen E. Effects of the Danish saturated fat tax on the demand for meat and dairy products. *Public Health Nutrition* 2016 ; **19** : 3085–94.
- 46 Thow AM, Downs S, Jan S. A systematic review of the effectiveness of food taxes and subsidies to improve diets: understanding the recent evidence. *Nutrition Reviews* 2014 ; **72** : 551–65.
- 47 Afshin A, Peñalvo JL, Del Gobbo L, *et al.* The prospective impact of food pricing on improving dietary consumption: a systematic review and meta-analysis. *PLOS One* 2017 ; **12** : e0172277.
- 48 Micha R, Karageorgou D, Bakogianni I, *et al.* Effectiveness of school food environment policies on children's dietary behaviors: A systematic review and meta-analysis. *PLOS ONE* 2018 ; **13** : e0194555.
- 49 Chakrabarti S, Scott SP, Alderman H, Menon P, Gilligan DO. Intergenerational nutrition benefits of India's national school feeding program. *Nature Communications* 2021 ; **12** : 4248.
- 50 Fanzo J, Rudie C, Sigman I, *et al.* Sustainable food systems and nutrition in the 21st century: a report from the 22nd annual Harvard Nutrition Obesity Symposium. *The American Journal of Clinical Nutrition* 2022 ; **115** : 18–33.
- 51 Spang ES, Moreno LC, Pace SA, *et al.* Food loss and waste: measurement, drivers, and solutions. *Annual Review of Environment and Resources*. 2019 ; **44** : 117–56.
- 52 Friedman-Heiman A, Miller SA. The impact of refrigeration on food losses and associated greenhouse gas emissions throughout the supply chain. *Environmental research letters* 2024 ; **19** : 064038.
- 53 Beyer RM, Hua F, Martin PA, Manica A, Rademacher T. Relocating croplands could drastically reduce the environmental impacts of global food production. *Communications Earth & Environment* 2022 ; **3** : 49.
- 54 Guerrero S, Henderson B, Hugo V, Janssens C, Havlík P, Palazzo A. The impacts of agricultural trade and support policy reform on climate change adaptation and environmental performance (Les impacts du commerce de produits agricoles et de la réforme politiques en termes d'appui sur l'adaptation aux effets du changement climatique et la performance environnementale). Paris, France : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 2022 https://www.oecd.org/en/publications/2022/06/the-impacts-of-agricultural-trade-and-support-policy-reform-on-climate-change-adaptation-and-environmental-performance_562aaec1.html (consulté le 16 septembre 2025).
- 55 von Lampe M, Willenbockel D, Ahammad H, *et al.* Why do global long-term scenarios for agriculture differ? An overview of the AgMIP Global Economic Model Intercomparison. *Agricultural Economics* 2014 ; **45** : 3–20.
- 56 Kuiper M, Cui HD. Using food loss reduction to reach food security and environmental objectives – A search for promising leverage points. *Food Policy* 2021 ; **98** : 101915.
- 57 Silvestrini MM, Smith NW, Sarti FM. Evolution of global food trade network and its effects on population nutritional status. *Current Research in Food Science* 2023 ; **6** : 100517.
- 58 Kumm M, Kinnunen P, Lehtikoinen E, *et al.* Interplay of trade and food system resilience: gains on supply diversity over time at the cost of trade independency. *Global Food Security* 2020 ; **24** : 100360.
- 59 Nenert C, González D, Giner C, Gay S, Elasri A. The potential effects of reducing food loss and waste: Impacts on the triple challenge and cost-benefits analysis (Les effets potentiels de la réduction des pertes et gaspillages de nourriture). Paris, France : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 2025 DOI:10.1787/bd2aedc6-en.

-
- 60 Getaneh Y, Nigusse Y, Abera W. Ethiopia In: How to Reduce Agrifood Systems' Future Hidden Costs? A Multi-country Case Study – State of Food and Agriculture (SOFA) (Éthiopie : comment réduire les futurs coûts cachés des systèmes agroalimentaires? Une étude de cas multipays – la situation de l'alimentation et de l'agriculture [SDAA]). Rome, Italie : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2024.
 - 61 Office des publications de l'Union européenne. Assessing the economic, social and environmental impacts of food waste reduction targets – A model-based analysis (Évaluer les impacts économiques, sociaux et environnementaux des cibles de réduction des déchets alimentaires – analyse basée sur un modèle). Office des publications de l'Union européenne, 2023. DOI:10.2760/77251.
 - 62 Brander M, Bernauer T, Huss M. Improved on-farm storage reduces seasonal food insecurity of smallholder farmer households: evidence from a randomized control trial in Tanzania. *Food Policy* 2021 ; **98** : 101891.
 - 63 De Groote H, Kimenju SC, Likhayo P, Kanampiu F, Tefera T, Hellin J. Effectiveness of hermetic systems in controlling maize storage pests in Kenya. *Journal of Stored Products Research* 2013 ; **53** : 27–36.
 - 64 Banque mondiale, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Programme alimentaire mondial. Strengthening Strategic Grain Reserves to Enhance Food Security (Renforcer les réserves stratégiques de céréales pour améliorer la sécurité alimentaire). Washington, DC, États-Unis : Banque mondiale, 2025. DOI:10.1596/43131.
 - 65 Gummert M, Nguyen-Van-Hung, Cabardo C, et al. Assessment of post-harvest losses and carbon footprint in intensive lowland rice production in Myanmar. *Scientific Reports* 2020 ; **10** : 19797.
 - 66 Penalver JG, Armijos A, Soret B, Aldaya MM. Food banks against climate change, a solution that works: a case study in Navarra, Spain. *Foods* 2022 ; **11** : 3645.
 - 67 Seyam A, Mathew SS, Du B, Barachi ME, Shen J. A stacking ensemble model for food demand forecasting: A preventative approach to food waste reduction. *Cleaner Logistics and Supply Chain* 2025 ; **15** : 100225.
 - 68 Tsalis G, Jensen BB, Wakeman SW, Aschemann-Witzel J. Promoting food for the trash bin? A review of the literature on retail price promotions and household-level food waste. *Sustainability* 2021 ; **13** : 4018.
 - 69 Jobson D, Karunasena GG, Nabi N, Pearson D, Dunstan E. A systematic review of pre-post studies testing behaviour change interventions to reduce consumer food waste in the household. *Sustainability* 2024 ; **16** : 1963.
 - 70 Liechti C, Mack G, Ammann J. A systematic literature review of impactful food waste interventions at the consumer level. *Sustainable Production and Consumption* 2024 ; **52** : 552–65.
 - 71 Broeze J, Guo X, Axmann H. Trade-off analyses of food loss and waste reduction and greenhouse gas emissions in food supply chains. *Sustainability* 2023 ; **15** : 8531.
 - 72 Nicastro R, Carillo P. Food loss and waste prevention strategies from farm to fork. *Sustainability* 2021 ; **13** : 5443.
 - 73 Groupe de travail sur secteur privé du N4G, Access to Nutrition initiative, Global Alliance for Improved Nutrition, Forum de Paris sur la paix. Déclaration de Paris sur les entreprises et la nutrition 2030. 2025. <https://parisnutrition2030.org/> (consulté le 6 avril 2026).
 - 74 World Benchmarking Alliance. Food and Agriculture Benchmark. 2026. <https://www.worldbenchmarkingalliance.org/benchmark/food-and-agriculture-benchmark> (consulté le 14 avril 2026).
 - 75 Groupe d'experts indépendants sur la nutrition. Nutrition at the Heart of a Functioning Global Order: Solutions at Hand to Combat Malnutrition (La nutrition au cœur d'un ordre mondial fonctionnel : les solutions disponibles pour combattre la malnutrition). Paris, France : Forum de Paris sur la paix, 2024. <https://parispeaceforum.org/app/uploads/2024/08/independent-expert-group-on-nutrition-1.pdf>

Chapitre 4

- 1 Hawkes S, Sy EA, Barker G, et al. Achieving gender justice for global health equity: the Lancet Commission on gender and global health. *Lancet* 2025 ; **405** : 1373–438.
- 2 Bryan E, Alvi M, Huyer S, Ringler C. Addressing gender inequalities and strengthening women's agency to create more climate-resilient and sustainable food systems. *Global Food Security* 2024 ; **40** : 100731.
- 3 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La situation des femmes dans les systèmes agroalimentaires. Rome, Italie : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2023. DOI:10.4060/cc5343fr.
- 4 Acosta M, Osorio M, Valverde I, et al. Gender-responsiveness of agricultural policy: an analysis in low-and middle-income countries. *Global Food Security* 2025 ; **44** : 100837.
- 5 Fanzo J, Davis C, McLaren R, Choufani J. The effect of climate change across food systems: implications for nutrition outcomes. *Global Food Security* 2018 ; **18** : 12–9.
- 6 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Un climat injuste. Mesurer l'impact du changement climatique sur les pauvres, les femmes et les jeunes dans les zones rurales. Rome, Italie : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2024. DOI:10.4060/cc9680en.

- 7 Huyer S, Gumucio T, Tavenner K, *et al.* From Vulnerability to Agency in Climate Adaptation and Mitigation (De la vulnérabilité à la capacité d'action dans l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets). Dans : Pyburn R, van Eerdewijk A, eds. From Vulnerability to Agency in Climate Adaptation and Mitigation (De la vulnérabilité à la capacité d'action dans l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets). Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, 2021. DOI:10.2499/9780896293915_07.
- 8 Akter S, Krupnik TJ, Rossi F, Khanam F. The influence of gender and product design on farmers' preferences for weather-indexed crop insurance. *Global Environmental Change* 2016 ; **38** : 217–29.
- 9 Addati L, Cattaneo U, Pozzan E. Soins à autrui au travail : investir dans les congés et les services de soins à autrui pour plus d'égalité de genre dans le monde du travail. Genève, Suisse : Organisation internationale du Travail, 2022. <https://www.ilo.org/fr/publications/major-publications/soin-autrui-au-travail-investir-dans-les-conges-et-services-de-soin-autrui> (consulté le 24 septembre 2025).
- 10 Lang M, Rexer J, Sharma S, Triyana M, editors. From Risk to Resilience: Helping People and Firms Adapt in South Asia (Des risques à la résilience : aider les populations et les entreprises à s'adapter en Asie du Sud). Washington, DC, États-Unis : Banque mondiale, 2025.
- 11 Tirado MC, Vivero-Pol JL, Bezner Kerr R, Krishnamurthy K. Feasibility and effectiveness assessment of multi-sectoral climate change adaptation for food security and nutrition. *Current Climate Change Reports* 2022 ; **8** : 35–52.
- 12 Feskens EJM, Bailey R, Bhutta Z, *et al.* Women's health: optimal nutrition throughout the lifecycle. *Eur J Nutr* 2022 ; **61** : 1–23.
- 13 Passarelli S, Free CM, Shepon A, Beal T, Batis C, Golden CD. Global estimation of dietary micronutrient inadequacies: a modelling analysis. *The Lancet Global Health* 2024 ; **12** : e1590–9.
- 14 Stevens GA, Paciorek CJ, Flores-Urrutia MC, *et al.* National, regional, and global estimates of anaemia by severity in women and children for 2000–19: a pooled analysis of population-representative data. *The Lancet Global Health* 2022 ; **10** : e627–39.
- 15 Observatoire mondial de la santé. WHO Global Anaemia estimates, 2025 Edition (Estimations de l'Organisation mondiale de la Santé sur l'anémie dans le monde, édition de 2025). 2025. https://www.who.int/data/gho/data/themes/topics/anaemia_in_women_and_children (consulté le 15 avril 2026).
- 16 Blakstad MM, Smith ER. Climate change worsens global inequity in maternal nutrition. *Lancet Planet Health* 2020 ; **4** : e547–8.
- 17 Adrienne Arsht-Rockefeller Foundation Resilience Center. The Scorching Divide: How Extreme Heat Inflames Gender Inequalities in Health and Income. Washington, DC, États-Unis : Atlantic Council Climate Resilience Center, 2023 <https://onebillionresilient.org/extreme-heat-inflames-gender-inequalities/> (consulté le 24 septembre 2025).
- 18 Bryan E, Theis S, Choufani J, Pinto A de, Meinzen-Dick RS, Ringler C. Conceptual framework: Gender, climate change, and nutrition integration initiative (Cadre conceptuel : Initiative pour l'intégration du genre, du changement climatique et de la nutrition). Washington, DC, États-Unis : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), 2017. https://gcan.ifpri.info/files/2017/01/GCAN-Framework-Note-7_web.pdf (consulté le 22 avril 2026).
- 19 Clapp J, Vriezen R, Laila A, *et al.* Corporate concentration and power matter for agency in food systems. *Food Policy* 2025 ; **134** : 102897.
- 20 Rockström J, Thilsted SH, Willett WC, *et al.* The EAT–Lancet Commission on healthy, sustainable, and just food systems. *The Lancet* 2025 ; **406** : 1625–700.
- 21 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Changement climatique et terres émergées. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press, 2022 DOI:10.1017/9781009157988.
- 22 Groupe d'appui technique du Groupe de travail II, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Climate Change 2022: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change (Le changement climatique en 2022 : impacts, adaptation et vulnérabilité. Contribution du Groupe de travail II au sixième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press, 2022 DOI:10.1017/9781009325844.
- 23 Vizheh M, Zurynski Y, Braithwaite J, Rapport F. Determinants of women's agency in accessing and utilising reproductive healthcare services; a systematic review. *Culture, Health & Sexuality* 2024 ; **26** : 248–64.
- 24 Alemayehu M, Meskele M. Health care decision making autonomy of women from rural districts of Southern Ethiopia: a community based cross-sectional study. *Int J Womens Health* 2017 ; **9** : 213–21.
- 25 Pinho-Gomes A-C, Flores GC, Hulme R, *et al.* Women's health and wellbeing prioritisation in climate change national adaptation plans: A cross-sectional policy document analysis across 163 countries. *Environ Int* 2025 ; **204** : 109811.
- 26 Njuki J, Eissler S, Malapit H, Meinzen-Dick R, Bryan E, Quisumbing A. A review of evidence on gender equality, women's empowerment, and food systems. *Global Food Security* 2022 ; **33** : 100622.
- 27 Njuki J, Eissler S, Malapit HJ, Meinzen-Dick RS, Bryan E, Quisumbing AR. A review of evidence on gender equality, women's empowerment, and food systems (Examen des éléments factuels sur l'égalité des genres, l'autonomisation des femmes et les systèmes alimentaires). Washington, DC, États-Unis : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), 2021. <https://hdl.handle.net/10568/143390> (consulté le 17 septembre 2025).

-
- 28 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010-2011 : le rôle des femmes dans l'agriculture – combler le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement. Rome, Italie, 2011. <https://openknowledge.fao.org/items/4d761831-cd6a-4025-9a20-56505704e5f9> (consulté le 25 septembre 2025).
 - 29 Peterman A, Behrman JA, Quisumbing AR. A review of empirical evidence on gender differences in nonland agricultural inputs, technology, and services in developing countries. Dans : Quisumbing AR, Meinzen-Dick R, Raney TL, Croppenstedt A, Behrman JA, Peterman A, éd. *Gender in Agriculture: Closing the Knowledge Gap*. Dordrecht, Pays-Bas : Springer, 2014 : 145–86.
 - 30 Quisumbing AR. Male-female differences in agricultural productivity: methodological issues and empirical evidence. *World Development* 1996 ; **24** : 1579–95.
 - 31 CARE. Savings Groups through Village Savings and Loan Associations. 2025. <https://www.care.org/our-work/education-and-work/microsavings/> (consulté le 24 septembre 2025).
 - 32 Lecoutere E. The impact of agricultural co-operatives on women's empowerment: evidence from Uganda. *Journal of Co-operative Organization and Management* 2017 ; **5** : 14–27.
 - 33 CDI Advisory, WASS, Operations Research and Logistics, et al. Food-system interventions with climate change and nutrition co-benefits: a literature review. Wageningen, The Pays-Bas : Wageningen Centre for Development Innovation/Wageningen University & Research, 2021. DOI:10.18174/547743.
 - 34 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Favoriser l'autonomisation des femmes pour renforcer l'agriculture : le travail de la FAO en matière d'égalité hommes-femmes. Rome, Italie : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2018. <https://openknowledge.fao.org/items/d8d33b84-7788-48ba-b32b-62c914d35687> (consulté le 24 septembre 2025).
 - 35 Shankar K, Ali SA, Ruebel ML, et al. Maternal nutritional status modifies heat-associated growth restriction in women with chronic malnutrition. *PNAS Nexus* 2023 ; **2** : pgac309.
 - 36 Fonds international de développement agricole (FIDA). Grâce aux systèmes d'alerte rapide, des petits exploitants agricoles mieux préparés face aux changements climatiques. FIDA – Paroles rurales. 2024; publié en ligne le 4 janvier. <https://www.ifad.org/fr/w/paroles-rurales/grace-aux-systemes-d-alerte-rapide-des-petits-exploitants-agricoles-mieux-prepares-face-aux-changements-climatiques> (consulté le 3 décembre 2025).
 - 37 Kane PA, Barry MB, Eissler S, et al. Strengthening women's empowerment, climate resilience, and nutrition along the goat value chain in Senegal: A qualitative study (Renforcer l'autonomisation des femmes, la résilience climatique et la nutrition le long de la chaîne de valeur du secteur caprin au Sénégal : étude qualitative). Washington, DC, États-Unis : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), 2024. <https://hdl.handle.net/10568/152294> (consulté le 24 septembre 2025).

Chapitre 5

- 1 Andrews E, Sanderson Bellamy A, Food Policy Alliance Cymru, et al. Putting food in the driver's seat: aligning food-systems policy to advance sustainability, health, and security. *Frontiers in Sustainable Food Systems* 2023 ; **Volume 7-2023**. DOI:10.3389/fsufs.2023.1204194.
- 2 Comité scientifique consultatif du Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. Renforcer la gouvernance nationale pour accélérer la transformation des systèmes alimentaires. Rome, Italie : Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, 2025. <https://www.unfoodsystemshub.org/latest-updates/events/detail/strengthening-national-governance-to-accelerate-food-systems-transformation/fr> (consulté le 3 octobre 2025).
- 3 Mbow C, Rosenzweig C, Barioni L. Food Security. Dans : Shukla P, Skea J, Calvo Buendia E, éd. *Climate Change and Land: An IPCC Special Report on Climate Change, Desertification, Land Degradation, Sustainable Land Management, Food Security, and Greenhouse Gas Fluxes in Terrestrial Ecosystems* (Le changement climatique et les terres émergées : rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [GIEC] sur le changement climatique, la désertification, la dégradation des terres, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire et les flux de gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres). Cambridge, Royaume-Uni, 2019. <https://www.ipcc.ch/srccl/chapter/chapter-5/> (consulté le 23 octobre 2025).
- 4 Leisner CP. Review: climate change impacts on food security- focus on perennial cropping systems and nutritional value. *Plant Science* 2020 ; **293** : 110412.
- 5 Hoffman PJ. Complex Global Shocks, Emergency Platforms, and United Nations Reform. Washington, DC, États-Unis : Global Governance Innovation Network Policy Brief Series: Human Security & Governance, 2024.
- 6 Rapport sur la nutrition mondiale (GNR). Nutrition Accountability Framework Commitment Registration Form (Formulaire d'enregistrement des engagements du Cadre de responsabilisation en matière de nutrition). 2025. <https://globalnutritionreport.org/resources/naf/naf-commitment-registration/platform-guide/> (consulté le 23 octobre 2025).
- 7 Rapport sur la nutrition mondiale (GNR). About the Nutrition Accountability Framework (À propos du Cadre de responsabilisation en matière de nutrition). 2025 ; publié en ligne le 17 octobre. <https://globalnutritionreport.org/resources/naf/about/> (consulté le 23 octobre 2025).
- 8 Kushitor SB, Drimie S, Davids R, et al. The complex challenge of governing food systems: the case of South African food policy. *Food Security* 2022 ; **14** : 883–96.
- 9 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Organisation mondiale de la Santé (OMS), Organisation mondiale de la santé animale (OMSA). Plan d'action conjoint «Une seule santé» (2022–2026) : travailler ensemble pour des êtres humains, des animaux, des végétaux et un environnement en bonne santé. Rome, Italie : FAO/PNUE/OMS/OMSA, 2022 <https://openknowledge.fao.org/items/3d4fba80-1623-4a54-bdaf-0878e06f20cb> (consulté le 23 octobre 2025).

-
- 10 Rockström J, Thilsted SH, Willett WC, *et al.* The EAT–Lancet Commission on healthy, sustainable, and just food systems. *The Lancet* 2025 ; **406** : 1625–700.
 - 11 Schutter OD. The political economy approach to food systems reform. *IDS Bulletin* 2019 ; **50**. DOI:10.19088/1968-2019.115.
 - 12 Murphy S, Burch D, Clapp J. Cereal Secrets: The world's largest grain traders and global agriculture (Les secrets du secteur céréalier : les plus grands négociants de céréales au monde et l'agriculture mondiale). Oxford, Royaume-Uni : Oxfam, 2021. https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/file_attachments/rr-cereal-secrets-grain-traders-agriculture-30082012-en_4.pdf.
 - 13 Dalberg Global Development Advisers. Blended finance tools to catalyze investment in agricultural value chains: an initial toolbox. Washington, DC, États-Unis : SME Finance and Investment Network (SAFIN), 2018 https://safinetwork.org/wp-content/uploads/2019/07/SAFIN_Dalberg-report-Blended-Finance-Tools-to-catalyze-Investment.pdf (consulté le 23 octobre 2025).
 - 14 Havemann T, Negra C, Werneck F. Blended finance for agriculture: exploring the constraints and possibilities of combining financial instruments for sustainable transitions. *Agriculture and Human Values* 2020 ; **37** : 1281–92.
 - 15 Mishra AK, Dash AK. Development impact bonds in developing countries: an emerging innovation for achieving social outcomes. *Journal of Social and Economic Development* 2023 ; **25** : 22–48.
 - 16 Davey E. 6 Major Food Breakthroughs at COP28 — and What Comes Next. World Resources Institute. 2023 ; publié en ligne le 15 décembre. <https://www.wri.org/insights/food-system-breakthroughs-cop28-whats-next> (consulté le 23 octobre 2025).
 - 17 Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. Faire progresser les systèmes alimentaires durables et les objectifs climatiques lors de la COP28. Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. 2023; publié en ligne le 19 décembre. <https://www.unfoodsystemshub.org/latest-updates/news/detail/advancing-sustainable-food-systems-and-climate-goals-at-cop28/fr> (consulté le 23 octobre 2025).
 - 18 Initiative sur l'action climatique et la nutrition (I-CAN). Advancing Synergies Across Nutrition and Climate Action: I-CAN Assessment 2025 (Promouvoir les synergies dans l'ensemble de la nutrition et de l'action climatique : évaluation 2025 d'I-CAN). Genève, Suisse : Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (AMAN), 2025. <https://www.gainhealth.org/sites/default/files/publications/i-can-assessment-2025.pdf> (consulté le 7 mars 2026).
 - 19 Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation. Financement public du climat pour la transformation des systèmes alimentaires. Toronto, Ontario : Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation, 2024. https://futureoffood.org/wp-content/uploads/2024/11/ga_climatefinancereport_2024.pdf (consulté le 23 octobre 2025).
 - 20 Danish Veterinary and Food Administration. The Official Dietary Guidelines – Good for health and climate. Danish Veterinary and Food Administration. 2021. <https://en.foedevarestyrelsen.dk/food/nutrition-and-health/the-official-dietary-guidelines> (consulté le 23 octobre 2025).
 - 21 Bedingar E. The Seqota Declaration: Demonstrating Intersectoral Collaboration. Boston, MA: Harvard T.H. Chan School of Public Health, 2019. <https://ministerialleadership.harvard.edu/case-studies/the-seqota-declaration-demonstrating-intersectoral-collaboration/> (consulté le 23 octobre 2025).
 - 22 Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA). CFS Voluntary Guidelines on Food Systems and Nutrition (Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition). Rome, Italie : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2021. <https://www.fao.org/cfs/vgfsn/en/> (consulté le 23 octobre 2025).
 - 23 Miriri D. South Africa's G20 presidency to prioritise climate finance. 2025. <https://www.reuters.com/world/south-africas-g20-presidency-prioritise-climate-finance-2025-02-26/> (consulté le 23 octobre 2025).
 - 24 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Policies to support organic agriculture and agroecology in the framework of the United Nations Decade of Family Farming 2019–2028 (Politiques de soutien à l'agriculture biologique et à l'agroécologie dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale 2019–2028). Rome, Italie : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2025. <https://openknowledge.fao.org/items/efdb7cb8-6abd-4142-b2e2-8688255eed58> (consulté le 23 octobre 2025).
 - 25 Rivera I, Díaz de León D, Pérez-Salazar M del R. Drivers of the food system based on food sovereignty domains: an integrative systematic literature review. *Frontiers in Sustainable Food Systems* 2024 ; **Volume 8-2024**. DOI:10.3389/fsufs.2024.1450321.
 - 26 Cossio F, Verlinden H. How multi-level food governance can shape more inclusive food systems: lessons from food labs in Indonesia and Ecuador. 2025 ; publié en ligne le 7 avril. <https://www.rikolto.org/stories/how-multi-level-food-governance-can-shape-more-inclusive-food-systems-lessons-from-food-labs-in-indonesia-and-ecuador> (consulté le 23 octobre 2025).
 - 27 Milan Urban Food Policy Pact. Report on food-based urban participatory policies. Milan, Italie : Milan Urban Food Policy Pact, 2021 https://foodtrails.milanurbanfoodpolicycompact.org/wp-content/uploads/2021/09/Food-Trails-D1.3_-_Report-food-based-urban-participatory-policies.pdf (consulté le 23 octobre 2025).
 - 28 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Programme des Nations Unies pour le développement, Programme des Nations Unies pour l'environnement. Une opportunité se chiffrant à plusieurs milliards de dollars : réorienter le soutien au secteur agricole pour transformer les systèmes alimentaires. Rome, Italie : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2021. <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/7bd7ba5f-19f5-42a0-b0b0-11984d05a06e/content> (consulté le 23 octobre 2025).
 - 29 Springmann M, Freund F. Options for reforming agricultural subsidies from health, climate, and economic perspectives. *Nature Communications* 2022 ; **13** : 82.
 - 30 Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (AMAN). Accélérer l'action et ouvrir des opportunités : une intégration plus proche du climat et de la nutrition. Genève, Suisse : Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (AMAN), 2023. <https://www.gainhealth.org/resources/reports-and-publications/accelerating-action-and-opening-opportunities-closer-integration-climate-and-nutrition> (consulté le 23 octobre 2025).

-
- 31 Garton, Katie, Kraak, Vivica, Fanzo, Jessica. A collective call to strengthen monitoring and evaluation efforts to support healthy and sustainable food systems: 'The Accountability Pact'. *Public Health Nutrition* 2022 ; 25(9) : 2353-7 2022 ; **25** : 2353-7.
 - 32 Miller GD, McMahan J, Ragalie-Carr J, Maisano M, Brown K. Building global consensus on nutrition metrics to support food system transformation: a dairy case study. *Nutrition Today* 2023 ; **58**. DOI:10.1097/NT.0000000000000591.
 - 33 Schneider KR, Fanzo J, Haddad L, et al. The state of food systems worldwide in the countdown to 2030. *Nature Food* 2023 ; **4** : 1090-110.

Chapitre 6

- 1 Rapport sur la nutrition mondiale (GNR). Rapport sur la nutrition mondiale 2022 : des engagements plus forts pour une action plus efficace. Bristol, Royaume-Uni : Development Initiatives, 2022 <https://globalnutritionreport.org/reports/2022-global-nutrition-report/>.
- 2 Rapport sur la nutrition mondiale (GNR). About the Nutrition Accountability Framework (À propos du Cadre de responsabilisation en matière de nutrition). 2025 ; publié en ligne le 17 octobre. <https://globalnutritionreport.org/resources/naf/about/> (consulté le 23 octobre 2025).
- 3 Rapport sur la nutrition mondiale (GNR). Intégrer la nutrition dans la couverture sanitaire universelle. Dans : Rapport sur la nutrition mondiale 2020 : agir sur l'équité pour mettre fin à la malnutrition. Bristol, Royaume-Uni : Rapport sur la nutrition mondiale (GNR), 2020. https://media.globalnutritionreport.org/documents/2020_Global_Nutrition_Report_French.pdf.
- 4 Fanzo J, Haddad L, Schneider KR, et al. Viewpoint: rigorous monitoring is necessary to guide food system transformation in the countdown to the 2030 global goals. *Food Policy* 2021 ; **104** : 102163.
- 5 Schneider KR, Fanzo J, Haddad L, et al. The state of food systems worldwide in the countdown to 2030. *Nature Food* 2023 ; **4** : 1090-110.

Chapitre 7

- 1 Lawrence MA, Baker PI, Pulker CE, Pollard CM. Sustainable, resilient food systems for healthy diets: the transformation agenda. *Public Health Nutrition* 2019 ; **22** : 2916-20.
- 2 Conti C, Hall A, Kok K, et al. A quest for questions: The JUSTRA as a matrix for navigating just food system transformations in an era of uncertainty. *One Earth* 2025 ; **8** : 101178.
- 3 IPES-Food et Groupe ETC. Un mouvement visionnaire pour une alimentation durable : comment transformer nos systèmes alimentaires d'ici 2045. Bruxelles : IPES-Food, 2021.
- 4 Rockström J, Thilsted SH, Willett WC, et al. The EAT-Lancet Commission on healthy, sustainable, and just food systems. *The Lancet* 2025 ; **406** : 1625-700.
- 5 El Khayat M, Halwani DA, Hneiny L, Alameddine I, Haidar MA, Habib RR. Impacts of Climate Change and Heat Stress on Farmworkers' Health: A Scoping Review. *Front Public Health* 2022 ; **10** : 782811.
- 6 Organisation mondiale de la Santé (OMS). WASH and Climate Change Adaptation and Mitigation for Health, 2023-2030. Addenda to the WHO WASH Strategy 2018-2023 (L'eau, l'assainissement et l'hygiène [WASH] et l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets pour la santé, 2023-2030. Addendum à la Stratégie WASH de l'OMS 2018-2023). Genève, Suisse : Organisation mondiale de la Santé, 2022. <https://www.who.int/publications/m/item/wash-and-climate-change-adaptation-and-mitigation-for-health--2023-2030> (consulté le 11 décembre 2025).
- 7 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Climate Change and Land: IPCC Special Report on Climate Change, Desertification, Land Degradation, Sustainable Land Management, Food Security, and Greenhouse Gas Fluxes in Terrestrial Ecosystems (Le changement climatique et les terres émergées : rapport spécial du GIEC sur le changement climatique, la désertification, la dégradation des terres, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire et les flux de gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres), 1^{re} éd. Cambridge University Press, 2022. DOI:10.1017/9781009157988.
- 8 Organisation mondiale de la Santé (OMS). Stratégie de l'OMS sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène 2018-2025. Genève, Suisse : Organisation mondiale de la Santé, 2019. <https://www.who.int/fr/publications/i/item/WHO-CED-PHE-WSH-18.03> (consulté le 11 décembre 2025).
- 9 Fanzo J, Haddad L, Schneider KR, et al. Viewpoint: rigorous monitoring is necessary to guide food system transformation in the countdown to the 2030 global goals. *Food Policy* 2021 ; **104** : 102163.
- 10 HLPE. Nutrition et systèmes alimentaires. Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Rome, 2017. <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/39ca3215-5fa4-4372-bb94-235a3990a7ad/content>.
- 11 Organisation mondiale de la Santé (OMS), Organisation des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Multi-sectoral impacts of the COVID-19 pandemic on nutrition outcomes: an analytical framework (Les impacts multisectoriels de la pandémie de COVID-19 sur les résultats en termes de nutrition : cadre analytique). Organisation mondiale de la Santé, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et USAID, 2022. DOI:<https://www.who.int/publications/i/item/9789240041424>.
- 12 Rapport sur la nutrition mondiale (GNR). About the Nutrition Accountability Framework (À propos du Cadre de responsabilisation en matière de nutrition). 2025 ; publié en ligne le 17 octobre. <https://globalnutritionreport.org/resources/naf/about/> (consulté le 23 octobre 2025).
- 13 Rao N, Marzi E, Baudish I, Laila A, Conti C, Hicks CC. Citizen voice and state response in the context of food system transformations. *Food Policy* 2025 ; **134** : 102879.

Chapitre 9

- 1 Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Réductions de l'aide publique au développement : projections de l'OCDE pour 2025 et à court terme. Paris, France : publication de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 2025. DOI : [10.1787/811056e3-fr](https://doi.org/10.1787/811056e3-fr).
- 2 Andridge C, McCarter A, D'Alimonte M, Nyaku A. Tracking aid for the WHA nutrition targets: Progress toward the global nutrition goals between 2015 to 2022. Washington, DC, États-Unis : Results for Development, 2024. <https://r4d.org/resources/tracking-aid-wha-nutrition-targets-global-spending-roadmap-better-data/> (consulté le 6 avril 2026).
- 3 Programme alimentaire mondial (PAM). Le PAM prévient que six opérations d'urgence pourraient connaître d'importantes ruptures d'approvisionnement en aide alimentaire d'ici la fin de l'année. Communiqués de presse du Programme alimentaire mondial (PAM). 2025; publié en ligne le 15 octobre. <https://fr.wfp.org/communiqués-de-presse/le-pam-previent-que-six-opérations-durgence-pourraient-connaître-dimportantes-ruptures-dapprovisionnement-en-aide-alimentaire-dici-la-fin-de-lannée> (consulté le 28 février 2026).
- 4 Organisation mondiale de la Santé (OMS). Fiscal policies to promote healthy diets: WHO guideline (Politiques fiscales visant à promouvoir une alimentation saine : directive de l'OMS). Genève, Suisse, 2024. <https://iris.who.int/handle/10665/376763>.
- 5 Shekar M, Shibata Okamura K, Vilar-Compte M, Dell'Aira C. Cadre d'investissement pour la nutrition 2024 : perspectives sur le plan du développement humain. Abrégé. Washington, DC, États-Unis : Banque mondiale, 2024. DOI:10.1596/42164.

Chapitre 10

- 1 Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE). Reducing inequalities for food security and nutrition (Réduire les inégalités pour la sécurité alimentaire et la nutrition). Rome, Italie : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2023. <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/e9fc6d23-a6e8-44b0-b8ff-e80b4a8a561f/content>.
- 2 IPES-Food. De l'uniformité à la diversité : changer de paradigme pour passer de l'agriculture industrielle à des systèmes agroécologiques diversifiés. Groupe international d'experts sur les systèmes alimentaires durables, 2016. https://ipes-food.org/wp-content/uploads/2024/03/Uniformiteala-Diversite-IPES_FR_Full_web.pdf (consulté le 11 juillet 2024).
- 3 Rockstrom J, Thilsted S, Willett W, et al. EAT–Lancet Commission 2.0: securing a just transition to healthy, environmentally sustainable diets for all. *The Lancet* 2023 ; **402** : 352–4.
- 4 Rockström J, Thilsted SH, Willett WC, et al. The EAT–Lancet Commission on healthy, sustainable, and just food systems. *The Lancet* 2025 ; **406** : 1625–700.
- 5 Kuiper M, Cui HD. Using food loss reduction to reach food security and environmental objectives – A search for promising leverage points. *Food Policy* 2021 ; **98** : 101915.
- 6 Magrini M, Anton M, Cholez C, et al. Why are grain-legumes rarely present in cropping systems despite their environmental and nutritional benefits? Analyzing lock-in in the French agrifood system. *Ecological Economics* 2016 ; **126** : 152–62.
- 7 Bailey CJ, Drummond MJ, Ward PR. Food literacy programmes in secondary schools: a systematic literature review and narrative synthesis of quantitative and qualitative evidence. *Public Health Nutrition* 2019 ; **22** : 2891–913.
- 8 Hawkes C. Promoting Healthy Diets through Nutrition Education and Changes in the Food Environment: an International Review of Actions and their Effectiveness (Promouvoir une alimentation saine grâce à l'éducation à la nutrition et à des changements dans l'environnement alimentaire : examen international des actions et de leur efficacité). Rome, Italie : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2013. <https://openknowledge.fao.org/items/0eb72612-c542-42fa-81a0-a12dff110346> (consulté le 24 février 2026).
- 9 Marteau TM, Conti C, Bunge AC, et al. Food environment interventions to shift consumption patterns towards planetary health diets for all: protocol for a scoping review of reviews. 2023 ; publié en ligne le 6 mai. DOI:10.17605/OSF.IO/KBFEP.
- 10 Marteau TM, Hollands GJ, Pechey R, Reynolds JP, Jebb SA. Changing the assortment of available food and drink for leaner, greener diets. *The BMJ* 2022 ; **377** : 1–6.
- 11 Rapport sur la nutrition mondiale (GNR). Rapport sur la nutrition mondiale 2021 : la situation de la nutrition mondiale. Bristol, Royaume-Uni, 2021. <https://globalnutritionreport.org/reports/2021-global-nutrition-report/>.
- 12 Organisation mondiale de la Santé (OMS). Essential nutrition actions: mainstreaming nutrition through the life-course (Actions essentielles pour la nutrition : intégrer la nutrition tout au long de la vie). Genève, Suisse : Organisation mondiale de la Santé (OMS), 2019. <https://www.who.int/publications/i/item/9789241515856>.
- 13 Conti C, Hall A, Kok K, et al. A quest for questions: The JUSTRA as a matrix for navigating just food system transformations in an era of uncertainty. *One Earth* 2025 ; **8** : 101178.
- 14 Mason-D'Croz D, Kugler C, Remans R, et al. Rigorous anticipatory governance is needed for responsible food system transformation. *Nat Food* 2025 ; **6** : 920–6.
- 15 Barrett CB, Benton T, Fanzo J, et al. Socio-Technical Innovation Bundles for Agri-Food Systems Transformation. *Springer Nature*, 2022. DOI:10.1007/978-3-030-88802-2.
- 16 Sundiang M, Oliveira TD, Mason-D'Croz D, et al. Bundling measures for food systems transformation: a global, multimodel assessment. *The Lancet Planetary Health* 2025 ; **9**. DOI:10.1016/j.lanplh.2025.101339.

ABRÉVIATIONS

AGP	Programme de croissance agricole
AMS	Assemblée mondiale de la santé
APD	aide publique au développement
CAD	Comité d'aide au développement
CGIAR	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
Covid-19	maladie à coronavirus 2019
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CDN	Contributions déterminées au niveau national
CSU	couverture sanitaire universelle
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GNR	Rapport mondial sur la nutrition
HLPE	Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
N4G	Nutrition pour la croissance
NAF	Cadre de responsabilisation en matière de nutrition
NIPN	Plateformes nationales d'information pour la nutrition
ODD	Objectifs de développement durable
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONU	Organismes des Nations Unies
OSC	organisation de la société civile
PNA	plan national d'adaptation
PSNP	Programme de filet de sécurité productif
S&E	suivi et évaluation
SMART	spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et temporels
SUN	Renforcement de la nutrition
UN	Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USDA	Département de l'Agriculture des États-Unis
WASH	l'eau, l'assainissement et l'hygiène

GLOSSAIRE

Action pour la nutrition	Toute stratégie, politique ou intervention, ou tout programme ou investissement visant à lutter contre une mauvaise alimentation et contre la malnutrition sous toutes ses formes.
Action transformatrice en matière de genre	Des politiques, programmes et interventions qui visent activement à modifier les normes de genre ainsi que les rôles et les relations de pouvoir entre les genres qui sont inévitables afin d'instaurer l'équité de genre de manière durable, plutôt que de se contenter de reconnaître les inégalités existantes, d'y répondre, voire de les perpétuer.
Actions à impact	L'une des trois catégories du système de classification des actions en matière de nutrition qui identifie les engagements conçus pour atteindre directement des résultats améliorés en termes de nutrition (de la sous-nutrition à l'obésité et aux maladies non transmissibles liées à l'alimentation) au sein de la population. Les actions en faveur de la nutrition correspondant à cette catégorie utilisent comme «outils» les politiques et les interventions (actions politiques) qui existent déjà dans un environnement propice (actions habilitantes) pour améliorer l'état nutritionnel de la population.
Actions habilitantes	L'une des trois catégories du système de classification des actions en matière de nutrition qui identifie des actions permettant d'établir un environnement favorable à une action efficace en termes de nutrition dans tous les secteurs (comprenant des actions multisectorielles). Ces actions sont conçues pour améliorer les conditions – sociales, économiques, politiques, culturelles ou environnementales – du contexte dans lequel des mesures efficaces et durables sont prises pour améliorer les résultats en matière de nutrition. Elles reflètent la volonté d'agir en faveur de la nutrition et garantissent un engagement politique, des capacités et une coordination entre différents niveaux administratifs et parmi les décideurs dans le secteur de la nutrition et dans tous les autres secteurs impliqués.
Actions politiques	L'une des trois catégories du système de classification des actions en matière de nutrition concernant les stratégies, les politiques, les interventions ou les programmes qui visent à améliorer, tant directement qu'indirectement, les résultats en termes de nutrition. Lorsqu'un environnement propice à la nutrition est établi, cette catégorie reflète l'expansion des efforts déployés en faveur de la nutrition en s'engageant à mettre en œuvre des actions dans le cadre de la politique sur la nutrition (y compris des politiques, des stratégies, des interventions et/ou des programmes). Ces actions sont généralement des stratégies axées sur la population dont la couverture est étendue et qui sont essentielles pour compléter les efforts visant à atteindre les personnes.
Adaptation aux effets du changement climatique	Le processus consistant à s'ajuster à des changements climatiques réels ou attendus et à leurs effets, afin d'en modérer les préjudices ou de tirer parti d'opportunités bénéfiques pour la nutrition, la santé et les moyens de subsistance, particulièrement pour les populations vulnérables.
Agriculture climato-compatible	Une approche qui contribue à orienter les actions requises pour transformer et réorienter les systèmes agricoles en vue de soutenir efficacement le développement et de garantir une sécurité alimentaire dans le contexte de l'évolution du climat. Cela inclut des actions visant à – sans effets négatifs sur le climat – accroître la productivité, renforcer la résilience face au stress climatique, réduire les émissions de gaz à effet de serre et/ou promouvoir l'accessibilité ou la production d'aliments riches en nutriments, particulièrement pour les petits exploitants agricoles et les groupes vulnérables.
Agrobiodiversité	La diversité des cultures, du bétail, des espèces et des ressources génétiques dans les systèmes alimentaires qui promeut une diversité alimentaire, la résilience des écosystèmes et une production durable.

Aide publique au développement

Une aide gouvernementale qui promeut et cible spécifiquement le développement économique et le bien-être des pays en développement. Elle a été la principale source de financements de l'aide au développement depuis qu'elle a été adoptée par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en 1969. Aujourd'hui, les subventions et les investissements pour le développement provenant des plus grandes fondations philanthropiques privées dépassent l'aide publique au développement (APD) d'un grand nombre des principaux pays donateurs.

Alimentation à base de plantes

Une tendance alimentaire qui met l'accent sur des aliments provenant principalement de plantes – comme les fruits, les légumes, les légumineuses, les céréales complètes, les fruits à coque et les graines – tout en limitant ou en excluant les aliments d'origine animale à des degrés divers. Dans le cadre de la nutrition et des systèmes alimentaires, les bénéfices potentiels d'une alimentation à base de plantes pour la santé, la durabilité environnementale et la résilience font souvent l'objet de discussions, tout en prenant en compte la qualité de l'alimentation, le contexte culturel et l'adéquation des micronutriments.

Alimentation saine et durable

Des tendances alimentaires qui promeuvent tous les aspects de la santé et du bien-être des personnes, qui sont écologiquement durables, acceptables sur le plan culturel, accessibles, abordables et sûres et qui contribuent à la résilience à long terme des systèmes alimentaires.

Aliments d'origine animale

Des aliments provenant d'animaux, notamment la viande, le poisson et d'autres animaux aquatiques, les œufs et les produits laitiers, qui peuvent fournir des protéines de haute qualité et des micronutriments essentiels, mais qui varient considérablement en termes d'impact environnemental, d'accessibilité et de pertinence nutritionnelle dans différents contextes.

Cadre de responsabilisation en matière de nutrition

Le Cadre de responsabilisation en matière de nutrition (NAF) a été élaboré par le GNR pour faciliter la formulation, l'enregistrement et le suivi des engagements [SMART](#) en faveur de la nutrition au cours de l'[Année d'action](#) pour la nutrition et au-delà. Le NAF a été lancé en septembre 2021 en réponse à l'appel à une action et une responsabilité renforcées en matière de nutrition de la part des gouvernements nationaux, des organisations internationales et des dirigeants du Groupe des Sept. S'appuyant sur l'exemple de l'outil de suivi de la nutrition pour la croissance du GNR, le NAF est le cadre de responsabilisation mondial destiné à s'engager dans une action pour la nutrition et à en assurer un suivi équitable, sur la base de méthodes exhaustives et transparentes. L'objectif du NAF est d'orienter, d'influencer et d'inspirer des actions sur la base de données et d'éléments factuels indépendants et fiables au sujet des politiques, des pratiques et des financements qui permettent d'améliorer la responsabilité et les progrès dans la promotion de la nutrition à l'échelle mondiale.

Carences en micronutriments

Les carences en micronutriments découlent de la consommation ou de l'absorption inadéquate d'un(e) ou de plusieurs vitamines ou éléments minéraux, de besoins accrus, ou d'une maladie entraînant un état nutritionnel sous-optimal et divers problèmes tels que l'anémie, un système immunitaire affaibli, un retard de croissance, des problèmes oculaires et des troubles cognitifs. D'un autre côté, bien que cela soit moins courant que les carences, le fait de consommer trop de micronutriments, généralement suite à la consommation de quantités excessives, peut également avoir des effets indésirables (toxicité des micronutriments).

Chaîne d'approvisionnement en aliments

Les activités et les acteurs qui interviennent dans le cycle de vie des aliments, de leur production à leur consommation, puis à la mise au rebut des déchets alimentaires, notamment la fourniture d'intrants et la production, la transformation, le stockage, le transport, le commerce, l'emballage, la distribution, la vente au détail, la commercialisation, la préparation et la consommation des aliments, ainsi que l'élimination des déchets alimentaires.

Changement climatique	Des changements à long terme dans les températures, les tendances en termes de précipitations, les niveaux de la mer ainsi que dans la fréquence et l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes. Le changement climatique peut découler de processus internes naturels, de forces externes naturelles (comme des éruptions volcaniques ou des variations de l'activité solaire) ou de changements persistants d'origine humaine dans la composition de l'atmosphère ou dans l'utilisation des terres.
Contributeur à la nutrition	Des actions ou des politiques ciblant les facteurs sous-jacents, les systèmes et les institutions qui affectent l'état nutritionnel et les résultats en matière de nutrition, notamment l'éducation, l'agriculture, la protection sociale, l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), le contrôle des maladies infectieuses et la santé reproductive. Les actions contribuant à la nutrition ne visent pas principalement à améliorer la nutrition, mais elles peuvent réduire les causes et les manifestations de la malnutrition et étendre la couverture et l'efficacité des interventions spécifiques à la nutrition. Pour être considérées comme contribuant à la nutrition, les actions doivent inclure des références spécifiques à des résultats ou à des activités portant sur la nutrition.
Contribution déterminée au niveau national	L'engagement d'un pays dans le cadre de son plan national d'action climatique en vertu de la CCNUCC qui stipule la manière dont le pays s'engage à réduire les émissions de gaz à effet de serre et/ou à s'adapter aux effets du changement climatique, selon les circonstances et les capacités nationales.
Couverture sanitaire universelle (CSU)	La couverture sanitaire universelle (CSU), également appelée «soins de santé universels», est un système de soins de santé qui assure que toutes les personnes peuvent accéder à des services de soins de santé essentiels sans subir des pressions financières.
Crises climatiques	Des phénomènes liés au climat qui sont soudains et extrêmes, tels que des sécheresses, des inondations, des tempêtes ou des vagues de chaleur, et qui perturbent les systèmes alimentaires, de santé et sociaux.
Diversité alimentaire	La diversité alimentaire (ou variété alimentaire) désigne la variété en termes de nombre et de types d'aliments du régime alimentaire d'une personne sur une période de référence. Des discussions sont en cours pour parvenir à un consensus relativement à la mesure standardisée optimale de la diversité alimentaire, bien que des indicateurs tels que la diversité alimentaire minimale pour les femmes gagnent en popularité. Elle est également utilisée comme mesure de substitution pour la sécurité alimentaire, l'adéquation des apports énergétiques/en nutriments et la qualité des régimes alimentaires.
Donateur	Toute partie prenante qui prend un engagement au-delà de ses propres limites géographiques, de son entité ou de son personnel, par exemple, en fournissant des ressources financières, techniques ou en nature (non financières) pour soutenir des actions, des programmes ou des initiatives. Par exemple, un gouvernement peut prendre des engagements visant à améliorer la nutrition par le biais d'un soutien financier ou non financier dans un autre pays. De même, les organisations philanthropiques, les entreprises du secteur privé et les organisations multilatérales peuvent être des donateurs.
Émaciation	Des enfants qui sont trop maigres en raison d'une sous-nutrition sont «émaciés». L'OMS définit l'émaciation chez l'enfant par un score Z de poids relativement à la longueur ou à la taille selon l'âge qui est inférieur de plus de deux écarts types à la médiane des normes de croissance de l'enfant de l'OMS. Les enfants souffrant d'émaciation ont plus de risques de présenter un retard de croissance.
Engagement en faveur de la nutrition	L'intention déclarée et formellement enregistrée de lutter contre une mauvaise alimentation et/ou la malnutrition sous toutes ses formes dans le cadre d'actions SMART pour la nutrition. Un engagement est ce que le preneur d'engagement s'engage à réaliser et fait l'objet d'un suivi selon l' indicateur primaire spécifié dans le formulaire d'enregistrement (pour évaluer les progrès accomplis). L'engagement doit être lié à la nutrition, qu'il soit spécifique à la nutrition ou qu'il y contribue. Exemples d'engagements : réduire les cas de retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans, réduire les cas d'anémie chez les femmes en âge de procréer, concevoir un plan d'action national pour la nutrition, investir 500 millions de dollars US dans des interventions spécifiques à la nutrition, établir un organe de réglementation pour la nutrition, et augmenter le budget national consacré à la nutrition.

Environnement alimentaire	Les conditions sous-jacentes, comme la disponibilité, l'accessibilité et l'attrait des aliments, qui influencent les tendances dans les régimes alimentaires et les résultats en termes d'état nutritionnel. Outre l'environnement physique, l'environnement alimentaire englobe les contextes économique, politique, social et culturel dans lesquels se trouvent les personnes ainsi que leurs possibilités et choix en matière d'alimentation.
Équité	L'équité vise à réduire les disparités évitables ou résolubles dans les résultats (p. ex. consommation d'aliments, état nutritionnel et troubles/maladies connexes) découlant d'obstacles structurels en matière d'accès à des biens ou des services de qualité des systèmes alimentaires ou de santé, parmi des personnes ou des groupes démographiques (qui peuvent reposer sur des caractéristiques de nature sociale, économique, démographique ou géographique).
Facteurs de stress climatique	Des pressions climatiques et environnementales à long terme, comme une hausse des températures, des pénuries en eau ou la dégradation des sols, qui affaiblissent progressivement la performance et la résilience des systèmes.
Financements mixtes	Des approches de financement qui utilisent des fonds publics ou d'organisations philanthropiques pour mobiliser des investissements privés supplémentaires en partageant les risques ou en réduisant les obstacles qui limitent l'accès à des activités pertinentes pour le développement.
Financier	Une sous-catégorie de la catégorie d'actions habilitantes du système de classification des actions en matière de nutrition . Comprend des actions visant à obtenir, mobiliser ou engager des ressources financières et des investissements pour des mesures spécifiques à la nutrition et/ou qui y contribuent. À l'occasion du sommet Nutrition pour la croissance (N4G) de 2025, la France, en tant qu'hôte, a mis l'accent sur deux catégories principales d'engagements, à savoir les engagements financiers et les engagements politiques (tous les engagements n'étaient pas financiers) – une distinction que le Rapport mondial sur la nutrition (GNR) a prise en compte tout en maintenant la structure du système de classification des actions en matière de nutrition.
Gouvernements	Les autorités publiques, quel que soit leur niveau administratif, relevant de la compétence d'un pays qui sont responsables de la formulation de politiques, des réglementations, de la prestation de services ou des financements publics. Les gouvernements peuvent ou non agir en qualité de donateur .
Innocuité environnementale	La mesure dans laquelle les actions en faveur des aliments et de la nutrition protègent et améliorent les systèmes terrestres, hydriques, de la biodiversité et climatiques plutôt que de les dégrader.
Intersectoriel/multisectoriel	Des politiques, des programmes et/ou des actions coordonnés sur plusieurs secteurs – comme la santé, l'agriculture, l'éducation, la protection sociale, l'eau et l'assainissement et les finances – pour gérer les causes sous-jacentes et immédiates de la malnutrition.
Instituts de recherche	Organisations dont le mandat principal consiste à générer, à synthétiser ou à diffuser des recherches et des éléments factuels.
Institutions de financement du développement (IFD)	Des institutions financières publiques ou multilatérales établies en vue de soutenir les objectifs de développement grâce à la fourniture de financements ou d'instruments connexes. Il s'agit par exemple de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement et de la Banque asiatique de développement.
Intégration	La coordination et l'alignement délibérés des politiques, des stratégies et des interventions parmi les différents secteurs, acteurs et niveaux pour relever des défis interconnectés – comme ceux liés à la nutrition, aux systèmes alimentaires, aux systèmes de santé, à la protection sociale et à l'action climatique – de manière cohérente et mutuellement renforçante. Dans ce rapport, l'intégration désigne non seulement une coordination dans l'ensemble des secteurs, mais également l'alignement des financements, de la gouvernance, des plateformes d'exécution et des mécanismes de responsabilité.

Intégration de la dimension du genre	Le processus consistant à évaluer les implications pour les femmes et pour les hommes de toute action prévue – notamment des politiques, des programmes et des lois – dans tous les domaines et à tous les niveaux, en vue de s'assurer que les perspectives de genre et l'équité de genre sont au cœur de leur conception, de leur mise en œuvre, de leur suivi et de leur évaluation.
Leadership et gouvernance	Le système par lequel un pays ou une organisation (p. ex. organisation philanthropique, industrie alimentaire ou établissement de santé) est régi(e) et fonctionne relativement à la promotion des objectifs en faveur de l'alimentation et de la nutrition dans les différents secteurs, ainsi que les mécanismes permettant de déterminer les politiques liées aux aliments et à la nutrition et par lesquels les acteurs responsables doivent rendre compte.
Maladies non transmissibles	Les maladies non transmissibles sont des maladies chroniques non infectieuses qui durent longtemps, progressent lentement et découlent d'un éventail de facteurs de risques modifiables et non modifiables, notamment des facteurs liés au style de vie/aux comportements, à l'environnement et à des caractéristiques physiologiques et génétiques. Quatre types principaux de maladies non transmissibles sont les maladies cardiovasculaires (p. ex. coronaropathie, AVC), le diabète, les cancers et les maladies respiratoires chroniques. L'obésité est à la fois une maladie chronique et un facteur de risque d'autres maladies non transmissibles. Le GNR désigne les maladies non transmissibles liées à l'alimentation (ou à la nutrition) comme des «maladies non transmissibles liées aux aliments». Il s'agit principalement de l'obésité, des maladies cardiovasculaires, du diabète et de types de cancers spécifiques.
Malnutrition	Un apport inadéquat et/ou excessif en macronutriments (calories, protéines, graisses), en énergie et/ou en micronutriments (depuis le fer et le calcium jusqu'aux vitamines). Cela inclut à la fois la «sous-nutrition» et ce que l'on appelle parfois la «surnutrition». Bien que la sous-nutrition soit un terme approprié pour des carences caloriques et nutritionnelles (notamment les retards de croissance, l'émaciation, l'insuffisance pondérale et les carences en micronutriments), la surnutrition ne couvre pas la complexité de mauvais régimes alimentaires qui aboutissent à l'obésité et aux maladies non transmissibles liées aux aliments telles que les maladies cardiaques, l'hypertension et le diabète. Ainsi, s'agissant de la surnutrition, le Rapport mondial sur la nutrition emploie plutôt l'expression «surpoids, obésité et maladies non transmissibles liées aux aliments».
Mécanisme de responsabilité	Un mécanisme indépendant pour définir des normes et des exigences en matière de responsabilité, reposant sur des principes et des méthodes bien établis. Les mécanismes de responsabilité sont essentiels pour demander des comptes aux responsables, par le biais d'un engagement actif, d'interactions ainsi que de processus de vérification et de suivi des informations qui sont soumises. De tels mécanismes offrent des opportunités de collaboration, de discussions, d'apprentissage et de partage des meilleures pratiques et des expériences et encouragent des actions complémentaires. Voir la comparaison entre la responsabilité procédurale et la responsabilité opérationnelle.
Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN)	Dirigé par les pays, le Mouvement SUN se consacre à soutenir les engagements de ses membres et leur responsabilité en matière d'actions contre la malnutrition.
Nutrition pour la croissance (N4G)	Un forum mondial politique et de financement de haut niveau qui rassemble des agences gouvernementales, des organisations de la société civile, philanthropiques et multilatérales, le monde universitaire et le secteur privé pour mobiliser des engagements et des actions visant à éliminer la malnutrition sous toutes ses formes. Cet événement a eu lieu tous les quatre ans depuis que le premier s'est tenu à Londres en 2013. Les endosseurs de ce premier Pacte du N4G ont convenu d'une «amélioration de la transparence et des processus de suivi et de responsabilité mutuels» et ont appelé à l'établissement d'un cadre ainsi qu'à l'élaboration d'un rapport mondial sur la nutrition. Le premier Rapport mondial sur la nutrition a ensuite été publié peu après, en 2014. Le sommet le plus récent (correspondant au Rapport mondial sur la nutrition 2026) s'est tenu à Paris en 2025.

Objectifs de développement durable (ODD)	Un ensemble d'objectifs, de cibles et d'indicateurs intégrés convenu par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2015 pour parvenir à un développement durable sur les plans social, économique et environnemental.
Objectifs mondiaux en matière de nutrition	Comme indiqué dans le Rapport mondial sur la nutrition 2026, les objectifs mondiaux en matière de nutrition englobent (a) les six objectifs tels qu'ils ont été approuvés par l'Assemblée mondiale de la Santé en 2012 concernant la nutrition maternelle, des nourrissons et des jeunes enfants (réduire les cas de retard de croissance et d'émaciation chez les enfants de moins de cinq ans, enrayer l'épidémie d'obésité chez les enfants de moins de cinq ans, réduire les cas d'anémie chez les femmes en âge de procréer, réduire les cas d'insuffisance pondérale à la naissance et augmenter le taux d'allaitement exclusif) et (b) les trois objectifs mondiaux volontaires concernant les maladies non transmissibles liées à l'alimentation qui ont été approuvés par l'Assemblée mondiale de la Santé en 2013 (stopper la hausse des cas de diabète et d'obésité, réduire les apports en sel/sodium et réduire la prévalence des cas de pression artérielle élevée/d'hypertension).
Organisation de la société civile (OSC)	Une organisation non étatique à but non lucratif qui représente ou défend des communautés ou des circonscriptions ou fournit des services pour leur compte.
Organisation multilatérale	Une organisation internationale ou régionale établie par plusieurs pays ou entités en vue d'atteindre des objectifs partagés dans le cadre d'une action collective et d'une coopération, comme les organismes des Nations Unies (ONU) et l'Organisation ouest-africaine de la santé. Elles peuvent ou non agir en qualité de donateur .
Organisations philanthropiques	Des entités non gouvernementales et à but non lucratif dont l'objectif principal est de fournir des ressources financières ou en nature pour soutenir des activités d'intérêt public.
Parties prenantes	Des personnes et des organisations qui détiennent un intérêt direct dans la politique promue ou qui sont affectées par une action et une décision communes. Elles se définissent généralement comme un groupe selon leur type, notamment des gouvernements, des sociétés philanthropiques, des organisations multilatérales, des organisations de la société civile, le secteur privé, des institutions de financement du développement et des instituts de recherche.
Pertes et gaspillages de nourriture	Des aliments qui sont produits pour la consommation humaine, mais qui ne sont finalement pas mangés. Cela concerne la réduction de la quantité ou de la qualité des aliments le long de la chaîne d'approvisionnement, aux étapes de production, de manutention après récolte, de stockage, de transformation, de vente au détail, de service alimentaire et de consommation.
Plan national d'adaptation	Un processus dirigé par les pays en vertu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) qui vise à identifier les priorités à moyen et à long terme en matière d'adaptation aux facteurs de stress climatique et à mettre en œuvre des stratégies et des programmes pour répondre à ces besoins, dans l'idéal, en intégrant les aspects liés à la nutrition et à la santé.
Polycrises	La survenue simultanée de plusieurs crises interconnectées – comme le changement climatique, les conflits, les pandémies et les crises économiques – qui interagissent entre elles et s'amplifient mutuellement, avec des impacts multiples en cascade sur les systèmes alimentaires, de santé et de nutrition qui sont plus graves que l'accumulation de leurs effets individuels.
Protection sociale	Un ensemble de politiques et de programmes conçus pour prévenir la pauvreté, la vulnérabilité et l'exclusion sociale de toutes les personnes ou pour les protéger tout au long de leur vie, avec une focalisation spécifique sur les groupes vulnérables.

Qualité de l'alimentation

La mesure dans laquelle une alimentation répond aux besoins nutritionnels, promeut une bonne santé et permet d'éviter des apports excessifs en nutriments associés à des risques de maladie. Elle inclut la variété et/ou la diversité (dans les groupes d'aliments et entre eux), l'adéquation (suffisance des nutriments ou des groupes d'aliments par rapport aux exigences), la modération (les aliments et les nutriments à consommer avec modération) et l'équilibre global (la composition de l'apport en macronutriments). Cela devrait aboutir à des régimes alimentaires qui répondent aux besoins en nutriments, comprennent un éventail de denrées issues de différents groupes d'aliments, garantissent une répartition appropriée des macronutriments et limitent les sucres ajoutés, le sel et les mauvaises graisses, et tiennent compte de l'exposition à des dangers en matière de salubrité des aliments.

Réorientation des capitaux

Réorienter les ressources financières (qu'il s'agisse de fonds publics, privés ou provenant de bailleurs de fonds) loin des initiatives fragmentées, cloisonnées ou à faible impact, pour les affecter à des initiatives à plus fort potentiel, nouvellement prioritaires ou stratégiques. Dans le cadre du présent rapport, cela signifie privilégier des interventions intégrées et résilientes face au changement climatique dans les systèmes alimentaires et de santé, capables de garantir une alimentation saine même en situation de stress climatique.

Résilience

La capacité d'un système, d'une communauté ou d'une société exposé(e) à des dangers à y résister, à les absorber et à les gérer, ainsi qu'à s'adapter à leurs effets, à se transformer et à se rétablir rapidement et efficacement, notamment grâce à la protection et au rétablissement – voire à l'amélioration – de ses structures et fonctions de base essentielles.

Résilience des systèmes alimentaires

La capacité des systèmes alimentaires à anticiper et à endurer les crises et les pressions – comme les phénomènes climatiques extrêmes, les conflits ou les crises économiques –, à s'y adapter et à se transformer tout en garantissant une sécurité alimentaire et nutritionnelle pour toutes et tous, à court et à long terme.

Responsabilité

L'obligation des parties prenantes de répondre de leurs engagements et de leurs actions et d'en assumer la responsabilité. La responsabilité garantit que les décisions, les programmes et les politiques des parties prenantes sont mis en œuvre, correspondent aux objectifs qui ont été définis et répondent aux communautés auxquelles ils sont destinés à bénéficier. La responsabilité procédurale désigne la mesure dans laquelle les engagements en faveur de la nutrition présentent une spécificité et un alignement thématique solide, par exemple en étant SMART (spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et temporels), sans toutefois être nécessairement suffisants pour aboutir à des résultats améliorés en termes de nutrition. La responsabilité opérationnelle ne se limite pas à des engagements clairement spécifiés et évalue également si les actions reposent sur des financements garantis, des capacités institutionnelles, des mécanismes de coordination et une planification de la résilience.

Responsabilité opérationnelle

La responsabilité opérationnelle ne se limite pas à des engagements clairement spécifiés et évalue également si les actions reposent sur des financements garantis, des capacités institutionnelles, des mécanismes de coordination et une planification de la résilience.

Responsabilité procédurale

La mesure dans laquelle les engagements en faveur de la nutrition présentent une spécificité et un alignement thématique solide, par exemple en étant SMART (spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et temporels), sans toutefois nécessairement être suffisants pour aboutir à des résultats améliorés en termes de nutrition.

Retard de croissance

Un retard de croissance désigne un trouble de la croissance et du développement chez les enfants en raison d'une mauvaise nutrition, d'infections répétées et d'une stimulation psychosociale inadéquate. L'OMS définit le retard de croissance (modéré et grave) chez l'enfant par un score Z de longueur ou de taille selon l'âge qui est inférieur de plus de deux écarts types à la médiane des normes de croissance de l'enfant de l'OMS. Les enfants souffrant d'un retard de croissance ont également plus de risques d'être émaciés.

Secteur privé (également «industrie privée», «secteur à but lucratif» ou «secteur des entreprises»)	Une organisation qui n'est pas détenue ou exploitée par un gouvernement et qui est constituée dans un but lucratif. Cela inclut toute personne physique, institution, organisation, association, coalition et fondation d'entreprises à but philanthropique représentant les intérêts du secteur privé, même si aucune activité commerciale n'y est directement liée.
Sécurité alimentaire et nutritionnelle	La sécurité alimentaire et nutritionnelle est présente lorsque toutes les personnes disposent constamment d'un accès physique, social et économique à suffisamment d'aliments salubres et nutritifs qui répondent à leurs besoins alimentaires et à leurs préférences alimentaires, pour une vie active et en bonne santé, et quand les pratiques liées aux denrées, à la santé, aux soins et à l'alimentation garantissent un état nutritionnel optimal. Cela inclut un accès constant à des aliments et des boissons salubres et abordables qui promeuvent le bien-être tout en prévenant et – dans certains cas – en traitant les maladies. Elle englobe la qualité, la salubrité et la teneur nutritionnelle des aliments et des boissons ainsi que leur accessibilité économique et physique.
Soins de santé primaire	Une approche pansociétale relativement à l'organisation des systèmes de santé qui garantit que les services de santé sont accessibles, équitables et axés sur les communautés tout au long de la vie, offrant ainsi une plateforme centrale pour exécuter des actions en faveur de la nutrition à grande échelle.
Sommet Nutrition pour la croissance de Paris	Le sommet N4G, organisé par le gouvernement de la France à Paris, a eu lieu les 27 et 28 mars 2025. La vision et la feuille de route du sommet appellent à des engagements politiques et financiers décisifs et audacieux pour étendre les ambitions dans la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes et pour accélérer les progrès dans la réalisation des objectifs mondiaux en matière de nutrition d'ici 2030. Les thèmes sélectionnés par la France en qualité d'hôte du sommet étaient les suivants : la nutrition, la santé et la protection sociale; la nutrition et la transition vers des systèmes alimentaires durables, intelligents face au climat et résilients; la nutrition et la résilience face aux crises; la nutrition et l'égalité des genres; les données, la recherche, l'innovation et l'intelligence artificielle; et les financements et la responsabilité en faveur de la nutrition.
Sommet Nutrition pour la croissance de Tokyo	Le sommet N4G de Tokyo, organisé par le gouvernement du Japon à Tokyo, a eu lieu les 7 et 8 décembre 2021. La vision et la feuille de route de ce sommet appellent à intégrer la nutrition dans la couverture sanitaire universelle, à établir des systèmes alimentaires qui sont intelligents face aux changements climatiques, promeuvent une alimentation et une nutrition saines et garantissent les moyens de subsistance des producteurs, ainsi qu'à apporter des solutions efficaces à la malnutrition dans les contextes fragiles et frappés par un conflit. Ce sommet a immédiatement précédé le sommet N4G à Paris en 2025.
Sous-nutrition	La sous-nutrition est un trouble lié à l'alimentation qui découle d'apports alimentaires insuffisants pour pouvoir répondre aux besoins en énergie et en nutriments. Elle comprend l'insuffisance pondérale, une taille trop petite (retard de croissance) ou une maigreur excessive (émaciation) relativement à l'âge ou à la taille ou des carences en vitamines et en éléments minéraux (micronutriments). Les personnes sous-nourries souffrent de sous-nutrition.
Souveraineté alimentaire	Le droit des personnes, des communautés et des pays de définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles, en privilégiant des processus de production, de distribution et de consommation d'aliments qui sont appropriés au niveau local, acceptables sur le plan culturel, durables et équitables. La souveraineté alimentaire met l'accent sur un contrôle local des ressources, la participation à la prise de décision et la protection des moyens de subsistance, particulièrement pour les petits producteurs et les groupes autochtones.

Spécifique à la nutrition	Des actions ou des politiques qui sont spécifiquement conçues pour résoudre ou prévenir des problèmes nutritionnels donnés. Elles visent à s'attaquer aux déterminants plus immédiats de la nutrition et de la santé, comme l'amélioration des pratiques d'alimentation pour les nourrissons et les jeunes enfants, les apports en aliments et en nutriments et les résultats en termes de santé liés à la nutrition.
Spécifique, mesurable, atteignable, réaliste et temporel (SMART)	Des critères SMART sont utilisés pour élaborer des engagements en faveur de la nutrition qui sont SMART. Pour chacun de ces cinq critères, des informations (ingrédients) spécifiques ont été identifiées et sont recueillies relativement à chaque engagement.
Surpoids et obésité	Une personne est en surpoids ou obèse si elle présente une accumulation excessive de graisse qui pose un risque pour sa santé. Différentes méthodes permettent de classer le surpoids ou l'obésité selon l'âge. L'indice de masse corporelle (IMC), à savoir le poids en kilogrammes d'une personne divisé par le carré de sa taille en mètres, est utilisé comme outil de dépistage au niveau démographique pour classer le surpoids ou l'obésité chez les adultes. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) définit le surpoids chez les adultes par un IMC supérieur ou égal à 25 kg/m ² , et l'obésité par un IMC supérieur ou égal à 30 kg/m ² .
Systèmes agroalimentaires	Les processus et les acteurs interconnectés qui sont impliqués dans la fourniture d'intrants, la production, la transformation, le stockage, le transport, le commerce, l'emballage, la distribution, la vente au détail, la commercialisation, la préparation et la consommation d'aliments, et les résultats que ces systèmes génèrent pour la nutrition, la santé, l'équité, les moyens de subsistance et l'environnement.
Système alimentaire	Les éléments interconnectés (notamment l'environnement, les populations, les intrants, les processus, les infrastructures et les institutions) et les activités qui sont liés à la production, à la transformation, à la distribution, à la préparation et à la consommation des aliments, ainsi que les produits de ces activités, y compris les résultats socioéconomiques et environnementaux.
Systèmes de santé	Les organisations, les personnes et les actions dont l'intention première est de promouvoir, rétablir ou maintenir la santé, notamment la prestation de services de nutrition essentiels sur toute la vie. Les systèmes de santé ne se limitent pas aux hôpitaux et aux cliniques, mais incluent également le réseau complet d'acteurs, d'institutions et d'activités dont l'objectif principal est d'améliorer les résultats en matière de santé.
Transition alimentaire	La transition alimentaire désigne des changements à long terme dans la composition et les tendances des régimes alimentaires au sein de populations, généralement associés au développement économique, à l'urbanisation et à la modification des systèmes alimentaires, qui entraînent des changements dans les types, les quantités et la qualité des aliments consommés (p. ex. transition vers une alimentation plus riche en graisses, en sucre, en aliments d'origine animale et en aliments transformés).

La vision du *Rapport sur la nutrition mondiale* consiste en un monde exempt de toute forme de malnutrition.



globalnutritionreport.org



@GNReport



/the-global-nutrition-report



/globalnutritionreport

Le *Rapport sur la nutrition mondiale* est la première évaluation indépendante mondiale portant sur la situation nutritionnelle à l'échelle internationale. Il fournit les meilleures données disponibles, des analyses approfondies et des avis d'experts fondés sur des éléments probants afin d'inciter à l'action en faveur de la nutrition là où les besoins sont les plus urgents.

Initiative multipartite composée de gouvernements, d'organisations donatrices, de la société civile, d'organisations multilatérales, du secteur privé et du milieu universitaire, le *Rapport sur la nutrition mondiale* est dirigé par des experts dans le domaine de la nutrition. Il a été lancé en 2014 à la suite du premier sommet Nutrition pour la croissance afin de rendre compte des progrès accomplis par rapport aux cibles mondiales de nutrition et aux engagements pris pour les atteindre.

En 2021, l'équipe du *Rapport sur la nutrition mondiale* a créé le Cadre de responsabilité en matière de nutrition, la toute première plateforme indépendante et complète au monde permettant d'enregistrer les engagements SMART en matière de nutrition et de suivre les actions dans ce domaine. En fournissant [un compte rendu exhaustif, le Cadre de responsabilité en matière de nutrition, des profils nutritionnels nationaux et interactifs](#) ainsi que [l'Outil de suivi des engagements du Cadre de responsabilité en matière de nutrition](#), le *Rapport sur la nutrition mondiale* met en lumière le fardeau de la malnutrition et souligne les progrès accomplis et les solutions éprouvées en matière de lutte contre la malnutrition à travers le monde.



PARTENAIRES 2026



Co-funded by
the European Union



MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Government
of Ireland
International
Development
Programme



GLOBALNUTRITIONREPORT.ORG